



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

République Française

Liberté — Égalité — Fraternité

VILLE DE PARIS



Prix Municipal

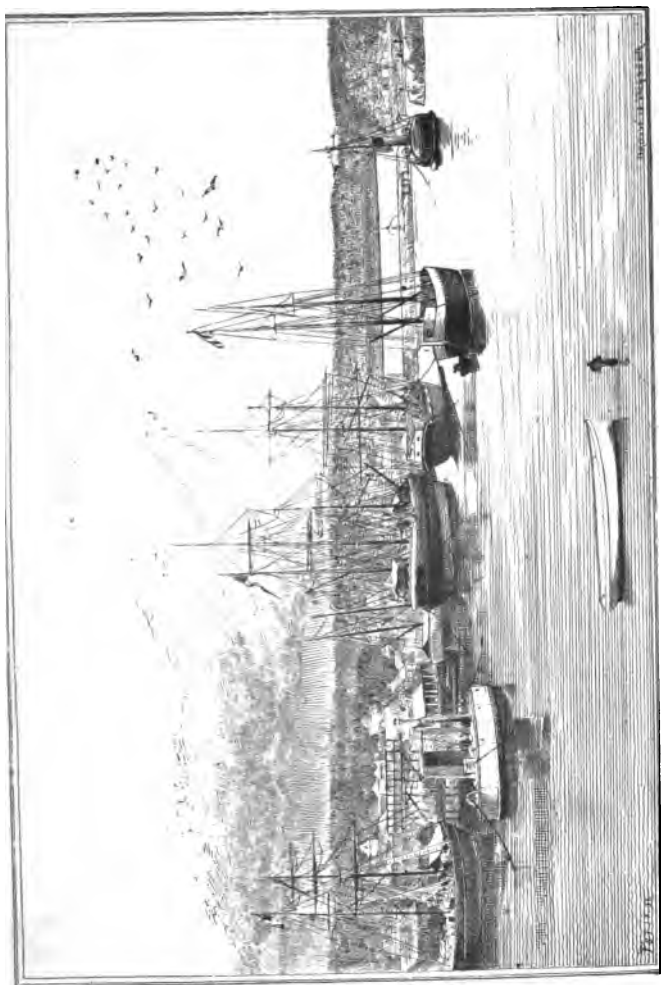


HOOVER INSTITUTION
on War, Revolution, and Peace

FOUNDED BY HERBERT HOOVER, 1919

NOS GRANDES COLONIES

POITIERS. — TYPOGRAPHIE OUDIN.



Port de SAINT-PIERRE. — LA RÉUNION.

FERNAND HUE & GEORGES HAURIGOT

//

NOS

GRANDES COLONIES

AFRIQUE

LA RÉUNION — MADAGASCAR
LE SÉNÉGAL



PARIS

H. LECÈNE ET H. OUDIN, ÉDITEURS

17, RUE BONAPARTE, 17

—
1887

(Tous droits de traduction et de reproduction réservés.)

DT469
R43H58

es
es
le
te

é
7-
é-
es
al
ni
s-
et
ie
r-

ne

Hot Sale
15

1000

1841

1992

NOS GRANDES COLONIES

LA RÉUNION



CHAPITRE PREMIER

Découverte. — Compagnie de l'Orient. — Pronis. — Compagnie des Indes. — Jacob de la Haye. — Le P. Hyacinthe. — Conseil des notables. — Conseil provincial — Le café. — Prise de possession de L'île de France. — Invasion de sauterelles. — Epidémie de petite vérole. — Situation de Bourbon à l'arrivée de La Bourdonnais.

Les auteurs qui ont écrit sur la Réunion ont assigné plusieurs dates à la découverte de cette île : 1506-1507-1508-1512-1513 et 1545 ; or, il résulte de travaux récents publiés par M. Guet (1) qu'aucune de ces dates n'est exacte. C'est en 1628, le 9 février, que l'amiral portugais *Pedro de Mascarenhas* découvrit les îles qui portèrent longtemps son nom. Mascarenhas prit possession de Bourbon au nom du roi Jean III, de Portugal et s'éloigna, ne laissant comme trace de son passage que quelques chèvres qui se multiplièrent, et dont les descen-

(1) Origines de l'île Bourbon, Revue maritime et coloniale, tome LXXXVI, 1885.

dants existent encore aujourd'hui ; les créoles les appellent *Cabris*.

En 1598, des Hollandais fixés à Maurice firent une reconnaissance à Bourbon, mais ne l'occupèrent pas. Le 24 mai 1613, le navire anglais la *Perle* relâchait dans la rade de Saint-Paul ; il en repartait le 1^{er} avril, après avoir baptisé l'île du nom de *Forêt d'Angleterre*.

Tous les voyageurs qui ont visité Bourbon rapportent que l'île était couverte d'une végétation luxuriante ; des oiseaux magnifiques peuplaient ses forêts ; son climat, quoique chaud, était sain, et son ciel toujours bleu ; mais dans cet Océan si fertile en naufrages, sur cette route des Indes où périrent tant de vaisseaux, Bourbon, avec ses côtes abruptes, son littoral uniforme, n'offrait pas un port, pas un abri, pas un refuge au navire battu par la tempête. C'est à cette circonstance, croyons-nous, que Bourbon doit de n'avoir été occupée par aucune des nations qui la visitèrent.

Le premier Français qui ait abordé dans l'île, est un sieur François Cauche ; en 1638, il se rendait aux Indes sur le *Saint-Alexis*, capitaine Goubert ; il mouilla devant l'île, en prit possession au nom du roi Louis XIII et continua sa route.

Cependant, la création d'un établissement français à Madagascar allait amener l'occupation de Bourbon.

Un sieur Ricault, capitaine de marine, fondait, le 29 janvier 1642, une Compagnie de négociants, dite Compagnie de l'Orient (1), pour l'exploitation de « la grande

(1) A cette époque, la ville de Lorient s'appelait l'Orient.

isle de Madagascar et isles voisines ». Richelieu lui accordait le monopole du commerce et de la navigation ; ce privilège, ratifié par Louis XIII, était confirmé par Louis XIV, peu de temps après son avènement.

En mars 1643, le navire le *Saint-Louis* quittait Lorient, emmenant les premiers colons : Pronis et Fouquem-bourg, chefs de l'expédition, deux commis et douze soldats, garnison future du Fort-Dauphin qu'on allait édifier.

Au mois de septembre, le *Saint-Louis* mouillait à Bourbon, et Pronis en prenait possession. Quelques jours après, la petite expédition arrivait à Tholongar. Aussitôt débarqués, les Français se mirent en communication avec les naturels qui leur firent bon accueil, puis commença la construction de Fort-Dauphin, capitale de nos établissements dans la grande île malgache. La sévérité excessive de Pronis envers ses hommes, sa conduite cruelle et barbare avec les habitants, révoltèrent les Français. Le chef, dépossédé de son autorité, fut chargé de fers et jeté en prison. Six mois après cet événement, un navire apportant des vivres à Fort-Dauphin délivra Pronis, dont le premier acte fut d'exiler les douze rebelles dans l'île de Mascareigne.

La conduite de Pronis, connue en France, amena sa disgrâce ; il fut remplacé dans son commandement par le sieur de Flacourt, qui arriva en décembre 1648 avec quatre-vingts hommes. Au mois de septembre de l'année suivante, il rappela les douze mutins, qui quittèrent à regret l'île de Mascareigne. Un mois après, le gouverneur de Fort-Dauphin envoyait le *Saint-Laurent* prendre pos-

session de l'île qu'il nommait Bourbon, et où il faisait débarquer quatre vaches et un taureau.

« En cette même année (1648), dit Flacourt, y ay fait passer quatre génisses et un tœreau, afin d'y multiplier. Et en l'année 1654 i y en ai envoyé autant lesquelles on trouva qu'elles étaient multipliées insques à plus de trente.

« J'ordonnay au capitaine Roger le Bourg d'entreprendre une seconde possession de ma part, au nom de Sa Majesté, y poser les armes du Roy et la nommer isle de Bourbon (1). »

Plus loin, il explique pourquoi il lui donna le nom de Bourbon :

« Et luy ay imposé le nom de l'isle Bourbon, ne pouvant trouver de nom qui peust mieux quadrer à sa bonté et fertilité qui luy appartint mieux que celui-là (2). »

Le 10 septembre 1654, entraînés par les descriptions magnifiques des soldats bannis par Pronis, huit colons et six nègres madécasses s'embarquaient sur l'*Ours*, et quittaient Fort-Dauphin pour aller s'établir à Boubon; ils étaient commandés par un sieur Thaureau. Les nouveaux habitants se fixèrent à Saint-Paul, près de l'étang, y construisirent quelques cabanes et commencèrent des travaux de culture. Tout semblait marcher à souhait, lorsque, le premier janvier 1657, éclata un ouragan qui détruisit les plantations, renversa les cases et faillit engloutir les habitants. Les colons étaient à peine remis de

(1) De Flacourt. — *Histoire de la grande isle de Madagascar*,

267.

Ibid.

ce premier désastre, qu'un second ouragan vint fondre sur leur établissement, au mois d'avril 1658; il fut aussi terrible que le premier. Quelques jours après, un navire français, disent les uns, anglais, disent les autres, le *Guillaume Thomas*, vint relâcher dans la baie de Saint-Paul. Le capitaine Gosselin, commandant du navire, n'eut pas de peine à décider les habitants à abandonner Bourbon, et à le suivre aux Indes où il se rendait; les esclaves de Madagascar voulurent accompagner leurs maîtres; mal leur en prit, car, aussitôt débarqué à Madrapatan, Gosselin les vendit. Quant aux Français, ils les abandonna à leur malheureux sort.

L'île resta inhabitée pendant quatre ans. En 1662, un Français, du nom de Payen, accompagné d'un de ses compatriotes, de sept noirs et de trois femmes malgaches, vint de Fort-Dauphin s'établir à Bourbon.

Ces tentatives isolées peuvent être considérées comme un commencement de colonisation, mais c'est seulement de la fondation de la Compagnie des Indes Orientales que date l'installation sérieuse des Français à Bourbon.

En 1664, Colbert, voulant aider au développement commercial de nos possessions en Orient, crut atteindre ce but en créant une Compagnie, dite des Indes Orientales, à l'instar de celles fondées au début du siècle par les Hollandais et les Anglais. Le capital de la nouvelle Compagnie était fixé à *quinze millions* de francs; tous les Français furent appelés à concourir à sa formation, et pour donner l'exemple, le roi Louis XIV s'engagea personnellement pour une somme de *trois millions* dont il abandonnait les intérêts; il refusait de participer aux

bénéfices pendant *dix ans* et garantissait les pertes éventuelles pendant une même période. Des lettres patentes conféraient à la Compagnie le monopole du commerce et de la navigation depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'aux Indes et dans les mers orientales, les détroits de Magellan et de Lemaire, en un mot dans toutes les mers du sud. La durée de la concession était fixée à cinquante ans.

Les premiers navires, portant cinq cent vingt hommes, partirent de Brest le 7 mars 1665 ; le 20 juillet, ils arrivaient à Madagascar. Séparés des autres vaisseaux pendant une tempête en doublant le cap, le *Taureau* et la *Vierge du Bon-Port* relachèrent à Bourbon. Ils y trouvèrent Payen et son compagnon ; les dix noirs qu'ils avaient emmenés, les avaient abandonnés et s'étaient réfugiés dans la partie boisée de l'île. Vingt et un hommes furent débarqués sur leur demande et placés sous le commandement de Renault ou Regnault, qui peut être considéré comme le premier gouverneur de Bourbon ; les colons s'établirent à l'est de l'étang de Saint-Paul.

Tel est le point de départ de l'occupation de l'île, et l'origine de sa population actuelle.

En 1670, Jacob de la Haye, nommé vice-roi des Indes, était chargé par Louis XIV de visiter tous les établissements de la Compagnie ; il se rendit d'abord à Madagascar, et, en 1671, vint à Bourbon. Son premier acte fut de reprendre possession de l'île au nom du roi ; la cérémonie eut lieu à Saint-Denis ; une pierre grossièrement sculptée pour la circonstance a été retrouvée là ; elle porte le nom de Jacob de la Haye, vice-roi des Indes, et la date

de 1671. Elle a été depuis placée dans le vestibule de l'hôtel du gouvernement.

De la Haye profita de son passage à Bourbon pour remplacer Regnault par le sieur Lahure, Laheure ou Laheusse, et promulguer une ordonnance réglementant le travail et la chasse ; cette dernière mesure était indispensable en présence de la diminution du gibier ; il interdit aux habitants de chasser, et nomma des chasseurs jurés chargés d'approvisionner les magasins de la Compagnie. Il y avait déjà quatre centres de populations : Saint-Paul, Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ; on cultivait le blé, le riz, le coton et la canne, dont l'introduction à Bourbon semble remonter aux premiers jours de notre occupation.

La population de l'île s'accrut, en 1674, des vingt-cinq Français échappés au massacre de Fort-Dauphin. Avec ces malheureux arrivaient à Bourbon deux femmes du convoi de seize orphelines envoyées de France par Colbert et que des aventures avaient dispersées un peu partout ; ces deux femmes étaient M^{lle} Nicole Coulon, mariée à Madagascar, avant le massacre, avec un sieur Pierre Martin, et M^{lle} Françoise Chatelain, mariée à Fort-Dauphin avec Jacques Lelièvre, enseigne de Compagnie, qui périt dans le massacre, le jour même de son mariage, de telle façon qu'elle fut aussitôt veuve que mariée ; depuis lors, cette jeune fille épousa successivement deux colons de Bourbon, dont elle eut dix enfants, et elle est devenue une des arrière-grand'mères des meilleures familles de la colonie.

Jusqu'en 1689, la colonie resta placée sous la direction

d'un employé de la Compagnie; à cette époque, soit que les habitants fussent mécontents de ces agents, soit qu'à leur avis l'importance de l'île méritât d'avoir comme chef un personnage revêtu d'un titre plus élevé, ils demandèrent au roi l'envoi d'un gouverneur. Tout aussitôt, Louis XIV, faisant droit à leur requête, nomma M. Habert de Vaubulon et l'investit des pouvoirs les plus étendus; il était à la fois l'*exécutif* et le *judiciaire*, et prenait le titre de *gouverneur et de juge en dernier ressort de toutes matières en l'île de Bourbon*.

Les allures autoritaires d'un homme muni d'une telle puissance ne tardèrent pas à déplaire aux habitants; aussi, ne cherchèrent-ils qu'une occasion de s'en débarrasser. Un complot fut organisé sous la direction du Père Hyacinthe.

Le Père Hyacinthe, né à Quimper, entra fort jeune dans l'Ordre des Capucins, et se fit envoyer à Bourbon; mais le rôle modeste de curé d'une colonie naissante ne suffisait pas à son ambition, il rêvait une situation plus élevée. Mettant donc à profit le mécontentement général, le missionnaire résolut de renverser de Vaubulon et de prendre sa place. Le 26 novembre, pendant la messe, à un signal du religieux, les habitants se saisirent du gouverneur et le jetèrent en prison. Il y mourut en 1692, le 18 août. Le Père Hyacinthe était trop habile pour prendre ouvertement la direction des affaires, il fit donner le pouvoir à un certain Drouillart, précédemment commandant. Celui-ci signait ses actes : *Gouverneur par le choix des habitants*.

Il ne semble pas que la Compagnie se soit beaucoup

inquiétée de ce petit coup d'État; cependant, notons que c'est de cette époque que date l'obligation imposée aux bénéficiaires de concessions, de payer une redevance, soit en nature, soit en journées de travail. (La journée de travail de l'ouvrier blanc était alors cotée *quinze sous*.)

Le successeur de Drouillart, le sieur de la Prades, mit à exécution le projet formé en 1674, par de la Haye, de créer un *conseil de notables chargé de prendre connaissance des affaires de l'île Bourbon*, disent les actes du temps. Ce conseil se composait de six membres qui siégeaient à Saint-Paul, tandis que dans les autres quartiers deux habitants, appelés *principaux*, administraient sous la surveillance des notables; leur principale mission fut de régler. La chasse devait d'abord attirer l'attention des législateurs: une partie de l'alimentation publique reposait sur elle; ils fixèrent donc la limite des terrains qu'il était permis de parcourir, et les époques d'ouverture et de fermeture. L'amende infligée aux délinquants fut de vingt livres, puis on la porta à trente: « la moitié de cette amende, ajoute un document du 23 janvier 1696, est affectée au paiement de ceux qui iront à la recherche des nègres marrons, quand il y en aura. »

Un édit royal du 7 mars 1711 institua le *Conseil provincial*, composé des directeurs généraux de la Compagnie, lorsqu'ils étaient à Bourbon, de marchands pour la Compagnie et d'habitants français choisis par le gouverneur et lesdits marchands. Jusqu'au 23 avril 1723, les prêtres en firent partie de droit; mais, à cette date, nous relevons dans les instructions du conseil du Roi à Desforges Boucher: « Défense à MM. les prêtres de se

mêler en aucune façon des affaires de la colonie et avoir des habitations en dehors du presbytère. Or d'exclure du Conseil provincial les prêtres de Saint-Zare, qui prétendaient y avoir le pas sur le gouverneur.

Quoique le nombre des habitants appelés à faire partie du Conseil ne fût pas limité, l'usage prévalut d'en nommer au moins un par quartier, ainsi qu'il résulte d'une délibération de l'année 1718, dans laquelle il est dit qu'il n'y a aucun habitant pour Sainte-Suzanne, *parce qu'il s'en est pas trouvé de capable.*

Le Conseil, outre les affaires administratives dont il avait la gestion, jugeait au civil et au criminel. Au civil ses jugements, exécutoires par provision, allaient en appel à Pondichéry devant le Conseil supérieur ; au criminel, ils étaient définitifs à l'égard des esclaves pour les blancs et les hommes libres, Français ou étrangers, ils relevaient de Pondichéry ou du Parlement du ressort duquel abordait le navire chargé de transporter les accusés.

Dès son organisation, le Conseil établit une sorte de règlement intérieur nécessité par l'accroissement de la population. A la date du 20 février 1711, nous relevons les ordonnances suivantes, qu'il nous semble intéressant d'indiquer. C'est d'abord l'adoption de la *Gaulette* de quinze pieds de long comme unité de mesure pour les terrains à concéder. Une loi condamnant les voleurs et les incendiaires à être pendus ; il est même fait défense aux habitants de porter du feu par les chemins. Puis une série d'articles relatifs aux crimes et délits de tout genre.

Le Conseil s'occupa aussi de protéger le sort des esclaves : Le maître qui maltraite un esclave est privé pour toujours du droit d'en posséder. L'esclave appelé à la tutelle des enfants de son maître est affranchi de droit. La femme ne peut être séparée de ses enfants, s'ils appartiennent au même maître qu'elle. Le maître ne peut faire de son esclave, ni sa femme, ni sa maîtresse. Par contre, l'esclave qui ne se montre pas fidèle et respectueux peut être puni du fouet ou de six mois de fers. Celui qui est convaincu d'avoir enlevé une blanche encourt un châtiment exemplaire.

En cette même année 1715, un navire venant de Moka s'arrêta à Bourbon ; les habitants virent quelques pieds de café et reconnurent que la même plante se rencontrait abondamment à l'état sauvage dans les forêts de l'île. Aussitôt, le Conseil de s'assembler et d'étudier la question ; la découverte paraît si grave, que le gouverneur Parat, — dont on n'était peut-être pas fâché de se débarrasser — est envoyé à Paris pour s'entendre, soit avec la Compagnie, soit avec le gouvernement, sur l'organisation du commerce du café ; puis on décrète que chaque homme, libre ou esclave, de quinze à soixante ans, devra cultiver *cent* pieds de café, plantés à cinq pieds de distance.

La qualité du café de Bourbon n'ayant pas été reconnue suffisante, on fit venir en 1717 des plants de Moka ; ils s'acclimatèrent parfaitement.

Cependant, un événement d'une plus grande importance venait de se produire : l'île Maurice, que les Hollandais avaient occupée en 1598, abandonnée en 1708

pour s'établir au cap de Bonne-Espérance, était nexée à Bourbon ; le 31 octobre 1714, Guillaume I fresne, commandant le *Chasseur*, en avait pris possession. Avisée de ce fait, la Compagnie ordonna au Conseil provincial d'envoyer à Maurice des colons et des noirs de Bourbon pour peupler l'île et commencer les travaux de culture ; mais les créoles n'entendaient pas quitter leurs terres. La Compagnie insista ; force fut au Conseil de réquisitionner des hommes ; ceux désignés s'enfuirent dans les bois. Bourbon n'était du reste pas en mesure de fournir des colons à Maurice, sa population ne s'élevait qu'à deux mille habitants, ne cents blancs et onze cents esclaves, et déjà ce nombre était insuffisant. Enfin plusieurs familles, accompagnées d'un Lazariste, s'embarquèrent sur le *Triton*, commandé par Jean-Baptiste Dufougeray-Garnier, de Saint-Malo : celui-ci prit officiellement possession de l'île le 2 septembre 1729, et lui donna le nom d'île de France ainsi qu'il résulte du procès-verbal inscrit au registre du Conseil provincial. Quelque temps après, on réquisitionna six colons et trente noirs, auxquels on alloua outre leur nourriture, vingt sols par jour pour les blancs et dix sols par journée de travail des esclaves.

Depuis de nombreuses années, des corsaires de toutes les nationalités écumaient l'océan Indien, et pillaient les navires revenant des Indes ; leur principal repaire était à Sainte-Marie de Madagascar ; les gouvernements anglais et français s'étaient réunis pour leur faire la chasse ; ces efforts étant restés sans résultat, on se décida à leur accorder amnistie pleine et entière, s'ils

voulaient désarmer et rentrer dans leur patrie. En 1721, un des plus hardis parmi ces forbans, Cogdon, vint faire sa soumission entre les mains de M. Beauvoillier de Courchant, gouverneur de Bourbon ; il amenait avec lui cent trente-cinq de ses hommes et livrait ses navires chargés de riches dépouilles. Un petit nombre de ces pirates restèrent dans la colonie, devinrent d'excellents cultivateurs et firent souche d'honnêtes gens, les autres furent rapatriés.

Mais, avant de passer à l'état de colons, ces forbans convertis furent d'abord pensionnaires de l'île ; ils étaient logés chez l'habitant, et le 10 janvier 1721, M. de Beauvoillier édicta un curieux règlement pour établir la façon dont les amnistiés seraient traités par leurs hôtes forcés.

La sollicitude du gouverneur pour ces aimables bandits n'était pas absolument désintéressée : tout l'argent gagné par leur profession vagabonde, mais lucrative, vint peu à peu dans la bourse de ceux qui les hébergeaient et concourut à introduire dans l'île une grande quantité de numéraire.

Vers la même époque, la Compagnie, voulant rétrocéder l'île à la couronne, la fit estimer. Dans sa séance du 15 mai 1722, le Conseil provincial évalua Bourbon à la somme de 6.184.295 livres. Parmi les conseillers présents à cette séance et ayant signé la déclaration, nous relevons le nom de *Dupleix*, premier conseiller au Conseil supérieur de Pondichéry, et celui de *Pierre Parny*, habitant de Saint Paul.

Le 23 septembre de l'année suivante, un édit royal décidait la création à l'île de France d'un Conseil provincial, et donnait le titre et les prérogatives de Conseil supérieur à celui de Bourbon ; en outre, le gouverneur nommé pour les deux îles devait séjourner six mois dans l'une et six mois dans l'autre.

Une des premières mesures prises par les nouveaux conseillers, à la requête de la Compagnie, fut de décréter l'obligation pour tout propriétaire de terrains de cultiver *deux cents* pieds de café, par noir travaillant sur la concession, déclarant que tout destructeur de caféier serait puni de mort, *sans aucune rémission ni égard à la qualité et à la condition des personnes*. La Compagnie achetait le café aux planteurs, à raison de *dix sous* la livre : malgré l'extrême médiocrité de ce prix, nous la verrons plus tard, en 1743, déclarer que la production de l'île est trop considérable, qu'elle ne peut tout acheter et que, par conséquent, il faut réduire la culture.

Le prix du café fut du reste encore diminué ; il fut fixé, du 1^{er} août 1732 au 1^{er} juillet 1738, à « six sols la livre, et ensuite à cinq sols pour toujours ».

Cette modicité de prix décida les habitants à se réunir et à déléguer trois des leurs à Paris, pour adresser des réclamations à la Compagnie ; le gouvernement s'opposa à leur départ. Trois autres délégués furent de nouveau nommés par une autre assemblée : Sicre de Fontbrune, Pierre de Guigné et Pierre Cadet ; le représentant de la Compagnie se décida à les laisser partir, mais « à la condition qu'ils paieraient leur passage sur un navire de

la Compagnie ». Les habitants se cotisèrent, et les délégués se mirent en route. Leur démarche resta sans résultat.

Durant l'année 1729, la colonie fut particulièrement éprouvée : une nuée de sauterelles s'abattit sur l'île, faisant les plus grands ravages, dévastant tout, écrivent les employés de la Compagnie, riz, blé, même les arbres, pêcheurs, orangers, etc... sauf toutefois les caféiers ; les noirs des habitations ne sont occupés qu'à leur faire la guerre. A la suite de ce fléau, une épidémie de variole sévit dans différents quartiers, et notamment à Saint-Paul, où elle fit beaucoup de victimes. Cette maladie fut importée de l'Inde par un navire amenant des émigrants ; les médecins attribuèrent cette épidémie « à la fiente et ordures des sauterelles qui couvrent et infestent les plantages. »

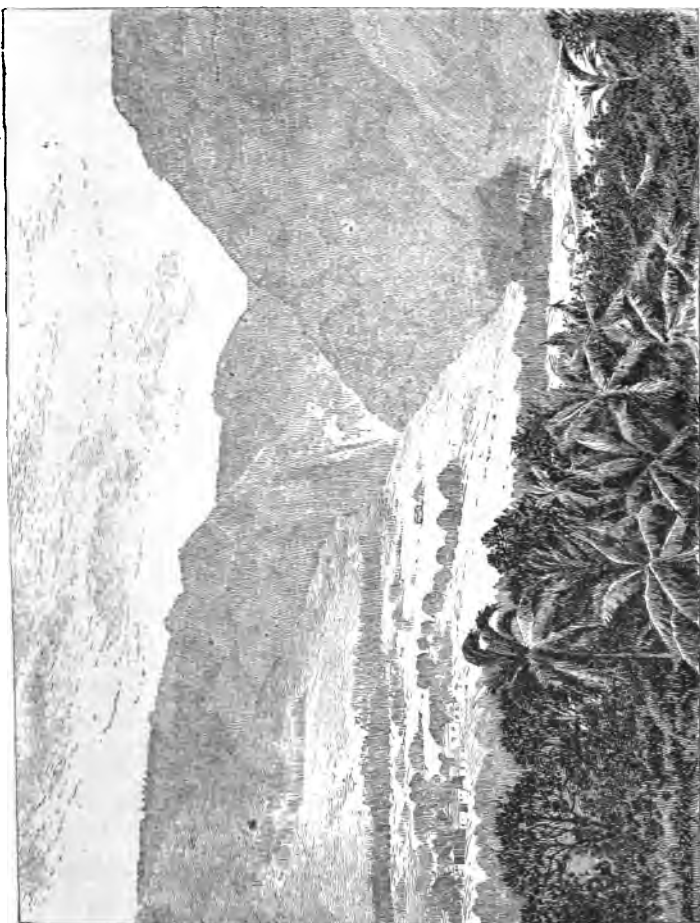
Nous voici arrivés à l'époque où La Bourdonnais va prendre le gouvernement de Bourbon et de l'île de France, où, par suite de son administration, la situation de la colonie vase modifier ; tandis que Maurice deviendra le siège du gouvernement, le centre des transactions commerciales, nous verrons Bourbon, sinon perdre de son importance, du moins rester stationnaire ; jetons donc un rapide coup d'œil sur l'état de notre possession au moment de l'arrivée de La Bourdonnais.

Sous le régime de la Compagnie, établie depuis soixante-dix ans à Bourbon, la situation des habitants était loin d'être prospère ; voici comment elle est jugée par le Conseil d'administration, dans un rapport adressé, le 20 décembre 1731, aux directeurs à Paris :

« Les habitants sont tous gueux et se trouvent dans une triste situation. Les plus riches en argent comptant ne possèdent pas plus de quatre à cinq mille écus ; six à peine se trouvent dans ce cas ; il n'y en a pas vingt qui aient mille écus. »

Il est au moins étrange de trouver cet aveu dans le rapport du Conseil, et pour peindre la misère des habitants, qui est leur œuvre, les administrateurs emploient de bien gros mots qu'ils auraient pu garder pour se les appliquer à eux-mêmes. Si les habitants étaient « gueux », la Compagnie ne l'était pas moins, ainsi que nous le verrons plus loin. Au reste, c'est la Compagnie elle-même qui avait créé cet état de gêne. Elle s'était réservé le monopole exclusif du commerce à Bourbon, elle seule pouvait vendre et acheter, et les peines les plus sévères étaient édictées contre les habitants qui fournissaient des denrées ou approvisionnements aux navires relâchant dans l'île. Les colons étaient tenus de livrer toutes leurs productions aux agents de la Compagnie ; et de ses magasins seuls sortaient tous les objets dont ils avaient besoin ; or, la Compagnie vendait aux colons avec un bénéfice variant de 40 à 100 pour 100.

De 1727 à 1731, par exemple, nous trouvons dans les rapports de l'époque que la Compagnie avait acheté 1.286.000 livres de café à raison de huit à dix sous la livre, soit environ 557.000 fr., tandis que les ventes faites aux habitants s'étaient élevées à la somme de 1.250.000 francs : c'était un déficit énorme. La majeure partie de cette somme avait été employée en acquisition d'esclaves ; or, qui faisait la traite ? qui avait le monopole de l'impor-



Rivière Saint-Denis, à la Réunion.

tation des noirs ? la Compagnie, dont les navires enlevaient à vil prix non seulement les habitants de Madagascar, mais aussi les naturels du littoral ouest d'Afrique. Le 20 décembre 1731, le *Duc de Noailles* débarquait à Saint-Paul cent dix-huit noirs enlevés sur la côte du Sénégal, et les vendait 71.780 livres tournois. Il y avait à cette époque 5.500 esclaves à Bourbon et, au dire des agents de la Compagnie, ce nombre était insuffisant.

Nous avons vu que les bénéficiaires de concessions payaient une redevance à la Compagnie; ils en devaient une aussi pour chaque tête de noir : c'était la capitation. Cet impôt se réglait en nature et principalement en volailles, et nous apprenons par une réclamation adressée le 10 juillet 1792 aux agents par les habitants, que les 5.500 esclaves payaient 2.750 poules et 2.750 chapons.

Qu'avait fait en revanche la Compagnie pour les habitants? Rien au point de vue du bien-être matériel : les villages avaient été construits par les colons ; les églises s'étaient élevées à leurs frais sur des terrains qu'ils avaient généreusement donnés, et ils entretenaient leurs pasteurs. Pas une seule route n'était ouverte dans l'île, et jusqu'en 1790, c'est par bateau ou pirogue qu'avaient lieu les communications entre Saint-Denis et la Possession; ce n'est qu'en 1791 que s'ouvrit la première voie connue encore aujourd'hui sous le nom de *l'ancien chemin*. Il est vrai d'ajouter que, malgré la route tracée, les habitants continuèrent à se servir de la voie de mer pour se rendre de la Possession à Saint-Denis, et cela jusqu'à l'établissement du chemin de fer.

On le voit, sous le régime de la Compagnie, la situation était loin d'être prospère.

Nous allons voir ce qu'elle devint sous le gouvernement de La Bourdonnais.

CHAPITRE II

Mahé de La Bourdonnais. — Naufrage du *Saint-Géran*. — Rétrocession des îles de France et de Bourbon au roi. — Liquidation de la Compagnie. — Poivre. — Organisation de la colonie. — Les milices. — Les volontaires de Bourbon — 1793. — Bourbon prend le nom de la Réunion. — Baco et Burnel. — Belleville. — L'empire. — Les Anglais attaquent l'île. — Révolte d'esclaves. — La France reprend possession de l'île. — 1848. — Emancipation des esclaves.

C'est le 11 juillet 1735 que La Bourdonnais arriva à Bourbon pour y remplir la charge de gouverneur général.

Bertrand-François Mahé de La Bourdonnais naquit à Saint-Malo le 11 février 1699; dès l'âge de dix ans il s'embarquait à bord d'un navire en partance pour les mers du sud. Depuis cette époque jusqu'en 1718, il navigua sur toutes les mers et fut presque toujours en campagne.

En 1719, La Bourdonnais entra au service de la Compagnie des Indes et prit une part active et glorieuse à nos guerres de l'Inde. De retour à Paris, en 1799, le jeune officier, qui avait compris les immenses bénéfices que la France pouvait tirer de l'Inde et des îles de l'océan Indien, soumit au ministère ses projets et ses vues sur les moyens d'assurer le commerce de nos colonies. Le roi Louis XV, séduit, le nomma gouverneur général des îles de France et de Bourbon.

Aussitôt rendu à son poste, La Bourdonnais entreprit

de relever les deux îles de l'état d'abandon et presque de misère dans lequel elles se trouvaient; il fit cultiver le riz, ordonna la plantation de pieds de manioc rapportés du Brésil, établit des fabriques de coton et d'indigo, construisit des carénages pour la réparation des navires et installa un chantier de constructions maritimes. Un de ses travaux les plus hardis est certainement le pont volant qu'il fit élever dans le quartier Saint-Pierre. Ce pont était suspendu sur quatre mâts de soixante pieds de hauteur; il avait cent trente pieds de portée, et à son extrémité était placé un escalier qui s'élevait et s'abaissait à volonté pour permettre le chargement et le déchargement des navires. Malheureusement, cette curieuse jetée fut emportée par un ouragan en 1760.

Pendant les treize ans qu'il gouverna l'île, La Bourdonnais, privé de secours et de moyens d'action, accomplit des merveilles, et cependant il se vit calomnié au point d'être obligé de rentrer en France pour se disculper. On l'accusait d'avoir trop bien fait ses affaires au détriment de celles de la Compagnie. On connaît la réponse de La Bourdonnais : « J'ai fait vos affaires selon vos ordres, et les miennes selon mon initiative. »

Sur ces entrefaites, éclata la guerre entre la France, la Hollande et l'Angleterre; Louis XV donna le commandement de toutes nos forces navales dans les mers des Indes à La Bourdonnais. Nous ne raconterons pas les hauts faits d'armes du gouverneur de Bourbon dans les Indes, ni les dissentiments qui s'élevèrent entre lui et Dupleix, ces deux grands génies faits pour s'estimer et s'entendre et qui, d'accord, auraient pu accomplir de si

grandes choses; nous avons fait ce récit dans un précédent ouvrage (1).

C'est pendant que se passaient ces événements qu'eut lieu le naufrage du *Saint-Géran*, sur l'île d'Ambre, petit îlot situé à quelques milles de l'île de France; nos lecteurs savent que c'est cette catastrophe qui a inspiré à Bernardin de Saint-Pierre son roman de *Paul et Virginie*. Nous donnons en appendice la déclaration faite par les survivants du naufrage à M. Antoine-Nicolas Herbault, conseiller du roi au Conseil supérieur de l'île de France, assisté de son greffier François Morère.

Cependant, l'état des affaires de la Compagnie empirait chaque jour : partout mal dirigée, partout cédant aux demandes de l'Angleterre, partout trompée et bernée par ses agents, elle consommait sa ruine aux Indes. A ses directeurs elle refusait les fonds nécessaires à la défense de ses comptoirs; pour plaire aux Anglais, elle rappelait Dupleix et le remplaçait par le traître Godeheu, qui signa avec l'Angleterre un traité tel, que le major Malleson a pu écrire que les conditions acceptées par Godeheu n'eussent pas été plus désavantageuses pour la France, si elles avaient été dictées par Saunders, le général anglais lui-même! Ces conditions, ajoute l'auteur anglais, étaient non seulement ruineuses pour la Compagnie, mais aussi dégradantes pour l'honneur de la France!

Le résultat de cette politique indigne ne devait pas se faire longtemps attendre: la Compagnie, sur laquelle on

(1) *Nos Petites Colonies*, par Fernand Hue et G. Haurigot, 1 vol in-12, 3^e édition. (LECÈNE et OUDIN, Paris.)

avait fondé de si grandes espérances, se vit forcée de liquider. Elle rétrocéda au roi tous ses droits sur l'île de France et sur Bourbon, moyennant une somme de 7.625.348 livres; l'acte de retrocession fut signé au mois d'août 1764; mais ce n'est que le 14 juillet 1767 qu'elle eut lieu effectivement.

M. Dumas et M. Poivre furent nommés, le premier : gouverneur général des deux îles, et le second, intendant; ils prirent possession de leur poste le 5 novembre 1767.

M. Poivre était appelé à rendre d'immenses services non seulement à l'île de France et à Bourbon, mais encore à quelques-unes de nos autres colonies.

Né à Lyon, le 13 août 1719, Pierre Poivre se destinait à l'état religieux; mais ayant eu le poignet droit emporté dans un combat naval, il dut renoncer à la profession ecclésiastique. Poivre résolut de voyager; il visita la Chine, la Cochinchine, l'Inde et l'Amérique. Il revenait en France, lorsque, en traversant le détroit de Banca, il fut pris par les Anglais, avec lesquels nous étions en guerre, et conduit en captivité à Batavia. Relâché peu de temps après, il tomba de nouveau, à l'entrée de la Manche, entre les mains d'un corsaire, qui l'emmena à Londres. Il ne revit sa patrie qu'après la paix de 1748.

Pendant ses voyages, Poivre avait conçu le projet d'enrichir les colonies françaises des épices, girofle et muscade, dont les Hollandais faisaient seuls le commerce dans les îles Moluques. Dans ce but, il entreprit un deuxième voyage et, après mille difficultés, réussit à se procurer des plants de giroffier et de muscadier. Transportés à l'île de France, ces arbustes périrent tous.

Lorsque Poivre fut nommé administrateur des îles de France et Bourbon, il voulut concentrer dans ces deux îles la culture des épices ; dans ce but, il chargea M. Detcheverry, capitaine de brûlot, d'aller chercher quelques spécimens de ces plantes dans les colonies hollandaises. Malgré la sévérité avec laquelle les Hollandais empêchaient la sortie de ces graines précieuses, M. Detcheverry put rapporter quatre cent cinquante plants de muscadiers, soixante-six pieds de girofliers, dix mille muscades propres à la germination et une caisse de baies de girofles, dont plusieurs commençaient à sortir de terre. Il les apporta dans notre colonie le 27 juin 1770.

Bourbon a voulu conserver la mémoire de l'homme qui s'était consacré tout entier à son développement ; le gouvernement fit placer le buste de Poivre dans la capitale de l'île, à l'hôtel du gouvernement.

Mais là ne s'arrêtèrent pas les progrès apportés dans la colonie sous l'administration de Dumas et de Poivre ; ils firent tracer des routes, construire des magasins, endiguer les rivières, et utilisèrent leurs eaux pour l'alimentation des habitants de Saint-Denis.

Cependant, par diverses ordonnances royales, l'organisation de la colonie avait été modifiée depuis sa rétrocession à la couronne par la Compagnie ; les attributions du Conseil provincial étaient singulièrement diminuées et réduites à un rôle purement judiciaire ; un conseil électif des notables de chaque commune était chargé d'administrer l'emploi d'un faible impôt, appelé capitation, de 50 c. à 1 fr. par tête d'esclave.

C'est à cette même époque que l'île fut divisée en

cinq quartiers ; chacune de ces divisions était dirigée par un commandant de quartier n'ayant point de troupes sous ses ordres, mais simplement chargé de faire exécuter ponctuellement les ordres du gouvernement. On créa des milices, qui subirent d'abord différentes transformations, et enfin les *Volontaires de Bourbon*, composés de deux compagnies de cent six hommes chacune.

Ces volontaires prirent une part active aux guerres que nous eûmes à soutenir contre l'Angleterre, et les hauts faits de ces vaillants ne se comptent plus ; nous n'en voulons citer qu'un, entre mille.

En 1782, des volontaires de Bourbon suivaient aux Indes le marquis de Bussy ; au nombre de 174, ils s'étaient embarqués sur la gabare les *Bons Amis*, capitaine Granière. En route, le navire est poursuivi par une frégate anglaise, le *Sea Horse*, qui l'aborde bientôt. Le combat s'engage.

A la première bordée tirée par l'ennemi, M. Granière, qui se voit inférieur en force, veut amener son pavillon. Le capitaine de Montvert, commandant des volontaires, saute sur la drisse, le pistolet à la main.

— Je brûle la cervelle au premier qui touche à cette drisse !

Granière retire l'ordre d'amener et s'apprête à combattre.

Montvert place ses volontaires sur les passavants, leur ordonne de viser aux canonniers qui se tenaient hors du vaisseau en chargeant leurs pièces, comme cela se pratiquait autrefois, et de faire feu, par les sabords, sur les

officiers et les hommes qui pour la manœuvre **monteraient** dans les cordages.

Cet ordre fut exécuté à la lettre, et bientôt, décimé par le feu meurtrier des volontaires, dont tous les coups portaient, l'équipage de la frégate anglaise se rendit.

La nouvelle des événements de 1789 jeta un certain trouble dans la colonie ; tandis que les uns restaient incrédules, ou tout au moins dans l'expectative, les autres, et ce fut le plus grand nombre, montrèrent un grand enthousiasme ; des clubs se formèrent ; on prononça les grands mots de liberté et d'égalité dans des auditoires en partie composés d'esclaves. Avant même que le décret de l'Assemblée nationale qui autorisait les Assemblées coloniales fût promulgué, celle de Bourbon s'installait à Saint-Denis. A l'île de France, surexcitée par les membres d'un club révolutionnaire, la populace se livra à quelques excès, peu nombreux, il est vrai. A Bourbon, tout se borna à l'arrestation de quelques personnes considérées comme réfractaires aux idées nouvelles, qui furent bientôt relâchées, et à celle de M. de Saint-Félix, amiral, récemment nommé gouverneur de l'île de France, et de M. de Villèle, celui qui devait plus tard être le ministre de la Restauration.

L'amiral de Saint-Félix était venu, escorté de trois frégates, pour prendre possession de son commandement ; M. de Villèle, alors âgé de 21 ans, l'accompagnait. Dès l'arrivée de l'amiral, un certain nombre d'habitants de l'île de France, connus pour leurs opinions avancées, exigèrent que le nouveau gouverneur armât ses frégates en course ; tout d'abord, M. de Saint-Félix refusa ;

mais, craignant de compromettre la sécurité des autres habitants, il finit par céder et sortit de Port-Louis, où il rentra peu de temps après. Ce retour inopiné exaspéra l'Assemblée coloniale de l'île de France, qui prononça la peine de mort contre le gouverneur (15 mai 1794) et mit sa tête à prix. L'amiral se sauva, erra longtemps dans les bois et fut enfin arrêté et transféré à Bourbon, dans l'hôtel du gouvernement de Saint-Denis où on l'incarcéra.

Du reste, pour montrer combien les colons de Bourbon étaient peu sanguinaires, il suffit de citer le trait suivant :

Vers 1794, un noir, esclave de Bourbon, fut condamné à mort pour un crime épouvantable ; le jour de l'expiation arrivé, on ne trouva personne pour exécuter le coupable ; le bourreau étant malade, on demanda un homme de bonne volonté, parmi les hommes libres d'abord, puis parmi les esclaves ; tous refusèrent. On alla même jusqu'à offrir la liberté à celui qui voudrait se charger de la triste besogne : pas un n'accepta, et l'on dut commuer la peine du condamné.

Ajoutons que l'introduction de la guillotine à Bourbon ne remonte qu'à l'année 1865 ; jusque-là, et depuis l'invention de la funèbre machine, aucune condamnation à mort n'avait été prononcée dans l'île. Le gouvernement crut cependant devoir doter l'île d'une guillotine et, détail curieux, celle qu'on envoya, et qui existe toujours, porte la date de 1793. Elle ne servit qu'une fois, en 1869, pour l'exécution d'un Indien assassin. Les crimes sont rares à la Réunion.

Vers la même époque, la Convention, qui venait de

succéder en France à l'Assemblée nationale, décréta, le 16 pluviôse an II (4 février 1793), l'abolition de l'esclavage. Nous avons dit, dans un précédent volume (1) quel fut, aux Antilles et à la Guyane, le résultat de cette mesure prise d'une façon intempestive ; à Bourbon, qui venait de changer son nom en celui de la Réunion, rien de tout cela n'eut lieu ; l'Assemblée coloniale se contenta de supprimer la traite des noirs, et quand les commissaires de la République, Baco et Burnel, chargés de faire exécuter le décret d'affranchissement des esclaves, se présentèrent, en 1796, sur la rade de Saint-Denis, la population déclara qu'elle ne les laisserait pas débarquer ; la garde nationale prit les armes, et les commissaires s'éloignèrent de la Réunion. A l'île de France, où ils se rendirent ensuite, quand on sut le but de leur mission, on les obligea à se rembarquer au plus tôt.

Citons encore, pour en finir avec cette période troublée, la conspiration de Belleville, tentative avortée d'un ancien sergent de l'île de France pour renverser l'Assemblée coloniale ; l'équipée se termina par la déportation du chef et celle des principaux conjurés ; et un autre complot, tramé dans le même but, et connu sous le nom de *Conjuration du 25 pluviôse* ; les émeutiers furent transportés.

On ne peut attribuer qu'à l'affolement causé par ces événements la proposition déposée par M. Ozoux aîné, qui adressa, le 5 septembre 1797, à l'Assemblée coloniale une pétition dans laquelle il demandait que la colonie se

(1) *Nos Grandes Colonies, Amérique : Antilles et Guyane*, par Fernand Hue et G. Haurigot. (Paris, Lecène et Oudin.)

placât sous la protection des Anglais. Hâtons-nous de dire, à la louange de nos compatriotes de Bourbon, que cette proposition ne trouva d'écho ni au sein de l'Assemblée, où M. de Villèle, entre autres, prononça un magnifique discours pour la repousser, ni parmi les habitants, chez lesquels elle souleva une réprobation générale. Pour eux comme pour nous, l'Anglais était l'ennemi héréditaire de la France, de la mère-patrie, et pas un de ses enfants n'eût voulu s'en séparer. Les habitants de la Réunion n'avaient plus à donner des preuves de leur patriotisme et, quelques années plus tard, ils surent bien montrer leur dévouement à la France, quand, montés sur les corsaires, ils firent à la marine anglaise une guerre si acharnée dans la mer des Indes.

Nous regrettons bien cependant qu'il se soit trouvé un historien, M. Azéma, créole de la Réunion, qui ait tenté d'excuser la proposition de M. Ozoux ; du reste, dans tout le cours de son histoire de Bourbon, M. Azéma fait preuve d'une grande admiration et d'une grande sympathie pour les Anglais. Plus loin, quand nous parlerons de la prise de notre colonie par les soldats de Sa Majesté britannique, nous citerons l'appréciation de l'auteur sur l'occupation anglaise.

Le 25 septembre 1803, le premier Consul nomma le général Decaen gouverneur de l'île de France et de Bourbon ; il était chargé de promulguer la constitution et de préparer la défense de la colonie, en prévision des attaques de l'Angleterre, avec laquelle nous étions de nouveau en guerre.

Les années qui suivirent furent employées par le géné-

ral Decaen à réorganiser la colonie et aussi à tenter de réparer les pertes causées par les terribles coups de vent qui signalèrent l'année 1806.

Le 21 février, un ouragan épouvantable passa sur l'île, saccageant les champs de girofliers, dévastant les plantations de café ; la mer, devenue furieuse, s'éleva à une hauteur inaccoutumée, et de nombreux navires périrent en voulant quitter la rade pour gagner le large. Le phénomène se renouvela le 11 mars, achevant de renverser tout ce qui avait échappé à la première tempête. Nous reviendrons sur ces fleaux qui ravagèrent la Réunion à plusieurs époques.

A peine la colonie était remise de cet affreux désastre, qu'un malheur bien plus terrible vint la frapper :

Le 16 août 1809, la frégate la *Néréide* et la corvette le *Saphir*, de la marine anglaise, mouillaient près de Sainte-Rose et jetaient à terre trois cents hommes qui firent sauter le magasin à poudre et mirent les habitants à contribution. Appelée en toute hâte, la garde nationale de Saint-Benoît accourut et força les Anglais à se rembarquer. Quelques jours après, les Anglais, revenant à la charge, s'approchaient de Saint-Paul et incendiaient les magasins du gouvernement.

Ces attaques partielles n'avaient qu'un but : jeter l'épouvante dans la population, démoraliser les défenseurs de l'île, effrayer les chefs et donner aux renforts le temps d'arriver.

Le 6 juillet de l'année suivante, six mille soldats anglais, montés sur quatre-vingt-deux navires, vinrent jeter l'ancre en vue de la côte nord et ouest de Bourbon ; les compagne

de débarquement se divisèrent en deux colonnes: l'une, commandée par le colonel Fraser, prit terre à la Grande-Chaloupe et se dirigea vers Saint-Denis par les montagnes; l'autre, sous les ordres du colonel Campbell, atterrit à la Rivière-des-Pluies et marcha sur le chef-lieu. Malheureusement, le général Decaen avait supprimé les milices, et la colonie ne pouvait opposer que peu de soldats aux envahisseurs.

Cernés de toute part, écrasés par le nombre, les héroïques défenseurs de Saint-Denis, au nombre de quatre cents, commandés par M. de Lautrec, furent obligés de se rendre, non sans avoir infligé de cruelles pertes à l'ennemi. La capitulation fut des plus honorables pour les colons; en voici les termes :

« Tous les honneurs de la guerre seront accordés aux troupes de ligne et de la garde nationale. Elles sortiront de la ville avec armes et bagages, tambour battant, mèche allumée, avec l'artillerie de campagne, et elles déposeront leurs armes sur le front de la batterie impériale faisant face à la mer. Les troupes de ligne se rendront prisonnières de guerre et seront embarquées comme telles pour le cap de Bonne-Espérance ou pour l'Angleterre.

« En considération de la bravoure et de la belle conduite du colonel Sainte-Suzanne et de ses officiers, et de leur brillante défense, les officiers de tous rangs conserveront leurs épées et leurs décorations militaires ; ils se rendront aussi prisonniers et seront embarqués pour le Cap ou pour l'Angleterre. Le colonel Sainte-Suzanne donnera sa parole d'honneur de ne point servir pendant la présente guerre jusqu'à ce qu'il soit régulièrement échangé ;

il lui sera accordé pour lui et pour sa famille un passage pour la France ou pour l'île de France.... etc. »

Cette capitulation était signée : J. Rowley, H. S. Keating, R. T. Farquhar.

Le lendemain, sir Robert Townsend Farquhar était nommé gouverneur.

Dans le chapitre que nous consacrons à Madagascar, nous verrons quel rôle infâme cet Anglais joua vis-à-vis de la France.

Un des premiers actes du gouverneur anglais fut de tenter de créer un régiment de volontaires de Bourbon ; l'officier anglais jugeait nos compatriotes à sa mesure ; il croyait les créoles de la Réunion capables de trahir leur patrie et de servir l'Angleterre. Il ne se trouva, dans toute la colonie, que trois hommes qui consentirent à s'affubler de l'habit rouge. Ah ! comme ces braves gens, dont la conduite avait frappé d'admiration les Anglais eux-mêmes, étaient loin de partager l'opinion de M. Azéma ; cet historien commence ainsi le chapitre de son livre qu'il consacre à « La conduite des Anglais à l'égard des colons » :

« Les Anglais ont une politique admirable, qui fut celle des Romains : c'est de respecter les lois, les coutumes, la religion des peuples qu'ils soumettent à leur domination. »

On est vraiment surpris de trouver cette opinion émise par un créole de la Réunion, de cette île si française, qui eut tant à souffrir des Anglais et surtout de celui qui les gouvernait alors, de sir R. Farquhar ; aujourd'hui même, en 1887, ne voyons-nous pas, hélas ! des Français qui disent, écrivent de semblables choses ?

A quoi leur ont servi les leçons de l'histoire ? mais passons.

Cinq mois après, l'île de France tombait à son tour aux mains des Anglais, malgré les qualités militaires déployées par Decaen, malgré les exploits et les glorieuses croisières de Bouvet et de ses compagnons Linois, Duperre, Hamelin, Roussin, Lemarant, Magon, Surcouf, etc., qui illustrèrent le nom français dans la mer des Indes.

L'occupation anglaise dura cinq ans ; elle fut troublée par une révolte des noirs, qui éclata en 1811, le 5 novembre ; des nègres du quartier de Saint-Leu, unis à quelques-uns de Saint-Louis, levèrent l'étendard de la révolte.

La conspiration fut révélée par un esclave nommé Figaro, qui reçut la liberté et une pension pour ce service. La bande des révoltés commit quelques assassinats ; mais elle fut bientôt dispersée par des détachements envoyés à sa poursuite ; tous furent condamnés à mort et exécutés par les Anglais.

Quatre ans plus tard, la France rentrait en possession de l'île de la Réunion ; mais l'île de France, sous le nom de Maurice, restait à l'Angleterre. C'est M. Bouvet de Lozier qui reçut l'île des mains des commissaires anglais, le 6 avril 1815. A peine le gouverneur est-il installé, qu'un navire portant un pavillon tricolore entre en rade et vient annoncer le retour de Napoléon ; Bouvet de Lozier, connu pour son attachement au roi, refusa, avec toute la population, de recevoir le drapeau tricolore et fit arrêter les officiers ; mais leur captivité fut de courte durée.

Une autre événement bien autrement grave changea le cours des idées : le gouverneur de Maurice faisait sommation à celui de Bourbon d'avoir à lui rendre l'île; aussitôt Bouvet de Lozier réunit l'assemblée des notables et leur communiqua la sommation, tout en déclarant que jamais il ne consentirait à se soumettre à la volonté du vainqueur.

« Nous préférons la guerre à la honte d'une semblable demande, répondirent les notables. Nous avons résolu et promis de seconder de tous nos moyens les efforts du général pour repousser l'injuste agression de l'ennemi, et de nous imposer avec plaisir les privations qu'un état de guerre peut entraîner avec lui. »

La nouvelle de la deuxième Restauration arrivant, la croisière anglaise envoyée pour opérer contre Bourbon se retira sans avoir rien tenté, et désormais notre colonie put se livrer tout entière à sa réorganisation.

Nous voici arrivés à l'année 1848, où fut décrétée l'abolition de l'esclavage. Ainsi que nous l'avons vu, l'affranchissement des noirs aux Antilles fut marqué par de sanglantes réjouissances.

A la Réunion, rien de semblable : dès 1845, les esclaves avaient obtenu le droit d'hériter et de se racheter ; aussi bien que leurs propriétaires, ils avaient compris que l'heure de la délivrance était proche, et quand M. Sarda Garriga, commissaire de la République, vint dans l'île pour proclamer l'affranchissement des nègres, ceux-ci reçurent la nouvelle avec calme, et la tranquillité ne fut pas troublée un seul instant. M. Sarda Garriga débarqua à Saint-Denis et voulut rendre immédiatement public

le décret dont il était porteur ; on fit observer au commissaire ce que cette mesure pouvait avoir de dangereux pour la colonie : on était en pleine moisson ; si les noirs quittaient les plantations, la récolte de l'année était perdue, le crédit de l'île ébranlé dans l'Inde, et par suite les importations de riz rendues impossibles.

M. Sarda Garriga se rendit à ces arguments : il proclama l'abolition de l'esclavage en droit, mais déclara qu'en fait, la mesure ne serait exécutée que le 20 décembre, à minuit ; on était au mois de juin.

Les esclaves acceptèrent sans murmurer ce sursis mis à leur affranchissement ; après quelques heures données à la joie, ils reprirent leurs travaux, et la récolte put se faire comme de coutume.

De Saint-Denis, M. Sarda Garriga se rendit dans les autres villes de la colonie ; partout sur son passage il était escorté de bandes d'esclaves qui le conduisaient jusqu'au quartier voisin, lui formant comme une garde d'honneur.

Nous nous appesantissons sur ce fait, parce qu'il est, croyons nous, unique dans le monde entier et prouve que si les créoles de Bourbon traitaient leurs esclaves avec douceur et humanité, ceux-ci avaient pour leurs maîtres une affection et un dévouement admirables.

Il se trouva cependant, à Paris, des hommes, un surtout, pour blâmer M. Sarda Garriga des sages mesures qu'il avait prises, et pour lui reprocher d'avoir suspendu un seul instant l'affranchissement des noirs.

M. Hubert Delisle, dont le gouvernement fut un des plus profitables à la colonie, aida puissamment à

sa prospérité en développant les travaux publics, qui sont le meilleur moyen d'accroître la fortune d'un pays.

Depuis 1870, la Réunion jouit du suffrage universel pour l'élection de ses conseillers municipaux, généraux et des députés qu'elle envoie siéger à la Chambre, à Paris. La tranquillité de l'île n'a été troublée que par les grands cataclysmes naturels, sur lesquels nous reviendrons plus loin.

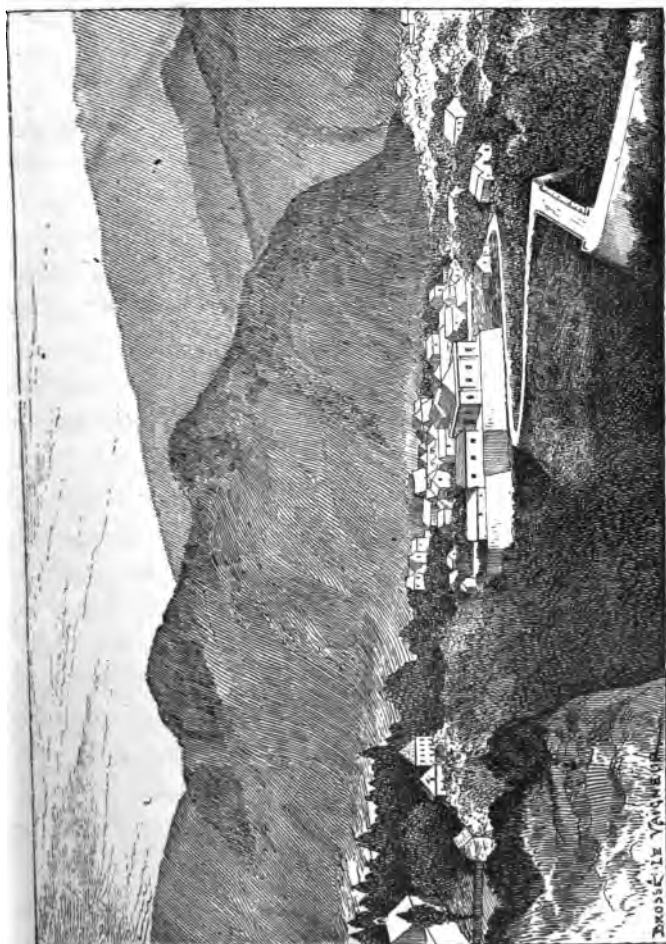
CHAPITRE III

Situation. — Etendue. — Division naturelle. — Les côtes. — Montagnes. — Volcans. — Eruptions. — Coulées de lave. — Sources thermales. — Cours d'eau.

Située dans l'océan Indien, à 1.200 milles (de 1.852 mètres) de la côte d'Afrique, à 400 milles à l'est de Madagascar et à 100 milles au sud-ouest de Maurice l'île de la Réunion est comprise entre 20° 51' 41" et 21° 20' de latitude sud, et entre 52° 55' et 53° 12' de longitude est.

De la pointe des Galets, au nord-ouest, à celle d'Ango, au sud-est, l'île mesure 71 kilomètres 20 ; sa largeur, de Saint-Pierre, au sud-ouest, à Sainte-Suzanne, au nord-est est de 50 kilomètres 60, et sa superficie de 260.000 hectares.

La Réunion est divisée en deux parties par l'arête naturelle des montagnes, qui prend du bord de la mer à la Grande-Chaloupe, entre Saint-Denis et la Possession, et va se terminer à la mer, au centre du Grand-Brûlé. Ces deux divisions portent le nom de : celle du nord-nord-est, partie du Vent, et celle du sud-sud-est, partie Sous-le-Vent; ces désignations sont fausses, car ce sont les côtes nord-nord-est, sud-sud-est, qui reçoivent plus vivement les brises, une espèce de renvoi les rendant moins fortes du côté du volcan.



Salazie.

En général, les contours de l'île sont partout sains et réguliers, mais d'un abord dangereux par suite de la grosse mer, qui règne presque toujours sur le rivage, et aussi des courants, qui sont violents et irréguliers. En raison même de son uniformité, le littoral n'offre pas de ports naturels pouvant servir de refuge aux navires, mais seulement de petites rades où ils ne trouvent pas un abri suffisant. Le développement du littoral est de 207 k. 30.

En suivant la côte du cap *Bernard*, où est construit Saint-Denis, et en nous dirigeant à l'est, nous signalerons, comme points importants : la pointe du *Bel-Air*, à Sainte-Suzanne, où s'élève un phare lenticulaire de deuxième ordre, à feu fixe, haut de quarante-trois mètres au-dessus du niveau de la mer ; le cap *Fontaine*, près de l'embouchure de la rivière des Roches ; la pointe des *Benjoun*. et l'*Anse du Sac*, dans le voisinage de Sainte-Rose ; l'anse des *Cascades* ; les pointes de la *Table*, d'*Ango*, de la *Mare d'Azule* et des *Sables Blancs*, formant, autour du village de Saint-Philippe, l'extrémité sud-est de l'île. La pointe *Saint-Joseph*, près du village du même nom ; la pointe de la *Rivière d'Abord*, à Saint-Pierre ; la pointe de l'*Etang salé* ; la pointe *Saint-Leu* ; le cap des *Chameaux* et le cap *Noir*, près de Saint-Gilles ; le cap la *Houssaye*, au sud de Saint-Paul ; la pointe des *Galets*, et enfin le cap de la *Possession*, près du village de la Possession.

L'île, avons-nous dit, est divisée en deux parties, se composant chacune d'un groupe de montagnes, réuni par un col ou plateau, appelé la plaine des *Cafres*, élevé de 1.600 mètres.

Le groupe nord-ouest a pour point culminant le *Piton des Neiges*, haut de 3.069 m. ; le *Cimandef*, 2.226 mètres ; le *Brûlé*, 650 m. ; la *Montagne*, 425, à Saint-Denis.

De ces sommets se détachent de nombreuses arêtes qui forment des ravins, entourent des plaines ou plateaux et constituent d'immenses cirques.

Les principales sont les plaines des *Cafres*, de l'*Entre-Deux*, des *Salazes* ; les cirques de *Salazie* et de *Cilaos*.

Le cirque de Salazie est un des points les plus curieux de la Réunion. Les montagnes s'élèvent à pic de toutes parts, couvertes d'arbres, et souvent leur cime disparaît cachée dans les nuages. Le Piton des Neiges, le Gros-Morne et les Salazes se dressent derrière le cirque et forment comme un arrière-plan. En se retournant vers Salazie, on aperçoit, à droite, le rempart de la Fenêtre, aux pentes verdoyantes que coupent de nombreuses cascades, cataractes en miniature, dont l'écume blanche tranche sur le vert cru du feuillage ; à gauche, le morne de Fourche, et au milieu, isolé, le piton d'Encheing, dont le sommet se dresse à quatorze cents mètres de haut.

Le piton d'Encheing a sa légende.

Encheing était un esclave arraché à la terre d'Afrique ; un jour, las de l'état dans lequel il vivait, il s'évada et *partit marron*. Accompagné de sa femme, il gravit les pentes escarpées du piton qui porte aujourd'hui son nom, se construisit une ajoupa, et pendant dix ans, déroba aux regards des *détachements* quel'on envoyait à la recherche des nègres fugitifs, il vécut heureux et libre, élevant les sept enfants que lui donna son épouse. L'eau était fraîche

et pure, les bananes étaient douces et le soleil brillant ; il n'en fallait pas davantage au pauvre Encheing qui se sentait libre.

Un matin, le noir alluma du feu devant sa case, la fumée bleue qui montait vers le ciel dénonça sa présence, et un détachement le surprit et le ramena à son maître. Celui-ci prit pitié du pauvre homme, en raison de sa nombreuse famille, et Encheing échappa à la punition infligée aux fugitifs, au fouet.

Le cirque de Cilaos n'est pas moins imposant : tout autour s'élèvent les plus hauts sommets de l'île, les uns revêtus d'un manteau d'épaisses forêts, les autres montrant leurs flancs abrupts et dénudés.

De ces montagnes et de ces cirques, s'échappent de nombreux torrents qui, partant du centre de l'île, rayonnent dans toutes les directions et s'écoulent vers l'Océan ; les plus importants sont ceux sortant des cirques et des grandes plaines de l'intérieur ; les principaux sont : la rivière *Saint-Etienne*, qui débite toutes les eaux du cirque de Cilaos par le bras de ce nom ; toutes celles de l'Entre-Deux par le bras de la plaine, et la plus grande partie de celles de la plaine par le bras de *Pontho*. La rivière du *Mât*, par où s'écoulent les eaux du cirque de Salazie et des pentes voisines. La rivière des *Galets*, qui sert de déversoir à toutes les eaux du cirque du même nom et à celles des pentes du Gros-Morne et des mornes de Fourche. La rivière des *Marsouins*, qui porte à la mer toutes les eaux de la plaine des Salazes.

Outre ces quatre grands cours d'eau, le groupe du Piton des Neiges renferme encore de nombreux tor-

rents, entre autres ceux dits : rivière des *Roches*, rivière des *Pluies*, ravine du *Chaudron*, rivière *Saint-Denis*, ravine de la *Grande-Chaloupe*, rivière *Saint-Gilles*, ravine des *Trois-Bassins*, la *Grande-Ravine*, la ravine des *Avirons*, la rivière du *Gal* et la rivière d'*Abord*.

Le groupe du volcan ne contient aucun cirque intérieur ; mais il renferme de vastes coupées, d'où s'échappent la rivière des *Remparts*, la rivière *Langevin*, la ravine de la *Basse-Vallée* et la rivière de l'*Est*. Presque tous à sec dans la belle saison, ces torrents débitent, pendant la saison des pluies, des masses d'eau considérables qui roulent sur des lits hérissés de rochers, et dont la pente moyenne est de sept mètres pour cent mètres. Même ceux qui ont un cours calme et régulier ne sont pas navigables, parce que les roches et les galets qu'ils charrient, forment, à leur embouchure, une barre infranchissable.

Dans les cirques et dans les plaines de l'intérieur, on rencontre un certain nombre d'étangs, anciens cratères, ou dépressions du sol, remplis d'eau. Le plus important, le *Grand-Etang*, situé dans la plaine des Palmistes, mesure environ deux mille mètres de long ; il se dessèche tous les ans. Viennent ensuite : les mares à *Poules d'eau*, à *Citrons*, à *Goyaves*, à *Salazie*, et la mare de l'*Ilet des Etangs*, à *Cilaos*.

Sur le littoral de l'île, on rencontre encore d'autres lacs en miniature ; mais presque tous diminuent chaque année d'étendue ; ils se comblent peu à peu par les apports des rivières, auxquelles ils servent de déversoirs, et sont appelés à disparaître dans un temps donné. Les

principaux sont ceux du *Champ-Rome*, de *Saint-Paul*, du *Gal* et l'*Etang-Salé*.

Il semble résulter de la conformation même de l'île, que la Réunion « fut d'abord formée d'un cratère principal ; qu'après au moins deux grandes perturbations, le centre d'action fut déplacé et reporté à l'endroit où se trouve encore le cratère principal actuel (le volcan). Mais, outre ces points principaux, il a successivement surgi sur toute la surface de l'île, depuis le bord de la mer jusqu'aux sommets les plus élevés, une foule de cratères secondaires qui ont déversé des laves dans toutes les directions. Très peu de ces volcans ont conservé leur cratère complet (1). »

Dans le groupe du sud-est s'élève le volcan, dont le cratère *Bory*, encore fumant, atteint 2.625 mètres; non loin de lui, se dresse le morne *Langevin*, 2.226 m.

Au-dessus du cratère fumant, du piton de la Fournaise, comme on l'appelle à la Réunion, plane souvent un nuage de fumée; le jour, il semble une immense colonne blanche; la nuit, on dirait un gigantesque panache de feu.

M. Maillard, qui a visité le cratère, en donne la description suivante :

« Rien ne peut exprimer le grandiose du phénomène que nous aperçûmes lorsqu'après nous être mis à plat ventre, de manière à ne laisser passer au-dessus de l'abîme que la tête et les épaules, nous vîmes au fond d'un puits d'environ cent cinquante mètres de diamètre

(1) Maillard, *Notes sur la Réunion*, déjà cité.

et de deux à trois cents mètres de profondeur, une nappe noire, dans laquelle paraissait se mouvoir une masse de matières en fusion représentant le bouillonnement d'une marmite. Quand, par moments, ce bouillonnement prenait un peu plus d'intensité, la masse noire se fendait, ou plutôt s'étoilait. La matière rouge, comprimée par le poids de la matière solidifiée, ou poussée par une force intérieure, se faisait jour à travers les fissures sous forme d'un énorme bourrelet, qui bientôt se solidifiait et soudait de nouveau la surface un instant désunie. Parfois, il se formait d'autres brisures secondaires, et si le polygone ainsi détaché était petit, les bourrelets de lave en fusion se rejoignaient et les plaques détachées semblaient s'abîmer dans la masse rouge cerise qui apparaissait alors au-dessus de la côte noire.

« Du bouillonnement sortaient des vapeurs sulfureuses qui avaient coloré en jaune les parois du cratère sur une largeur de trente à quarante mètres. Ces vapeurs, projetées par le vent, allaient se perdre dans l'atmosphère par le côté où nous n'avions pu aborder (1). »

Le volcan n'est pas éteint, et de temps en temps il rentre en activité; les dernières éruptions remontent à 1858 et 1860.

Celle de 1858 dura du 3 novembre au 14 décembre. A 4 heures du soir, le 3 novembre, deux explosions semblables à de formidables coups de tonnerre annoncèrent le commencement du cataclysme. Aussitôt, la lave s'échappa par quatre bouches ouvertes au sommet des

(1) L. Maillard, *Notes sur Bourbon* (Paris, 1862, in 8°).

grandes pentes ; à 8 heures du soir, la coulée atteignait le pied des pentes.

Trois jours après, la coulée atteignait le rivage de la mer ; la lave s'avavançait avec une vitesse de quatre cents mètres à l'heure ; le ruisseau embrasé avait environ soixante-dix mètres de large. Vingt jours après, la lave avait conservé assez de chaleur pour allumer un morceau de bois introduit dans les fissures de la croûte qui s'était formée à la surface.

L'éruption de 1860 fut plus extraordinaire encore : « l'écoulement de laves et de matières en fusion était accompagné d'une véritable pluie de cendres et de matières vitreuses que le volcan projetait sous forme de scories, et, pour ainsi dire, d'écume. Les matières en fusion lancées dans l'atmosphère s'y étirent comme le verre à la lampe d'émailleur, et j'ai vu souvent de ces fils tenant encore au fragment de scories, dont ils étaient formés (1) ». C'est ce que les créoles appellent les cheveux de volcan.

Nous résumons le rapport adressé au Gouverneur de la Réunion par M. Hugoulin, pharmacien de la marine, qui se trouvait à Sainte-Rose au moment de l'éruption.

« Le 19 mars (1860), à 8 heures et demie du soir, un roulement sourd mais fort bruyant s'est fait entendre dans toutes les localités voisines du Grand-Brûlé de Sainte-Rose, et même jusqu'en dessus des rampes nord de la rivière de l'Est ; le bruit était partout comparable à celui que ferait une charrette pesamment chargée d'objets en fer...

(1) L. Maillard, déjà cité.

«..... Ce bruit produisait une certaine vibration du sol ; il n'y avait pas positivement de tremblement de terre ; mais la trépidation était assez violente pour produire l'agitation des meubles et des ustensiles qui les recouvraient.

« C'est alors que les curieux, qui avaient quitté leur domicile pour connaître la cause du bruit, ont pu observer le phénomène d'une éruption volcanique, telle qu'il ne leur avait point encore été donné d'en voir. Une épaisse colonne de fumée grisâtre s'est élancée perpendiculairement dans l'espace du sommet de la montagne du volcan.....

« Cette colonne allait s'agrandissant à son sommet de manière à former un nuage épais, qui s'est étendu en deux sens presque opposés, donnant ainsi naissance à deux nuages distincts ; l'un a pris la direction nord-est vers le bourg de Sainte-Rose ; il a empêché les observateurs de cette localité d'apercevoir l'autre nuage qui a marché dans la direction sud-est vers Saint-Philippe.

« Les phénomènes qui ont accompagné cette éruption ont présenté divers points de vue suivant les lieux qu'occupaient les observateurs. De Sainte-Rose, on n'a pu apercevoir qu'une seule colonne grisâtre qui allait en s'élargissant au sommet, et dont la base était lumineuse ; des éclairs la sillonnaient en tous sens. Des rampes du Bois-Blanc et de celles de la rivière de l'Est, au contraire, le phénomène a paru plus imposant encore ; toute la masse de la colonne était illuminée par une quantité considérable de points en vive ignition, qui éclataient ensuite en mille gerbes resplendissantes, comme un bou-

quet de feu d'artifice. Des masses énormes de roches incandescentes la sillonnaient aussi et éclataient ensuite avec un bruit semblable à des détonations de mousqueterie, en fragments lumineux.

« Ce phénomène n'a duré que quelques instants, l'obscurité l'a remplacé ; mais les deux nuages ont continué leur route en deux sens opposés avec la force d'impulsion première, qui leur avait sans doute été communiquée par l'explosion volcanique, car le calme le plus parfait régnait dans l'atmosphère. Ces deux nuages ont fini par se résoudre en une pluie de cendres qui a couvert toutes les localités environnantes à plus de *sept lieues* de rayon du centre volcanique.

« La cendre provenant du nuage qui s'est dirigé sur Saint-Philippe est grise, elle est aussi fine que de la farine de blé ; celle de Sainte-Rose est grenue comme de la poudre de chasse, elle ressemble assez au sable de la rivière de l'Est ; elle en diffère en ce qu'elle n'a pas, comme celui-ci, des fragments cristallins et brillants. Le sol a partout été jonché de ces cendres, les plantes en ont été couvertes, et cette pluie a été générale depuis l'extrémité sud de la commune de Saint-Philippe jusqu'à quelques kilomètres de la ville de Saint-Benoît. A *seize milles* en mer, le trois-mâts la *Marie-Elisa*, qui venait au mouillage de Sainte-Rose, et dont le capitaine a été l'un des observateurs favorisés, a eu son pont entièrement couvert de cendres. »

Chacune des nombreuses éruptions qui ont eu lieu dans l'île a laissé des traces profondes ; c'est ce qu'on appelle les coulées de lave.

Quand le torrent de matières en fusion sort du cratère, coule sur les flancs de la montagne, et envahit la plaine couverte de forêts, il la transforme en un véritable désert, et il faut des années pour que la surface se recouvre d'humus et redevienne, sinon productive, au moins d'un aspect moins désolé.

Quand la lave envahit une forêt, toutes les herbes et les broussailles sont immédiatement brûlées ; il ne reste debout que les grands arbres dont l'écorce, les branches et le feuillage se dessèchent en quelques minutes et s'embrasent ; les flammes lèchent le tronc, grimpent aux branches, et bientôt il ne reste plus que le squelette de l'arbre debout, noir et dégarni. Pendant ce temps, la lave s'avance, coulant toujours en dessous, se refroidissant à la surface. Vingt ou trente minutes après, consumé par la base, l'arbre tombe, se couche sur la lave et s'y incruste. Il reste ainsi noir, calciné, comme un témoin irrécusable de la belle végétation qui couvrait jadis le grand pays brûlé.

Telle est la plaine du Grand-Brûlé, située entre le volcan et la mer : les belles forêts ont disparu, fauchées par le torrent incandescent ; à peine a-t-il épargné quelques bouquets de verdure semés comme des oasis au milieu de la plaine désolée.

Le sol est jonché des troncs décomposés des grands arbres, débris d'une végétation antérieure. D'autres forêts sont en formation, et si la lave ne les détruit pas, elles arriveront un jour au degré de végétation de leurs voisines.

Rien n'est plus beau, dit M. Maillard, mais aussi

rien n'est plus triste que de voir une rivière de feu traversant ces forêts, fauchant broussailles et grands arbres avec une puissance et une régularité d'action qui démontrent la force irrésistible que développent ces courants de lave. Pourtant, quelques pauvres créoles habitent encore les oasis du Grand-Brûlé ; ils y sont toujours sur le qui-vive et veillent à chaque coulée si la lave ne descend pas vers leur modeste *ajoupa*. Nous avons vu, en 1844, tout un groupe de ces malheureux, obligés de fuir devant la lave, et de lui abandonner leurs modestes cases, n'emportant que quelques hardes, leur natte, leur hache et leur marmite, seuls meubles, ou à peu près, que possèdent ces petits créoles, qui vivent du produit de la pêche, de l'élevage de quelques animaux, et surtout de la fabrication des sacs de *vacoua*, destinés à l'expédition du sucre, et que les femmes tissent ou plutôt nattent avec une rapidité incroyable.

Pendant que nous parlons de catastrophes, citons celle du Grand-Sable à Salazie ; elle est due à un glissement produit par les infiltrations. Au commencement du siècle, Bory de Saint-Vincent l'avait annoncée comme prochaine, et plus récemment, M. Velain la déclarait imminente ; elle a eu lieu peu de temps après la visite de ce géologue.

Le 26 novembre 1875, les habitants du Grand-Sable entendaient un bruit épouvantable ; c'était une partie du Piton des Neiges et du Gros-Morne qui s'écroulaient, engloutissant sous des milliers de mètres cubes de roches et de terre le petit village du Grand-Sable. Plus de cent victimes sont restées ensevelies sous ces débris, sans qu'il

soit possible de songer même à retirer leurs cadavres.

Pendant ce cataclysme, un terrain en pente, reposant sur une couche de pierres lisses, glissa et fut emporté à plus de deux mille mètres avec une rapidité effrayante. Les maisons, les arbres restèrent debout ; les animaux furent préservés, et le propriétaire, qui était assis devant sa maison, ne ressentit que l'émotion poignante de ce terrible voyage, auquel il dut d'échapper au sort de ses voisins broyés sous les décombres de la montagne.

Un autre résultat de ces coulées de lave a été la formation de nombreuses cavernes. Sous une couche de lave très résistante, se trouvait une autre couche plus friable que le remous de l'eau, dans les grandes crues, a peu à peu creusée en forme de calotte de four ; la caverne où vont coucher les voyageurs qui visitent la plaine des Chicots, et celle appelée la Glacière, au Grand-Bernard, sont de ce nombre. Quelquefois aussi, il arrive que pendant que la lave coule à la surface du sol et se solidifie, une autre portion de la matière, non exposée à l'air, reste liquide, trouve un chemin dans une couche inférieure du sol, se fige, et forme un plan horizontal ; or, si un trou vient à se produire dans un endroit de la couche supérieure, plus mince que les autres, on peut pénétrer dans le canal, qui devient une véritable caverne. Le trou *Deley*, à Saint-Philippe, est un exemple de ce fait : il en existe plusieurs de ce genre.

Comme dans toutes les régions d'origine volcanique, les sources thermales sont très nombreuses à la Réunion ; elles sont alcalines, ferrugineuses acidules et sulfureuses ; on en rencontre aussi d'incrustantes. Les plus fréquen-

tées par les malades sont celles de Salazie, de Cilaos et de Maffatte.

Les eaux minérales de Salazie ont une température de 32°; elles sortent par trois filets d'un rocher situé dans le lit du Bras-Sec, qui la couvre quelquefois pendant ses grandes crues; on boit l'eau telle qu'elle sort du rocher.

La source de Salazie est à 872 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Les eaux de Cilaos sont situées dans le cirque du même nom, à 1.114 mètres au-dessus du niveau de la mer; leur température est de 39°. Le produit des sources peut être estimé à dix mille litres par heure. De chaque trou ou baignoire jaillit une source d'eau thermale qui s'écoule constamment vers la ravine, renouvelant ainsi à chaque instant l'eau des bassins. Elle fut découverte en 1828 par M. Paulin Techer.

Des nègres marrons parlaient souvent d'une source d'eau chaude située dans la rivière des Galets; ils l'appelaient *Maffatte*, ce qui en langue malgache veut dire: qui tue. On pensa enfin à utiliser cette source qui donne une eau sulfureuse.

L'eau sort d'une fissure large de trois centimètres, s'étendant au travers d'un massif de roches formées de laves basaltiques; son débit est de quatorze litres par minute et sa température de 30° à 31°; elle est située à 682 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Il existe, en outre, beaucoup de sources ferrugineuses froides: les sources des propriétés Gonnetfroy et Laperrière à Saint-Gilles, de Saint-François à Saint-Denis, etc. ;

des sources incrustantes dans les cirques de Salazie et de Cilaos, et des sources magnésiennes à Maffatte et à Cilaos ; leur eau produit le goître chez ceux qui en font usage.

CHAPITRE IV

Division administrative. — Administration. — Communes. — Saint-Denis. — Aspect de la ville. — Les rues. — Les monuments. — Le port. — Saint-Pierre. — La Possession. — Saint-Paul. — Le chemin de fer.

Nous avons dit que l'île de la Réunion était divisée naturellement en deux parties nommées partie du Vent et partie Sous-le-Vent. Cette division naturelle forme aussi une division territoriale.

La partie du Vent comprend sept communes et deux districts ayant des municipalités distinctes :

Saint-Denis. — Sainte-Marie. — Sainte-Suzanne. — Saint-André. — Bras-Pranon. — Saint-Benoît. — Sainte-Rose; les deux districts sont *Salazie* et *Plaine des Palmistes*.

La partie Sous-le-Vent est divisée en sept communes : *Saint-Paul. — Saint-Leu. — Saint-Louis. — Saint-Pierre. — Entre-Deux. — Saint-Joseph. — Saint-Philippe*.

Les communes sont administrées par un maire et un conseil municipal élu par le suffrage universel ;

Les districts, par un président, un adjoint et un conseil municipal. A la Réunion, les chefs-lieux des communes portent le nom de *quartiers*.

Saint-Denis, le chef-lieu de l'île depuis 1738, est situé au nord de la Réunion ; c'est, après Sainte-Suzanne, la

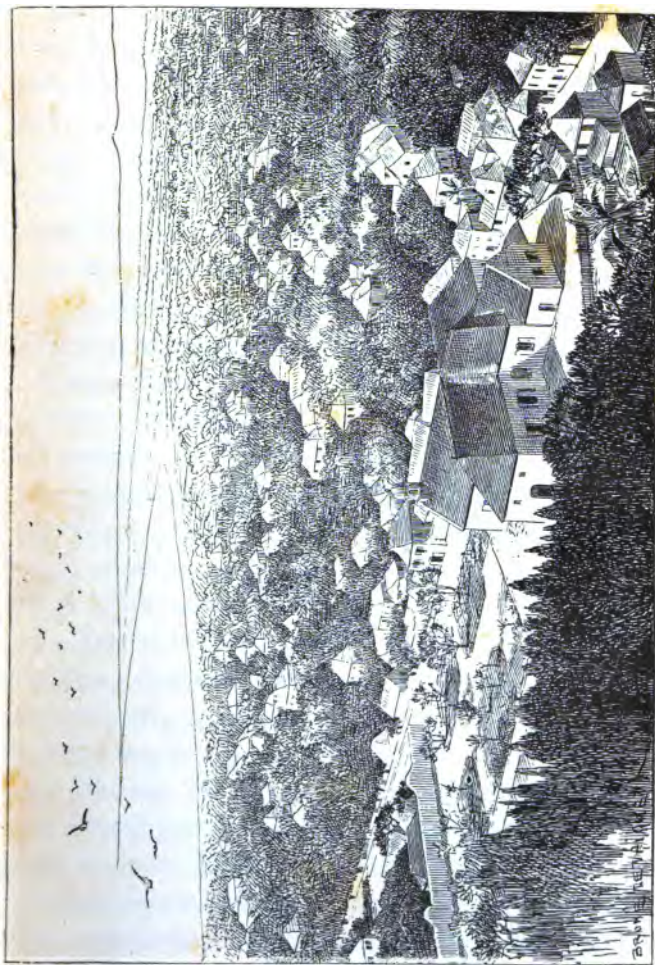
plus ancienne ville de la colonie; elle était habitée vers 1665 très probablement, et certainement en 1669; Regnault, le gouverneur d'alors, y demeurait.

Tous les voyageurs qui ont visité la Réunion ont fait une description enthousiaste du panorama de la ville vue de la mer. Nous empruntons à l'*Album Roussin* les lignes suivantes écrites en 1860 par M. de Montforand:

« Quel splendide panorama! Quel tableau magnifique! La ville semble avoir choisi sa place de manière à se montrer tout entière du premier coup d'œil. Voici des hôtels élégants; plus haut, la flèche d'une église; en face, un vaste hôpital; à droite, une caserne immense, et partout des arbres centenaires comme dans un parc royal, des toits entassés comme dans une ville populeuse.

« Et le cadre de ce tableau souriant, où vient s'arrêter avec bonheur l'œil fatigué par la monotonie des flots, le peintre le plus habile l'aurait-il pu rêver autrement? Comment remplacer cet énorme cap Bernard, gigantesque sentinelle qui s'avance fièrement dans la mer, étonnant le regard par ses bizarres effets de lumière? Comme il s'est capricieusement tourmenté et bosselé dans les convulsions volcaniques qui l'ont jeté, tout fumant encore, à la place qu'il occupe aujourd'hui! N'est-ce pas un repoussoir admirablement disposé pour faire plus gracieuses et plus pittoresques ces montagnes si richement dentelées, ces ravines coupées si hardiment dans le granit?

« Appuyé au bord du navire, en extase, vous avez cru voir Saint-Denis entier; erreur! Une fois dans la ville, chaque pas va redoubler votre étonnement. Montons cette belle rue de Paris qui coupe en ligne droite Saint-



Vue générale de Saint-Paul

Denis tout entier. Voici une statue de La Bourdonnais, ce génie puissant, père de la colonie naissante. Saluez la modeste cathédrale. Reconnaissez, supportant cette fontaine, les dieux protecteurs de l'île : commerce, marine, industrie, agriculture ; tout à côté, visitez ce bel hôpital qui de loin a frappé vos regards. Ce palais d'une blancheur éclatante, avec sa colonnade, est notre hôtel de ville ; faisons un léger détour, et je vous montrerai un élégant bazar en fer, où toute la ville vient s'approvisionner sans avoir à craindre, comme autrefois, la boue et le soleil. Montons, montons encore ; voici un palais de justice dont s'en orgueilliraient bien des villes de France ; un jardin botanique, charmante promenade, trop négligée, on ne sait pourquoi ; un muséum qui présente déjà les plus curieux échantillons des trois règnes ; un lycée, établissement de premier ordre, vieux d'une longue suite de succès, et qui verse chaque année sur la colonie un flot de jeunes intelligences pleines d'avenir. Voyez cette vaste place qu'entourent des pierres énormes irrégulièrement entassées : c'est une nouvelle cathédrale qui prend possession du sol, et ces pierres n'attendent qu'un mot de l'architecte pour s'élancer vers le ciel ; car ici c'est une terre féconde, et ce qui manque aujourd'hui, demain vous n'aurez peut-être plus à le désirer. Et autour de ces grands centres, foyers de lumière et de civilisation, vos yeux sont sollicités de tous côtés par d'élégantes constructions, où se mêlent tous les goûts et tous les styles avec un caprice rempli de charme : ici, c'est une villa italienne avec des colonnes blanches surmontées de gigantesques bouquets ; là, c'est un kiosque chinois avec ses sonnettes

et son clocheton aigu; plus loin, des balcons mauresques où viennent s'enrouler des lianes fleuries; et dans toutes ces architectures se retrouve comme caractère commun la délicate varangue (varandah), cet asile du paresseux, *far niente* tout aussi créole qu'italien.

« Et vous irez, vous irez toujours; car où s'arrête Saint-Denis? au milieu de ces jardins en fleurs, avec ces longues rues ombragées comme les allées d'un parc, comment trouver la limite d'une ville? Vous croyez être dans la campagne, et une nouvelle maison blanche sort du bouquet de verdure; en voilà une autre cent pas plus loin, puis une autre encore, et vous commencerez à gravir la montagne, sans vous être aperçu que depuis longtemps déjà vous êtes sorti de la ville.

« Nous avons en quelques minutes visité la capitale de Bourbon, du moins dans ce qu'elle présente de remarquable; convenez maintenant que, si le panorama découvert de la rade vous avait fait de séduisantes promesses, un second coup d'œil ne les a pas démenties. Et si vous songez que cette ville si complète déjà date de quelques années à peine, qu'il y a plus de la moitié des édifices publics ou particuliers qui ne comptent pas dix ans d'existence, vous avouerez sans détour qu'on ne peut demander plus qu'il n'est fait au zèle des créoles de la Réunion et à leur intelligent patriotisme (1). »

Tout, du reste, semble fait à Saint-Denis pour le plaisir des yeux : les rues larges, bien alignées, se coupant à angles droits, sont bordées de jardins au fond des-

(1) A. Roussin; *Album de la Réunion*, 1860 et suivants.

quels s'élèvent les maisons; à travers la grille fermant ces jardins, le *barreau*, comme on l'appelle à la Réunion, on aperçoit la *Varangue*, galerie ouverte autour de la maison, où les habitants se réunissent le soir. Un lustre de cristal, des fauteuils de rotin où l'on se berce paresseusement, composent l'ameublement de ce gracieux péristyle.

Et les jardins! ils montrent aux yeux du voyageur étonné toutes les merveilles de la végétation des tropiques: cannes à sucre dressant leur tige svelte surmontée d'une aigrette; bananiers aux lourdes grappes pendantes; cocotiers aux troncs élancés; manguiers au feuillage touffu; pignons d'Inde à la noix huileuse; vacouas dont on tresse les feuilles; papayus aux troncs lisses et sans branches, couronnés de melons verts. Puis, pour compléter le tableau, les fleurs les plus brillantes: roses de toutes espèces; lianes aux fleurs multicolores; vanilles grimpantes; hibiscus ponceau; grenadiers; aloës.

Autour de la ville court le boulevard Doret, le bois de Boulogne de Saint-Denis, coupé par le ruisseau des *Noirs*. Le soir, dès que les rayons brûlants du soleil s'inclinent à l'horizon, dès que la chaleur du jour commence à disparaître, le boulevard Doret devient le lieu de réunion de la société; à côté des toilettes élégantes, dernières modes venues de Paris, se presse la foule des domestiques dans le pittoresque costume de leur pays: Malabar, Lascars, Bengalis, Télingues, venus de l'Inde après l'émancipation des noirs.

Non loin de là, perdues dans le feuillage, apparaissent des *paillettes* en paille et en bambou; c'est un village

de noirs, de *citoyens*, comme ils se désignent depuis que la loi de 1848 a fait de ces anciens esclaves des hommes libres. Ils vivent là, dans un doux *far niente*, cultivant autour de leurs demeures les légumes nécessaires à leur existence : l'*ambrevade*, sorte de pois poussant sur un arbuste ; le maïs aux gros épis jaunes ; le chouchou, dont le fruit rappelle le concombre ; le giraumon, sorte de courge, et le *bétel*, que mâchent les Indiens ; puis les légumes d'Europe, et les salades de toutes sortes ; le manioc, la *brède*, dont on mange les feuilles mêlées au riz. Ces divers végétaux constituent ce que l'on appelle les *vivres*.

Du côté de la terre s'élèvent les *remparts* : c'est ainsi que les créoles nomment les montagnes et les roches à pic qui forment comme une ceinture autour de Saint-Denis. En avant de la ville, est le *barachois*, où port de refuge, trop petit pour recevoir de grands navires, et trop peu sûr pour défendre contre la tempête ceux qui viennent y chercher un abri.

C'est pour remédier à cet inconvénient qu'en 1877, on décida la création d'un port ; mais, au lieu de le creuser à Saint-Denis, c'est à la Pointe-des-Galets, à 20 kilomètres au sud-ouest de la ville, qu'on décida de l'établir ; il est relié à Saint-Denis par le chemin de fer. Son étendue est de seize hectares, avec une profondeur moyenne de huit mètres.

Saint-Pierre, longtemps connu sous le nom de quartier de la rivière d'Abord, est la seconde ville de l'île de la Réunion ; elle est située dans la partie méridionale de l'île. Bâti en amphithéâtre, Saint-Pierre descend jusqu'au

rivage ; ses rues, tracées perpendiculairement à la côte, se coupent en angles droits ; elles sont pavées de macadam, et de larges ruisseaux d'eau fraîche y coulent sans cesse. Les maisons en pierres volcaniques, en pierres de taille, ou même en bois, offrent un aspect agréable ; comme celles de Saint-Denis, elles sont toutes entourées de la varangue, et construites au milieu des jardins.

En avant de la ville, est le port ; les travaux de construction ont été longs et pénibles ; de fréquents raz de marée enlevaient souvent en une nuit les digues qu'on avait mis de nombreux mois à construire, et dispersaient comme de simples galets des roches pesant plusieurs milliers de tonnes ; mais, grâce à l'habileté des ingénieurs, à la persévérance des travailleurs et aux sacrifices de la commune, on vainquit toutes les difficultés, et le port fut inauguré le 23 octobre 1883.

Le port se compose d'une rade ou avant-port naturel de plusieurs hectares de superficie, rejoint par une passe large de cent vingt mètres et profonde de dix à quinze, à un bassin creusé et protégé par une ceinture de jetées construites sur les récifs ; il peut recevoir des navires de trois mille tonneaux.

Le séjour de Saint-Pierre est un des plus agréables de l'île ; l'air est vif et frais, le vent souffle presque tous les jours et les habitants du pays, les Saints-Pierrois, pour leur donner leur nom créole, empruntent à ce climat une activité et une énergie qui leur sont propres et qui les font aisément reconnaître par toute la Réunion.

Parmi les monuments, citons l'hôtel de ville, vieux gouvernement (aujourd'hui école des frères), construc-

tion de la Compagnie des Indes, le tribunal de première instance et le marché, vaste rotonde soutenue par de fines et gracieuses colonnettes de fer.

Tandis que Saint-Pierre demandait l'autorisation d'ouvrir un port, et que ses habitants s'imposaient pour couvrir la majeure partie des frais de ce travail, Saint-Paul demandait la même autorisation ; mais en même temps les subsides nécessaires pour exécuter les travaux ; rien de tout cela n'est encore venu, et cependant la ville est située au fond de la plus belle rade de la colonie ; mais Saint-Paul voit son importance diminuer de jour en jour. Autrefois, elle était la capitale de l'île ; cette prérogative lui fut enlevée en 1738 ; depuis elle s'est vue privée de son tribunal de première instance que l'on a transféré à Saint-Pierre.

Saint-Paul est une ville charmante, aux rues longues et irrégulières, ce qui repose un peu des rues tirées au cordeau des autres villes ; elle se ressent du caractère des Saints-Paulois auxquels les autres créoles de la Réunion reprochent leur..... indolence. Dans cette charmante ville, dès le crépuscule, chacun se renferme dans sa maison, les soirées s'écoulent sous la varangue, où les maîtres sommeillent, tandis que les domestiques, noirs et Indous, hommes et femmes, assis devant le barreau, se livrent à la conversation.

Il ne reste à Saint-Paul que le souvenir de son ancienne importance, et la gloire d'avoir été le premier endroit occupé par les fondateurs de la colonie et la capitale de l'île ; mais à côté de cette gloire éphémère, Saint-Paul en possède une autre : elle est la patrie de

Parny, qu'on a surnommé le Tibulle français ; de Dayot, un autre poète ignoré en France, mais très apprécié à la Réunion ; de Leconte de Lisle, et de l'amiral Bosse.

A treize kilomètres au nord de Saint-Paul, et faisant partie de cette commune, on rencontre la *Possession* ; petit hameau où abordèrent les Français et où ils prirent possession de l'île.

L'aspect de la Possession, calme et silencieux pendant le jour, prend tous les soirs, à la même heure, une animation nouvelle. A la nuit tombante, on voit arriver de tous côtés des créoles, des noirs, des Indiens, hommes, femmes, enfants, engagés de toutes les couleurs, portant des paniers remplis de légumes, de poissons, de cages pleines d'animaux de basse-cour, se rendant près des bateaux, s'apostrophant bruyamment, ou chantant quelque refrain de leur pays ; puis, de Saint-Paul arrivent des charrettes bondées de comestibles ; le tout est embarqué sur des péniches et conduit par mer à Saint-Denis.

Tel était du moins l'aspect de la possession il y a quelques années encore ; mais tout ce pittoresque est parti, le chemin de fer est venu, et au lieu d'apporter leurs vivres à la Possession de Saint-Paul, les habitants les déposent à la gare ; car, maintenant, une partie de l'île est desservie par un chemin de fer qui suit le littoral de la côte est, nord et ouest, de Saint-Benoît à Saint-Denis et de Saint-Denis à Saint-Pierre.

La ligne de Saint-Denis à Saint Benoît a 39 kilomètres ; elle dessert Sainte-Marie, Sainte-Suzanne, Saint-André, Bras-Pranon et Saint-Benoît.

La seconde ligne part de Saint-Denis, s'arrête à la Possession, le Port à la Pointe-des-Galets, Saint-Paul, Saint-Gilles, Saint-Leu, Saint-Louis et Saint-Pierre; elle a 87 kilomètres; l'ensemble de la ligne renferme un tunnel de 10.450 mètres; 70 aqueducs, viaducs ou ponts de 100 à 500 mètres, et 12 gares; une route, dite route nationale, fait tout le tour de l'île en suivant les contours du littoral; elle a 230 kilomètres de développement. D'autres voies, chemins de grande communication ou vicinaux, desservent tous les points de l'intérieur de l'île habités ou sur lesquels on a établi des cultures; l'ensemble de ces chemins carrossables est de 300 kilomètres environ.

CHAPITRE V

Climat. — Pluies. — Nuages. — Saisons. — Température. — Orages. — Ouragans. — Raz de marée. — Cyclones. — Un cyclone dans la plaine des Cafres. — Le cyclone de 1868.

Autrefois, l'île de la Réunion était réputée pour la salubrité de son climat ; aujourd'hui, sans être malsaine, notre colonie a hérité de quelques-unes des maladies si fréquentes dans les mers des Indes ; peut-être les doit-elle aux immigrants qui ont apporté avec eux le germe de ces maladies qui, hâtons-nous de le dire, ne sévissent sérieusement qu'à de rares intervalles.

La température de l'île, quoique élevée, n'est cependant pas excessive, mais elle est assez variable ; le thermomètre oscille entre 12° et 36° selon la saison, et aussi selon les localités ; entre Saint-Denis et Saint-Pierre, par exemple, il y a toujours deux ou trois degrés de différence ; Saint-Pierre est moins chaud ; la moyenne de l'île, sur le littoral, peut être estimée à 24° 6.

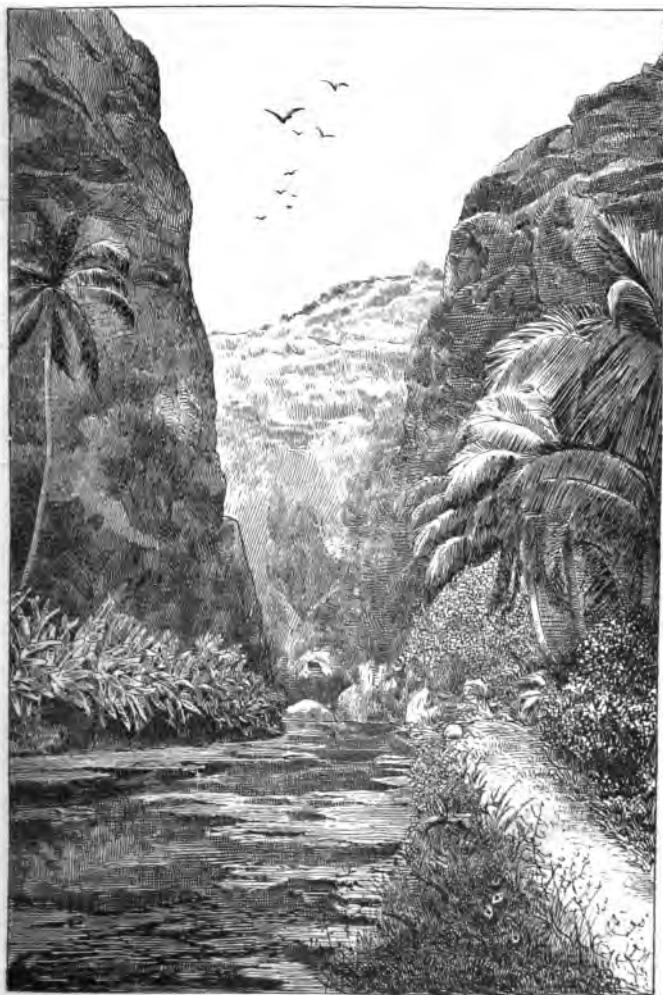
Comme dans tous les pays tropicaux, on ne compte à la Réunion que deux saisons : la *belle saison*, de mai à octobre, époque du beau temps, de la sécheresse et de la chaleur, et la saison des pluies ou *hivernage*, de novembre à avril ; les pluies, fort abondantes du reste, tombent surtout en décembre, janvier et février.

Pendant cette période, les nuages, dans l'intérieur, sont généralement bas et cachent aux regards les som-

metts des montagnes. Pour le voyageur placé sur un des points élevés de l'île, l'effet produit par cette brume est merveilleux ; on dirait qu'une mer légèrement ondulée s'est tout à coup répandue sur la Réunion, voilant les plaines, les plateaux et les navires ; les pics du Piton des Neiges, du Volcan et du Grand-Bernard, éclairés par le soleil levant, émergent, comme des îlots, de cet océan de brume, et au loin, à l'horizon, l'œil aperçoit les flots bleus de la mer et quelquefois jusqu'à Maurice.

Mais ces nuages ne sont pas sans danger pour le touriste : ils se forment parfois avec une rapidité effrayante et changent, en quelques minutes, l'atmosphère la plus pure, en un brouillard intense. Malgré lui, le voyageur est effrayé lorsque le vent chasse de son côté les premiers flocons qui se forment, lorsqu'il voit s'avancer vers lui ces masses blanches qui ont un aspect presque solide. Heureux, s'il s'est prémuni contre ce danger, s'il a de chaudes couvertures et surtout de quoi faire du feu, car il court risque de succomber en quelques heures, dans cette atmosphère humide, par *une chaleur de 35° et plus*, à ce que les habitants du pays appellent *la crampe* : une somnolence presque invincible s'empare de lui ; il éprouve le besoin de se coucher et de s'endormir, il devient incapable de tout mouvement, comme paralysé, et meurt s'il n'a les moyens de réagir et de lutter contre l'humidité. Ce phénomène se produit, du reste, dans toutes les contrées montagneuses.

L'hivernage est aussi la saison des orages, des raz de marée, des ouragans et de ces terribles tempêtes que l'on nomme cyclones dans la mer des Indes.



Gorges du Bornieu-Saint-Paul

Les orages ne sont ni violents ni très fréquents à la Réunion, moins qu'en France, peut-être ; en revanche, les ouragans sont terribles ; c'est, avec les raz de marée, le plus grand fléau qu'ait à redouter la colonie. Quand un de ces tourbillons vient à fondre sur l'île, il laisse, comme trace de son passage, des cases renversées, des villages détruits, des arbres déracinés et des plantations bouleversées ; souvent, ses effets se font sentir sur les côtes et bon nombre de navires périssent corps et biens. Dans les raz de marée, la mer, calme au large, vient se briser sur la côte en lames monstrueuses qui emportent tous les débarcadères et occasionnent de terribles malheurs dans les villages du littoral.

Pour donner une idée de la violence de ces ouragans qui vinrent fondre trop souvent sur la Réunion, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire le récit fait par M. Maillard, d'un de ces coups de vent qu'il éprouva dans la plaine des Cafres :

« Le 17 janvier 1858, je fus chargé d'aller faire une étude pour le détournement des eaux d'une source située dans la plaine *des Cafres*. Nous nous mîmes en route le 16, à cinq heures du matin, c'est-à-dire une demi-heure avant l'apparition du jour.

« Mes compagnons étaient : le maire de la commune au profit de laquelle le gouverneur avait autorisé le détournement du cours de la source ; le conducteur des ponts et chaussées, qui devait faire exécuter les travaux d'après mon tracé ; deux employés emmenés comme aides ; enfin, Jacques, créole malais de quatorze ans, élevé dans ma maison, et qui me servait toujours de

porte-mire. Nous étions suivis de nos domestiques portant nos effets et nos instruments. Une douzaine de terrassiers, dont trois Chinois, les autres Cafres et Malgaches, étaient partis d'avance pour porter les outils et les provisions, et installer notre campement.

« L'obscurité nous empêcha d'observer le temps au moment du départ. Nous avions devant nous huit heures de marche, tant à pied qu'à cheval, et un travail pressé. Le jour venu, et à mesure que nous avançons, l'aspect du ciel nous inquiéta un peu ; des nuages noirs chassaient avec rapidité sur nos têtes, tandis que nous traversions une atmosphère brûlante, où pas un souffle d'air ne se faisait sentir. A midi, l'imminence de l'ouragan devint pour moi une presque certitude ; mais nous étions trop avancés pour songer à revenir sur nos pas, et d'ailleurs nous espérions trouver de bonnes cases auprès de la source.

« Le plateau appelé Plaine-des-Cafres est une savane parsemée de pitons à cratères éteints et d'éminences qui sont des soulèvements volcaniques plus ou moins couverts d'arbres. Les pentes générales du plateau se dirigent toutes vers le centre, vaste marécage à la saison des pluies, pâturage frais en temps de sécheresse, sur une étendue de deux lieues de long et d'une lieue et demie de large ; ce désert ne présente de trace de culture qu'aux alentours des quelques métairies très distantes les unes des autres, et qui ne sont en réalité que des pâtres pour les bœufs, avec une ou deux cabanes pour les tournées accidentelles du propriétaire, un bout de jardin, et quelques semis de sainfoin et de raygrass, comme réserve pour les jours caniculaires.

« Tel était le gîte qui nous attendait, et qui était situé sur une des buttes volcaniques dont la chaîne s'étend du sud au nord, entre deux pitons plus considérables, celui de *Dugani* et celui de la *Grande-Montée*. La première case qui s'offrit à nous avait été récemment construite en bois et en paille pour abriter nos ouvriers. Derrière celle-ci se présentait celle que le propriétaire de la métairie occupait lorsqu'il venait voir son troupeau, et qui nous était réservée. Une troisième, celle des bouviers, très petite et de chétive apparence, avait été mise en partie à la disposition de nos domestiques. Enfin, le parc à bœufs, vaste hangar occupé par une cinquantaine de ces animaux, terminait le campement. Ces quatre abris étaient séparés les uns des autres par une dizaine de mètres et protégés par quelques beaux arbres.

« Nous étions encore en route et à pied, lorsque la pluie commença à tomber par ondées chaudes, droites et roides, augmentant d'intensité à chaque reprise. A deux heures, elle nous cloua dans la case, où nous fîmes notre installation et prîmes notre repas. Un magnifique chien des Alpes, attiré par l'odeur de la cantine, avait quitté les bœufs dont il était le gardien pour s'établir chez nous. Le repas fini, il refusa de nous quitter et donna des marques d'effroi de mauvais augure. Bien qu'il fût caressant et doux, bien que sa haute taille et son air de fierté fussent des indices de courage, il refusa d'obéir au rappel de ses maîtres et se cacha sous un de nos lits, d'où il fut impossible de le faire sortir. Je remarquai qu'il ne dormait pas et qu'il éprouvait une inquiétude extraordinaire, tandis que les bœufs ne paraissaient rien pressentir ou ne se soucier de rien.

« Le baromètre baissait de manière à me donner la crainte d'une nuit terrible. J'examinai la case, qui était composée de deux chambres : l'une servant de magasin, l'autre, fort petite, contenant quatre lits, dont deux devaient être occupés chacun par deux de nos jeunes gens. C'était une construction en bois couché, à la manière du pays, avec une couverture en planches et en bardeaux (essentes), un vrai chalet de montagnes, ayant pour unique ouverture une porte tournée vers le soleil couchant. Une roche sortait de terre à l'angle sud-ouest et à quelques décimètres de distance de la case.

« La pluie cessa, et aucun bruit précurseur de l'ouragan ne se fit entendre avant cinq heures du soir. Alors s'élevèrent de courtes rafales, qui devinrent de plus en plus menaçantes. A la nuit tombante, — six heures et demie, — l'atmosphère redevint calme et chargée de brumes qui voilaient l'horizon. A huit heures, le baromètre était si bas que je m'étonnais de ne pas voir la tempête se déclarer, lorsqu'elle arriva, ronflant et mugissant entre les pitons et faisant craquer les arbres. Puis un silence, un calme plat qui dure quelques secondes, comme si l'ennemi s'arrêtait pour reprendre haleine et nous attaquer de nouveau. Il reprend sa course, et, cette fois, il accourt si vite qu'il ne s'annonce plus par des menaces lointaines; il s'abat sur nous brutalement et nous porte un choc semblable à celui d'un corps solide. Le toit craque et se brise, nous nous sentons soulevés et penchés en avant. Le chien s'agite et gémit, nos lumières sont éteintes par le vent qui pénètre dans l'intérieur. Heureusement, il a emporté au loin les débris de la charpente; personne n'est

blessé. Il pleut serré, mais nous pouvons encore nous abriter sous une partie du toit.

« Les intervalles de calme, de ce calme extraordinaire qui succède aux rafales, nous laissaient à chaque instant l'espoir d'avoir essuyé la dernière bordée de cette furie. Vers dix heures, nous essayâmes de sortir pour voir si les autres cases nous offriraient un autre refuge meilleur ou pire. Mais il nous fut impossible d'ouvrir. Le vent avait fait marcher la case de manière à ce que la porte vînt butter contre la roche. Nous étions *calés*, mais prisonniers, avec la chance d'être renversés et brisés, ou celle d'être écrasés par les débris de la toiture.

« De onze heures à minuit, elle fut enlevée planche par planche, et chaque fois dispersée au loin. A minuit, la paroi située vers l'est et qui maintenant, par suite de l'évolution que nous avons subie, se présentait presque de face à la rage obstinée du nord-est, fut enfoncée et trouée. Nous étions à peu près libres de fuir ; mais l'obscurité était complète, et, à deux pas de nous, autour de la petite éminence que nous occupions, l'inondation se dressait en vagues semblables à celles de la mer. Les autres cases étaient peut-être entraînées déjà par la bourrasque de ce déluge, et la sensation du froid était si vive, que l'idée de nous égarer dans les ténèbres nous frappait de terreur.

« Quelque précaire que fût notre refuge, — nous ne pouvions plus dire notre abri, — l'instinct du gîte, qui domine toujours la pensée humaine, et le sentiment fraternel de la lutte en commun contre le danger commun, nous engagèrent à rester ensemble jusqu'au dernier mo-

ment. Mais le plus grand péril de notre situation ne s'était pas encore dessiné à nos yeux, et bientôt il s'annonça par de douloureux symptômes. Je veux parler du découragement, de cet état nerveux et tout physique de prostration morale qui, sous l'influence de certains agents extérieurs, s'empare quelquefois de préférence des âmes les plus énergiques. Quelques-uns de mes compagnons commencèrent à donner des signes de désespérance, adressant au ciel de délirantes prières, en appelant leur famille et leurs amis absents pour leur dire adieu. Je craignis un instant pour moi-même la contagion de ce trouble fatal, et je fis un effort pour me rappeler que j'étais le chef de la bande, et par conséquent appelé à ne m'occuper que des autres. Voyant que l'inaction était le seul fléau qu'il me fût possible de conjurer, je résolus d'essayer, à tout hasard, de lutter contre les éléments. Je fis porter et accoter nos quatre lits contre la paroi la plus menacée. Je m'opposai à ce que personne eût recours aux alcools pour se réchauffer et s'étourdir. Je veillai à ce que chacun avalât de temps en temps un verre de bouillon concentré dont nous avions une provision convenable. Je fis jeter sur notre petit groupe serré une grande couverture, qu'il fallait retenir de toutes nos forces pour qu'elle ne fût pas arrachée par le vent. Enfin je parvins à installer au milieu de nous une double caisse vide et retournée, au moyen de laquelle un bougeoir garni et des allumettes me permirent, dans l'intervalle des rafales, de nous procurer un instant de lumière pour regarder l'heure et consulter le baromètre qui, sans merci, descendait toujours.

« Quelle attente ! et combien de fois, après des angoisses qui nous semblaient avoir duré une heure, nous étions frappés de stupeur en voyant à la montre qu'à peine dix minutes s'étaient écoulées ! Sans doute ces fréquentes constatations de notre péril n'étaient pas de nature à nous rassurer ; mais elles tenaient notre attention éveillée sur nous-mêmes. Elles entretenaient le sentiment de l'amour de la vie prête à nous abandonner. Dans ces rapides intervalles de silence, nous respirions ensemble, et chaque fois nous pouvions nous croire prêts à sortir du paroxysme de l'ouragan. Mais, tout à coup, des craquements formidables nous annonçaient le retour du monstre.

« Chose remarquable, les plus faibles étaient ceux dont l'énergie se soutenait le mieux, et mon petit Jacques montra, sans se démentir un instant, une présence d'esprit, un courage et un dévouement à toute épreuve.

« Enfin, à deux heures du matin, le baromètre cessa de descendre, et à deux heures et demie il commença à remonter. Les rafales faiblirent progressivement, et l'espérance remonta comme le baromètre.

« J'étais brisé de fatigue ; je m'allongeai comme je pus sur un matelas, une véritable éponge dont le poids de mon corps exprimait l'eau, et je dormis une demi-heure.

« Dès que le jour commença à poindre, nous réunîmes nos efforts pour nous ouvrir un passage à travers les débris de la cloison et parvenir jusqu'aux autres cases, que nous n'étions pas sûrs de retrouver, même en ruines. Quelle fut notre surprise, en voyant debout et intacte la plus voisine, qui était la plus petite, celle que nos domestiques partageaient avec les ouvriers ! Elle était

fermée, muette et comme inhabitée. Nous y pénétrons, et nous trouvons nos gens bien tranquilles autour d'un bon feu qu'ils avaient pu entretenir toute la nuit, sans se douter qu'à deux pas de là nous soutenions contre la mort une lutte désespérée.

« Nous étions tellement transis, que la vue de ce feu bienfaisant faillit nous faire tout oublier. Mais il fallait songer à nos douze travailleurs installés dans la case neuve, et nous fîmes, pour aller de suite à leur recherche, un effort que je me rappellerai toujours comme une chose considérable dans ma vie d'aventures.

« La tempête était presque apaisée, mais elle avait eu son cruel triomphe. De la grande case en bois et en paille, il ne restait que quelques débris épars, ballottés encore par les derniers souffles de l'ouragan. Sept de nos hommes s'étaient réfugiés, dans un état d'hébétément, sous les débris d'un gros arbre abattu et brisé. Les cinq autres gisaient dans l'eau, raides et froids comme des cadavres. Nous nous hâtâmes de les emporter près du feu et de les frictionner de toutes nos forces ravivées par le danger. La scène qui suivit fut véritablement effrayante. Les premiers qui se ranimèrent sortirent de leur léthargie dans un état de démence complet, et, s'échappant de nos bras, voulurent se précipiter dans le feu. Deux autres, — deux Malgaches, — en revenant à la vie, eurent un réveil encore plus terrible. Leur face souillée, égarée, furieuse, était horrible à voir, et notre lutte pour les sauver ressemblait à un combat.

« Mais le dernier de ces malheureux ne se réveilla pas, et plusieurs heures de frictions ne purent pas seule-

ment lui enlever la raideur cadavérique. L'asphyxie par l'eau ou la paralysie du sang par le froid avait été complète.

« A neuf heures du matin, il fallut renoncer à l'espoir d'arracher cette victime au désastre. Nous la couvrîmes d'un peu de terre, nous abandonnâmes une partie de notre bagage, et les buttes ayant cessé d'être des îles sans issue, nous pûmes descendre dans la plaine, où l'écoulement se faisait assez régulièrement par les deux ravines qui sillonnent en sens contraire le nord et le sud du plateau. Nous pûmes franchir, non sans peine, mais sans catastrophe nouvelle, les trois courants du bras du Ponteau, qui ne charriait ni arbres, ni rochers, et dont les flots étaient restés clairs, grâce à la compacité du sol. Ainsi, marchant dans l'eau, jusqu'aux genoux dans la plaine, jusqu'aux épaules dans les fonds, le plus souvent sans retrouver aucune trace de chemin, rencontrant à chaque pas les énormes tamarins des hauteurs gisant brisés sur le sol, nous atteignîmes, après trois heures de marche bien pénible, la métairie la plus voisine. Le temps était magnifique, le ciel d'un bleu pur, et le soleil brillait sur la campagne dévastée. »

Sur mer, ces immenses tourbillons qui parcourent l'Océan, poussés par une force irrésistible, sont plus terribles encore.

Ces phénomènes sont si fréquents dans les parages de la Réunion qu'on a pu étudier leur marche, calculer leur vitesse, et les lois qui les régissent; c'est à un créole de la Réunion, Joseph Hubert, que revient l'honneur de cette découverte. Le cyclone est un tourbillon d'un dia-

mètre de cinquante à cent milles, qui s'avance sur l'Océan avec une vitesse variant entre un et cinquante milles à l'heure, mais dont la moyenne est de cinq à dix milles. Au centre du cyclone règne un espace de calme, où la mer est moins grosse et le vent presque insensible, tandis que, à la circonférence, tous les éléments semblent déchaînés.

Etant donné les études faites sur les cyclones, un marin peut, en manœuvrant suivant certaines instructions, éviter la partie dangereuse, pour se tenir dans la partie maniable, c'est-à-dire dans celle où, malgré la tempête, il reste maître de son navire. Au moyen de certains calculs, on connaît le point où est le centre du cyclone, la direction qu'il suit, et la vitesse de sa translation.

Afin de mieux faire comprendre ce phénomène, nous allons résumer le récit du cyclone éprouvé par la frégate *la Junon*, aux environs de l'île de la Réunion, au mois d'avril 1868.

La frégate de premier rang *la Junon*, allant de France aux Indes, relâcha à l'île de la Réunion; le 28 avril, elle quitta la rade de Saint-Paul.

Pendant toute la traversée, les officiers avaient étudié les lois des cyclones dans un ouvrage que venait de publier le commandant Bridet, directeur du port de Saint-Denis; ils allaient bientôt pouvoir mettre en pratique les règles contenues dans cet excellent ouvrage.

Dès le lendemain du départ de Saint-Paul, le vent fraîchit sensiblement, et la mer devint grosse; en même temps les officiers constataient une baisse continue du baromètre, signe précurseur du cyclone.

Aussitôt, M. de Marivaux, capitaine de vaisseau commandant *la Junon*, se mit en devoir de déterminer la position du centre du météore, sa direction et sa vitesse. Le cyclone s'avancait en droite ligne sur la frégate avec une vitesse moyenne. La distance du centre permettait de couper la ligne de translation pour atteindre le cercle maniable. Le commandant fit allumer les feux afin que la machine aidât à franchir la région dangereuse.

La Junon fuyait vent arrière avec une vitesse de dix nœuds dans une obscurité profonde ; la mer devenait plus grosse, et le roulis était tel que l'eau embarquait par les hauts et par les sabords mal joints.

Malheureusement, vers minuit, l'eau pénétra dans la machine, et un grand coup de roulis éteignit les fourneaux ; il fut impossible de les rallumer ; les plaques des parquets s'étant détachées rendaient l'accès des fourneaux impossible.

Le vent augmentait et soufflait en tempête ; la voilure et le gréement subirent des avaries : dans un coup de roulis, la grande vergue se brisa ; tous les huniers furent emportés, et la rupture du minot de misaine causa la perte de cette voile ; bientôt deux mâts supérieurs tombèrent. *La Junon* était immobile et n'obéissait plus au gouvernail.

La Junon resta ainsi exposée à la fureur du cyclone qui s'avancait avec rapidité. La mer s'élevait en véritables montagnes, elle avait emporté les galeries, les embarcations suspendues sur les porte-manteaux d'arrière et de côté, et une grande ancre, détachée de ses liens, avait, en frappant la muraille, défoncé un sabord et

produit une large voie d'eau, qu'on eut bien de la peine à aveugler.

Une pluie torrentielle se joignit aux coups de mer, et tous les efforts tendaient maintenant contre les envahissements de l'eau.

« La tourmente durait depuis sept heures, écrit un officier, redoublant à chaque heure de violence et de bruit..... Tout à coup, un silence absolu se fit, un silence que je ne puis comparer qu'à celui qui suit l'explosion d'une mine ou d'un bastion pris d'assaut. C'était le calme central, calme subit et étrange, qui produisit plutôt de l'étonnement qu'une impression de sécurité, tant on s'y sentait comme en dehors des lois de la nature. Le mouvement du tourbillon continuait dans le haut de la colonne d'air dont nous occupions la base. Des oiseaux, des poissons, des sauterelles, des débris sans forme tombaient de tous côtés, et l'état électrique de l'atmosphère produisait une sensation vertigineuse sans analogue dans nos souvenirs, se manifestant par un état extraordinaire d'exaltation chez des hommes habituellement très calmes (1). »

On put heureusement, grâce au dévouement de l'équipage, profiter de ce moment de répit pour réparer la mâture, débarrasser les foyers, rallumer les fourneaux et vider une partie de l'eau qui envahissait la cale.

Après cinq heures de calme, la tempête reprit de nouveau la frégate et l'emporta dans toute sa force ; l'ouragan se déchaînait avec plus de violence qu'au-

(1) Cité dans le *Tour du Monde*, année 1869, 2^e semestre.

paravant. La membrure du bâtiment se déliait ; les membrures craquaient et se brisaient ; mais il était impossible d'apprécier l'origine des voies d'eau qui pénétraient par tous les points à la fois.

Enfin, le 5 mai, on put remettre la machine en mouvement, et gagner Mahé, dans les Seychelles, où la frégate put subir les réparations les plus indispensables ; un mois après, elle était à Saïgon.

A son retour, la *Junon* devait encore traverser un cyclone presque aussi terrible que le premier, et grâce à l'habileté de son commandant, au courage et au sang-froid de ses officiers et de ses marins, en sortir victorieuse, comme la première fois.

CHAPITRE VI

Population. — Différentes races. — Les créoles. — Mulâtres. — Petits créoles. — Les citoyens. — Cafres. — Malgaches. — Indiens. — Chinois. — L'immigration des coolies hindous et l'Angleterre.

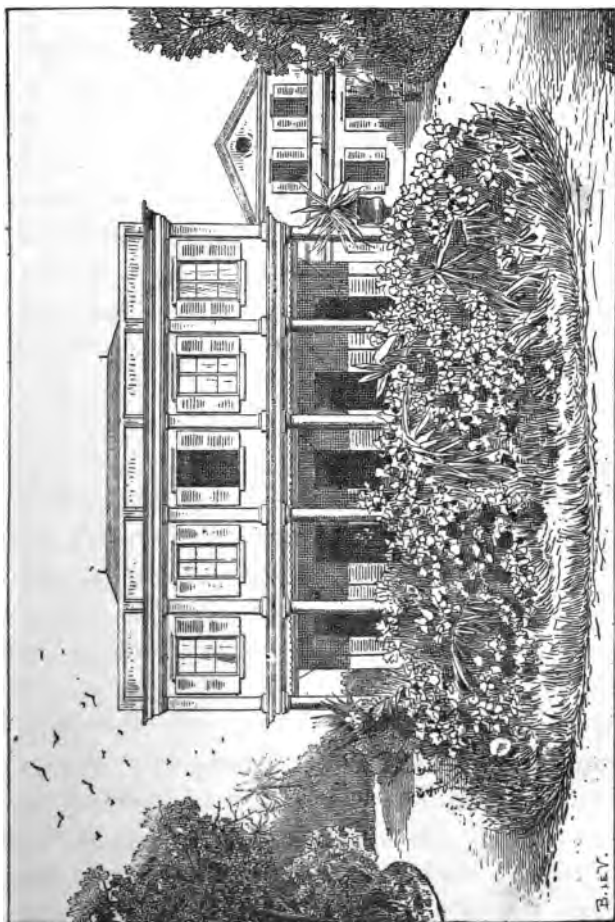
La population de l'île de la Réunion s'élève à 166.764 habitants ; elle est composée des éléments les plus divers, et peu de pays offrent une galerie ethnologique aussi complète que notre colonie.

A côté du *créole de race pure*, nous voyons le *petit créole*, descendant direct des premiers Français établis à Bourbon. Le *noir*, l'ancien esclave affranchi depuis 1848, qui est né sur le sol de la colonie et y a fait souche lui-même. Puis les immigrants introduits à la Réunion à la suite de l'émancipation : *Malgaches, Cafres, Indiens* de toutes races et *Chinois*.

Le *créole blanc* diffère bien peu de l'Européen : apparence moins vigoureuse, teint plus pâle et plus mat, cheveux et barbe plus noirs.

Chez la femme, le type est plus accentué : sveltes, délicates, gracieuses, d'allure souple et un peu indolente, les créoles ont dans toute leur personne un charme indéfinissable ; c'est elles que Victor Hugo a voulu peindre quand il disait :

- « Un œil noir où luisaient des regards de créole,
- « Et le charme inconnu, cette fraîche auréole,
- « Que couronne un front de quinze ans. »



Type de maison coloniale.

Ajoutez un teint mat et d'une blancheur telle qu'on a pu dire, en exagérant toutefois : « Les créoles ne seraient que pâles si, au lieu de poudre, elles mettaient du rouge. »

Au moral, la différence avec l'Européen n'est pas plus grande. Certains auteurs se sont plu à nous dépeindre le créole de la Réunion comme un homme paresseux, indolent, allangui par une température excessive, enclin à la mollesse. Rectifions cette erreur. Et d'abord, ainsi que nous l'avons vu dans un précédent chapitre, la chaleur est très supportable, tempérée qu'elle est par les brises du sud-est ; ensuite, nous pouvons affirmer que les créoles possèdent l'énergie, l'activité, l'ardeur de nos méridionaux ; la lecture de l'histoire de Bourbon suffit pour montrer que toutes les qualités, toutes les vertus qui forment le caractère distinctif de notre race, se retrouvent chez nos compatriotes de la Réunion : braves jusqu'à la témérité, chevaleresques, enthousiastes, capables de tous les dévouements, de tous les héroïsmes, ils se sont toujours montrés dignes de leur origine. Leurs titres de gloire s'appellent Pondichéry, Mahé, Madras, le Grand-Pont ; les volontaires de Bourbon ont combattu dans l'Inde avec Dupleix, La Bourdonnais, Lally-Tollendal ; montés sur les vaisseaux de Collet, de Villeneuve, de Bouvet, de Philibert, des créoles de Bourbon, eux aussi, ils ont fait aux Anglais une guerre acharnée ; et tout dernièrement encore, n'avons-nous pas vu les fils de ces vaillants solliciter de la France l'honneur d'aller à Madagascar combattre à côté des soldats et des marins de la mère-patrie, pour l'honneur du drapeau, pour l'agrandissement de l'empire colonial de la France ?

Puis, quand la paix est venue, dans le doux *far niente* d'une vie aisée, inspirés par la merveilleuse nature qui les entourait, quelques-uns sont devenus poètes : Parny, l'élégiaque par excellence, surnommé le Tibulle français ; Bertin, le chantre d'Eucharis, « en amitié fidèle aussi bien qu'en amour ». Plus récemment, Leconte de Lislis, maintenant à l'Académie ; Dayot, Lacaussade, Léon Dierx et tant d'autres dont les œuvres, appréciées là-bas, mériteraient d'être mieux connues en France.

D'autres, tournant toute leur intelligence vers la recherche du bien-être de leurs compatriotes et l'amélioration de la colonie, s'adonnèrent aux sciences, à l'agriculture, à la politique, et ce ne sont pas ceux dont la Réunion a lieu d'être le moins fière ; ils se nomment de la Serre, Hubert-Delisle, Joseph Hubert, Lislet Geoffroy, Imhaus (1).

On a beaucoup reproché à tous les créoles, en général, leur vanité, leur orgueil, leur fierté et leur indolence. Sans vouloir dire que les créoles de la Réunion sont absolument exempts de ces défauts, si communs à la nature humaine, nous pouvons affirmer qu'ils sont beaucoup moins prononcés chez eux que partout ailleurs ; nous n'en voulons donner pour preuve que ce fait qui nous semble très caractéristique : à la Réunion on ne trouve pas, comme aux Antilles, la haine qui divise les blancs et les gens de couleurs ; les créoles n'éprouvent pas pour le noir, et surtout pour le mulâtre, l'aversion profonde que leur témoignent les créoles des Antilles ;

(1) Voir à l'appendice la biographie des hommes célèbres nés à la Réunion.

nous pourrions citer bon nombre de créoles fort honorables, qui n'ont pas craint de s'allier à des femmes de couleurs, et qui, pour cela, ne se sont pas vu fermer les portes des maisons amies.

L'éducation est pour beaucoup dans ce fait ; blancs, mulâtres et noirs se coudoient sur les bancs du collège et dans les écoles ; à cet âge, il n'existe pas de distinction de races, et quand plus tard, devenus hommes, ces anciens condisciples se rencontrent dans la vie, peuvent-ils oublier qu'ils sont égaux par le savoir et par l'intelligence ?

Il est à remarquer que le mulâtre, qui est toujours supérieur à son parent noir, est rarement inférieur à son parent blanc ; qu'il est en outre désireux de s'instruire et qu'il arrive généralement à force d'étude et de travail. Le fait capital, présenté du reste par la famille des mulâtres, c'est que, loin de se continuer à l'état de race, leurs descendants reviennent rapidement au type primitif, presque toujours au blanc, et rarement au noir.

A côté de ces créoles, existe une autre famille nommée *petits créoles*, *petits blancs* ou *créoles bichiques*. Ce sont les descendants directs des premiers colons établis à Bourbon, des premiers Français mariés à des femmes malgaches, et aux jeunes filles que Colbert envoya dans la colonie.

Le 27 février 1673, Louis XIV ordonnait au sieur Beauregard d'aller prendre seize jeunes filles mises à sa disposition par le directeur de l'hôpital général de Paris, et un prêtre, « pour être portez en l'isle Bourbon ». Cet ordre fut exécuté, mais en partie seulement : au lieu de se

rendre directement à la Réunion, Beauregard toucha à Fort-Dauphin, où il espérait vendre la cargaison qu'il avait emportée ; les jeunes filles débarquèrent là, et quelques-unes s'y marièrent ; mais la plupart périrent dans le massacre de Fort-Dauphin. Les survivantes s'embarquèrent sur le *Blanc-Pignon*, qui, au lieu de profiter de la mousson S.-O. pour gagner Bourbon, se dirigea sur Mozambique, qu'il mit sept mois à atteindre ; la plupart se dispersèrent, et du convoi de seize Parisiennes destinées à Bourbon, deux seulement y arrivèrent.

Notons que ces jeunes filles n'avaient rien de commun avec les femmes que l'on dit avoir été envoyées en Louisiane ; c'était des orphelines, élevées à Paris par les religieuses.

La plupart de ces petits créoles sont un exemple frappant du fait que nous avançons plus haut : beaucoup, au début, n'étaient que des mulâtres ; mais, comme ils se sont mariés entre eux, ils sont revenus au blanc le plus pur ; ils présentent, du reste, une physionomie particulière, bien reconnaissable, mais difficile à définir : ils ont les cheveux châtain clair ou roux, les yeux gris-bleu, le teint terreux, les jambes arquées, le mollet très haut.

On a fait à ces petits créoles une réputation déplorable et qui n'est point méritée : ils sont vaniteux, indisciplinés, vivant dans une insouciance et une paresse incomparables, ont écrit certains auteurs. La vérité est qu'ils habitent peu les villes, mais plutôt les montagnes, où ils se livrent à la pêche, à la chasse, et cultivent leurs

champs ; un certain nombre s'emploient comme charretiers. En général, les familles des petits blancs sont très nombreuses.

Le nègre qui est né dans la colonie, qui ne l'a jamais quittée et qui vit libre depuis 1848, forme, lui aussi, une race à part : c'est le *citoyen*, comme il se désigne lui-même depuis l'émancipation ; l'appeler noir ou nègre serait l'insulter ; pour lui, noir est synonyme d'esclave, et blanc veut dire libre ; de sorte que ce citoyen, à la peau bronzée, pour vous faire comprendre qu'il est un homme libre, vous dira très bien qu'il est blanc.

Peu d'entre ces anciens esclaves sont restés dans les ateliers ; presque tous possèdent une case et autour un petit jardin où croissent, presque sans culture, les plantes nécessaires à leur existence, et ils sont satisfaits.

Il y a cependant des exceptions à cette règle : quelques noirs travaillent sur les habitations, et presque tous envoient leurs enfants dans les écoles de la colonie.

Le reste de la population noire est composé de nègres engagés à Madagascar et sur la côte d'Afrique comme travailleurs ; ceux venant des côtes d'Afrique, au nombre de 9,500 environ, sont connus sous le nom de *Cafres* ; mais il y a parmi eux des *Iambanes*, des *Macouas* et même des Abyssins. Les Malgaches, 6,400 environ, sont presque tous *Sakalaves*, Betsimisaraks, Antanos-ses, etc....

Forts, robustes, bien constitués, les Cafres fournissent une excellente classe de travailleurs, quand ils ont franchi la période d'acclimatement, qui est parfois pour eux assez pénible.

Même après un assez long séjour dans la colonie, ces Africains conservent une partie des coutumes de la terre natale, et par-dessus tout un amour profond pour la danse, la musique et les chants.

Sa journée de travail terminée, le Cafre s'assied volontiers devant sa case et chante, en s'accompagnant d'instruments primitifs, qu'il fabrique lui-même; mélancolique, et quoique sur un rythme uniforme, son chant arrive à produire des effets de tristesse, d'espérance et de force qui étonnent; mais la grande distraction des Cafres, les jours de chômage, c'est la *Sega* ou *T'sega*, où la danse s'allie au chant. L'orchestre prélude par quelques coups de tambour; le chef redit plusieurs fois le commencement de l'air qu'on doit chanter, et les autres instrumentistes frappent aussi sur leurs tambours, comme pour prendre l'accord.

Alors, hommes et femmes s'alignent en fredonnant et en marquant la mesure du pied, du corps et de la tête. Peu à peu, l'orchestre prend plus de force; les danseurs s'animent, chantent plus haut, mêlent leurs voix et arrivent à cet ensemble parfait qui n'a pour loi qu'un instinct musical exquis.

A ce moment, un danseur entre dans le cercle et se livre à une suite de mouvements du corps et des membres, et à des poses d'une grâce naturelle et charmante, qui témoignent de la souplesse du danseur, bien plus que de ses connaissances chorégraphiques. Cette mimique du cavalier seul a pour but d'engager une danseuse à entrer avec lui dans l'arène; souvent, les supplications sont longues et permettent au danseur de montrer toutes

les ressources de son talent. Enfin la jeune Cafrine accepte, et alors commence une de ces scènes qui laissent loin derrière elles tout ce qu'on a pu voir dans un ballet.

Pendant tout le temps que dure cette figure, les danseurs et les danseuses continuent à tourner autour des acteurs en dansant et en chantant.

Moins robustes que les Cafres, les Malgaches s'acclimatent plus facilement, au physique du moins, et deviennent aussi de bons ouvriers, parfaitement inoffensifs, honnêtes et pleins de bonne volonté; mais ils ont un attachement profond pour leur patrie, pour la grande île, et n'ont qu'une pensée, qu'un espoir : y retourner.

Cet amour du pays natal, le regret de l'avoir quitté, l'espérance de le revoir un jour, se montrent partout, jusque dans leurs chants, dont les airs se réduisent à une mélodie triste et mélancolique ; quant aux paroles, elles ont toujours pour texte la patrie absente : ils expriment le regret de ne pas être à *Tani-bé*, la Grande Terre, demandent où est leur père, leur mère, leurs amis.

Plus intelligents, plus rusés que les précédents, sont les coolies indiens; on les emploie aux travaux des champs, mais plus souvent comme domestiques, service auquel une certaine intelligence les rend assez propres; mais l'Indien est lâche, paresseux, voleur, cupide; beaucoup d'entre eux ramassent un petit pécule, et, leur engagement terminé, se font usuriers ou marchands; ils excellent dans le mercantilisme et se livrent à une foule de petits trafics, moins avouables les uns que les autres. •

Sobre, l'Indien se contente d'un peu de riz pour sa nourriture; la plupart sont affectés de maladies de peau

qui les rendent impropres au travail ; dans les premiers mois qui suivent leur arrivée, beaucoup meurent de la dyssenterie.

Nous avons déjà exposé, en parlant de l'introduction des Indiens à la Guyane, les causes auxquelles il faut attribuer la grande mortalité qui frappe les coolies hindous : recrutés dans les bas-fonds de la société par des raccolleurs peu consciencieux, ces malheureux, affaiblis par la misère et la souffrance dans leur pays, supportent mal la traversée ; les Bengalis surtout arrivent hâves et décharnés ; le voyage les affaiblit encore, et le changement de climat fait le reste ; aussi, l'immigration du Bengali est aujourd'hui condamnée.

Comme dans toutes nos colonies, le manque de travailleurs a toujours été le mal dont a souffert la Réunion depuis 1848. Instruits de ce fait, les Anglais ont résolu de l'exploiter : ils ont cessé de permettre l'immigration de coolies de l'Inde anglaise à la Réunion. Puis ils ont demandé pour leur consul à la Réunion un droit d'ingérence dans les affaires de notre colonie, à cette condition ils consentaient à donner autant de coolies qu'on voudrait.

Ces conditions étaient contraires à l'honneur de la colonie ; elle les a rejetées ; elle a préféré sacrifier son intérêt matériel à son honneur, à son patriotisme. Elle a préféré manquer de bras et laisser des terres sans culture plutôt que de capituler sur le point d'honneur.

— Notre dignité de Français avant tout, a dit la colonie par l'organe de ses représentants.

— Plutôt la ruine, ont dit les propriétaires ; plutôt la

ruine que la moindre concession pouvant porter atteinte à notre dignité de Français.

Pour se venger de ce refus, l'Angleterre a déclaré que la Réunion n'aurait plus de coolies, parce qu'ils étaient maltraités.

C'est une calomnie indigne, et les Anglais le savent bien. C'est bien à l'Angleterre, du reste, qu'il convient de plaindre les coolies engagés dans une colonie française, elle qui laisse des centaines de mille Hindous mourir de faim chaque année dans sa vice-royauté de l'Inde ; c'est bien à l'Angleterre à nous accuser de traiter les Indiens comme des esclaves, elle qui, pour les besoins de sa « politique libérale », rétablit l'esclavage au Soudan !

Quels cris d'horreur et de réprobation pousserait la philanthropique Angleterre, si une nation européenne parlait de rétablir la traite ! Mais que pèsent les scrupules et les principes quand les intérêts anglais sont en jeu ? Depuis les affaires d'Égypte, les marchands d'esclaves peuvent pourchasser leur gibier récalcitrant à l'ombre du drapeau de l'Impératrice des Indes !

Il ne nous reste plus qu'à parler des Chinois ; ils sont peu nombreux : cinq cent vingt, tout au plus, et presque tous marchands. Aussi mal recrutés que les Indiens, ce sont en général des gens sans aveu, vindicatifs, malhonnêtes et voleurs. Les Chinois qui s'expatrient sont pour la plupart gens de peu, et sujets à caution ; cela tient à leur organisation sociale : à de rares exceptions près, ceux qui quittent le Céleste Empire y sont forcés ; c'est une punition qui leur est infligée par le tribunal familial, pour une grosse faute, pour un crime même. Ils

doivent aller sur la terre étrangère pour expier leur forfait ; à cette condition seule, ils ne seront pas séparés des ancêtres, ils seront ensevelis dans le champ patrimonial. C'est pourquoi, dans leurs contrats d'engagement, ils stipulent qu'en cas de mort, leur corps sera reconduit en Chine.

Bien souvent, sur la terre étrangère, ils oublient les promesses faites à la famille au moment du départ pour le voyage d'expiation, et retombent dans les crimes qui les avaient fait condamner jadis.

CHAPITRE VII

Agriculture. — La canne à sucre. — Le café. — Girofle. — La vanille. — Cacao. — Tabac. — La culture vivrière. — Les forêts. — Les animaux.

Sur les 260.000 hectares qui forment la superficie de l'île de la Réunion, 164.200 hectares représentent les terrains en friche, les forêts et les savanes ; 48.066 hectares sont consacrés à la culture de la canne à sucre et 16.828 à des cultures diverses. Ces deux derniers chiffres sont significatifs : la culture de la canne à sucre est la principale de notre colonie, c'est celle qui occupe le plus grand espace de terrain ; elle a absorbé toutes les autres, et cependant, elle a diminué dans de notables proportions, car, de 1859 à 1862, elle occupait plus de 62.000 hectares ; à cette époque, elle menaçait de tout envahir, mais de mauvaises récoltes, la concurrence des sucres étrangers et des sucres de betterave ont forcé les producteurs à se restreindre. A l'heure actuelle, cependant, la Réunion ne se nourrit pas elle-même, elle est obligée de demander aux Indes une partie de son alimentation. Son climat si varié la rendait pourtant propre à toutes les cultures.

La canne à sucre est cultivée dans notre colonie depuis un temps immémorial ; peut-être y poussait-elle à l'état de nature, quand les premiers colons débarquèrent dans

l'île ; mais la grande extension donnée à cette culture ne date que de 1827.

La canne à sucre (*saccharum officinarum*, Linn.) a des racines rampantes, fibreuses et genouillées ; elles produisent à la fois plusieurs tiges articulées, lisses, luisantes, hautes de dix pieds environ et de un à deux pouces de diamètre ; sur chacune de ces tiges poussent quarante à cinquante nœuds, d'où sortent des feuilles longues de quatre pieds ; larges de un à deux pouces, dentelées sur leurs bords, elles sont d'un beau vert et traversées par une nervure blanche. A sa base, la feuille embrasse la tige d'un nœud à l'autre, tandis que son extrémité s'étend en forme d'éventail. Ces feuilles tombent à mesure que le sucre s'élabore dans les entre-nœuds et que la canne mûrit. La tige se termine à son sommet par un jet sans nodosité, appelé *flèche*, de quatre à cinq pieds de haut ; il est surmonté d'un panicule, sorte d'aigrette de vingt pouces, composé de ramifications grêles et nombreuses qui portent une multitude de petites fleurs blanches et soyeuses.

Le sucre s'élabore dans les parties de la tige appelées *entre-nœuds*, et ceux-ci servent à la reproduction de la plante au moyen de racines qui sortent des nœuds quand on les met en terre.

On cultive plusieurs espèces de cannes à sucre, qui ne sont, paraît-il, que des dérivés de la canne à sucre blanche ; les principales sont : la canne jaune, la rouge et la violette.

La plantation de la canne demande un terrain préalablement préparé : les champs sont soigneusement épier-

rés, pour faciliter plus tard le sarclage, et le sol entretenu avec soin; on trace ensuite dans la terre des sillons à un mètre soixante les uns des autres; entre ces sillons on creuse des fosses longitudinales de soixante-cinq cen-



Plant de café.

timètres de longueur, seize centimètres de largeur et vingt-cinq de profondeur; ces fosses doivent laisser entre elles autant de plein qu'elles ont de vide, c'est-à-dire être creusées à soixante-cinq centimètres les unes des autres. On couche dans ces trous, en croisant les extrémités supérieures, deux têtes de cannes de quarante-cinq à cinquante centimètres de longueur, que l'on recouvre

d'un simple bouchon de paille. On plante généralement de novembre à février, et l'on récolte de quinze à trente mois après; on récolte une recoupe au bout d'un ou deux ans, et souvent une troisième deux ans plus tard; cela dépend de la qualité du terrain, de l'humidité du sol, et principalement des engrais plus ou moins actifs employés par les planteurs.

Quand le planteur juge que la canne, qui ne meurt jamais, mais qui va en s'étiolant, est suffisamment épuisée et ne rendra plus, il arrache tous les plants de son champ, le met en assolement et y sème des pois de mascate et des embrevades pendant trois ans; après quoi, il recommence à planter en cannes.

La récolte consiste à couper la canne au pied; elle est ensuite débarrassée de ses feuilles et portée à la sucrerie.

Comme toutes les cultures, la canne a de bonnes et de mauvaises années; elle a ses maladies et ses insectes destructeurs. En 1846 et 1847, par exemple, les cannes jaunirent, à la Réunion, elles se desséchèrent et périrent en partie; les cannes du pays les plus anciennement cultivées moururent presque toutes. On essaya d'autres espèces, entre autres la canne Diard, nouvellement importée, et la réussite fut complète; malheureusement, on fit aussi venir des plants de Maurice, et avec eux on introduisit un insecte qui fait à la canne une guerre terrible, le *Borer*.

Le *Borer* ou *perce-canne* fut apporté à Maurice avec des cannes venant de Ceylan. La chenille est gris jaunâtre, avec deux rangées de points noir brun sur

ledos et une plaque brune sur la tête ; elle vit dans la canne et y grossit dans les trous qu'elle y perfore dans tous les sens. Le Borer subit sa transformation parmi les feuilles qu'il lie de quelques brins de soie. Le papillon est nocturne et ressemble tellement à un fragment de feuille de canne desséchée qu'il faut beaucoup d'attention pour le découvrir sous ces feuilles, où il se tient pendant le jour.

La canne ne meurt pas toujours des blessures que lui fait le Borer, mais elle reste dans un état de fermentation qui lui est très nuisible, parce qu'il empêche la cristallisation.

Les autres cultures de la Réunion sont :

Le *café*, dont les plantations occupent 4.464 hectares et produisent à l'exportation environ 375.000 kilogrammes, en décroissance sur les années antérieures ; en 1881, on a exporté 584.180 kil. ; 625.052 en 1882 ; 578.673 en 1883 ; 375.202 en 1884.

Nous avons vu comment le *café* fut introduit dans notre colonie ; sa culture prit rapidement une grande extension, et en 1817, nous relevons comme production le chiffre de 3.531.000 kilogrammes. Malheureusement, les ouragans, les ravages des insectes, l'épuisement du sol et la fièvre de la canne à sucre qui s'empara des planteurs de l'île à une certaine époque, firent négliger le *café* au point de ramener sa production aux chiffres que nous venons d'indiquer.

Le *girofle*, introduit par Poivre, et qui constituait autrefois la principale richesse de notre colonie, a presque entièrement disparu. Il en reste encore quelques plan-

tations occupant une superficie de 246 hectares, donnant à peine 28.000 kilogrammes, tandis qu'en 1835 la récolte dépassait 890.000 kilog.

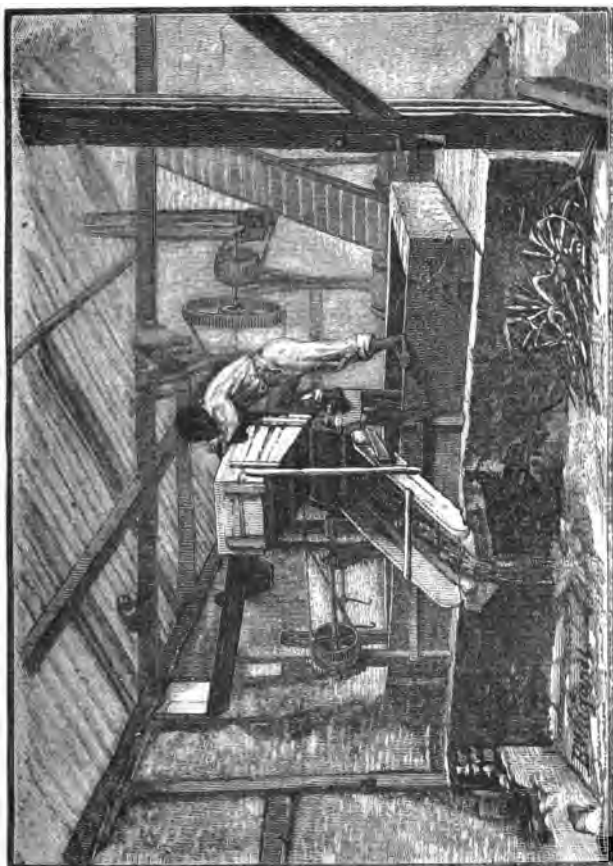
Cacao. Bien que n'ayant jamais été fort importante dans la colonie, la culture du cacao semble progresser ; 155 hectares plantés de cacaoyers produisent environ 50.000 kilog. En 1835, le rendement n'était que de 10.000 kilog.

La *vanille* fut introduite en 1819 par le capitaine de vaisseau Philibert. M. Perrotet, qui arriva sur le même navire, le 27 juin 1819, déclare, dans un mémoire publié à ce sujet, que c'est lui qui apporta ces plants et qu'il en fit une deuxième importation en 1820. Quoiqu'il en soit, ses peines paraissent avoir été perdues ; la plante ne produisant pas, on ne la cultiva plus guère que comme ornement dans les jardins.

Vers 1840, un jeune noir nommé *Edmond*, appartenant à M. Bellier-Beaumont, avait sous la direction de son maître et de M. Lepervanche, étudié la botanique ; il voulut se rendre compte de la position des organes de cette fleur.

Dans la crainte d'une réprimande, Edmond n'osa pas cueillir une fleur de vaniller pour l'étudier ; il se contenta de relever l'opercule qui recouvre le pistil ; pendant cette opération, le pollen des étamines tomba. La *fructification artificielle* était trouvée.

La culture de cette plante s'étendit rapidement ; elle est facile et produit de beaux résultats. Actuellement, 4.391 hectares sont consacrés aux plantations de va-



Préparation des grains du café.

nille, et le produit dépasse 20.000 kil., d'une valeur de plus de 700.000 francs.

Le *tabac* que l'on cultive à la Réunion ressemble assez à celui de Virginie ; depuis quelques années, les récoltes ont donné des chiffres assez élevés. Actuellement, le gouvernement étudie un projet tendant à acheter des tabacs à la Réunion pour la Régie.

En 1835, le produit était de 82.000 kilog.; 484.000 en 1875, et actuellement 660.000 environ. Le nombre d'hectares cultivés en tabac est de 478.

Sous le nom de *plantes vivrières*, qui occupent 5.946 hectares, sont compris les plantes et les légumes d'alimentation : *maïs*, *manioc*, *songes*, appelés aux Antilles *choux caraïbes* ; les *patates douces*, *calebasses*, *citrouilles*, *embrevades*, *lentilles*, *pois du Cap*, *pommes d'amour*, *l'arrow-root*, dont le bulbe donne une fécule excellente ; puis, tous les légumes d'Europe, depuis la pomme de terre jusqu'aux asperges.

Parmi les fruits, nous retrouvons tous ceux que nous avons indiqués aux Antilles : *mangues*, *avocats*, *ananas*, *bananes*, *bibasses*, *badamiers*, *citron mandarine*, *citron galet*, *coco*, *cœur de bœuf*, *attes* ou *anones*, *figues* de toutes les espèces, *goyaves* rouges, blanches et de Chine, *grenades*, *grenadilles*, *limons*, *mangoustans*, *mandarines*, *oranges*, *sapotes*, *sapotilles*, *letchis*, *longanes*, etc... Les fruits d'Europe, prunes, poires, pommes, abricots, poussent également à la Réunion.

Nous regrettons de ne pas voir figurer au nombre de ces produits le riz, qui cependant forme la base de l'alimentation de tous les habitants, riches ou pauvres, à

quelque classe de la société qu'ils appartiennent. Le riz est si peu cultivé dans notre colonie, qu'elle est obligée d'en acheter en Cochinchine, aux Indes et à Madagascar pour sa propre consommation.

En résumé, la valeur des terres employées en culture est estimée à plus de *cent millions* de francs ; celle des bâtiments et du matériel d'exploitation à plus de *dis-huit millions* de francs ; on compte à la Réunion 6,335 habitations rurales, dont 62 possèdent des moulins à vapeur ; 96,000 individus travaillant sur ces propriétés.

La colonie possède, en outre : 4,016 chevaux, 1,241 ânes, 8,575 mulets, 79,632 porcs, 8,684 taureaux et bœufs, 17,845 béliers et moutons, et 18,617 boucs et chèvres.

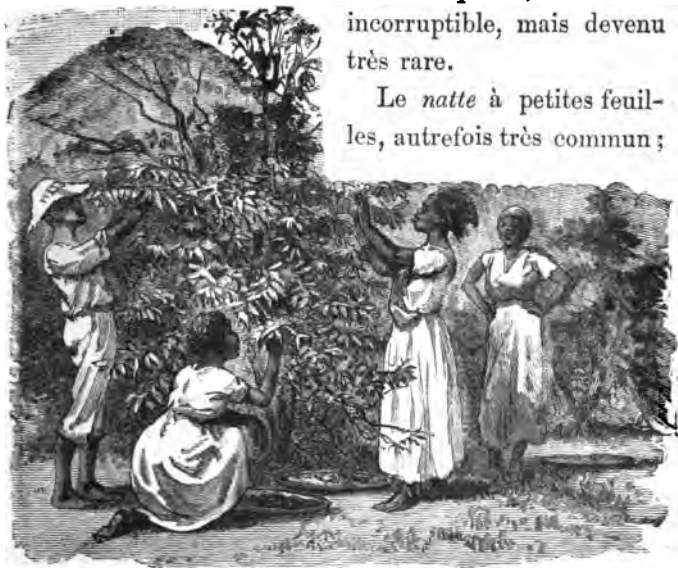
On compte 74,800 hectares de bois à la Réunion ; à proprement parler, ce ne sont pas des bois, mais bien plutôt des taillis et des futaies ; pour trouver la vraie forêt, il faut s'avancer jusque dans les endroits à peine accessibles, sur les sommets élevés des montagnes. Partout où l'homme a passé, partout où les colons se sont établis, la forêt a disparu, et avec elle est partie une des richesses du pays, parce que le déboisement a été fait sans mesure et sans ménagement. Les essences précieuses, les bois d'ébénisterie, ceux propres à la construction des navires, à la charpente, si abondants autrefois dans l'île, n'existent plus qu'en petite quantité ; quand on les rencontre, c'est dans les endroits si éloignés des routes battues que leur exploitation est devenue très difficile.

Les arbres que l'on rencontre le plus fréquemment

sont le *tamarin des hauts* ; ces arbres au tronc énorme et tourmenté sont propres à tous les travaux, et spécialement aux constructions maritimes ; on l'emploie aussi dans l'ébénisterie.

Le *bois puant*, absolument incorruptible, mais devenu très rare.

Le *natte* à petites feuilles, autrefois très commun ;



Cueillette du café.

il a été détruit en partie par les fabricants de *bardeaux*, petites planchettes appelées aussi *essentes*, que l'on emploie, en guise de tuiles et d'ardoises, pour couvrir les maisons. En présence de cette diminution, on a essayé des tuiles pour les toitures ; mais ce système réussit peu, parce qu'il résiste moins bien à la violence des ouragans ; puis le *natte* à grandes feuilles.

Citons encore le *filao*, grand pin très abondant ; le *noir-des-hauts* ou ébène ; le *bassin* rouge, blanc, à grandes ou à petites feuilles ; et quelques-uns des arbres que l'on trouve aux Antilles et à la Guyane.

La faune de la Réunion est loin-d'être aussi riche que sa flore ; en fait de mammifères, outre les animaux domestiques, nous ne pouvons citer que le *chat sauvage*, le *tenrec* ou *tangue*, sorte de hérisson hibernant, le *cabris*, descendant des chèvres laissées dans l'île par les Portugais ; le *lièvre*, quatre ou cinq espèces de rats, et plusieurs sortes de chauves-souris.

Parmi les oiseaux : plusieurs variétés de *perroquets*, des *hirondelles*, le *calfat*, ainsi nommé parce qu'en frappant les arbres de son bec il produit un bruit analogue à celui des ouvriers qui radoubent un navire ; le *ben-gali*, le *cardinal*, au plumage rouge ; le *sénégal*, au bec rose ; le *pigeon marron*, le *pigeon ordinaire*, l'*aigrette*, et enfin la *perdrix*, la *caille*, la *tourterelle*, la *poule d'eau* et tous les gibiers aquatiques de nos contrées.

On ne trouve d'autre reptile que la tortue, sept ou huit espèces de lézards et une couleuvre, absolument inoffensive, récemment importée, puis un gros lézard, espèce de caméléon, que l'on ne voit dans l'île que depuis fort peu de temps ; cet animal montre un goût très prononcé pour le tabac, et quand on lui met dans la bouche une cigarette allumée, il la fume jusqu'à ce que mort s'ensuive. Quelque étonnant que paraisse le fait, il est de la plus absolue vérité.

Quant aux insectes, coléoptères, diptères, névroptères, etc., ils sont innombrables ; deux semblent offrir quelque

danger : le *scorpion*, dont la piqure est très douloureuse, et le myriapodes ou *cent-pieds*, dont la morsure est à peine plus douloureuse que celle d'une abeille.

Comme on le voit, du côté du règne animal, notre colonie est bien partagée, et les habitants n'ont pas, comme à la Martinique, à redouter sans cesse la morsure des serpents.

CHAPITRE VIII

L'industrie sucrière. — Industries diverses. — Commerce.
— Navigation. — La monnaie. — Les *Kerreguets*.

On pourrait dire qu'à la Réunion l'industrie se résume dans la fabrication du sucre ; tous les grands propriétaires, tous les planteurs ont transformé leurs champs en champs de cannes ; tous les industriels, tous les hommes actifs disposant de capitaux sont devenus *sucriers*, ainsi qu'on les nomme à la Réunion ; et cette fièvre du sucre ne date pas d'hier, elle remonte à plusieurs années déjà.

La Bourdonnais, qui encouragea sérieusement la plantation de la canne à sucre dans notre colonie, fit faire du sucre pour les besoins de son escadre ; depuis lors, on continua.

En 1785, M. René de Beaulieu installait un petit moulin à broyer la canne, dans sa propriété de Saint-Benoît, et, quelque temps après, M. Azema du Tilleul créait une sucrerie à Sainte-Suzanne ; mais ce n'est qu'à partir de 1815 que cette industrie prit une réelle importance, et c'est M. Desbassyns qui lui donna son essor. Le premier, il remplaça les cylindres concasseurs en bois par des cylindres en fonte ; il apporta dans les appareils de cuisson d'importants perfectionnements, et le premier, il livra du sucre au commerce extérieur. Son

exemple fut bientôt suivi, de nombreuses sucreries se montèrent, profitant des inventions de Vetzels, de Gimard et de Vincent, et en 1827, dix ans après ces débuts, l'industrie sucrière envoyait en France 6.667.299 kilogrammes de sucre.

A cette époque, les bénéfices étaient considérables ; ils engagèrent beaucoup de créoles à monter des sucreries, et dans les dix ans qui suivirent, la production tripla ; la Réunion exporta en 1837 18 millions de kilogrammes de sucre.

Nous ne suivrons pas les progrès de l'industrie sucrière, qu'il nous suffise de donner quelques chiffres.

En 1847, l'exportation atteignit

	le chiffre de	24.800.000 kilog.
En 1857	—	51.955.000
En 1858	—	58.600.000
En 1859	—	62.600.000
En 1860	—	68.500.000

C'est là le maximum de production ; depuis lors, les chiffres ont continuellement baissé, pour arriver, en 1884, à 40 millions.

A cette époque, en 1860, des hommes intelligents, désintéressés, avaient jeté un cri d'alarme et prévenu les créoles que peut-être ils faisaient fausse route en sacrifiant toutes les cultures à celle de la canne ; qu'un jour ce produit pourrait leur manquer ; que feraient-ils alors ?

Mais on gagnait de l'argent, beaucoup d'argent, et l'on n'écouta pas les conseils.

En cette même année 1860, M. Maillard, qui est resté vingt-six ans à la Réunion et qui a laissé de précieux documents sur notre colonie, écrivait :

« L'envahissement de la canne, qui fait maintenant la fortune de la colonie, est-il un bien ? est-il un mal ?

« Telle est la question souvent posée.

« Nous désirons ne pas être prophète, et voir prospérer toujours le pays où nous avons passé les vingt-six plus belles années de notre vie ; mais nous restons convaincu que, tôt ou tard, la canne disparaîtra. On pourrait même citer telle localité, par exemple les terres entre Saint-Denis et la Possession, qui autrefois étaient couvertes de caféiers, que l'on a détruits pour planter des cannes, où cette culture et même toute autre est devenue à peu près impossible par suite de la disparition du sol végétal entraîné par les eaux.....

..... « Que faut-il faire en prévision de la disparition de la canne ? Nous ne dirons pas avec les peureux : plantons des vivres, en cas de guerre ; ou avec les arriérés : nous planterons des vivres et nous ne manquerons de rien..... Il nous semble, à nous, qu'il vaudrait mieux préparer à l'avance, et faire maintenant des essais de culture nouvelle. »

Et plus loin, parlant des résultats obtenus, il s'écrie :

« Si la culture de la canne a fait la fortune de l'île de la Réunion, on peut dire aussi qu'elle a ruiné bon nombre de ses habitants et qu'elle a été plus désastreuse pour le café et le girofle que les coups de vent et la baisse des prix de ces denrées. En effet, les facilités que trouvaient les planteurs de cannes à faire des emprunts

avec les sucriers, à la condition, bien entendu, de leur engager leurs récoltes, ont poussé bien des petits cultivateurs à tout détruire pour se livrer à cette culture. L'amour-propre s'en mêlant un peu, chacun voulut être au moins planteur de cannes, puisqu'il ne pouvait être fabricant de sucre.

« Le résultat ne se fit pas longtemps attendre, et le planteur, qui laissait déjà au sucrier la moitié du produit de son champ à titre d'indemnité de fabrication, vit le reste passer encore, presque en entier, entre les mains de celui-ci, en paiement des avances qu'il avait faites. Il fallut donc lui demander de nouvelles avances ; puis, à la première mauvaise récolte, on fut endetté ; et bienheureux les planteurs qui ne virent pas ainsi leurs champs passer entre les mains du manipulateur de cannes, en paiement des sommes avancées, auxquelles venaient s'ajouter les intérêts à 12 et 15 pour 100, sinon plus.

« Ceci arriva aux petits planteurs, à ceux qui ne furent pas assez sages pour n'emprunter que le nécessaire, attendant pour jouir que leurs cultures eussent donné des bénéfices. »

Quoi qu'il en soit, l'industrie sucrière et celles qui s'y rattachent sont à peu près les seules de la Réunion, et le seront sans doute encore pendant longtemps, diminuant chaque année, et chaque année emportant un peu de la richesse de notre colonie.

Les industries se rattachant à celle du sucre sont d'abord la fabrication du rhum, extrait de la fermentation d'un mélange d'eau et de gros sirop de mélasse. La production pour l'année 1884 a été de 2.500.000 litres de

rhum, d'une valeur de 10 millions de francs, et 3.200.000 litres de sirop, valant 1.300.000. fr.

Une autre industrie consiste dans la fabrication des sacs ou emballages ; ils sont faits avec les feuilles du vacoua par la population pauvre des communes de Sainte-Rose et de Saint-Philippe, dont les terrains pierreux produisent beaucoup de vacoua. Les sacs contiennent 75 kilog. de sucre ; il s'en fabrique environ 3.000.000 par an, se vendant en moyenne cinquante-cinq centimes l'un.

Les autres industries de la Réunion sont fort restreintes, et leur production ne s'applique absolument qu'aux besoins locaux : briqueteries, scieries, chaudières.

Une industrie plus importante est celle de la construction des navires ; on fait à la Réunion des bateaux pour le cabotage jaugeant de dix à vingt tonneaux, et même de plus grands qui vont à Maurice, à Madagascar et jusqu'aux Seychelles. La colonie possède encore plusieurs imprimeries typographiques et lithographiques.

Comme l'industrie, le commerce d'exportation se résume presque tout entier dans les expéditions de sucre.

Les exportations se montent à 17.613.358 francs, dans lesquels le sucre entre pour 14 millions.

Les importations atteignent le chiffre de 26.023.682.

De France, la Réunion reçoit le vin, les tissus et les articles de Paris ; les graisses, les salaisons, les peaux, cuirs, savons, briques, charbon, etc. Ses blés lui viennent des Indes, de la Cochinchine ; de Madagascar, elle tire les bœufs et les porcs nécessaires à sa nourriture.

Le chiffre total du mouvement commercial est de 43.637.040 francs.

Au point de vue du mouvement de la navigation, il est entré à la Réunion, en 1885, 194 navires français, jaugeant 145.318 tonneaux, montés par 6.818 hommes ; 40 navires étrangers, jaugeant 19.475 tonneaux, montés par 513 hommes.

Il est sorti : 194 navires français, jaugeant 148.012 tonnes, montés par 4.997 hommes ; 38 navires étrangers, portant 18.411 tonneaux et 494 hommes.

La Réunion est reliée à la métropole par la ligne des Messageries maritimes qui fait le service entre la France et la Nouvelle-Calédonie ; le navire part de Marseille et fait escale à Saint-Denis ; le trajet est de 21 jours. De Saint-Denis part un navire qui dessert Sainte-Marie de Madagascar, Diego-Suarez et Nossi-Bé.

Autrefois, toutes les monnaies avaient cours à la Réunion, et jusque dans ces derniers temps, on se servait de piastres, de roupies et de monnaie de billon frappée spécialement pour la colonie et appelée *quatre sous et trois sous*. Il y a quelques années, on a supprimé le cours légal de toutes ces monnaies et on l'a remplacé par les espèces françaises.

Pendant quelque temps, il y a eu aussi dans la colonie une monnaie connue sous le nom de *Kerveguen*.

C'était au moment de la crise monétaire ; M. de Kerveguen, un riche planteur de l'île, payait ses ouvriers au moyen de bons portant une indication de somme, et sa signature ; ces bons étaient remboursables à présentation à sa caisse, et le crédit de M. de Kerveguen était

tel, que tout le monde acceptait ces sortes d'assignats. Pendant un voyage qu'il fit en Europe, le riche planteur eut l'idée d'acheter des pièces autrichiennes, des *swansich* démonétisés et de les mettre en circulation à la place de ses bons, qu'on imitait trop facilement ; la nouvelle monnaie fut acceptée et prit le nom de *Kerveguen*.

Inutile d'ajouter que tous ces Kerveguens sont depuis longtemps remboursés et retirés de la circulation.

CHAPITRE IX.

Instruction publique. — Collèges et écoles. — Le patois créole. —
Journaux. — Sociétés savantes.

Dans aucune colonie, croyons-nous, on n'a plus fait pour l'instruction publique qu'à la Réunion : les établissements scolaires de toutes natures y sont fort nombreux, et bien avant que l'on ne songe à appliquer en France la gratuité à l'instruction primaire, elle existait de fait à la Réunion, tant les écoles, libres ou communales, étaient nombreuses.

La population française s'élève à 120.000 habitants environ, et ces écoles ne sont fréquentées que par 12.000 enfants ; or, d'après la quantum ordinaire, qui est de 15 0/0 de la population, 5 0/0 des enfants ne fréquentent pas l'école ; ces enfants sont généralement ceux des habitants qui vivent isolés, loin des villes et des centres de population possédant des écoles.

Ces 12.000 élèves sont répartis dans les maisons d'éducation suivantes :

Le lycée de Saint-Denis, créé par ordonnance du 24 décembre 1818 ; puis les collèges communaux de Saint-André, Saint-Paul et Saint-Pierre ; malheureusement, les statistiques publiées sur l'île de la Réunion ne nous disent pas par combien d'élèves chacune de ces institutions est fréquentée.

L'instruction secondaire comprend :

Une école normale primaire d'instituteurs créée par décret du 24 avril 1883.

Cent trois écoles communales dirigées par des instituteurs et institutrices laïques et congréganistes.

Six écoles libres subventionnées par les communes.

Vingt écoles libres et onze ouvroirs.

Soit en tout cent quarante-quatre établissements.

Ajoutons que, chaque année, un certain nombre de jeunes gens sont envoyés en France, soit à Paris, soit dans les départements, comme boursiers, aux frais de la colonie, qui fait encore les frais d'une bourse à l'Ecole polytechnique, deux à l'Ecole centrale et plusieurs aux écoles d'Alfort et de Châlons.

Quelques-uns de ces jeunes gens, envoyés ainsi dans la métropole, sont devenus des hommes fort distingués, et nos compatriotes de la Réunion ont fourni, dans la presse locale, et même dans la presse parisienne, des journalistes de talent et des littérateurs distingués ; pour n'en citer que trois, nommons MM. de Kérohan, Hervé et Leconte de Lisle, ces deux derniers nommés académiciens le même jour ; notre colonie doit être fière d'avoir donné du même coup un prosateur et un poète à l'Académie.

Les journaux sont, du reste, assez nombreux, dans la colonie. L'introduction des feuilles publiques remonte à 1804 ; la première feuille périodique qui parut fut la *Gazette de l'île de la Réunion*, qui devint plus tard l'*Indicateur colonial*, puis le *Moniteur officiel*.

Après, on fonda les *Petites Affiches*, à Saint-Paul ;

elles prirent bientôt le nom du *Glaneur*, puis du *Créole*.

Lors de la période de 1848, parurent une foule de journaux plus ou moins sérieux, dont quelques-uns n'eurent qu'une existence éphémère. Déjà, en 1836, on avait essayé de publier un journal artistique, *l'Entr'acte*, qui, ressuscité en 1848, mourut à l'apparition du choléra. C'est peu avant 1848 que fut publié le *Colonial*, qui prit, à cette époque, le titre de *Conservateur*.

En 1831 et en 1847 parurent à la Réunion deux journaux clandestins, le *Salazien* réclamant la liberté coloniale, et le *Cri public*, demandant la liberté de la presse; ces deux journaux ont pu paraître à la Réunion, et n'ont jamais été saisis, malgré toutes les recherches de l'autorité; ils ont cessé leur publication quand leur but a été atteint. Citons encore, comme ne paraissant plus, le *Cri d'alarme*.

Aujourd'hui, onze journaux se publient dans notre colonie :

A Saint-Denis : le *Journal officiel*, bi-hebdomadaire, paraissant le mercredi et le samedi.

Le *Nouveau Salazien* et le *Moniteur de la Réunion*, le lundi et le jeudi.

La *Malle*, paraissant le jeudi et le dimanche.

Le *Créole*, journal quotidien.

Le *Bulletin commercial*, courrier mensuel du *Créole* pour l'Europe.

L'*Eclipse*, tri-hebdomadaire, mardi, jeudi et samedi.

Le *Sport colonial*, paraissant le lundi.

La *Revue commerciale*, publiée le jour du départ de chaque courrier pour l'Europe.

L'*Enfant terrible*, journal charivarique, paraissant à des époques indéterminées.

A Saint-Pierre : le *Port de Saint-Pierre*, bi-hebdomadaire, paraissant le jeudi et le dimanche.

A Saint-Paul : le *Petit Saint-Paulois*.

Les créoles de la Réunion, qui s'intéressent vivement aux choses de l'esprit, aux questions scientifiques, ont fondé un certain nombre de sociétés.

Citons d'abord la *Société des sciences et des arts*, créée par arrêté du 27 décembre 1855 ; cette Société compte parmi ses membres non seulement tous les hommes distingués de la colonie, mais encore, comme membres honoraires et membres correspondants, des notabilités du monde politique, littéraire et savant. Chaque année, elle publie un bulletin rédigé par les sociétaires, et elle délivre une médaille d'or au meilleur ouvrage écrit sur le sujet qu'elle propose.

Viennent ensuite :

La *Société des anciens élèves du Lycée*, fondée en 1856.

Le *Comité de patronage pour l'enseignement secondaire*.

La *Société pour l'enseignement supérieur*.

L'*Union sténographique*, et un grand nombre de sociétés de secours mutuels et d'œuvres de charité.

A côté du français, que parle tout le monde à la Réunion, on trouve, comme dans toutes nos colonies, un patois : c'est le langage créole. Celui de la Réunion diffère notablement de celui des Antilles ; il est plus français, si nous pouvons nous exprimer ainsi, se rapproche davantage de notre langue et est intelligible pour tout le monde.

Ce patois, dans la bouche d'une femme, a quelque chose de naïf et de charmant, que M. Héry, le poète créole, traduisait ainsi, en dédiant aux dames de Bourbon ses délicieuses fables en langage du pays :

- « Le créole naïf et tendre
- « Dans votre bouche est enchanteur ;
- « Lorsque vous le parlez, qui ne voudrait l'apprendre ?
- « Rien n'est plus doux, c'est la langue du cœur (1).

Le patois créole est un composé de mots français mélangés à des termes de marine et quelquefois à des expressions malgaches ou indiennes. Tout le monde ne le parle pas de la même façon ; dans la bouche d'un créole, d'un petit blanc, d'un Cafre ou d'un Malgache, il subit des modifications.

Plusieurs auteurs, en parlant de la langue créole, ont cité, comme exemple du patois des Mozambiques, une histoire bien connue ; nous la répéterons, cependant, pour ceux de nos lecteurs qui ne l'auraient pas encore entendue :

Un planteur qui avait convié quelques amis à dîner, avait recommandé tout spécialement de faire un carry de l'un des chapons qu'il engraisait depuis deux mois pour cette circonstance.

Lorsqu'on apporta la volaille sur la table, l'hôte s'aperçut qu'une cuisse de l'animal avait disparu.

— Qu'on appelle Charlot, dit-il.

Charlot était le nègre mozambique chargé de la cuisine.

(1) Nous donnons en appendice une fable de M. Héry en langue Créole, publiée par lui dans l'*Album de la Réunion* (Roussin).

— Dis-moi, Charlot, depuis quand les chapons n'ont-ils plus qu'une cuisse ?

— Si pas moussié ; çapon là pet-être li malade.

— Malade ou non, il devait avoir ses deux jambes.

— Bébête là, moussié, il en vét à moi ; l'a cacé son patte, ça pour faire gagne à moi li fouet.

— Tu as mangé la cuisse du chapon ?

— Bon Dié puni à moi, moussié, si moi l'a mangé.

— Si tu me dis la vérité, il ne te sera rien fait.

— Ah ! moussié mon maître, grand malhér l'a arrivé ! moi l'était pour faire bouille marmite, vous connaît à c'thère la cuisse çapon la sourti marmite et li là timbé dans li fé. Moi l'a dit : mon maître bon blanc, li manze la cende, liva gagne malade, moi l'a ramassé, moussié, après, moi l'a goûté.

— Après tu l'as mangé ?

— Ça même, mon maître, vous l'a dit, diable l'a tenté à moi : siquisé.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à parler des arts à la Réunion ; hélas ! nous aurons peu de chose à en dire : à part la musique, pour laquelle nos compatriotes semblent avoir un certain goût, et encore cette musique est-elle traduite, la plupart du temps, par un piano, les créoles de la Réunion ne paraissent pas doués d'un tempérament artistique bien accentué. Certes, ils aiment le théâtre, adorent l'opéra, raffolent de concerts, mais... c'est tout.

Hâtons-nous de dire que ce n'est pas un reproche que nous adressons à nos compatriotes ; c'est un fait que nous constatons ; ils pourraient nous répondre que la nature

qui les entoure est assez belle, assez grandiose, assez admirable pour que sa contemplation vaille celle de tous les chefs-d'œuvre de l'art. Des tableaux ! mais de quel côté qu'ils se tournent, ils en ont de sublimes devant les yeux : les arbres, les montagnes aux sommets couronnés de nuages, la mer bleue et calme, ou l'océan soulevé par l'ouragan, dont les lames noires roulent sous les gros nuages gris.

Des statues ! n'ont-ils pas les Cafres et les Mozambiques, qui promènent par les rues leur torse nu, aux muscles saillants, aux formes athlétiques ? Quel bronze froid et mort vaut ces chairs bronzées où débordé la vie ?

Non, quand on est assez heureux pour vivre sous le ciel de la Réunion, on est presque pardonnable de considérer d'un œil froid les pâles copies de l'admirable tableau qui se déroule sans cesse aux regards.

MADAGASCAR



LIBRARY

OF THE

ronnee, et que des traites librement consentis a une



Compte

MADAGASCAR



CHAPITRE PREMIER.

Madagascar possession française. — La France à Madagascar de 1642 à 1810. — Prise de Madagascar par les Anglais. — 1816. — Radama I et l'Angleterre. — Farquhar gouverneur de l'île Maurice. — MM. Lambert et Laborde. — Les derniers événements. — Le traité de 1886.

Toutes les nations de l'Europe ont admis en principe et ce principe vient d'être consacré par la conférence de Berlin — que les pays habités par les peuples sauvages, c'est-à-dire chez lesquels n'ont encore pénétré ni la religion chrétienne, ni la civilisation, appartiennent à la première puissance policée qui occupe leur territoire, en prend possession, y fait flotter son drapeau.

C'est en vertu de ces droits de premiers occupants que nous appartient la grande île Malgache et que nous la plaçons au nombre de nos grandes colonies.

Nous allons résumer brièvement l'histoire de Madagascar ; nous verrons que jamais nous ne l'avons abandonnée, et que des traités librement consentis à diffé-

rentes époques par les chefs indigènes nous ont confirmé nos droits de propriété et de premiers occupants.

Dans le premier chapitre de l'histoire de l'île de Réunion, nous avons dit comment, à la suite du monopole accordé par Richelieu, la Compagnie de l'Orient vint s'établir à Fort-Dauphin, et comment, en 1664, époque de la création de la Compagnie des Indes, cent cinquante colons débarquèrent à Fort-Dauphin. Le même édit prescrivait de donner désormais le nom d'île Dauphine à l'île de Madagascar, qui, depuis sa découverte par les Portugais, s'était appelée Saint-Laurent. Nous ne rechercherons pas les conséquences du régime de la Compagnie pour Madagascar. Les agents, mal choisis, gênés par leur action par les conseils privés, avec lesquels ils étaient toujours en antagonisme, et par le directeur qui, de Paris, voulait donner des ordres aux agents, sans tenir compte des pays où ils opéraient ou de l'attitude des indigènes, ruinèrent la Compagnie. L'exemple de Dupleix n'est-il pas là pour montrer combien d'entraves étaient apportées aux directeurs par les marchands rapaces et imbéciles qui dirigeaient la Compagnie?

Qu'il nous suffise de dire que notre colonie de Fort-Dauphin perdit peu à peu de son importance, sans que cependant nos nationaux abandonnassent jamais les établissements de la côte de Madagascar, et qu'en 1670, six ans après sa création, la Compagnie, à bout de ressources, malgré un subside de deux millions versés par Louis XIV, remettait Madagascar aux mains du roi. L'île fut réunie aux biens de la couronne, et l'amiral Jacob de la Haye en reprit possession le 24 novembre 1670.

Deux ans après, la petite garnison de Fort-Dauphin fut assaillie à l'improviste par les indigènes qui massacrèrent 75 colons, sur 127 dont se composait la population.

Selon certains auteurs, et notamment M. Guet, c'est à la privation des 16 Françaises dont nous avons parlé dans un précédent chapitre, qu'il faut attribuer ce massacre : la plupart des colons étaient mariés avec des femmes malgaches ; or, ces femmes, épouses et mères dévouées, soutenues jusqu'alors au foyer, dont elles avaient bien souvent empêché le pillage, grâce à leurs relations avec les indigènes, craignirent de voir ces jeunes filles prendre place.

D'abord on leur avait dit que ces Françaises étaient destinées à une autre colonie ; mais elles virent six des jeunes filles se marier. « La colère fut plus forte que l'affection qui attachait les femmes malgaches aux Français, » dit M. Guet. Le lien brisé, la colonie fut condamnée, et les noirs domestiques » soulevés firent œuvre de bourreaux. »

Les graves événements qui se déroulaient en Europe à cette époque, et auxquels la France prenait une si grande part, empêchèrent l'envoi immédiat de troupes pour venger le désastre de Fort-Dauphin ; mais Louis XIV considérait toujours avec raison Madagascar comme une colonie française et ne désespérait pas de la voir prospérer.

En 1733, l'ingénieur Cossigny fut chargé de visiter la baie d'Antongil pour y créer des établissements. Quelques années plus tard, 1746, Mahé de La Bourdonnais,

gouverneur des îles de France et de Bourbon, vint à Madagascar, point stratégique de première importance, dont il voulait faire un centre d'approvisionnements pour la flotte de la mer des Indes; il s'arrêta dans la baie d'Antongil, répara ses vaisseaux et les ravitailla amplement.

En 1750, sous le ministère de Choiseul, qui fit en Guyane une tentative de colonisation si malheureuse, la France acquérait l'île de Sainte-Marie de Madagascar (1). De ce jourdate une période de prospérité, pendant laquelle le commerce entre la petite île et la Grande Terre (2) fut des plus florissants; quand, en 1767, M. de Mondave vint à Madagascar pour rétablir la colonie de Fort-Dauphin il trouva de nombreux établissements français sur toute la côte, de Fort-Dauphin à la baie d'Antongil.

En 1774, une nouvelle expédition arrivait à Madagascar; elle se composait de 300 hommes commandés par le comte hongrois Maurice Benyowski. Le chef de l'expédition avait eu une vie des plus orageuses: après diverses aventures qui tiennent plutôt du roman que de l'histoire, Benyowski se rend à Macao, où il est recueilli par un navire français qui le débarque à l'île de France; de là il gagne Madagascar, visite Fort-Dauphin, et enfin se rend à Paris. Présenté au duc d'Aiguillon, le Hongrois lui soumet tout un projet de colonisation pour l'île Formose. Le duc approuva les vues de Benyowski, mais il les appliqua à Madagascar, et confia au comte le

(1) Voir *Nos Petites Colonies*, par Fernand Hue et G. Haurigot. 1 vol. in-12, 3^e édition (Lecène et Oudin, Paris).

(2) Grande Terre. C'est le nom que les habitants des îles donnent à Madagascar.

commandement d'une expédition chargée de créer un établissement dans la baie d'Antongil.

Débarqué le 14 février 1774, Benyowski entra immédiatement en rapport avec les chefs indigènes et reçut leur serment de coopérer à la prospérité de la colonie ; puis il construisit des forts à Angontzy, Ténériffe, Foulpointe, Tamatave, Manahar et Antsirak. La nouvelle colonie, établie au fond de la baie d'Antongil, reçut le nom de *Louisbourg*.

Cependant, Benyowski voyait tous ses efforts paralysés par les autorités de l'île de France et ne pouvait se maintenir que grâce à ses alliances avec les chefs indigènes. Après une série d'aventures qu'il serait trop long de raconter ici, une assemblée des chefs de toutes les tribus le proclama *ampandzaka*, c'est-à-dire chef souverain, et dans un grand Kabar tenu les 13, 14 et 15 octobre 1776, le chargea d'aller en France avec leurs pleins pouvoirs pour négocier leur soumission au roi.

Econduit à Paris, où il arriva à la fin de cette même année 1776, Benyowski alla sans aucun droit offrir son traité en Angleterre et en Autriche, sans plus de succès ; puis il passa en Amérique, où il resta jusqu'en 1785. Quand il revint à Madagascar, après neuf années d'absence, les chefs le reçurent avec enthousiasme. Dès son arrivée, Benyowski, devenu en quelque sorte rebelle à la France, se mit en devoir de fortifier tous les points environnant le village d'Ambohirafia, où il s'était établi ; ces travaux étaient à peine achevés, qu'une expédition envoyée contre lui par le gouverneur de l'île de France débarquait à Madagascar. Le 23 avril 1786, soixante

soldats du régiment de Pondichéry débarquaient et donnaient l'assaut au fort Mauritia, où Benyowski s'était enfermé avec deux blancs et trente indigènes seulement ; car, du jour où Benyowski était devenu rebelle à la France, les indigènes l'avaient abandonné. Au moment où il pointait une pièce de canon qui devait balayer les Français montant à l'assaut, il reçut une balle en pleine poitrine ; son corps resta trois jours sans sépulture. C'est M. de Lassale qui le fit enterrer et planta deux cocotiers sur sa tombe.

En 1792, le gouvernement de Louis XVI chargea M. Lescalier d'étudier les moyens de rétablir les établissements français sur la côte ; la Convention lui confirma son titre officiel de commissaire civil et affirma de nouveau les droits de la France sur Madagascar.

En 1801, M. Bory de Saint-Vincent recevait du premier consul la mission d'explorer la grande île africaine ; en 1804, M. Decaen, gouverneur des îles de France et de Bourbon, faisait de Tamatave le centre de nos possessions à Madagascar et envoyait M. Sylvain Roux pour organiser les établissements. Les travaux étaient à peine commencés que les Anglais s'emparaient de Bourbon, de l'île de France, et venaient s'emboîser devant Tamatave.

Le 18 février 1811, M. Sylvain Roux signait la reddition de nos établissements de Madagascar et de ses dépendances et en faisait la remise à M. Linne, capitaine de la corvette anglaise l'*Eclipse*.

Le traité de Paris (30 mai 1814) nous remettait en possession de Madagascar ; en effet, l'article VIII est ainsi conçu :

« Toutes les colonies que possédait la France au 1^{er} janvier 1792, lui seront rendues, à l'exception de « Tabago, Sainte-Lucie, l'île de France et ses dépendances, *nommément Rodrigues et les Seychelles.* »

Lors de la remise entre les mains de M. Bouvet de Loziers de notre colonie de Bourbon, l'amiral anglais Sir Robert Townshend Farquhar, gouverneur de l'île Maurice, refusa de rendre Madagascar ; pour motiver ce refus, l'amiral se basait sur ces mots : *l'île de France et ses dépendances* ; il affectait de considérer Madagascar comme une dépendance de l'île de France. Le gouvernement de Bourbon protesta énergiquement contre cette singulière interprétation du texte du traité ; il était au moins étrange que, dans l'article où l'on citait *nommément* Rodrigues et les Seychelles, on eût passé sous silence une des plus grandes îles du monde.

Cette fausse interprétation du traité donna lieu à un échange de notes diplomatiques entre les cabinets de Londres et de Paris, à la suite desquelles le gouvernement britannique reconnut, par une dépêche en date du 18 octobre 1816, que la prétention élevée par Sir Robert Farquhar n'était *nullement fondée*. N'est-ce pas là une consécration officielle et absolue de nos droits sur Madagascar ?

Cependant Sir Farquhar refusait d'exécuter les ordres de son gouvernement ; aux justes et pressantes réclamations des commissaires français, il répondait par des fins de non-recevoir, et comme il travaillait en secret à nous susciter des embarras dans l'île, il cherchait, par tous les moyens, à temporiser. Enfin, lorsqu'il se crut sûr du

succès, il déclara purement et simplement que Madagascar était une terre indépendante, que les Français aussi bien que les Anglais avaient le droit de s'y établir : « c'est de la logique anglaise, s'il en fut jamais. (1) ».

En présence de la mauvaise foi évidente du gouverneur de Maurice, M. le comte Molé, ministre de la marine et des colonies, se détermina à passer outre, et, en mars 1817, les administrateurs de Bourbon reçurent l'ordre de procéder à la reprise de possession de Madagascar, « avec le nombre d'hommes nécessaire pour faire respecter le pavillon français. » (2)

Après de longues tergiversations, dues au mauvais état de nos finances, une commission spéciale, placée sous les ordres de M. Sylvain Roux, partit pour visiter la côte orientale, depuis Tamatave et Foulpointe jusqu'à Tintingue et Sainte-Marie. Les commissaires reprirent possession de Sainte-Marie le 15 octobre 1818, et de Tintingue le 4 novembre suivant, en présence de tous les chefs indigènes assemblés pour assister à la cérémonie. L'accueil fait par les naturels aux membres de la commission fut on ne peut plus cordial, et deux d'entre eux, Jean René, roi de Tamatave, et Tsifanin, roi de Tintingue, confièrent, le premier son neveu, le second son fils, à M. le baron de Makau, commandant le *Golo*, pour qu'il les emmenât en France et les fit élever dans un collège.

La goëlette de guerre *l'Amarante*, envoyée, quelques jours après, dans les eaux de Madagascar pour faire

(1) Carayon, *Intrigues des Anglais*, chapitre III, page 22.

(2) Dépêche ministérielle du 4 mars 1817.

respecter notre pavillon arboré à Tintingue et à Sainte-Marie, reprit possession de Fort-Dauphin, dont il restait encore quelques vestiges. Partout où s'arrêta l'*Amarante*, elle put constater les bonnes dispositions des tribus du littoral à notre égard.

Ces premières formalités remplies, on s'occupa de la question de colonisation. Le 7 juin 1821, une expédition, composée de soixante-dix hommes, quittait la France en route pour Sainte-Marie. Les nouveaux colons étaient installés depuis un mois à peine dans la petite île, que la corvette anglaise *le Menai* entra en rade. Le commandant du navire était chargé de s'enquérir, auprès de M. Sylvain Roux, de ses intentions quant à l'établissement des Français sur la Grande Terre, et de lui demander quels points de la côte il comptait occuper. Sur le refus de M. Roux de répondre à ces questions, le délégué anglais déclara que l'île de Madagascar était territoire indépendant, propriété exclusive de Radama I^{er}, roi de Madagascar, allié de l'Angleterre, et qu'aucune nation européenne n'avait le droit de s'établir sur l'île. Notons que le commandant du *Menai* eut bien soin d'ajouter qu'il n'était pas envoyé par le gouvernement britannique, mais bien par les autorités de la colonie anglaise du Cap.

Avant de continuer le récit des événements qui suivirent cette intervention officieuse et déguisée de l'Angleterre, indiquons par quel concours de circonstances elle était devenue l'alliée des Hovas, et comment le chef de cette tribu avait pris le titre de souverain de Madagascar.

Sir Robert Farquhar, l'auteur du plan que nous allons résumer, présente le type le plus parfait du diplomate anglais faux et retors, et pour qui tous les moyens sont bons, pourvu qu'ils réussissent.

Lorsque Sir Farquhar se vit forcé de remettre Madagascar aux mains de la France, il temporisa, cherchant le moyen d'éviter cette restitution et d'en annuler les effets. Il fut merveilleusement servi dans ses projets par les événements.

Depuis 1810, la tribu des Hovas avait choisi pour roi un jeune chef qui prit le nom de Radama I^{er}. Actif, ambitieux, le jeune souverain rêvait d'étendre les possessions de son petit peuple et de soumettre à sa domination toutes les peuplades de l'île. Instruit des projets de Radama, Farquhar résolut de faire du roitelet un instrument de l'Angleterre et de s'en servir pour la réalisation de ses projets contre la France.

Une ambassade anglaise chargée de présents fut dépêchée au roi Radama, et après de longs pourparlers habilement conduits, les agents Stanfell et Pye signaient, le 22 octobre 1817, un traité d'alliance avec le roi des Hovas. L'Angleterre reconnaissait Radama I^{er} comme roi de Madagascar; elle s'engageait à payer au souverain une pension annuelle de 2,000 dollars; à lui fournir 1,000 livres de poudre, 100 fusils, des effets d'équipement pour ses troupes et pour lui, *un effet d'uniforme, avec chapeau et bottes, le tout complet*, et deux chevaux. En outre, l'Angleterre devait envoyer au roi des instructeurs pour organiser son armée. En échange de ces avantages, Radama promettait l'abolition de la traite

sur tous les territoires soumis à sa domination ; il acceptait la présence à ses côtés d'un agent du gouvernement anglais, qui devait l'accompagner dans tous ses voyages, ainsi que des missionnaires protestants chargés de l'éducation de ses enfants.

Il est bien entendu que le prétexte de ce traité était l'abolition de la traite ; les sommes allouées au roi n'étaient qu'une faible indemnité pour les pertes que cette mesure allait lui faire subir ; les armes étaient destinées à le défendre contre ses ennemis ; or, qui était l'ennemi ? La France.

Quant à la traite, jamais elle n'a été abolie, et l'esclavage existe toujours à Madagascar ; en 1882, c'est en répandant le bruit que dès leur arrivée les Français aboliraient l'esclavage, que les méthodistes ameutaient le peuple de Tananarive contre nos nationaux et poussaient la populace à menacer notre consul. Est-il bien possible de ne pas reconnaître là cette même politique britannique qui, pendant qu'elle nous accuse d'avoir fait la traite il y a un siècle, protège, en Egypte, le trafic des noirs et rétablit l'esclavage ?

La fin malheureuse de Gordon, lâchement abandonné par l'Angleterre, peut faire oublier bien des actes de sa vie ; mais nous devons toujours nous souvenir qu'il fut l'ennemi acharné de la France, et que c'est lui qui, dans l'intérêt de sa patrie, rétablit l'esclavage sur la terre d'Afrique.

Le premier agent placé par Farquhar auprès de Radama fut un nommé James Hastie, simple sergent dans un régiment anglais.

En même temps, le révérend John était chargé de fonder des écoles, de convertir les Hovas au protestantisme et de racoler des partisans au gouvernement britannique. Nous ne parlerons pas des moyens dont se servirent les missionnaires évangélistes, de peur d'être taxés de partialité.

Telle était la situation des Anglais à la cour de Radama, lorsque celui-ci fit publier (13 avril 1822) une proclamation déclarant nulles toutes les cessions qui auraient pu être faites à la France et qu'il n'aurait pas ratifiées lui-même. Afin de donner plus de force à cet édit, le roi envoyait sur la côte trois mille hommes, commandés par un général accompagné de Hastie, d'un officier et de quelques soldats anglais. La petite armée se dirigea sur Foulpointe, dont elle s'empara, plantant son drapeau sur la pierre même dressée en mémoire de notre prise de possession.

Les chefs de Tani-bé (1) se réunirent immédiatement et, dans un grand kabar tenu le 7 juillet, renouvelèrent la déclaration de soumission faite à la France, peu de temps auparavant. Malheureusement M. Sylvain Roux n'avait pas de forces suffisantes pour attaquer les Hovas, reprendre possession du territoire qu'ils venaient de voler, et profiter des bonnes dispositions des indigènes à notre égard ; tous les hommes valides lui étaient indispensables pour la défense de Sainte-Marie, qui pouvait être attaquée d'un moment à l'autre ; il n'avait pas même

(1) Tani-bé, grande terre, continent, par opposition à Nossi-bé, terre entourée d'eau.



Vohémar.

un navire de guerre à sa disposition. Peu de temps après ces événements, M. Roux expirait, emportant les regrets de tous ceux qui l'avaient connu. Son successeur fut M. de Blevec.

A peine arrivé, le nouveau gouverneur recevait l'avis que Radama, en personne, se proposait d'occuper Foulpointe; c'était une menace contre tous les établissements du littoral. En effet, au mois de juillet 1823, le roi Hova, toujours accompagné des agents et officiers anglais, détruisait Foulpointe, Fondaraze et Tintingue; il enlevait même un troupeau de bœufs appartenant à l'administration de Sainte-Marie, laissé en garde sur la Grande Terre. Comme son prédécesseur, M. de Blevec était hors d'état de se défendre; il dut se contenter d'adresser une protestation digne et énergique à Radama contre l'envahissement de nos possessions. Le roi répondit que lui seul était maître et roi de Madagascar, qu'il ne reconnaissait ni à la France ni à aucune puissance étrangère des droits à la possession d'un point quelconque de l'île, qu'il permettait seulement aux étrangers de venir s'y établir. Quant au titre de *roi de Madagascar*, *il le prenait* parce que lui seul, dans l'île, était capable de le soutenir.

En quittant Foulpointe, Radama se dirigea sur la baie d'Antongil, pour réduire les tribus du Nord, qui refusaient de reconnaître sa souveraineté. Notons que le roi et ses officiers furent transportés sur la frégate anglaise *l'Ariadme*. Partout et toujours c'est aidé par les Anglais que Radama réussit à imposer un semblant de domination aux autres peuplades de l'île.

Au mois de février 1825, quatre mille soldats hovas se présentaient devant Fort-Dauphin et sommaient la garnison de se rendre ; l'officier français refusa d'obéir aux injonctions du Hova et demanda, pour donner sa réponse, un délai de deux mois, c'est-à-dire le temps nécessaire pour en référer aux autorités de Bourbon. Au mépris de cet armistice, les Hovas attaquèrent le fort à l'improviste le 14 mars ; ils s'en emparèrent, et les défenseurs furent faits prisonniers ; la garnison se composait *d'un officier et de cinq hommes !* Les assaillants étaient *quatre mille !*

Quelque temps après, les mêmes Hovas qui avaient pris Fort-Dauphin, comme nous venons le voir, se trouvèrent cernés dans notre possession par des Sakalaves ; le gouverneur de Bourbon, M. de Freycinet, eut alors la faiblesse de les ravitailler et de leur aider à forcer le blocus.

Pressé par le gouvernement de Bourbon de venger la prise de Fort-Dauphin, le ministre de la marine, M. de Chabrol, décida, après de longues tergiversations, l'envoi à Madagascar d'un petit corps expéditionnaire composé de deux compagnies de cent yolofs chacune, formées au Sénégal et commandées par des officiers et des sous-officiers d'artillerie de marine. Qu'était-ce que deux cents hommes à opposer aux quinze mille hommes de troupes presque organisées dont disposait Radama ?

La petite expédition allait se mettre en route, lorsqu'on apprit la mort de Radama I^{er}, le 27 juillet 1828 ; il avait 37 ans. En même temps on était avisé de l'avènement de sa veuve, la reine Ranavaloa, dont le règne allait être

un instant funeste à l'influence anglaise à Madagascar. Le premier acte de la nouvelle souveraine des Hovas fut de faire déclarer nul le traité signé entre l'Angleterre et Radama I^{er}.

Cependant, le 28 janvier 1829, l'expédition projetée se mettait en route : elle se composait d'une division navale placée sous les ordres du capitaine de vaisseau Gourbeyre, qui devait débarquer à Madagascar 156 hommes d'artillerie, 90 hommes d'infanterie légère et les deux compagnies de yolofo ; au mois de juin 1829, elle était réunie devant Bourbon.

Le 7 juillet, l'escadre mouillait en rade de Tamatave, dont les Hovas préparaient la défense ; le 14, le commandant Gourbeyre notifiait son ultimatum à Ranavalao ; il lui donnait un délai de vingt jours pour répondre à cette sommation. Pendant ce temps, la division se rendait à Tintingue, où elle arrivait le 2 août, relevait le fort et y plantait le drapeau français.

Le 3 octobre, le commandant Gourbeyre était de retour à Tamatave, et le 10, après les formalités d'usage, il ouvrait le feu sur la ville ; après quelques heures de bombardement, 238 hommes étaient mis à terre et enlevaient toutes les positions. Nos soldats s'élancèrent ensuite à la poursuite des Hovas et leur infligèrent une nouvelle défaite. De Tamatave, la division se rendit à Foulpointe ; là, nos armes ne furent pas heureuses : accablés par le nombre, nos soldats essuyèrent une défaite ; les cartouches avaient été mouillées pendant le débarquement ; nos soldats, en fort petit nombre, durent donner immédiatement l'assaut du fort. Une décharge de sept

pièces de canon, chargées à mitraille, mit la panique dans la petite troupe, qui battit en retraite et regagna les embarcations à la hâte. Quelques jours après, nous remportons un éclatant succès à la Pointe-à-Larrée, où le commandant laissa une garnison de 400 hommes, au nombre desquels figuraient les indigènes qui s'étaient joints à nous.

Cependant, sous le coup de la panique accasionnée par nos victoires, la reine manifesta le désir de faire la paix. En attendant la réponse de la reine, M. Gourbeyre se rendit à Bourbon, pour conférer avec les autorités ; à son retour, il apprit que Ranavalô refusait de traiter sur les bases qu'elle-même avait proposées.

Pour reprendre les hostilités, il fallait attendre des renforts, car on ne pouvait se contenter de bombarder les villes de la côte, on devait pénétrer jusqu'au cœur du royaume hova et s'emparer de Tananarive.

Sur ces entrefaites, la révolution de Juillet s'accomplit. L'année 1830 s'était écoulée en préparatifs d'expéditions et en vaines tentatives d'arrangement avec la reine. En 1831, alors qu'on pouvait se croire à la veille d'une action décisive, le gouvernement transmettait l'ordre à l'expédition d'évacuer Madagascar ; le 3 juillet 1831, au moment même où Ranavalô, redoublant d'insolence, nous intimait l'ordre d'abandonner l'île, le commandant quittait Madagascar, sous les yeux d'une troupe de 3,000 Hovas. On songea jusqu'à évacuer même Sainte-Marie ; mais la difficulté des transports, l'impossibilité d'abandonner l'île sans livrer à la vengeance des Hovas les indigènes qui s'y étaient réfugiés, firent renoncer à ce projet ; et puis, le

gouvernement conservait Sainte-Marie, pour bien établir qu'il n'entendait abandonner aucun de ses droits sur Madagascar.

Pendant que le gouvernement de Juillet commettait ces fautes, un officier de marine distingué, un homme d'une grande valeur, M. l'amiral de Hell, alors gouverneur de Bourbon, en exécution d'ordres généraux, les réparait en dotant la France de stations navales dans le nord-ouest de Madagascar ; il voulait créer des établissements sur la côte occidentale, « de telle sorte que la grande île indienne fût comme enveloppée dans les plis tutélaires du pavillon français. »

Dès 1838, l'amiral avait fait visiter le groupe d'îles situé en face de la côte nord-ouest. En 1840, il envoyait son aide de camp, le capitaine d'infanterie de marine Passot, s'enquérir des moyens les plus efficaces à la réalisation de son projet (1).

Le 13 mai 1845, sans cause connue, tous les étrangers résidant à Tamatave étaient convoqués, par ordre de la reine Ranavaloa, chez le grand juge Philibert, pour entendre la lecture d'une proclamation leur enjoignant de prendre la loi malgache faite en ce jour contre les étrangers, c'est-à-dire de faire *toutes les corvées* de la reine ; d'être assujettis à tous les travaux, *même ceux que font des esclaves* ; d'être vendus comme esclaves, s'ils ont des dettes, de subir la loi du *tanguin* (2) ; d'obéir à tous les

(1) Voir *Nos petites Colonies*, déjà cité.

(2) Le tanguin (*Tanguinia veneniflua*) est un fruit vénéneux ; le suc de son noyau, pris à une certaine dose, a la propriété de coa-

officiers, même au dernier des Hovas; de ne faire aucun commerce avec l'intérieur de l'île... « Quinze jours de réflexion sont accordés aux traitants et commerçants. Si, à ce terme, ils n'ont pas accédé, leurs clôtures seront brisées, leurs marchandises *livrées au vol et au pillage*, et eux-mêmes seront embarqués sur le premier navire qui se trouvera en rade. »

A toutes les protestations adressées par les victimes de cet ordre inique, qui se réclamaient des promesses faites par les Hovas eux-mêmes, il fut répondu que les Hovas étaient les maîtres chez eux de *changer du jour au lendemain*.

Les navires français *le Berceau*, *la Zélée*, et la corvette anglaise *le Conway*, prévenus par les rapports officiels des persécutions dont les Européens étaient victimes, vinrent s'embosser devant Tamatave; ils recueillirent à leur bord tous les traitants, avec les objets qu'ils eurent le temps d'emporter, et du pont des navires ces malheureux purent assister au pillage et à l'incendie de leurs propriétés. A la protestation qui lui fut adressée par les deux commandants de la flotte, la reine répondit par un refus de rien modifier à la *loi de Madagascar*; les navires ouvrirent le feu sur Tamatave. Après avoir bombardé les forts, ils jetaient à terre leurs compagnies de débarquement et enlevaient les positions des Hovas à la baïonnette. Cette expédition n'obtint pas de résultats pratiques.

Ajoutons que, le lendemain de ce combat, les marins

guler le sang, plus ou moins vite, en occasionnant d'affreuses convulsions et d'abominables souffrances. C'était une des trois épreuves judiciaires alors en usage chez les Hovas.

français et anglais purent voir les têtes de leurs camarades, tués pendant l'action, fixées au bout de sagayes et plantées en vue des côtes. « Pendant une dizaine d'années, les têtes de nos malheureux compatriotes restèrent exposées ainsi à tous les outrages, jusqu'au jour où elles furent enlevées courageusement et ensevelies par M. Charles Jeannette, créole de la Réunion (1). » Nous avons perdu quinze hommes et trois officiers ; les Anglais avaient quatre morts et douze blessés.

La nouvelle de ces événements souleva en France une légitime indignation ; le gouvernement ordonna les préparatifs immédiats d'une expédition qui devait être placée sous les ordres du général Duvivier ; malheureusement, des questions de politique intérieure vinrent se mêler à la discussion ouverte en faveur de l'intervention des troupes françaises à Madagascar.

Sans s'inquiéter de l'honneur du drapeau engagé dans cette affaire, sans tenir compte des intérêts de la France, sans s'occuper des particuliers ruinés par les Hovas, les députés de l'opposition, tout en déclarant que « la France n'abandonnait aucun de ses droits sur Madagascar, émettaient le vœu qu'elle ne s'engageât pas sans nécessité dans de lointaines et onéreuses expéditions (2). » C'est grâce à cette politique que, pendant tout le règne de Louis-Philippe, on vit les hommes les plus dévoués à l'agrandissement de la France, abandonnés, et souvent désapprouvés, chaque fois qu'ils ont voulu, par des mesures énergiques, faire respecter le pavillon français, partout

(1) H. d'Escamp, déjà cité, en note, pages 173 et 174.

(2) *Moniteur* du 5 février 1846, discussion de l'adresse au roi.

abaissé par les agents de l'Angleterre; nous n'en voulons citer qu'un exemple, celui du méthodiste-pharmacien-consul de Taïti, l'illustre Pritchard (1). Nous verrons que cette affaire eut son pendant à Madagascar durant les derniers événements dont l'île a été le théâtre.

Les Anglais, qui par tous les moyens cherchaient à nous supplanter à Madagascar, envoyèrent une flotte devant Tamatave. Il fallait se faire pardonner les coups de canon et profiter de nos discussions politiques pour reprendre l'influence un instant perdue à Madagascar, et reconnaître la souveraineté des Hovas sur la grande île. L'Angleterre employa un moyen pratique, comme elle seule est capable d'en trouver : elle paya 15.000 dollars à la reine pour l'indemnité du dommage causé par le bombardement, alors que, par les ordres de cette même reine, les comptoirs des sujets anglais avaient été pillés, incendiés, et les propriétaires honteusement chassés du sol malgache.

Les pourparlers engagés entre le commandant de la flotte anglaise et Ranavalô furent longtemps avant d'aboutir ; enfin, en 1856, il obtint qu'un résident reviendrait auprès de la reine.

Pendant qu'à prix d'argent l'Angleterre tentait de nous supplanter à Madagascar (24 septembre 1856), la France prodiguait son or et ses soldats pour servir les intérêts britanniques contre la Russie : elle faisait la guerre de Crimée.

(1) Lire les détails de l'affaire Pritchard dans *Nos petites colonies*, déjà cité, page 290.

Un mois à peine après le retour des Anglais dans l'île, deux mille soldats hovas envahissaient le domicile de M. d'Arvoy, établi dans la baie de Bavatoubé, sur le territoire français ; notre compatriote, ainsi que plusieurs autres Français et un grand nombre de Sakalaves, furent égorgés, puis mutilés. La reine fit tirer sept coups de canon en l'honneur de la *victoire remportée par ses troupes sur les Français*, et elle écrivit une lettre au gouverneur de Maurice, à l'occasion de sa victoire de Bavatoubé. Le croirait-on ? le représentant de l'Angleterre, notre alliée, pour laquelle nous venions de combattre à Inkermann, à Balaclava, à Sébastopol, répondait à la reine une lettre dans laquelle il lui faisait toutes sortes de *compliments pour sa victoire* sur les Français et lui promettait d'envoyer incessamment une frégate pour saluer son pavillon !

Depuis cette époque jusqu'en 1862, Madagascar fut le théâtre d'événements que nous devons résumer rapidement.

Deux Français, MM. Laborde et Lambert, étaient depuis de longues années établis dans l'île, où ils avaient su se créer une situation commerciale honorable. Malgré la haine de la reine pour les Européens, ils avaient eu l'heureuse fortune de rester dans ses bonnes grâces, et son fils Rakoto, héritier présomptif du trône des Hovas, avait pour eux une affection particulière. Le prince, jeune, intelligent et bon, souffrait de la présence sur le trône de sa mère Ranavalô ; ses cruautés révoltaient sa nature généreuse, et il voyait avec peine son pays livré aux superstitions des sorciers et des vieux Hovas. Il

rêvait de régénérer le pays par le travail, d'y introduire l'élément européen, et surtout français. Cependant, ne voulant pas donner à la déposition de sa mère le caractère d'une révolution, le jeune prince résolut de s'appuyer sur sa protectrice naturelle, la France. Il écrivit à Napoléon III une lettre dans laquelle il déclarait qu'en s'emparant du pouvoir, il n'avait d'autre but que la grandeur de la nation hova et lui demandait son appui. M. Lambert fut chargé par le prince de porter cette missive à Paris, ainsi qu'une lettre des principaux chefs demandant aussi le secours de la France.

Napoléon III reçut l'envoyé de Rakoto, écouta ses explications et parut très favorable aux projets commerciaux de M. Lambert. Malheureusement, sur le conseil de l'empereur, et toujours afin de ménager *l'entente cordiale*, M. Lambert se rendit en Angleterre, où il vit lord Clarendon. L'homme d'Etat anglais comprit qu'approuver le plan de M. Lambert, c'était augmenter l'influence française ; tout en feignant d'entrer dans les vues de la France, lord Clarendon se mit en devoir de déjouer tous les plans de M. Lambert et de M. Laborde. Dans ce but, il chargea M. Ellis, cet ennemi acharné de la France, qui s'était déjà trouvé mêlé aux affaires Pritchard, de se rendre à Madagascar ; le révérend emportait des instructions secrètes, qui consistaient à révéler à la reine le prétendu complot tramé contre elle.

Pas n'est besoin de dire que le digne M. Ellis employa dans l'accomplissement de sa mission toutes les finesses anglaises dont il fut capable : il raconta à la reine-mère le voyage de M. Lambert à Paris et à Londres ; lui

annonça l'arrivée prochaine d'une armée française à Madagascar, envoyée pour la détrôner; il osa dire au jeune prince Rakoto qu'à la nouvelle de son complot contre sa mère, la cour de Londres avait été si affligée qu'elle *en avait pris le deuil*.

Malgré ces calomnies, malgré l'argent dépensé sans compter pour se faire des partisans, Ellis fut chassé de Tananarive, un mois après son arrivée. M. Lambert revint à Madagascar au commencement de 1857; son retour était attendu avec impatience. C'est avec douleur que le prince, M. Laborde et les amis de la France apprirent le peu de succès de l'envoyé.

Depuis cette époque jusqu'au 18 août 1861, date de la mort de Ranavaloa, la terreur régna à Madagascar : on fit des exécutions en masse, et MM. Laborde et Lambert durent quitter l'île et se rendre, le premier à Bourbon, le second en France, pour reprendre les négociations.

C'est pendant cette période, et notamment en 1859 et 1860, que le capitaine de vaisseau Fleuriot de Langle passa avec *tous les chefs de la côte occidentale* de Madagascar des conventions par lesquelles *tous ces chefs* reconnaissaient itérativement la souveraineté de la France et lui renouvelaient la cession de tous les territoires situés sur cette côte et commandant le canal de Mozambique. Les gouvernements de la France et de l'Angleterre se firent représenter au couronnement du jeune roi, qui remontait sur le trône sous le nom de Radama II; les envoyés anglais furent reçus avec politesse, la mission française avec tous les honneurs et toutes les distinc-

tions possibles. C'est à cette occasion que l'on signa le traité dit de 1862, qui attribuait à la *Compagnie de Madagascar* la concession exclusive des terres situées dans l'intérieur et sur la côte. L'article II donnait à la Compagnie le privilège de choisir sur les côtes et dans l'intérieur du pays toutes les terres inoccupées qui lui conviendraient ; « en conséquence, la Compagnie deviendra propriétaire des terres qu'elle choisira, aussitôt qu'elle en aura pris possession ». Les produits minéraux et agricoles de ces exploitations étaient déclarés exempts d'impôts, ainsi que les propriétés de la Compagnie.

L'acte, daté du 8 *makarabo* 1862 (9 novembre 1861) et signé le même jour, fut ratifié et contre-signé par le commandant Dupré, le 3 octobre 1862. A cette époque et en échange de concessions excessives de notre part, M. Laborde était nommé consul de France à Tananarive ; ce fut, au surplus, une faute, au moins quant au titre : une puissance n'a de consuls qu'à l'étranger ; c'est commissaire du gouvernement qu'il eût fallu dire.

A peine connut-on à Tananarive la ratification du traité par l'empereur Napoléon, que deux partis se formèrent dans l'Imerne et s'unirent pour empêcher son exécution ; nous voulons parler des vieux Hovas, les anciens conseillers de la cruelle Ranavalô, et des méthodistes anglais. Ces deux partis, si opposés, se coalisèrent ; pour arriver à leur but, le retour d'une femme sur le trône, ils ne reculèrent devant aucun moyen, pas même le crime.

On fit courir sur le compte du jeune roi les bruits les plus odieux ; les réunions des *mena maso*, jeunes gens

chargés par le roi de l'aider dans la régénération de son royaume, furent traitées d'orgies et de saturnales. Des fous, des convulsionnaires, enivrés par les boissons que leur donnaient les sorciers, parcouraient les rues, l'œil hagard, les traits convulsés; ils prétendaient être en communication avec la feue reine, qui reprochait à son fils d'avoir *vendu son pays* à des étrangers. Mais ces maladies nerveuses n'attaquaient que les esclaves, les gens du peuple, et particulièrement les femmes; cette folie étrange et passagère, provoquée par des breuvages, respectait les grands et les chrétiens.

Le dénouement du drame approchait; le 12 mai 1863, après une lutte dans laquelle périrent tous les mena maso, le roi fut étranglé avec une écharpe.

L'opinion publique accusa hautement M. Ellis d'avoir été l'un des promoteurs du crime (1).

Cet assassinat, qui eût dû soulever l'indignation de tous, inspira le passage suivant au révérend Sibree, un méthodiste anglais, lui aussi :

« Le roi mourait de mort violente, à la suite d'une révolution que les témoins les plus impartiaux déclaraient *inévitabile* et profitable, en somme, pour le pays.... Qu'il nous suffise de dire qu'une mauvaise *politique commerciale*, une complaisance trop crédule du jeune roi dans les *desseins artificieux d'étrangers*, un engagement secret avec une *compagnie française*, d'après lequel de *vastes*

(1) Déposition de M. de Cambourg : « Et grâce à M. Ellis, que j'ai vu arriver à Tananarive avec 150,000 fr. en pièces de cinq francs, la conspiration ourdie contre ce prince et contre la France a complètement réussi. » (Enquête parlementaire 1884, déposition des témoin-

et riches régions étaient cédées à la France, furent cause de cette révolution (1). »

La veuve de Radama II, Rosoahérina, fut proclamée reine, à la grande satisfaction des Anglais et des vieux Hovas. Son premier acte fut, à l'instigation du ministre Ravoninahitriniamo, de déclarer nul le traité de 1862.

La France, au lieu de commencer immédiatement une action militaire contre Madagascar, perdit de longs mois à négocier le rétablissement du traité; les pourparlers se terminèrent par le paiement à la France d'une indemnité de 906,184 fr. 21 c., le 2 janvier 1866. Pendant toute cette période, des traités de commerce étaient signés par la reine des Hovas avec l'Angleterre et l'Amérique; le premier ministre, qui favorisait les alliances de son gouvernement avec les nations civilisées, s'opposait, sous l'influence des méthodistes, à la conclusion d'aucune convention avec la France, malgré les sympathies très vives que Rosoahérina avait conservées pour notre consul M. Laborde, en mémoire de son mari.

La reine mourut le 1^{er} avril 1868, âgée d'environ cinquante ans.

La reine eut pour successeur sa cousine Namouna, qui prit, en montant sur le trône, le nom de Ranavalô II, à la grande joie des missionnaires anglicans, dont l'influence a été sans cesse grandissant à partir de cette époque. Ils réussirent à déclarer la religion protestante *religion d'Etat*. Les pourparlers pour la conclu-

(1) Sibree, *Madagascar et ses habitants*; traduit de l'anglais par H. Monod, pasteur, et Henry Monod, avocat, (Toulouse, Société des religieux, in-8, 1873.)

sion d'un traité de commeree, repris à l'avènement de la nouvelle reine, se terminèrent le 4 août 1868, par la signature d'un traité déplorable que la France n'aurait jamais dû accepter.

Telle était la situation, lorsque, en 1878, de graves dissentiments s'élevèrent entre les héritiers de M. Laborde et le gouvernement hova; celui-ci niait que la succession de l'ancien consul pût aliéner les terres lui ayant appartenu, et ne lui en reconnaissait que l'usufruit. M. Casas, notre consul, dut intervenir, mais sans succès. Sur ces entrefaites, le boudre *le Touélé*, monté par des Arabes de nationalité française, était pillé par des Hovas, et son équipage assassiné; notre consul obtint à grand-peine le paiement de 9,740 dollars que réclamait la France.

Cependant, quelque temps après (1881), M. Baudais, commissaire de la République à Tananarive, était informé que des officiers hovas, conduits par des ministres protestants anglais, avaient planté leur drapeau sur les terres à nous itérativement concédées en 1840-41. Aux justes réclamations de notre consul, le premier ministre répondit qu'il ignorait le fait, qu'il ne savait vraiment pas de quels territoires on voulait parler.

Bientôt, le ministre Ravoninahitriniama faisait connaître son refus d'enlever les drapeaux. En même temps, les émissaires du gouvernement se répandaient par la ville, faisaient des kabars, amentaient le peuple contre les Français et contre notre résident, déclarant que nous allions prendre l'île, et proclama *l'abolition de l'esclavage*. Or parler d'abolir l'esclavage dans l'île,

c'est se rendre odieux à la population hova tout entière, la principale fortune des Hovas consistant en esclaves; car ces bons méthodistes anglais, qui se sont introduits à Madagascar sous prétexte d'abolir l'esclavage, l'ont favorisé de tout leur pouvoir, comme ils favorisent partout les vices des peuples dont ils veulent s'attirer les bonnes grâces.

Sur un ordre du ministre de la marine prévenu de ces faits, le *Forfait*, commandant le Timbre, en station à *Nossi-Bé*, se rendait à Tamatave et, après s'être consulté avec notre consul, que les menaces de la populace avaient forcé d'abandonner Tananarive, fut chargé d'enlever les drapeaux hovas et de les remplacer par notre pavillon. On sait comment le brave commandant le Timbre s'acquitta de sa mission, c'est-à-dire sans employer de *moyens coercitifs*, conformément aux instructions qu'il avait reçues.

Cependant, la situation des Français restés à Tananarive n'était plus tenable : le directeur de la maison Roux, de Marseille, était assassiné, nos nationaux insultés et menacés de mort; ils quittèrent la capitale des Hovas et après mille dangers arrivèrent à Tamatave. C'est à ce moment que la reine des Hovas envoya des ambassadeurs à Paris.

Répetons encore une fois, quitte à être accusé de redites, que seuls les Français étaient menacés et que les Anglais établis dans l'île jouissaient de la plus entière sécurité.

Les pourparlers engagés à Paris entre les ambassadeurs malgaches et le ministre des affaires étrangères n'ayant pas abouti, M. de Mahy, alors ministre par



L'amiral Pierre.

intérim de la marine et des colonies, fit partir l'amiral Pierre, lui donnant comme instructions de chasser les Hovas de toute la côte de Majunga à la baie d'Antongil.

Le 15 février 1883, l'amiral Pierre quittait Toulon sur la *Flore*; le 16 mai, les Hovas étaient chassés de toute la côte, et, le 31 mai, l'amiral mouillait devant Tamatave. Dès le 1^{er} juin au matin, il faisait remettre l'ultimatum au gouvernement hova. Une réponse négative aux demandes de l'amiral étant arrivée le 9 au soir, le 10 au matin, la *Flore*, le *Forfait*, le *Beautemps-Beaupré*, le *Boursaint*, la *Creuse* et la *Nièvre* ouvraient le feu sur les travaux de défense de Tamatave; le lendemain, la ville était occupée militairement et le drapeau français flottait sur le fort.

C'est alors que se passèrent deux incidents que nous devons rapporter, parce qu'ils eurent pour le pauvre amiral Pierre des conséquences fatales.

Pendant le bombardement de Tamatave, le navire anglais la *Dryad*, capitaine Johnstone, s'étant avancé dans les lignes d'attaque de la flotte française, l'amiral Pierre dut, pour le faire retirer, lui adresser deux invitations amicales, et enfin une sommation formelle. « Il a obéi, dit l'amiral Pierre dans son rapport, mais en se ménageant aux yeux des Hovas, à qui il avait promis de s'interposer, l'apparence d'une retraite en échelons. »

Le 15, trois jours après la prise de Tamatave, M. Shaw, méthodiste anglais, habitant une maison en dehors de la ville, demandait que sa demeure fût occupée par un détachement français; quand, se rendant à son désir, l'officier arriva avec ses hommes, il trouva, disposées dans

le jardin, plusieurs bouteilles contenant du vin empoisonné. Arrêté aussitôt, M. Shaw fut transporté à bord de *la Nièvre*. Mais les confrères de M. Shaw ne restèrent pas inactifs : ils firent des démarches à Londres et à Paris, et après deux mois de prison préventive, M. Shaw bénéficia d'une ordonnance de non-lieu : on n'avait pu rassembler contre lui des preuves suffisantes, a-t-on dit. Le brave et regretté amiral Pierre, qui venait d'être désavoué par le gouvernement pour sa conduite énergique vis-à-vis du capitaine Johnstone, ressentait-il déjà les atteintes du mal qui devait l'emporter quelques jours après ? eut-il un moment de faiblesse ? toujours est-il que M. Shaw fut relaxé et que la France lui paya une indemnité de 25,000 fr. C'est pour reconnaître cette excessive indulgence de l'amiral, que M. Shaw le calomnia indignement et essaya de souiller la mémoire de ce brave officier, mort à la peine en faisant respecter les droits de la France sur Madagascar et en osant lutter ouvertement contre les menées de l'Angleterre.

Quelques jours après ces événements, l'amiral Pierre était obligé d'abandonner le commandement de la division et se rendait à Bourbon, pour de là gagner la France ; nos lecteurs savent qu'il n'eut même pas la joie de revoir sa patrie, et qu'il expira quelques jours avant son arrivée à Marseille, qui lui fit des funérailles magnifiques.

Qu'on nous permette de retracer en quelques mots la vie du contre-amiral Pierre.

Né à Dijon le 28 février 1827, Pierre, Pierre-Joseph-Gustave, entra à l'Ecole navale en 1841 ; nommé aspirant deux ans après, il embarquait sur *le Suffren* et assis-

tait aux combats de Mogador et de Tanger, où il se fit remarquer par sa bravoure et son sang-froid. De 1846 à 1858 il prit part, comme enseigne et lieutenant de vaisseau, à diverses croisières, notamment dans la mer des Antilles, et à Terre-Neuve, d'où il rapporta de remarquables travaux hydrographiques.

En 1859, il fit la campagne de l'Adriatique, comme adjudant du capitaine de la Roncière. Nommé capitaine de frégate en 1862, il resta attaché à la personne de l'amiral de la Roncière, commandant en chef l'escadre cuirassée; puis il prit, en 1868, le commandement de la *Néréide* d'abord, et ensuite de la *Sibylle*, avec lesquelles il fit deux voyages à Taïti et à la Nouvelle-Calédonie.

A son retour en France, en novembre 1870, le capitaine Pierre assista au combat d'Orléans et fut ensuite chargé de la défense des lignes de Carentan. Promu en 1871 au grade de capitaine de vaisseau, il fit de 1873 à 1876, comme commandant de l'*Infernet*, une longue et laborieuse campagne de trois années dans l'océan Pacifique.

De 1877 à 1879, il commanda la frégate-école d'application la *Flore*. En septembre 1880, il était promu au grade de contre-amiral.

En 1881, l'amiral Pierre était chargé d'une mission à Londres conjointement avec M. Challemel-Lacour; il s'agissait de régler certaines questions relatives à nos droits de pêche à Terre-Neuve. Mieux que tout autre, l'amiral, qui était resté cinq ans en station dans ces parages, connaissait le désir de l'Angleterre de nous évincer des territoires qui nous sont réservés. Il défendit les

intérêts de la France avec une telle vigueur , une telle énergie , qu'il s'attira non seulement la haine du gouvernement anglais , mais encore l'inimitié de M. Challemel-Lacour qui , pour des motifs que nous n'avons pas à apprécier ici , semblait disposé à faire aux commissaires britanniques toutes les concessions qu'ils demandaient. Cet ardent patriotisme de l'amiral Pierre, auquel nous ne saurions trop rendre hommage, devait, deux ans plus tard, lui coûter la vie. Nous avons vu comment il fut désavoué par ce même Challemel-Lacour, alors ministre, pour son attitude énergique envers le commandant Johnstone et envers M. Shaw. Il y eut à ce moment toute une conspiration ourdie contre l'amiral ; mais la nature de cet ouvrage ne nous permet pas d'entrer dans de plus grands détails.

Le 1^{er} février 1883, le contre-amiral Pierre prenait le commandement en chef de la division des Indes ; le 29 septembre, il mourait en vue de Marseille.

Nous rendons ici un public hommage à la mémoire de l'amiral Pierre, à son savoir, à sa bravoure, à son énergie ; c'était un vrai marin, un vrai Français, dont toute la vie peut se résumer dans ces mots : FAIS CE QUE DOIS.

L'amiral Pierre fut remplacé par l'amiral Galiber ; au moment où il allait reprendre les opérations, les Hovas demandèrent à parlementer. Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus puéril que ces conférences qui n'avaient qu'un but, gagner du temps.

Le 19 mai 1884, l'amiral Miot, qui avait succédé à l'amiral Galiber, reprit l'offensive ; il s'empara de Vohe-

mar, Diégo-Suarez et Passandava, et de toute la partie septentrionale de l'île ; mais pour mener à bien cette expédition et en finir une bonne fois avec les Hovas, il eût fallu des renforts pour aller jusqu'à Tananarive ; ces renforts, on ne voulut pas les envoyer.

Le 1^{er} février 1886, la Chambre ratifiait le traité conclu avec la reine des Hovas, et le gouvernement nommait M. le Myre de Villers résident général à Tananarive. Entre autres choses, il est stipulé dans ce traité que nous occuperons Tamatave jusqu'au paiement de l'indemnité due à nos nationaux, et la baie de Diégo-Suarez d'une façon définitive. Nos troupes viennent d'évacuer Tamatave.

Nous pouvons prédire que ce traité n'aura servi à rien qu'à permettre aux Hovas de gagner du temps ; il ne sera pas plus exécuté que ceux de 1862 et de 1868 ; ces Hovas que, nous ne savons dans quel but, on s'est plu à nous montrer comme des hommes honnêtes et pacifiques, sont fourbes et menteurs, nous croyons l'avoir surabondamment démontré ; en signant ce traité, ils n'ont eu qu'un but, retarder l'action décisive que tôt ou tard la France entreprendra contre eux.

CHAPITRE II.

Situation. — Étendue. — Montagnes. — Rivières. — Tananarive. —
Tamatave. — Les habitants. — La baie de Diégo-Suarez.

C'est d'abord sous le nom de *Saint-Laurent* que l'on désigna la grande île africaine. Elle fut découverte, en 1506, par une flotte portugaise revenant des Indes, sous la conduite de Fernand Suarez ; battus par la tempête, les vaisseaux d'Emmanuel le Fortuné abordèrent sur « une terre de grande étendue, habitée par une population nombreuse, de mœurs très douces, et qui n'avait pas encore entendu prêcher la religion du Christ » (1).

C'était Madagascar.

La grande île de Madagascar est située dans l'océan Indien, vers la côte orientale de l'Afrique, dont elle est séparée par le canal ou détroit de Mozambique, large de quatre-vingt-cinq lieues. L'île suit une direction un peu oblique, avec orientation au nord, quart nord-est au sud, quart sud-ouest. Dans sa plus grande longueur, elle mesure *neuf cent soixante-quinze* milles, ou *quinze cent soixante-sept* kilomètres ; sa largeur varie entre *quatre cents et quatre cent quatre-vingt-deux* kilomètres. Sa superficie est de *cinq cent cinquante-sept mille* kilomètres

(1) Compendio de las historias de las descubrimientas de la Indai orientala y sus Islas, por Martinez de la Puente, page 115. (En Madrid, in-8°, 1681.

carrés, c'est-à-dire qu'elle est un peu plus grande que la France, qui ne mesure, en chiffre rond, que *cinq cent vingt-neuf mille* kilomètres carrés. Au point de vue astronomique, Madagascar est comprise entre $11^{\circ}57' - 25^{\circ}45'$ de latitude sud, et entre $41^{\circ}20' - 28^{\circ}50'$ de longitude est de Paris.

La côte septentrionale de Madagascar est entourée d'îles qui nous appartiennent : Mayotte, Nossi-Bé, Nossi-Mitzio, Nossiu-Cumba, et à l'est Sainte-Marie de Madagascar ; vers le sud, la Réunion, les Comores, Maurice, les Seychelles, et de nombreux îlots répandus dans l'Océan.

Dans toute sa longueur, la grande île est traversée par une haute chaîne de montagnes, très rapprochée de la côte orientale, qui partage l'île en deux portions inégales. Fort élevée au centre, — le point culminant atteint environ trois mille mètres — cette arête va s'abaissant vers les extrémités, et ses nombreux contreforts sont fréquemment coupés de vallées fertiles et boisées. Les hauts plateaux et les flancs de la montagne sont couverts d'épaisses forêts et d'une végétation luxuriante. Trois rameaux se détachent de cette chaîne principale : l'un, au nord, prend le nom de monts Ankara ; le second occupe le centre de l'île et forme l'Ankaratra ; le troisième, l'Ambohimena, occupe la partie méridionale de Madagascar et vient finir aux environs de Fort-Dauphin.

En somme, Madagascar présente deux régions bien distinctes : la région montagneuse, qui se prolonge dans toute l'étendue de la côte est, descendant presque jusqu'à la mer en pentes abruptes et boisées ; une région rela-

tivement plate, formant une succession de plateaux qui entourent les montagnes et s'étendent vers l'ouest, occupant la majeure partie de l'île.

Ces mouvements du sol, ces alternatives de hautes montagnes, de profondes vallées, de grandes plaines, donnent à tout le pays un aspect des plus pittoresques.

De ces hauteurs descendent d'innombrables cours d'eau qui traversent les plaines et les fertilisent ; ils vont, à l'est et à l'ouest, porter leurs eaux à l'Océan, formant à leur embouchure une multitude de petites baies. Sur la côte orientale, ces fleuves ou rivières torrentielles, dont les bouches sont souvent encombrées de sables et d'alluvions, ont donné naissance à une centaine de lagunes qui, sur un espace de plusieurs centaines de kilomètres, s'étendent le long du rivage ; ils ne sont séparés de la mer que par d'étroites langues de terrain, et l'espace qui les divise est parfois si restreint, que de loin on croirait voir une rivière immense longeant le littoral.

Les deux côtes de Madagascar diffèrent absolument entre elles : tandis que la côte orientale forme une ligne presque droite, échancrée seulement dans sa partie septentrionale par la baie de Diégo-Suarez, une des plus belles du monde, la côte occidentale est sinueuse, garnie de renflements, de caps aigus, et découpée de baies profondes, dont de nombreux îlots semblent protéger l'entrée. L'île se termine en pointe à ses deux extrémités : au nord par le cap d'Ambre, au sud par le cap Sainte-Marie.

Au point de vue administratif et politique, l'île est divisée en vingt-deux tribus ou provinces, ayant chacune un gouverneur ; toutes ces tribus sont parfaitement



Travaux du fort de la baie de Diégo-Suarez.

distinctes les unes des autres ; autrefois elles étaient gouvernées chacune par leur chef respectif ; aujourd'hui quelques-unes ont subi la souveraineté des Hovas ; mais dans beaucoup d'endroits, notamment dans le sud-ouest, les Hovas n'ont jamais pénétré. Les Hovas habitent la prairie d'Imerina, au centre de Madagascar : le chef-lieu est Tananarive.

Tananarive, que les Malgaches appellent *Antananarivo* (les mille villages), couvre le sommet et les pentes d'une vaste colline de granit et de basalte qui s'élève au centre d'un plateau.

Les maisons s'étagent en amphithéâtre, sans ordre et comme placées au hasard, formant une masse compacte d'où émergent les flèches des églises et les toits des palais. Au sommet, et presque au centre de la ville, s'élève le palais, *manjaka-miadano*, haut de trente-six mètres ; du toit s'élancent deux paratonnerres semblables à ceux qui surmontent nos monuments ; une large vérandah à trois étages fait le tour des bâtiments, supportée par d'énormes colonnes en bois, réunies par des arcades. Le tout est peint en blanc.

En dehors d'une demi-douzaine de voies principales, il n'y a rien à Tananarive qui réponde à l'idée que nous formons d'une rue ; les maisons, placées sans ordre, sont réunies dans de grands enclos par groupe de deux ou trois, et comme ces maisons sont construites sur des plates-formes taillées dans la montagne, il en résulte que la ville présente une succession de terrasses.

La population de Tananarive est d'une soixantaine de mille habitants.

Tamatave, en malgache *Taomatina*, n'était autrefois qu'un village de pêcheurs; c'est aujourd'hui le principal marché de la côte orientale. La ville est bâtie sur le sable, au bord de la mer, et son aspect est charmant ; elle se divise en deux parties : le village blanc et le village malgache ; les Hovas occupent des habitations situées derrière le fort, en ruine depuis le bombardement.

Avant notre occupation, Tamatave était le port le plus important des Hovas. Comme dans toutes les autres villes malgaches, les maisons sont en bois ; mais celles des Européens sont soigneusement construites et nombreuses, car les commerçants de toutes les nations du monde, connus sous le nom de traitants, affluent dans la ville qui possède des hôtels.

La population actuelle est d'environ 20,000 habitants.

Le port, formé par des récifs de corail, est d'un abord peu facile ; mais une jetée récemment construite permet d'aborder plus commodément.

Au chapitre suivant, nous parlerons du climat de Madagascar ; disons seulement ici, à propos de Tamatave, que la réputation d'insalubrité qu'on lui a faite est au moins fort exagérée ; tous les voyageurs sont d'accord sur ce point.

Dans l'intérieur, les villes habitées par les Hovas ont un caractère spécial : elles sont généralement fortifiées et bâties sur des éminences ; cette disposition particulière a deux buts : d'abord de faciliter les moyens de défense contre les autres tribus indigènes, et ensuite d'éviter les émanations qui, dans la région des plaines,

occasionnent des fièvres auxquelles les Hovas sont sujets plus que tous autres ; ils sont si peu faits pour habiter les autres parties de l'île, qu'aussitôt qu'ils quittent leur province, la fièvre les décime. Les fortifications sont des plus sommaires : autour de la ville, un mur circulaire de terre battue, de quinze à vingt pieds d'épaisseur à la base ; la partie supérieure est creusée et forme comme une galerie percée d'embrasures. Des portes, taillées dans le mur même, permettent l'entrée et la sortie des villes.

Les maisons sont presque toutes en bambous, couvertes avec les feuilles d'une sorte de palmier appelé *l'arbre du voyageur*, *Urania speciosa*. Quelques-unes, cependant, sont en bois ou en pisé, mais c'est l'exception. La cheminée se compose d'une caisse de bois remplie de sable, sur lequel on allume le feu ; il est vraiment étonnant qu'avec un semblable appareil, les incendies ne soient pas plus fréquents ; ils sont rares, mais quand ils éclatent au milieu de ces demeures de bambou, le feu ne s'arrête que lorsqu'il n'y a plus rien à consumer ; personne, du reste, ne songe à arrêter le fléau ; chacun s'empresse de fuir, essayant d'enlever de sa maison ce qu'il a de plus précieux, et le bagage est léger.

Cette insouciance et cette incurie des Malgaches se montrent partout. Ce qu'on est convenu d'appeler les travaux publics, n'existent pas à Madagascar ; on ne trouve ni grandes routes, ni ponts, ni canaux d'irrigation ; chacun fait sur ses terres les travaux nécessaires à leur entretien, y trace un chemin, y amène l'eau de quelque rivière voisine, ou établit une passerelle sur le cour

d'eau qu'il doit traverser ; mais personne ne fait rien dans l'intérêt général. Voyager n'est pas chose commode dans ces contrées ; il faut se faire transporter dans des hamacs suspendus à une perche que des porteurs soutiennent sur leurs épaules ; quant au gîte, dans les villages il n'en existe pas, à proprement parler ; on a bien dit que sur le chemin frayé de Tananarive à Tamatave on avait construit des abris (*lapa*) ; ces lapas n'ont pas été bâtis pour les voyageurs, mais bien pour recevoir les marchandises de la reine et du premier ministre. Si ces hangars ont parfois rendu quelques services aux voyageurs, c'est un fait purement accidentel, et que n'avaient pas en vue ceux qui en ont ordonné la création.

On a longtemps discuté sur l'origine des Malgaches ; les savants, les ethnologistes ont émis à ce sujet les opinions les plus diverses ; les uns les font tout simplement venir du continent africain ; d'autres, au contraire, et malgré la distance qui les sépare des Indes et de la presqu'île malaise, leur donnent une origine franchement asiatique. Les Hovas appartiennent à cette grande famille qui s'étend de Malaca aux îles du Pacifique, en passant par Sumara, Java, Bornéo et tout l'archipel asiatique. A l'appui de cette théorie, qui écarte toute idée de mélange avec la race arabe, on cite l'aspect physique de ces populations : leurs traits réguliers, leurs pommettes saillantes, leurs lèvres minces, leur teint brun plutôt que noir ; l'intelligence des individus, leurs mœurs, leurs industries et jusqu'à leur langage, qui présente avec celui des nations précitées, non seulement de fréquentes ressemblances dans les mots, mais encore

une grande analogie dans la construction des phrases.

La population de Madagascar se compose de vingt à vingt-cinq peuplades, absolument distinctes les unes des autres, et se subdivisant en un grand nombre de tribus ; nous ne les étudierons pas toutes ; nous dirons seulement quelques mots des Hovas et des Sakalaves.

Les Hovas, actuellement la peuplade la plus considérable et la plus puissante, 800.000 environ, sont d'origine malaise, et leur introduction à Madagascar est relativement récente. La tradition rapporte qu'un jour ces hommes arrivèrent dans l'île montés sur des *praos* et qu'ils exterminèrent et dépossédèrent une partie de la race indigène ; ils allèrent s'établir dans l'Imerina, sur les hauts plateaux du centre de l'île.

Pendant des siècles, les Hovas furent considérés par les Malgaches comme des parias ; tout objet touché par un Hova était considéré comme souillé et déclaré impur ; la case où il avait pénétré était brûlée. Cette tribu était maudite, les autres Malgaches l'appelaient et l'appellent encore *amboalambo* (chien-cochon).

Plus tard, comme accord tacite d'une paix dont ils avaient si grand besoin, et comme tribut aux Malgaches, dont ils reconnaissaient la souveraineté, les Hovas déposaient à la limite des bois, du riz, du maïs, et les divers produits de leur industrie, que ces peuplades venaient recueillir.

Ce n'est que sous le règne de Radama I^{er} et grâce à l'Angleterre qui lui a fourni des armes, des munitions, instruit ses soldats, que ce peuple s'est relevé et a entrepris la conquête de l'île ; mais les premières périodes de

son histoire ont singulièrement influé sur le caractère du Hova ; il est devenu triste, défiant, rampant, faux et cruel ; il offre un mélange de ruse et de forfanterie ; habile dans l'art de feindre, il est difficile de surprendre sa pensée, et souvent un sourire aimable et des politesses empressées cachent chez lui de mauvais desseins.

L'avarice est le vice dominant des Hovas, qui comptent pour rien les liens de famille ou d'amitié, s'ils l'empêchent de satisfaire son insatiable cupidité. C'est au point que, au temps de la traite, lorsqu'ils manquaient de prisonniers, on les a vus enlever des parents ou des amis pour les vendre aux blancs. Le mensonge et la fourberie sont tellement estimés chez eux qu'ils cherchent à les inculquer le plus tôt possible à leurs enfants.

Au physique, leurs traits rappellent ceux de la race malaise ; leur taille n'est pas élevée, quoique assez bien prise ; leur peau est olivâtre et leurs cheveux sont noirs, mais droits ou bouclés, sans être crépus et laineux.

Tel est, en résumé, le peuple qu'on se plaît à nous montrer comme si vertueux, les Anglais surtout. Les mémoires de la Société des Missions protestantes sont pleins de longs rapports dans lesquels les méthodistes vantent les bienfaits de la Bible sur le bon peuple hova.

Le fait est que de la religion ils n'en ont cure, et chacun sait les arguments *ad hominem* que les missionnaires sont obligés d'employer pour conduire leurs ouailles au temple.

M. Milhet de Fontarabie, qui a visité Madagascar, s'exprime ainsi à ce sujet ; après avoir traduit avec une

vérité saisissante le contraste qu'offrent la beauté du pays et la laideur des vices des Hovas, il écrit :

« Il tient du Malais et de l'Arabe, c'est vous dire ses instincts, ses vices, sa ~~cruauté~~ ^{cruauté}. Sa face fait évanouir votre rêve. Il semble vous dire : « Prenez garde à vous ; quant à votre civilisation, nous n'en voulons pas ; quant à votre religion, allez écouter les proclamations que l'on fait tous les quinze jours aux troupes. »

Sous le nom de Sakalaves, on comprend toutes les tribus vivant sur la côte occidentale de Madagascar ; c'est la réunion de peuplades ayant chacune un nom propre et jusqu'il y a quelques années possédant des gouvernements distincts. Une partie a été soumise aux Hovas au commencement du siècle par Radama ; la lutte fut longue et sanglante, et pour les réduire, le roi des Hovas n'eut d'autre moyen que d'épouser la fille d'un roi du *Ménabé*. Pendant le règne suivant, poussés à bout par les cruautés des vainqueurs, les Sakalaves secouèrent le joug et se mirent itérativement sous la protection de la France.

Les Sakalaves semblent tenir de l'Africain ; ils sont de taille moyenne et forts sans être corpulents ; leurs membres sont vigoureux et bien proportionnés ; leur peau est noir foncé, leurs traits réguliers, leurs yeux noirs et pénétrants. Au moral, ils paraissent vaniteux, insoucians de l'avenir, défiants par ignorance, et cruels par superstition ; mais ils ont beaucoup d'amour-propre, l'intelligence vive ; ils sont sobres, vigoureux, agiles et durs à la fatigue ; instruits et bien commandés, ils feraient d'excellents soldats ; MM. Pennequin et Proubaux, capi-

taines de frégate, les ont employés utilement; bien dirigés, il deviendraient de bons agriculteurs.

On verra plus loin les services qu'on en a déjà obtenus.

Les diverses peuplades composant la population de Madagascar forment une population d'environ *trois millions* d'individus ; c'est du moins le chiffre indiqué par M. Grandidier dans sa déposition devant la Commission d'enquête.

Cette population est loin d'être homogène; c'est une réunion de tribus ayant un caractère, des besoins, des coutumes, des intérêts différents; mais ce n'est pas un peuple. Si quelques tribus sont effectivement soumises aux Hovas, ceux-ci n'exercent sur un grand nombre qu'un pouvoir absolument nominal, tandis que beaucoup d'autres ont entièrement conservé leur indépendance. Le titre de « roi de Madagascar » que s'arroge le souverain des Hovas est plus prétentieux que réel.

A proprement parler, les Malgaches n'ont pas de culte; leur religion se résume dans une sorte de fétichisme, dans l'adoration d'une foule d'objets : amulettes, gris-gris, oiseaux, animaux de tous genres. Il n'y a pas de divinités propres, partant, ni temples ni autels, mais seulement des endroits sacrés, des pierres où s'offrent les sacrifices et où se pratiquent les mystères de la divination. Il est à croire, cependant, qu'ils ont une notion de la vie future, car ils ont une vénération profonde pour les mânes de leurs ancêtres, auxquels ils adressent des invocations et qu'ils consultent dans les circonstances difficiles de la vie. Les Madecasses sont fort superstitieux comme

tous les autres peuples, du reste : ils croient aux jours fastes et néfastes, aux sortilèges, à l'influence des nombres. Beaucoup de Malgaches sont convertis au catholicisme et au protestantisme; ces derniers seraient les moins nombreux, au dire de MM. Grandidier, le voyageur bien connu, Campan, chancelier du consulat de France à Tananarive, et du P. La Veyssière. Selon eux, les gens riches et les officiers du palais sont protestants ; ils sont entièrement sous la domination des méthodistes anglais; le peuple et les gens de la campagne seraient au contraire plus portés à embrasser le catholicisme.

Le gouvernement des Hovas est la forme la plus absolue de l'autocratie; tous les sujets, du plus petit au plus grand, sont les très humbles serviteurs du souverain; ils ne peuvent prendre une décision quelconque, entreprendre un voyage, changer de résidence ni même faire enterrer un des leurs, sans demander l'autorisation du chef de l'Etat. Toutes les terres, toutes les maisons, tous les esclaves des Hovas sont considérés par le roi comme lui appartenant; il peut les prendre comme bon lui semble. Les provinces sont administrées, si l'on peut employer ce terme, par des gouverneurs. Les pouvoirs publics sont remplis par un premier ministre et un ministre pour chaque département. Les lois, arbitraires et vexatoires pour la plupart, sont promulguées par le souverain, comme de simples décrets.

La souveraine actuelle est la reine Ranavalona II, proclamée le 13 juillet 1883.

Malgré la soi-disant abolition de la traite des esclaves imposée par les Anglais au roi Radama I^{er} en échange de

l'or et des fusils que celle-ci donnait pour s'en servir contre nous, l'esclavage existe à Madagascar; chez les seuls Hovas, le nombre des esclaves dépasse 400.000. Les Anglais, en gens pratiques, ne font rien pour l'abolir. Ils savent que s'ils touchaient à cette plaie, qui est une des principales richesses des habitants, ils auraient contre eux toute la population libre de la province.

Aussi, peut-on lire dans les nombreux ouvrages des missionnaires protestants, que les esclaves sont on ne peut mieux traités par leurs maîtres; leur sort est des plus enviables; ils vivent dans la famille sur le pied de la plus parfaite égalité avec tous ses membres; et, à en croire ces bons méthodistes anglais, ils sont plus heureux que s'ils étaient libres.

Nous avons dit que par suite du traité du 22 février 1886, traité que nous ne voulons pas apprécier ici, nous gardions un établissement dans la baie de Diégo-Suarez, la plus belle du monde, ont dit tous les voyageurs qui l'ont visitée.

La baie d'*Amtombouc* ou de Diégo-Suarez se compose, à proprement parler, de trois baies appelées par les Malgaches *Douvouch-Foutchi*, baie des Cailloux-Blancs; *Douvouch-Varats*, baie du Tonnerre; *Douvouch-Vasa*, baie des Blancs, et enfin, une quatrième baie, dans laquelle on pénètre par un canal facile, et qui, reconnu par la frégate la *Nièvre*, porte le nom de *Port-de-la-Nièvre*, et enfin, le cul-de-sac Gallois.

« L'entrée de la baie de Diégo-Suarez, dit M. Barbié du Bocage, a environ 2,400 mètres de longueur sur 2,000 mètres de largeur; mais cette dernière dimension est

diminuée en un point de près de 1,000 mètres par un banc de sable tenant au côté nord. Sur le point le plus resserré du chenal d'entrée, presque en son milieu, à l'extrémité du banc de sable, se trouve une île nommée île de la Lune ou *Nossi-Volane*, qui a 600 mètres de longueur dans une direction à peu près parallèle au rivage. Elle semble admirablement placée pour défendre l'entrée de la baie ; les batteries qu'on ne manquerait pas d'y établir, croisant leurs feux avec celles des deux rives, rendraient la passe presque impossible à traverser ; en outre, les feux d'une petite île nommée *Nossi-Langour*, ou de *l'Aigrette*, située à l'intérieur, à 4,000 mètres de l'entrée, prendraient en tête les vaisseaux qui, par hasard ayant franchi le goulet, voudraient pénétrer dans la grande baie. La profondeur du chenal varie entre 20 et 30 brasses, ou 32 et 48 mètres, c'est-à-dire plus qu'il n'est nécessaire aux plus grands vaisseaux (1). » Avec quelques torpilles, on peut facilement mettre la baie en état de défense.

Des travaux de défense de la baie sont commencés ; on y élève un fort, et bientôt les nombreuses habitations des traitants viendront se grouper autour de ce point qui deviendra un centre commercial important, un port d'approvisionnement pour le ravitaillement de nos vaisseaux, et, au besoin, un point stratégique d'où nous rayonnerons dans toute la mer des Indes.

Actuellement, la baie de Diégo-Suarez est desservie par la Compagnie des Messageries Maritimes.

(1) Barbié du Bocage, *Madagascar, Colonie française*, in-8°, Paris, 1859.

CHAPITRE III

Importance de la colonisation de Madagascar au point de vue commercial et militaire. — Production du sol. — Commerce. — Industrie.

Il suffit, pour établir l'importance de la colonisation de Madagascar par la France, de lire les livres anglais écrits sur cette question, et les nombreux articles de journaux parus dans ces dernières années ; nous n'en citerons que deux : M. Shaw, dans son livre *Madagascar and France*, s'exprime ainsi : « Commercialement, Madagascar offre un intérêt immense pour les Anglais. Non seulement les demandes de fer, de tissus de coton, de verreries, de faïences, deviennent chaque année plus nombreuses et plus rémunératrices, mais encore, et on l'a souvent répété, la terre de Madagascar est des plus fécondes ; son sol fertile donne en abondance toutes les productions si recherchées en Angleterre. En outre, Madagascar possède des richesses minérales inouïes, encore inconnues, auxquelles il ne manque, pour être mises en valeur, que la confiance du gouvernement à l'égard des Européens. Elles donneront alors aux capitaux anglais employés dans ces exploitations des bénéfices considérables. De plus, Maurice, notre colonie riche et florissante, quoique si petite, tire de Madagascar la majeure partie de son alimentation, et notamment les bœufs, les porcs et la volaille. »



Forêt de cocotiers.

C'est un missionnaire anglican qui parle ainsi, un de ces méthodistes, pionniers-explorateurs, que l'Angleterre envoie dans les pays qu'elle convoite, pour renseigner les commerçants, faire des prosélytes et préparer les voies à ses nationaux. Un ancien résident anglais à Madagascar écrivait la lettre suivante : « Est-il d'une bonne politique de laisser les Français s'établir à Madagascar, l'une des plus grandes îles du monde, qui a plus de neuf cents milles de long et qui produit tout ce qui est nécessaire à l'existence de l'homme ? Elle fournit du bois pour la construction des vaisseaux, des minéraux en abondance, d'immenses richesses agricoles, de grandes quantités de bestiaux, si utiles à Maurice, en un mot, tout ce qu'il faut pour former un grand pays. Est-il d'une bonne politique que nous permettions aux Français d'avoir une colonie comme Madagascar, à deux jours de traversée de l'île Maurice ? Si nous souffrons cela, notre empire de l'Inde sera surpris de voir qu'à sept ou huit jours de traversée, il a un redoutable et dangereux voisin. La possession de Madagascar rendra les Français maîtres du Mozambique et de la principale route de l'Inde. »

Telle est l'opinion des Anglais sur la grande île africaine, et telle est leur crainte de nous la voir posséder que, ne pouvant nous la disputer ouvertement, ils ont, depuis soixante-dix ans, mis tout en œuvre pour y détruire notre influence, et la remplacer par celle de l'Angleterre.

A l'heure actuelle, tous nos efforts sont dirigés vers l'Extrême-Orient ; nous cherchons à y créer de nouveaux débouchés pour notre commerce et les produits de notre industrie ; à ouvrir vers la Cochinchine, l'Annam, le

Cambodge, le Tonkin, un courant d'émigration et d'entreprises industrielles ; plus nombreux que jamais, nos navires vont sillonner l'océan Indien. Or, quelle station avons-nous de Marseille à Saïgon, du cap de Bonne-Espérance en Cochinchine ? Obock deviendra un port de ravitaillement pour nos paquebots traversant le canal de Suez ; la Réunion peut recevoir quelques navires dans son petit port de Saint-Pierre, et, quand le port de la Pointe-des-Galets sera terminé, il pourra offrir un abri à nos navires de commerce ; mais nous n'avons pas une rade où une flotte tenant la mer pourrait venir s'abriter et se ravitailler ; nous n'avons pas, dans l'océan Indien, un bassin où nos vaisseaux puissent réparer leurs avaries.

Dernièrement, un de nos navires de guerre, en station devant Madagascar, ayant subi des avaries à son hélice, s'est vu obligé d'aller à Maurice et de demander aux autorités anglaises l'autorisation de pénétrer dans le port. Le conseil de l'île insista auprès du gouverneur pour que cette permission nous fût refusée, sous prétexte que la France, étant en guerre avec les Hovas, alliés de l'Angleterre, celle-ci ne pouvait donner asile à un de nos vaisseaux. Fort heureusement, le gouverneur de Maurice, sir Hope Hennessy, est un Irlandais et un catholique qui réproouve hautement tous les agissements des méthodistes anglais et dont les sympathies pour la France sont connues ; il refusa de déférer au vœu du conseil, donnant pour raison que, quelques semaines auparavant, il avait laissé l'*Atananarivo*, navire hova, pénétrer dans la rade de Maurice.

Madagascar, au contraire, nous offrait, sur plus de

quinze cents kilomètres de côtes à l'est, et sur dix-huit cents à l'ouest, des rades naturelles si vastes et si bien abritées, que celle de Diégo-Suarez, par exemple, est



Orchidées.

réputée comme une des plus belles du monde ; dans les baies d'Antongil, du Passandava, de Mahagambo, de Bombétok, de Saint-Augustin, sur la côte orientale et sur la côte occidentale, nos vaisseaux trouveraient un abri sûr et un ravitaillement certain en vivres et en combustibles. Madagascar cultivée et colonisée ne saurait

refuser à nos flottes ce que Madagascar encore en friche et tout à fait sauvage a fourni si abondamment à Mahé de La Bourdonnais, au vicomte d'Aché, au bailli de Suffren.

Pour se rendre compte de l'importance stratégique de Madagascar, il suffit de jeter les yeux sur la carte de l'océan Indien : la grande île commande à la fois toute la côte orientale d'Afrique, dont elle n'est éloignée que de quatre-vingt-cinq lieues, l'Hindoustan et l'archipel asiatique. Par Madagascar on surveille la route des Indes depuis le détroit de Bab-él-Mandeb ; si le canal de Suez tombait aux mains d'une puissance ennemie, par Madagascar on serait maître du cap de Bonne-Espérance. Occuper Madagascar c'est, au point de vue militaire, reconquérir un point d'appui important, qui nous manque absolument depuis le traité de Paris ; c'est reprendre dans l'océan Indien la prépondérance que nous y avons naguère.

Au point de vue commercial, Madagascar est, et sera longtemps encore, un pays de consommation où les produits de notre industrie trouveront un débouché assuré. La grande île compte une population de trois millions d'habitants environ, dont deux millions, au moins, demandent à la France, à l'Angleterre, à l'Allemagne, des marchandises fabriquées ; en échange, elle leur rend des matières brutes, les produits de son sol fertile, et quand l'exploitation de ses richesses minérales ne sera plus prohibée par les naturels, on retirera de ses mines l'or, le cuivre, le fer, le manganèse, le mercure et la houille. Déjà, grâce à quelques maisons françaises établies à Madagascar, c'est notre pays qui fournit aux

Malgaches presque tous les produits alimentaires, conserves, spiritueux, vermouth, absinthe, eaux-de-vie ; les indigènes connaissent et demandent les marques françaises, qu'ils apprécient et parmi lesquelles ils savent faire une différence. C'est la France aussi qui fournit le vin : jusqu'ici, il n'y a pas de concurrence, mais il est à craindre, si nous n'y veillons pas attentivement, qu'à une époque, qui n'est pas éloignée peut-être, les Etats-Unis n'expédient à Madagascar les vins qu'ils récoltent en Californie. Les tissus, excepté les cotonnades qu'ils tirent d'Amérique, et tous les articles de vêtement, viennent, pour la plus grande partie, de France. A notre colonie de la Réunion, Madagascar demande du rhum en grande quantité, et l'on nous assure que le manque de ce liquide, qui ne vient plus depuis le commencement des hostilités, est une des plus grandes privations des Hovas. A la reprise des transactions, il y a là un débouché sûr et constant pour les rhums de la Réunion. Ces articles d'importation, dont la vente ne peut que s'accroître de jour en jour, et prendre rapidement un développement considérable, sont frappés, à l'entrée sur le territoire malgache, d'un droit de douane de 10 % *ad valorem*; « mais les douanes hovas sont aussi mal organisées que possible. Les douaniers mettent dans leurs poches l'argent qu'ils reçoivent, et il n'en arrive certainement pas grand'chose à Tananarive (1). » Que l'on suppose un système de douane bien installé (la chose est toujours facile dans une île ; il suffit d'indiquer, dès le

(1) *Enquête parlementaire sur les événements de Madagascar.*
Déposition de M. le commandant Boutet, capitaine de frégate.

principe, les ports dans lesquels les transactions se feront, et de surveiller les côtes avec des bâtiments légers), supposons, dis-je, un service de douane bien organisé, et l'on verra quel rendement on peut obtenir sur l'importation seulement.

Cependant ce commerce d'importation n'est rien, en comparaison des chiffres que pourront atteindre les exportations lorsque, sûres du lendemain, de grandes maisons de commerce, imitant celles qui ont déjà installé des comptoirs et des usines à Madagascar, viendront mettre en valeur les richesses de l'île. Les produits à exporter seront de trois sortes : bestiaux, produits agricoles et produits miniers. Les immenses pâturages de Madagascar nourrissent un nombre incalculable de bœufs, de moutons et de porcs à l'état sauvage, croissant et multipliant sans qu'on s'en occupe. Dans toute cette partie du monde, le bœuf manque absolument : il n'existe ni sur la côte d'Afrique, du Cap à Zanzibar, ni aux Seychelles, ni à Maurice, ni à la Réunion ; c'est Madagascar qui approvisionne de viande de boucherie tous ces pays. De nombreux boutres arabes sillonnent sans cesse le détroit de Mozambique, venant charger des bœufs sur la côte occidentale de Madagascar ; toute la viande consommée par les cinq cent mille habitants de Maurice et de Bourbon arrive de Madagascar. Une seule maison envoie chaque année quinze mille bœufs à Maurice et sept mille à la Réunion. L'abondance du bétail est telle, que, malgré ces chiffres déjà énormes prélevés sur les troupeaux, Madagascar exporte encore chaque année de cinq à six cent mille cuirs ; le port de

Majunga, à lui seul, en livre annuellement cent cinquante mille. La viande et la graisse de ces bœufs, tûés sur place, est perdue ; ce serait encore là une industrie à créer. Quant aux porcs, ils sont si nombreux qu'ils n'ont qu'une valeur minime ; la volaille ne vaut guère plus que l'œuf. Les bestiaux sont frappés d'un droit à la sortie, ainsi que les cuirs. Toutes ces peaux sont exportées salées, et Madagascar ne produit pas de sel ; il y a bien, il est vrai, des salines sur la côte occidentale, mais elles sont peu considérables et pas encore exploitées. Ce fait est fort intéressant, et, malgré son peu de valeur intrinsèque, le sel a pour le commerce français un intérêt considérable : nos navires partant de Marseille et allant charger des marchandises à Madagascar sont souvent obligés de voyage sur l'est ; or les salines de Bouc et d'Hyères, dans le voisinage de leur point de départ, peuvent leur fournir un fret pour l'aller. Les navires anglais qui se dirigent sur Madagascar, chargent du charbon aussi ; certains de ne pas faire un voyage à vide, ils vont volontiers à Madagascar ; mais il en sera tout autrement le jour où les houillères de la grande île seront exploitées ; ce sera là pour notre marine un avantage considérable et qui mérite bien qu'on s'y arrête.

On peut difficilement imaginer un sol plus fertile, un pays plus riche que Madagascar. « Quel admirable pays » ! écrivait Commerson, en 1771. La constitution géologique de l'île, sa situation climatérique, la succession de plaines, de plateaux élevés, de hautes montagnes d'où coulent d'innombrables rivières, rendent Madagascar propre à toutes les cultures : on y récolte et les fruits des

pays tropicaux et les légumes de la zone tempérée ; le riz dans les plaines irriguées et dans la région marécageuse ; le blé sur les hauts plateaux, et presque partout la canne à sucre, le café, le coton et l'indigo. Ces cultures ne sont pas encore développées, mais les essais qui ont été tentés jusqu'ici ont fait plus que de donner des espérances, ils ont déjà donné des résultats. Sur la côte occidentale, la culture du riz a pris une importance tellement considérable qu'il y a quelques années des négociants de Marseille ont fait construire à Manhoru une grande usine à décortiquer et à nettoyer le riz ; ces négociants ont dépensé 300.000 francs pour l'installation de leurs machines ; c'est la meilleure preuve que l'on puisse donner des résultats que l'on peut attendre de la culture du riz à Madagascar. Maurice et la Réunion sont déjà tributaires de la grande île pour ce produit d'alimentation, qui constitue la base de la nourriture des habitants de toute cette partie du monde. Une plantation de café, créée par la même maison, a donné dès les premières années de quinze à vingt mille kilogrammes d'un excellent café qui se vend en France sous la marque de café Bourbon. La canne à sucre vient à l'état de nature ; elle atteint une grosseur et une longueur doublée de celle de Bourbon ; on la cultive plus particulièrement sur la côte orientale ; toute cette région possède des plantations admirables. Dans sa déposition devant la commission d'enquête sur les événements de Madagascar, M. Thomas des Essarts, ancien négociant à Madagascar, cite les chiffres suivants : « Dès 1865, nous avons chargé sur nos navires jusqu'à un million deux cents milliers de

sucre à la fois, faits sur les propriétés de la côte est... Le docteur Rogers devait faire cette année deux millions de livres de sucre sur ses propriétés ; M. Bruche devait en faire un million de livres. Je ne connais pas les quantités que devaient faire les autres propriétaires. » Le cacao, l'indigo, sont dans les mêmes proportions ; quant au caoutchouc, une seule maison de Marseille en importe annuellement pour plus de un million de francs. Il est encore un autre produit qui entre pour un chiffre tinctorial, l'orseille, qui se rencontre en abondance sur l'île ; pour la récolter, on n'a pas encore pénétré dans l'intérieur des forêts. A ces produits, ajoutons les plantes oléagineuses de toutes sortes, les légumes, et les fruits d'Europe importés et acclimatés par M. Laborde. La vigne vient sans culture, et le raisin qu'elle produit serait excellent si l'on ne le cueillait avant sa maturité. La pomme de terre, très recherchée des indigènes, est à Madagascar de qualité excellente. Les bois de charpente et de construction sont très nombreux ; on en compte jusqu'à huit espèces ; les bois d'ébénisterie de luxe sont aussi beaux que ceux de notre colonie de la Guyane.

La région minière de Madagascar n'a été explorée sérieusement que de nos jours. M. Grandidier, qui a publié de si remarquables travaux sur Madagascar, a constaté l'existence de belles mines de cuivre et de plomb dans les massifs métamorphiques situés à vingt lieues au sud-ouest de Tananarive. Il y a, en outre, à Imerina des mines de manganèse et de plombagine que les indigènes emploient pour le vernissage de leurs poteries. Le minéral de fer oligiste ou d'hématite se rencontre à chaque

pas dans la partie montagneuse. Le marbre blanc est commun au centre de l'île. En 1859, M. Fleuriot de Langle a constaté sur la côte occidentale la présence de beau marbre jaune veiné de blanc. Longtemps, et dans un intérêt facile à comprendre, les méthodistes anglais ont nié l'existence du charbon à Madagascar ; aujourd'hui sa présence en masses considérables est prouvée, non seulement par les récits de nombreux voyageurs, mais encore par le rapport de M. Guillemin, ingénieur, qui, en 1863, a fait une exploration de la côte du nord-ouest dans les baies de Passandava et de Bavatoubé. « La surface réellement utile, quoique fortement réduite, dit l'ingénieur, peut encore être évaluée à trois mille kilomètres carrés, surface supérieure à celle de tous les bassins houillers de France, qui n'est, en effet, que de deux mille huit cents kilomètres carrés. Cinq affleurements de houille ont été trouvés sur les bords de la baie de Bavatoubé. La qualité de ces houilles offre à peu près toutes les variétés : houille sèche, houille grasse et houille à gaz. Analysés à l'école des mines à Paris, les échantillons ont donné des résultats satisfaisants (1). » Il est inutile d'insister sur l'importance qu'offre pour la France la possession de ce vaste gisement houiller, entre Toulon et la mer des Indes. L'annonce de la présence de l'or à Madagascar a rencontré bien des incrédules ; dans tous les pays de l'Afrique, on parle de mines d'or, et cependant on n'y croit pas ; mais l'existence du précieux métal à Madagascar est maintenant un fait avéré. M. Grandi-

(1) Documents sur la Compagnie de Madagascar, p. 556.

dier assure qu'on a trouvé récemment de l'or dans un petit affluent de l'Ikioupa, du côté de Mahavétanana. Une maison à Marseille a reçu, dans les six derniers mois de l'année 1883, pour trente-six mille francs de poudre d'or, et un ancien agent de cette même maison, rentré en France pour rendre ses comptes, est reparti tout dernièrement pour Madagascar, dans le but d'exploiter une mine d'or, de compte à demi avec les fils de Rainiliarivony, le premier ministre de la reine des Hovas. Dans tout le plateau central, dans le Betsileo, l'Ankoya et l'Antsianaka, on trouve le minerai de fer ; les monts Ambohimiangara, à l'ouest de Tananarive, en renferment de telles masses que les indigènes les ont surnommés les montagnes de fer. « Les pierres précieuses trouvées jusqu'à présent à Madagascar ne sont ni belles ni variées ; ce sont des améthystes, des aigues-marines, des opales. Mais le cristal de roche (vatomahita) y est en morceaux d'une abondance et d'une beauté extraordinaire. Fressange va jusqu'à donner au plus gros bloc vingt pieds de circonférence, exagération qui peut-être ne doit donner qu'une idée de leur dimension exagérée... On en a surtout de belles carrières à Vohémar, qui en fait l'exportation. Malgré la loi, les Hovas les exploitent et les achètent aux indigènes, à raison de quinze à vingt piastres (75 à 100 francs) les 100 livres (1). »

Tel est, très abrégé, l'exposé des richesses de Madagascar. Un sol fertile sur lequel poussent, sans culture, les

(1) Henri d'Escamps, *Histoire et géographie de Madagascar*, p. 402.

plantes des pays tropicaux, les fruits de l'Europe, les épices et les racines nutritives. D'immenses pâturages nourrissent d'innombrables troupeaux de bœufs. Les vastes et profondes forêts de l'intérieur fournissent les essences les plus variées : bois de construction, bois d'ébénisterie, arbres à résine. Enfin, si on fouille le sol, on y trouve les métaux les plus recherchés et surtout la houille, l'aliment de notre industrie et de notre navigation. Les côtes échancrées offrent à nos vaisseaux, à notre marine de commerce, avec des ports commodes, toutes les ressources imaginables : les riches cargaisons, les vivres abondants.

Les adversaires de la colonisation de Madagascar par la France soulèvent de nombreuses objections tirées de l'insalubrité du climat, du recrutement des colons, de l'engagement des travailleurs.

A Madagascar, l'année se divise en deux saisons : la saison sèche ou bonne saison, et la saison pluvieuse ou hivernage. La première commence fin mai et dure jusqu'en octobre ; la chaleur est alors tempérée ; de très fortes brises soufflant pendant le jour rafraîchissent et purifient l'air. L'hivernage commence fin octobre et dure jusqu'à la fin d'avril. C'est vers janvier et février que la chaleur atteint son maximum et que le climat est le plus malsain dans les endroits marécageux. On a singulièrement exagéré l'insalubrité de Madagascar ; on a publié à plaisir que l'Européen ne vivait pas sous son climat meurtrier ; ces bruits ont été répandus avec intention par les méthodistes anglais, dans le but d'éloigner les Français de l'île ; ceux-là même qui dénoncent le climat comme terrible

et mortel, résident depuis des années à Madagascar, et y jouissent d'une excellente santé, ainsi que nos compatriotes établis à Antananarive et sur divers points de la côte nord-ouest. La vérité est qu'à Madagascar, comme en France, comme dans la plupart des pays, il y a des régions malsaines, des régions marécageuses d'où s'élèvent des miasmes pestilentiels occasionnant des fièvres qui ont, avec celles de Rochefort, une grande analogie. C'est sur la côte orientale que se manifestent ces fièvres, car le long du littoral s'étendent des lagunes par centaines dont les bords sont marécageux ; mais dès qu'on a pénétré à quelques lieues dans les terres, dès que l'on est sur les plateaux élevés de l'intérieur, on respire une atmosphère absolument saine. Tous les officiers de marine qui ont séjourné à Madagascar, nos consuls, les négociants et leurs agents établis depuis de longues années dans l'île, sont d'accord sur ce point ; ils signalent comme particulièrement sains la région du nord-ouest et les environs de Fort-Dauphin. Du reste, l'insalubrité tend à diminuer partout, et quelques travaux d'irrigation intelligemment faits auraient bientôt raison, des fièvres paludéennes.

Le courant d'émigration sur Madagascar se fera de lui-même dès que les Européens seront assurés de la protection de la France. De nombreuses maisons de commerce françaises et américaines ont créé des comptoirs dans cette île, dont ils connaissent les richesses ; ils en augmenteront le nombre et seront bientôt suivis par d'autres maisons. Les Français, quoi qu'on en dise, et surtout quoi qu'en disent les méthodistes anglais, sont

nombreux à Madagascar, et ils seront rejoints par nos compatriotes de la Réunion et de Maurice, qui se sentent à l'étroit dans ces deux colonies et qui viendront entreprendre à Madagascar les grandes cultures qu'ils ne peuvent plus faire dans les îles devenues trop petites pour leurs habitants ; ils viendront fonder de grandes sucreries, de grands établissements agricoles, et dans quelques années Madagascar sera une des plus belles et des plus riches colonies de la France. Déjà, l'on nous citait ce fait il y a quelques jours, un grand nombre de Bretons (1.500, croyons-nous) se sont adressés à la Société de colonisation à Brest pour demander d'être conduits à Madagascar ; tous ces hommes courageux et travailleurs possèdent un petit pécule ; ils veulent aller à Fort-Dauphin reprendre les travaux commencés par leurs ancêtres et refaire de ce petit coin de terre si fertile et si beau, une terre française. Une fois l'exemple donné, de grandes compagnies agricoles se fonderont et, nous le répétons, dans quelques années, Madagascar sera bien la *France Orientale*, agricole, commerciale et industrielle.

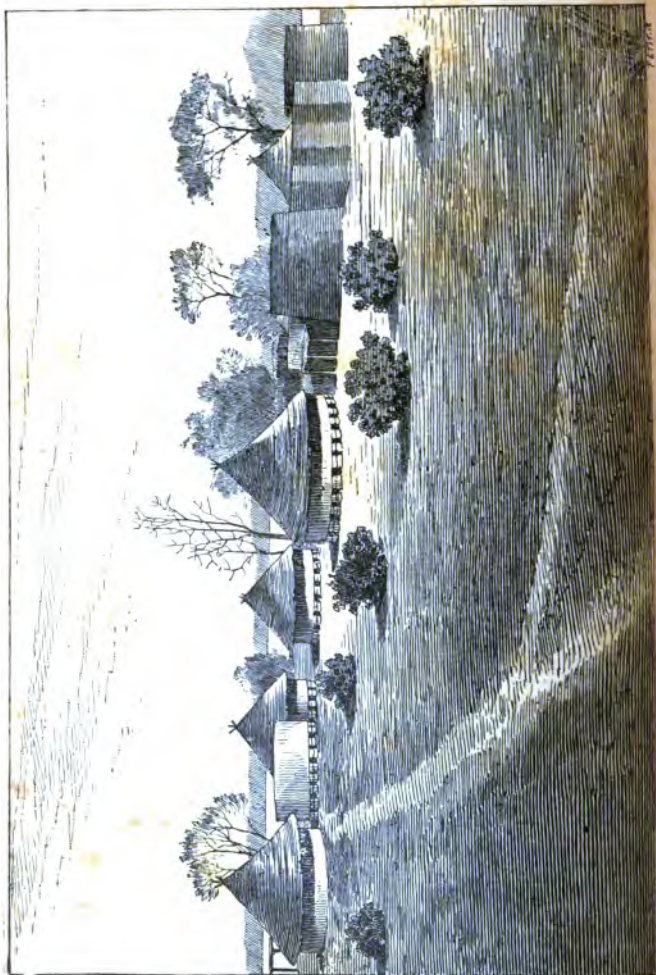
L'objection tirée du manque de bras sous cette latitude où l'Européen ne peut supporter les durs travaux de la terre (toujours d'après les méthodistes) n'est pas sérieuse. Les populations malgaches, à de rares exceptions près, fournissent des travailleurs honnêtes et laborieux ; si jusqu'à présent les Betsimisarakas, les Sakalaves ne se sont pas livrés à l'agriculture, ne demandant à la terre que le strict nécessaire pour leur nourriture, c'est qu'ils ont toujours été opprimés par les Hovas ; ils éprouvent pour ce peuple et pour les navires

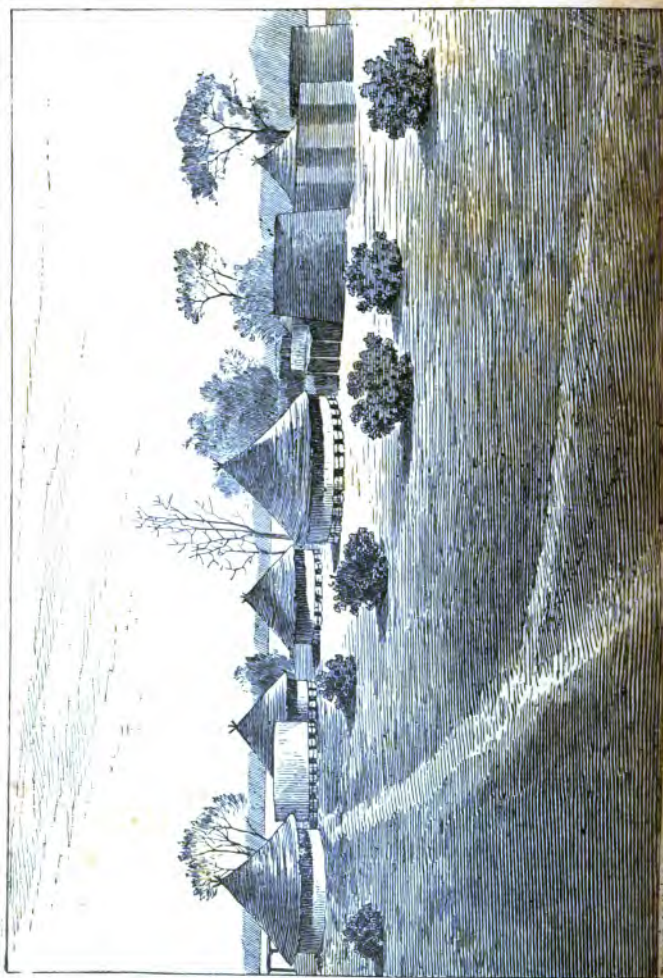
anglais qu'il a partout escortés, une telle crainte, qu'ils n'osent même pas se défendre ; mais, qu'on les protège contre les Hovas, qu'ils se sentent soutenus, et non seulement on en fera d'excellents auxiliaires de notre colonisation, mais encore on les verra entreprendre pour leur propre compte la culture de leurs terres. « Nos agents n'ont eu qu'à se féliciter des travailleurs sakalaves, dit un négociant ; si ces gens-là, dans leur pays, sont craintifs et mous, c'est la peur qui les retient. Mais quand on les retire de ce milieu, quand on les amène à Nossi-Bé, par exemple, on obtient d'eux une somme de travail suffisant. » C'est à cette même population sakalave que les navires de commerce empruntent leurs équipages, ils font d'excellents marins. Quant à la population hova, elle nous aidera le jour où elle trouvera un intérêt à nous servir, et elle le trouvera quand nous aurons établi dans l'île une administration bien ordonnée, quand nous lui aurons inspiré une confiance suffisante et une crainte salutaire. Ce jour-là, nous aurons dans les Hovas, gens intelligents et industrieux, de puissants auxiliaires pour l'agriculture et le commerce, et ce jour-là aussi nous serons véritablement les maîtres de l'île.

Qu'on nous permette, en terminant cette étude rapide, de faire appel au patriotisme de nos hommes d'État qui se déclarent les adversaires de la colonisation de Madagascar ; qu'ils n'oublient pas que chacune des paroles qu'ils prononcent à la tribune a son écho dans le cœur de toutes les populations malgaches, qui nous aiment et qui attendent notre arrivée avec impatience ; qu'ils

n'oublient pas que dans les pays d'outre-mer il se trouve des agents empressés, des interprètes zélés, qui colportent leurs discours, les traduisent aux indigènes, les commentent et jettent le doute et la désespérance dans le cœur de ces populations qui ont mis leur espoir et leur confiance dans la protection de la France. Et surtout, qu'ils n'oublient pas que le lendemain du jour où le dernier soldat français aurait quitté la terre de Madagascar, l'Angleterre y entrerait triomphante, donnant ainsi le dernier coup à l'influence française dans l'Extrême-Orient.

LE SÉNÉGAL





Village de Bafoulabé.

Dessiné par V. A. L. V. A. L.

NOS GRANDES COLONIES.

M A U R E

marout

B

E

B

R

A

R

K

V

Helip

R L A

L. Gayan

re Pal

Point

Dagana

Point Toll

Lao Guier

D I M A R

T O R O

Ace

Selle

Orfandre

achon

O

S

O

D J O L O F

gne

Quarkohk

N

E

C

Damenke



LE SÉNÉGAL

CHAPITRE PREMIER.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE.

ation, délimitation. — Le littoral: caps, baies, îles, etc. — Les montagnes: les monts Kong, le Fouta-Djallon. — Région du Fouta-Djallon. — Cataractes de Gouina et de Félou. — Cours d'eau: le Sénégal et ses affluents; cours du fleuve et accidents divers; le paysage; un joli tableau. — Marche d'un convoi. — Ports et marigots.

Les possessions françaises en *Sénégambe*, — nom donné de celui des deux grands fleuves de cette côte, le Sénégal et la Gambie, — comprennent à la fois la colonie du Sénégal proprement dite et ce qu'on appelle ses dépendances; ces dernières sont les postes et les comptoirs établis par nous sur les nombreux cours d'eau qui se jettent dans l'océan Atlantique, au sud du Sénégal, fleuve principal.

Il serait malaisé de fixer exactement les limites de cette vaste colonie, formée surtout de postes à périmètre indé-

terminé, qui s'échelonnent le long de l'Atlantique ou sur le bord des fleuves. Au nord, c'est jusqu'au 22° degré de latitude, au delà du banc d'Arguin, célèbre par le naufrage de la *Méduse*, et au delà du cap Blanc, que nous revendiquons la côte comme française ; au sud, notre poste le plus éloigné est celui de Benty sur la Mellacorée (9° latitude nord, 15° longitude ouest). Mais la colonie du Sénégal proprement dite s'arrête à la pointe de Sangomar, à l'embouchure du Saloum (13° 49' latitude nord, 19° 47' longitude ouest).

Littoral. — Depuis le 22° degré jusqu'à l'embouchure du Sénégal, la côte basse, sablonneuse, n'offre au regard que de continuelles dunes blanches, à peu près sans verdure, et un peu plus loin, vers l'intérieur des terres, des collines couvertes de broussailles. Son aspect est rendu plus inhospitalier encore par une ceinture presque ininterrompue de brisants, qui forment une barre des plus redoutables tout près de la ville de Saint-Louis, à l'endroit où le Sénégal se jette dans la mer.

Le cap Vert dépassé, — on l'appelle ainsi à cause des forêts qui le couvrent, — soudain se dressent deux monticules rocheux, de forme conique, élevés de 150 mètres, et qu'on nomme les Deux-Mamelles. Puis la presque île du cap Vert ou des Sérères s'avance dans l'Atlantique, avec les découpures de la pointe des Almadies, du cap Vert proprement dit et du cap Manuel, qui forment autant de petites baies. Un groupe d'îles et d'îlots semble faire cortège à cette langue de terre : l'île d'Yof au nord-ouest, les trois îlots déserts de la Madeleine, enfin l'île de Gorée, élevée de 2 à 4 mètres au-dessus

du niveau de la mer, large de 800 mètres seulement en son point le plus étroit, et baptisée par les indigènes, à cause de sa forme bizarre, du nom de *Berr*, qui signifie ventre. En face de cet îlot basaltique, la côte décrit presque une demi-circonférence, où s'abrite le port excellent de Dakar. Puis elle poursuit sa ligne basse et sablonneuse, dont la monotonie est à peine interrompue par un couronnement de broussailles, d'où émergent par intervalles des bouquets de palmiers. Plus loin, un plateau de roches protège une petite anse où se cache Rufisque, qui est aujourd'hui un des principaux centres commerciaux du Sénégal. A partir de ce port, les bords s'élèvent, se boisent et forment parfois des pointes rocailleuses, telles que le cap Rouge et le cap de Naze, au pied duquel on jette l'ancre par huit mètres de sable fin. Les falaises s'abaissent ensuite graduellement, et l'on aperçoit l'embouchure de la rivière de Somone. Bientôt la côte est coupée en de nombreux endroits par de petites rivières ou des marigots : rivière Baleine, marigot de Venel, rivière de Joal, jusqu'à la pointe de Palmarin, couverte de touffes d'arbres. On longe enfin la pointe sablonneuse de Sangomar, et l'on atteint l'embouchure de la rivière de Saloum, qui sépare le Sénégal français de la Gambie, colonie anglaise.

Montagnes. — Le mot *Kong* sert, d'une façon générale, à désigner toutes les montagnes qui vont du Niger au Sénégal. On peut citer parmi les cimes les plus importantes le pic de Tamgui, entre le Rio-Grande et les rivières qui forment le Sénégal, et le mont Kakoulima, un peu plus au sud ; la plus haute de toutes, le Soundoumali,

mesure 2,900 mètres, et son front est couvert de neige à la fin de la saison des pluies.

« Les monts proprement dits de Kong, dit M. Trouesart, dominant la côte de Guinée et ne dépassent guère 1,000 mètres. Ils se continuent au N.-E. par les monts Saraga, et à l'O. par des collines de moins de 500 m., entre lesquelles passe le Niger. On ne peut guère y rattacher la chaîne volcanique des Cameroun, non plus que les montagnes du Soudan méridional. La zone côtière qui se déroule au pied des montagnes du Fouta-Dhialon et de Kong, est assez large au N., où la plaine du Sénégal se confond presque avec celles du Sahara occidental et du Niger ; elle est bien plus étroite au S. de la Gambie et sur toute la côte de Guinée, d'où l'on monte jusqu'aux montagnes par des gradins successifs. »

La chaîne principale de notre colonie est le Fouta-Djallon (1), prolongement du grand plateau de l'Afrique centrale, et qui couvre toute la partie orientale de nos possessions. La plupart de ces montagnes sont très mal connues. Elles semblent d'altitude assez inégale, et leur moyenne ne paraît pas dépasser un millier de mètres. Les pics les plus hauts, en forme de pains de sucre, sont ceux de Kahi et de Sèniaki, dans le Timbi, et le pic de Tanqué. Quant à la chaîne proprement dite, peu élevée, mais très étendue, elle envoie de tous côtés des con-

(1) Nous conservons, quant à nous, cette orthographe, comme étant la plus ancienne ; nous ferons remarquer toutefois que, d'après le Dr Bayol, qui s'en est expliqué dans une conférence à la Société de Géographie de Bordeaux, il ne faut pas dire Fouta-Djallon ou Dhiallon, mais bien Fouta-Diâlô.

treforts plus ou moins parallèles à la côte : l'un, du sud-ouest au nord-ouest, sépare le bassin du Sénégal de celui du Niger, et se prolonge jusqu'à Ségou, le long de ce dernier fleuve ; un autre sépare le bassin du Sénégal de celui de la Gambie, et rejoint la chaîne des monts Kong.

Nous ne saurions passer sans nous y arrêter sur la région du Fouta-Djallon, car elle est une des plus belles de cette contrée, et elle jouera certainement un grand rôle dans l'avenir de notre colonie. Nous ouvrons ici une parenthèse que nous lui consacrerons entièrement, sauf à reprendre ensuite l'exposé méthodique de la géographie physique du Sénégal.

Si les montagnes du pays n'ont encore été que très imparfaitement étudiées, le Fouta-Djallon n'est plus cependant un pays inconnu. Sans parler des étrangers, plusieurs voyageurs français l'ont visité : Mollien, le fils du ministre du premier Empire ; Caillié dans son voyage à Tombouctou ; Hecquard ; Lambert, le héros des *Dernières Cartouches* ; enfin, M. Olivier de Sanderval, riche ingénieur marseillais, qui, par une initiative beaucoup trop rare dans notre pays, a fait usage de sa fortune pour organiser une expédition qu'il a conduite lui-même à Timbo en 1881.

Quand on longe l'Afrique occidentale et qu'on a passé le Sénégal, onze degrés avant d'arriver à l'Equateur, on trouve une côte basse qu'échancrent en grand nombre des bras de mer et des embouchures de rivières. Si l'on pénètre dans l'intérieur, la plaine se continue en montant insensiblement jusqu'à deux cents kilomètres environ ;

puis le sol s'élève rapidement, et l'on arrive sur un plateau dont la hauteur varie de 700 à 1,100 mètres. A la brousse maigre et triste de la plaine succède une des plus jolies régions du monde. « C'est un paradis terrestre, dit M. Olivier, d'accord en cela avec tous les autres voyageurs ; c'est un paradis terrestre, avec de belles eaux claires et courantes, des sources ferrugineuses, des fruits de toutes sortes, des fleurs au doux parfum et des pâturages illimités. » A chaque page de sa relation, on trouve des croquis de charmants paysages qui se succèdent avec une inépuisable variété sur ce sol accidenté : ce sont des cascades, de belles gorges, des vallées qu'embaument les roses, les belles-de-nuit et les gardénias, des bois verdoyants où roucoulent tout le jour des colombes azur et violet et mille oiseaux de toutes couleurs, des villages qu'ombragent les palmiers, les orangers et les bananiers, des jardins aux haies fleuries ; et la grâce d'une nature aussi richement douée est relevée par la sévérité des montagnes qui bleussent à l'horizon. Ce pays est le Fouta-Djallon.

Nous n'aurions garde d'oublier le D^r Bayol, qui, après avoir visité le Fouta-Djallon, en ramena avec lui en 1882, nos lecteurs se le rappellent sans doute, une ambassade envoyée par l'Almany du pays au Président de la République française.

Au cours de son exploration, le D^r Bayol envoyait à différents journaux de fort intéressantes correspondances ; nous en reproduisons une, adressée à la *Revue scientifique*, qui achèvera de donner à nos lecteurs une idée du Fouta-Djallon :

« Le Fouta-Djallon forme un vaste pays, couvert de hautes montagnes et parfaitement salubre sur ses plateaux et ses vallées. Le sol s'élève sensiblement depuis Boké jusqu'au Bambaya et de Bambaya à la province de Timbi. Nous avons traversé des cols placés à 1,300 mètres au-dessus du niveau de la mer.

« Très peu peuplé dans l'Irnaugué (Ouest), le Fouta voit sa population s'accroître dès la vallée du Kakrima, pour augmenter encore en se rapprochant de Timbo. J'estime à 250,000 habitants la population entière du pays. C'est peu, je le sais ; mais ce chiffre est bien supérieur à celui des grands pays que j'ai visités en allant au Niger.

« De plus, au Fouta, le sol agricole est très important. Les ressources comme objets d'exportation sont considérables. Le riz, les arachides, les graines oléagineuses, les huiles de palme, les graines d'épargne (*euphorbia lathyris*), le ricin, etc., viennent en abondance.

« Les cuirs, la cire, le caoutchouc, forment déjà un commerce important avec nos factoreries des rivières du Sud (Casamance, Rio-Nunez, Rio-Pougo, Mella-Corée) ; les métaux sont nombreux dans les montagnes.

« On y rencontre toutes les qualités de fer. Je crois l'or très commun. J'expédie à Paris un échantillon sur lequel j'avoue avoir eu des doutes, mais que les forgerons les plus habiles du Fouta déclarent être du minerai d'or très pur. C'est l'éclat blanchâtre de l'or vu à la lumière du jour, qui produisait mon hésitation. Si ce minerai est aussi riche que le disent les forgerons habiles de l'Al-

many, j'aurai découvert une mine d'or d'une très grande importance.

« Les mêmes forgerons m'ont assuré qu'il y avait du charbon dans les montagnes, et ils doivent m'en apporter.

« Une vallée, celle du Fattala, affluent du Rio-Pungo, est remplie par des caféiers qui donnent un café exquis, connu dans le commerce sous le nom de Rio-Nunez.

« La flore est très riche ; les bois de construction, de menuiserie, d'ébénisterie abondent. Je n'ai pas pu faire un herbier avec les pluies torrentielles que nous avons ; mais je rapporte des notes nombreuses.

« J'expédie en France un fragment d'une branche du *bolo kountou*, arbre de deuxième grandeur, dont l'écorce contient un poison très violent, qui sert à empoisonner les flèches des Peuls.

« Le fruit d'un autre arbre appelé *ségon* contient un principe qui guérit radicalement le ténia.

« J'ai envoyé également les graines d'un grand arbre de la famille des légumineuses, le *téli* (*erytrophlœum guineense*). C'est un arbre magnifique, dont le tronc mesure quelquefois trente à trente-cinq mètres de hauteur.

« La faune est moins intéressante : les animaux sauvages font défaut. Un loup, d'une taille considérable, fait seul, avec les panthères, des ravages dans les troupeaux.

« Les oiseaux sont ravissants, et les papillons très nombreux dans cette contrée superbe.

« La vigne du Soudan est commune ; je crois qu'elle ne rendra aucun service à l'Europe ; mais j'estime que

les cépages américains ou ceux de Ténériffe et de Madère viendraient à merveille sur les coteaux de l'Irnaugué.

« On pourrait facilement y élever la cochenille, qui forme un objet d'échange très important pour l'île de Ténériffe.

« Le tabac indigène s'appelle *tankoro*, et pousse en abondance; le coton est très beau, mais n'est pas cultivé en quantité suffisante. Le manioc, les patates douces, les oranges, les citrons, les papayes, les fruits du corossol, les bananes, les dhiabères (haricots), et les nombreux fruits que l'on trouve dans les forêts, le koura, fruit astringent ressemblant à la nèfle, le fruit du caoutchouc (il y a deux sortes de caoutchouc), aussi très astringent, le *bolo*, dont le fruit ressemble à l'olive, le *kamboro* (sorte de figue : apparence extérieure d'une cerise, intérieur d'une figue); le tabac, ou *goumbaube*, dont la gousse contient une drupe exquise, etc., servent à la nourriture des habitants. »

La capitale du Fouta-Djallon est *Timbo*, « ville aristocratique par excellence », mais ne comptant pas plus d'un millier d'habitants. Ceux-ci, quand le docteur Bayol passa par Timbo, étaient tous en villégiature dans leurs maisons de campagne ou *foulahsoo*, et ne s'occupaient que du soin de la prochaine récolte.

Le Fouta-Djallon a deux chefs ou almanys. La région, c'est là le point essentiel, est parfaitement habitable pour les Européens, auxquels il est loisible d'y fonder des factoreries.

Fermons ici notre longue parenthèse et revenons à la géographie physique.

Dans le nord, un contrefort du Fouta-Djallon est franchi à deux reprises par le fleuve Sénégal, qui forme ainsi les cataractes de Gouina et de Félou.

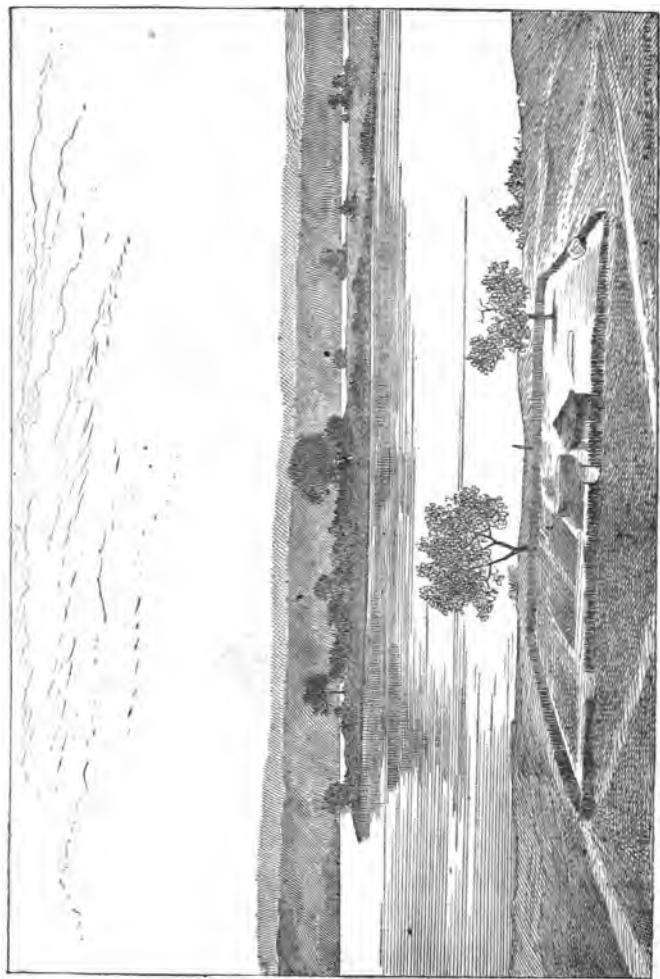
Les premières sont vraiment majestueuses, car elles tombent d'une hauteur considérable et ne mesurent pas moins de 400 mètres de largeur.

Les cataractes de Félou, à une faible distance en amont de Médine, ont moins d'ampleur, mais plus de pittoresque. « Au milieu, dit M. A. Barthélemy, surgissent deux roches bizarrement découpées, auxquelles la superstition des indigènes attribue des formes tout à fait chimériques. Leseaux tombent en bouillonnant d'une hauteur de quinze à vingt mètres. Aux abords des cataractes se trouvent des trous auxquels on a donné le nom de baignoires, et d'autres en forme d'entonnoir où l'eau s'engouffre en tourbillonnant. Les environs des chutes sont complètement arides. »

Cours d'eau. — Du massif central descendent le Niger à l'est, le Sénégal au nord, la Gambie à l'ouest et le Mesurao au sud. Seul, le second de ces cours d'eau arrose des possessions françaises ; nous ne parlerons donc point des autres, sauf le Niger, si important, auquel nous consacrerons quelques lignes.

Le Sénégal. — C'est le grand fleuve de notre colonie, que, jusqu'à Mungo Park, le célèbre explorateur de l'Afrique, on considéra comme un bras du Niger. Il est formé de la réunion de deux rivières, le Bakhoy et le Bafing.

Le Bafing naît dans le Fouta-Djallon, au sud du massif de Timbo, dans le même groupe de montagnes



Confluent du Bakhoï et du Bafing.

qu'un affluent du Niger, le Tankisso ; il coule au nord, puis au nord-ouest, jusqu'à Bafoulabé, où sa largeur est d'environ 450 mètres.

Quant au Bakhoy, large au confluent de 250 mètres, il descend du Djallon-Katou, ce groupe de montagnes qui sépare les bassins du Sénégal et du Niger, et reçoit, entre Bafoulabé et le gué du Toukoto, le Baoulé, dont les nombreux affluents (le principal est le Badingo) arrosent le Bélédougou, le Birgo et le Fouladougou.

A Bafoulabé commence le Sénégal, dont le cours jusqu'à Saint-Louis est d'environ 1,600 kilomètres. Il prend brusquement la direction ouest-nord-ouest, et forme presque aussitôt les cataractes dont nous avons parlé. Sur les plateaux rocheux du Félou, le règne végétal n'a guère d'autres représentants que d'énormes baobabs, aux branches desquels apparaissent des fruits aux pédoncules si longs que de loin l'on pourrait prendre ces arbres pour des bois de justice auxquels un exécuter mystérieux aurait pendu par la queue tout un peuple de rats. Ce sont les *pains de singe*, dont l'amidon sucré sert aux noirs à faire une sorte de pâtisserie. A quelques kilomètres de là, le fleuve arrose Médine, point extrême où s'arrête la navigation, même pendant l'hivernage, et, un peu en amont, il reçoit un de ses deux grands affluents, la rivière de Kouniakary.

C'est à Médine que la crue atteint la plus grande hauteur : elle dépasse parfois 20 mètres.

Autour de la ville s'étendent de vastes cultures de mil, de maïs, d'arachides, des champs de cotonniers et de dattiers.

Le Sénégal continue ensuite sa descente sans accident d'aucune sorte, sans chute, sans cascades, avec une lenteur un peu monotone, mais à coup sûr majestueuse. La pente moyenne du fleuve n'est plus que de 0,07 c. par kilomètre. Il passe devant Kayes, tête de ligne du chemin de fer aujourd'hui délaissé du Sénégal au Niger, et s'avance vers Bakel. La rive gauche est uniformément plate et plantée de mil et d'arachides, tandis qu'à droite l'on aperçoit quelques collines parallèles au fleuve. Les paysages, on le voit, sont peu variés. « La végétation, dit M. A. Rambaud, rabougrie quand l'eau manque, redevient luxuriante sur les bords des cours d'eau, ou quand un fond argileux maintient une couche d'eau à peu de profondeur au-dessous du sol. C'est la même succession de plaines stériles et de plaines cultivées ; toujours des grès et des granits ou des oxydes de fer. Souvent on peut nettement suivre les cônes de déjections des montagnes voisines. D'immenses étendues sont couvertes de blocs plus ou moins importants : quelques-uns rappellent les plaines de la Crau ; de vastes clairières se couvrent de constructions en terre, élevées par les termites et tellement rapprochées les unes des autres qu'on croirait voir des champs d'immenses champignons. »

A 14 kilomètres, en amont de Bakel, débouche, sur la rive gauche, le plus grand affluent du Sénégal, la Falémé. Depuis ce point, le pays est plus accidenté, la végétation plus puissante, plus nombreux sont les hauts baobabs qui dressent à l'horizon leurs masses énormes. A Bakel, à 760 kilomètres de Saint-Louis, le fleuve est large de 600 mètres. A mesure qu'on s'éloigne de

Bakel, les collines s'abaissent, semblent fuir vers l'horizon, laissant pendant l'hivernage d'énormes espaces libres aux inondations du Sénégal. On passe devant les postes de Matam et de Saldé, en suivant les innombrables méandres du fleuve, qui coule à pleins bords durant la saison des pluies, et dont le lit, pendant la saison sèche, est encombré de roches pointues qui entravent la navigation; ses bords sont plats et très boisés. A Podor s'arrêtent, pendant la saison sèche, les bateaux à vapeur et les grands bateaux de commerce; ici la crue du fleuve varie entre 7 et 9 mètres; sa largeur est de 200 mètres. Le Sénégal s'infléchit de plus en plus vers l'ouest, coule entre des rives assez élevées et couvertes de bois épais, et reçoit le grand marigot de Doué, qui forme l'île à *Morphil* (c'est-à-dire ivoire), se prolonge pendant 160 kilomètres et n'est en somme qu'un bras du fleuve. Celui-ci arrose Dagana, baigne l'île de Todd et atteint Richard-Toll, près d'une petite mer intérieure, le lac de Guier. Puis, devenu très large, il déverse le trop-plein de ses eaux, durant la saison des pluies, dans le lac de Cayar, avec lequel il communique par les marigots de Guédayo, de Sokam et de Garak.

La partie moyenne du fleuve est la plus pittoresque et la plus animée; le lecteur en jugera par le joli tableau qui suit, emprunté à l'auteur déjà cité plus haut :

« Sur les rives, les grands arbres se montrent de loin en loin, quelquefois de véritables forêts; mais le plus souvent, les arbres sont tortueux et de chétive apparence, soumis qu'ils sont tous les ans aux terribles incendies qu'allument les indigènes, tant pour défricher que por

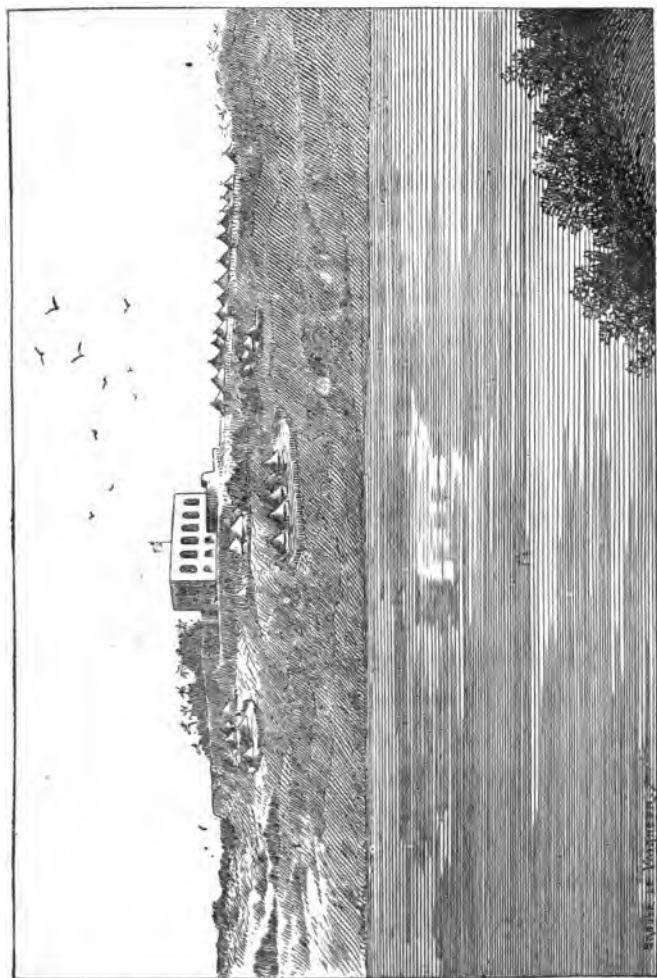
débarrasser les abords de leurs villages des hautes herbes, où l'ennemi ou le voleur pourrait se cacher.

« De temps en temps, des biches ou des sangliers viennent boire ; une troupe de singes saute dans les arbres ; un lion se laisse voir ; un oiseau aquatique, l'*anhinga*, traverse le fleuve, ne laissant hors de l'eau que son long cou, si bien qu'on le prendrait pour un serpent ; une *gueule tapée* (espèce de gros lézard, le *varan* du Nil), effrayée, se précipite dans le fleuve et disparaît ; ou bien ce sont d'immenses troupeaux qui se pressent à l'abreuvoir.

« Un peu plus loin, des *dīulas*, qui viennent de vendre leurs gommes à l'un de nos comptoirs, retraversent un gué du fleuve, chargent de nos cotonnades leurs chameaux et leurs bœufs, et remplissent d'eau leurs outres en peau de chèvre avant de retourner dans leur désert. »

Les villages deviennent de plus en plus nombreux le long du Sénégal. Celui-ci semble aller droit à la mer, quand brusquement il tourne au sud, au milieu de plaines qui s'étendent à perte de vue, sauvages sur la rive droite, couvertes à gauche d'une herbe courte et rude, excellente pour le bétail.

A soixante kilomètres de Saint-Louis, le fleuve se partage en deux branches qui se rejoignent près de l'embouchure ; c'est là, sur une île de sable, que se trouve le chef-lieu de la colonie, à l'extrémité de ce qu'on nomme la Pointe de Barbarie, langue de sable qui, à partir du marigot des Maringouins, sépare de l'Océan le cours du Sénégal. Les deux rives sont ici également stériles et sablonneuses : un sondage près de Saint-Louis a démon-



Type d'un poste d'après le poste de Bakel.

tré la presence du sable jusqu'à soixante mètres de profondeur.

Le Sénégal, en toute saison, est navigable jusqu'à Richard-Toll, à 120 kilomètres de son embouchure, pour les bâtiments calant 12 pieds d'eau, et jusqu'à Mafou, à 290 kilomètres de Saint-Louis, pour les bâtiments calant 8 pieds d'eau. Au delà de Mafou, de nombreux bancs obstruent le fleuve, qui, pendant la saison sèche, n'est plus, à vrai dire, qu'une succession de bassins communiquant les uns avec les autres.

Dans de telles conditions, que de terribles difficultés doivent surmonter nos braves troupes, lorsqu'elles ont à remonter le Sénégal pour quelque expédition lointaine ou quand elles regagnent Saint-Louis, épuisées de fatigue ! On peut en juger par le tableau suivant tiré des *Annales Sénégalaises* ; les conditions ont un peu changé aujourd'hui, mais le passage n'en n'est pas moins intéressant :

« Le fleuve, à cette époque de l'année, se compose d'une succession de bassins sans courant sensible, profonds de 2 à 5 mètres, et séparés les uns des autres par des bancs de sable ou de roches qui se croisent d'une rive à l'autre. Ces bancs ne laissent à la navigation qu'un passage étroit et sinueux, où le courant reprend une vitesse qui varie de 2 à 6 kilomètres à l'heure, et atteint jusqu'à 7 ou 8 kilomètres, comme au barrage du Navadji, au-dessous du village de Bodé.... Soit en montant, soit en descendant, le courant nuit à la marche d'un convoi ; lorsqu'on le refoule, il lance avec force les chalands contre le banc où ils s'échouent, ou contre la berge escarpée, où ils s'écrasent les flancs ; il s'oppose en outre à leur marche.

En descendant, son inconvénient dangereux est de porter sur un chaland échoué en tête du convoi tous ceux qui le suivent dans l'étroit canal, et de former sur ce point une agglomération où l'ordre ne se remet qu'avec une peine extrême. Une attaque de l'ennemi dans un pareil moment jette parmi les travailleurs désarmés et surpris une confusion facile à comprendre. Il importe cependant moins de courir aux armes que de se tirer d'un passage dominé par des berges de 20 à 30 pieds d'élévation. Par temps calme, à l'aviron, le convoi, dans les meilleures conditions, peut avancer de 3 à 4 kilomètres à l'heure ; dès que le vent est contraire, l'aviron devient impuissant sur de lourdes et imparfaites machines chargées de monde et de colis ; il faut avoir recours à la cordelle. On ne peut se traîner à la cordelle que lorsque les berges sont dégagées d'arbustes, et que l'eau, à quelques mètres de la rive, est assez profonde pour que le chaland passe facilement sur les troncs d'arbre dont le lit du fleuve est parsemé ; autrement l'embarcation se défonce, et cet accident oblige à la décharger, à la tirer à terre, et à retarder pour la réparer la marche de tout le convoi. Dès qu'un obstacle se présente sur une rive, il faut traverser le fleuve, et reprendre la cordelle de l'autre côté. Dans certains endroits, la navigation n'a d'autres ressources que les perches de fond, à l'aide desquelles on se pousse péniblement pendant plusieurs heures jusqu'au point où il redevient possible de débarquer. Pendant tous ces mouvements, il faut aussi défendre les deux rives contre les embuscades d'ennemis isolés qui ne se découvrent que pour tirailler sans danger sur l'arrière-garde. »

Vers le 1^{er} mai, les pluies commencent à tomber dans le haut fleuve, et la crue se fait sentir en juin : alors les eaux du fleuve franchissent les rives, le pays semble un immense lac d'où émergent quelques mamelons isolés ou quelques lignes de collines peu élevées. A 490 milles de Saint-Louis, à Médine, nous avons vu que parfois la crue dépassait 20 mètres ; elle est de 15 mètres à Bakel ; elle varie entre 8 et 10 mètres à Saldé, entre 7 et 9 à Podor, entre 5 et 6 à Dagana ; enfin à Saint-Louis les eaux montent de 1 mètre à 1 mètre 30 ; si la crue atteint 1 mètre 50, la ville est inondée, mais le fait se produit rarement. Durant cette saison des pluies qu'on nomme l'hivernage, les navires calant 8 pieds au maximum, au lieu de s'arrêter à Mafou, montent jusqu'à Bakel ; quant aux bâtiments d'un moindre tirant d'eau, ils peuvent, durant quatre mois de l'année, d'août à novembre, remonter jusqu'à Médine, près des cataractes du Félou, à 955 kilomètres de Saint-Louis.

Le lecteur trouvera encore quelques détails sur la crue du fleuve au chapitre où il est traité du climat et de la météorologie.

Affluents du Sénégal. — Deux seulement ont quelque importance : la rivière de Kouniakary et la Falémé.

La première descend des hauts plateaux du Kaarta, sépare le Diafounou du Diomboko, et se jette dans le Sénégal, rive droite, à quelques kilomètres en aval de Médine, à la limite commune du Kaméra et du Khasso.

La Falémé est un affluent de gauche, à 40 kilomètres en amont de Bakel ; elle vient des monts du Fouta-Djallon, traverse les collines du Tambaoura, se

dirige vers le nord-ouest entre deux rives rougeâtres, chargées d'oxyde de fer ; bientôt son lit s'élargit, et, quand elle joint le Sénégal après un cours de 225 lieues, elle ne tient pas moins de 200 mètres ; pendant trois mois de l'année, d'août à octobre, les bâtiments dont la calaison n'est pas supérieure à 6 pieds peuvent remonter cette rivière pendant plus de 150 kilomètres.

En dehors de ces deux affluents, il y a lieu de mentionner seulement un grand nombre de *marigots* ou cours d'eau qui se jettent dans le fleuve. Les uns ne sont que des bras du Sénégal : tels le marigot de Doué ou d'Aéré, qui va de Saldé à Podor (près de 250 kilomètres), et celui de Kassak ou de Lampsar, près de Saint-Louis, qui se jette dans le marigot de Gorum ; ce dernier se détache du Sénégal qu'il rejoint 50 kilomètres plus loin. Citons encore, en remontant le fleuve, le marigot des Maringouins, où la navigation est impossible, et qui semble avoir été jadis l'embouchure du fleuve : aujourd'hui ce marigot se perd, près de la mer, dans la lagune de Téniahié ; le marigot de Morghen, ou de Koundy, qui court parallèlement au fleuve, dont il n'est qu'une branche, à travers le pays des Maures, et le marigot de Fanaye, qui, avec le Sénégal, forme l'île de Laménayo. D'autres marigots ne sont que des canaux d'écoulement pour les lacs qui longent le fleuve : tels les marigots de Garak, de Sokham et de Guédayo, pour le lac Cayar, en amont de Dagana, et le marigot de Taouey à Richard-Toll, pour le lac de Guier. Une foule de marigots enfin jouent simplement le rôle de réservoirs ou de dégorgeoirs pour le fleuve, se remplissant et se vidant chaque année comme

la plupart des marais ; les plus étendus conservent, longtemps encore après l'écoulement, dans les parties profondes de leur lit, des flaques d'eau que l'évaporation fait disparaître lentement. Durant l'hivernage, les traitants visitent en chalands les marigots de la rive gauche que ne rendent pas impraticables les hautes herbes touffues, et vont acheter aux indigènes le mil et les arachides.

Lacs. — Les lacs ne sont, eux aussi, que des dégorgeoirs du fleuve ; c'est grâce à eux que Saint-Louis échappe aux inondations. Les principaux sont : les lacs Daéré, Tanna, M'Baouar, Rentba, M'Bogosse, Youi, entre la barre de Saint-Louis et la pointe des Almadies ; le lac de Guier ou de Paniéfoul, entre Saint-Louis et Richard-Toll ; les lacs Cayar et Khemlech, au nord de Richard-Toll ; le lac de Téniahié, limite septentrionale de nos possessions sénégalaises.

CHAPITRE II.

NIGER. — EXPLORATIONS.

Courtes lignes sur un grand fleuve. — Un pays bien arrosé. — Martyrologe. — Mungo Park ; le deuxième voyage ; un pays inhospitalier ; disparu ! — René Caillé : dur apprentissage ; triste situation ; un voyage pénible ; Kabra et Tombouctou. — Le lieutenant Mage et le docteur Quintin ; une ville bruyante.

Bien que le Niger ne soit pas un fleuve sénégalais, nous ne pouvons terminer cette partie de la géographie physique sans consacrer au moins quelques lignes à cet immense cours d'eau, demeuré si longtemps mystérieux, presque totalement inconnu, et jusqu'auquel nous sommes enfin parvenus justement par nos postes de la Sénégambie. Nous en profitons pour résumer ici les plus importantes des explorations tentées jusqu'en 1880. Quant aux autres, le lecteur les trouvera dans le cours du récit, à leur ordre chronologique.

Le Niger ou Djoliba est le grand fleuve africain. Il naît dans le même groupe de montagnes que le Sénégal, au mont Daro, dont l'altitude est de 1,240 mètres. Il en descend parallèlement au Bafing, une des branches qui forment le Sénégal, s'infléchit vers l'est, alors que le Sénégal tourne subitement à l'ouest vers l'Atlantique, puis s'avance vers le nord jusqu'à Kabra ou Cabara, le port de Tombouctou, et de là se dirige à l'est, puis au

sud et au sud-ouest, pour se jeter enfin dans le golfe de Guinée. Depuis Bammako, où nous nous sommes installés en 1882, à 1,465 kilomètres de Saint-Louis, le Niger est navigable en amont jusqu'à Kankan, en aval jusqu'aux chutes de Boussa, soit environ 3,000 kilomètres. Ce sont à peu près les trois quarts de son cours total.

Le bassin du Niger est presque entièrement un pays de plaines fertiles, enfermé entre le plateau du Sahara central et la région des Kongs, entre le massif du Fouta-Djallon et les montagnes de l'Adamaoua. Dans la région du Haut-Niger, les terres sont arrosées non seulement par le grand fleuve lui-même, mais encore par ses nombreux affluents, tels que le *Mafou*, le *Yendan*, le *Milo*, le *Soussa*, le *Fandoubé*, tributaires de droite ; le *Faliko*, le *Tombali*, le *Sissi*, le *Koba*, le *Niando*, le *Diamba*, le *Kodossa*, le *Ban'Diégué*, le *Tankisso*, l'*Amarakobo*, etc., affluents de gauche ; et enfin par des cours d'eau indépendants, dont le plus important est le *Mahel-Balevel*.

Nous avons maintenant un pied sur cette terre féconde, grâce à notre poste de Bammako placé au seuil du Soudan ; nos explorateurs, poussant au delà, ont même remonté le Niger jusqu'aux chutes de Boussa. Le général Faidherbe avait pressenti et montré du doigt la route qui devait nous y conduire ; le colonel Borgnis-Desbordes a été assez heureux pour la trouver, ou plutôt pour la faire et la suivre. Mais avant les premières indications du célèbre gouverneur, entre celles-ci et les derniers efforts de nos troupes, que de tentatives glorieuses ou obscures, heureuses ou funestes, avaient été essayées pour se rap-

procher de la contrée mystérieuse, qui semblait vouloir demeurer à jamais fermée aux Européens !

Nous ne pouvons que mentionner ici les noms de John Ledyard, un des compagnons de Cook, qui avait pris la route de l'Égypte, et périt sans pouvoir dépasser le Caire ; de Lucas, parti de Tripoli, et arrêté par les Arabes ; du major Houghton, qui suivit la Gambie jusqu'à Médine (1790) et revint l'année suivante mourir à Djarra de faim et de soif.

Mungo Park, jeune médecin écossais, chargé d'une mission par le gouvernement anglais, entreprit à vingt-quatre ans son premier voyage (1795). De Pisania, ils'enfonça vers l'intérieur des terres, seul avec un domestique et un interprète. Il parvint sain et sauf, malgré bien des dangers bravés, jusqu'à Kemmou, capitale du royaume bambara des Kourbaris ; mais un peu plus loin il fut arrêté, dépouillé, maltraité par des Maures nomades, qui lui infligèrent mille tortures, auxquelles les femmes prenaient part avec une joie féroce. L'une d'elles cependant eut pitié du captif, et grâce à un cheval qu'elle lui avait fait donner, il put s'enfuir, payant ainsi d'une ingratitude forcée les bienfaits de la belle Mauresque. Il parvint mourant jusqu'aux bords du Niger, en face de Ségou, fut encore fait prisonnier, s'échappa de nouveau, manqua cent fois d'être tué, remonta jusqu'à Bamako, puis à Kamalia, sur les frontières du Bélédougou et du Manding.

Ce jeune homme, qui avait cru si souvent sa dernière heure arrivée, revit cependant l'Angleterre, et, après quelques années de repos, eut le courage d'entre-

prendre un nouveau voyage. Il repartit encore par Pissania (avril 1805), accompagné de quarante Européens. Hélas ! sept d'entre eux seulement parvinrent jusqu'à Bammako ; cette terre cruelle, pareille à un monstre que l'on attaque dans son antre, avait en quelques semaines refermé sur les trente-trois autres son sein inhospitalier ! Lorsque Mungo Park atteignit Ségou, il n'avait plus avec lui que son beau-frère Anderson. Celui-ci mourut à son tour. Resté seul, l'énergique explorateur voulut, malgré tout, poursuivre encore son voyage. Il fit construire par des nègres un canot qu'il baptisa « *Sa Majesté le Dioliba* », et avec cette frêle embarcation il se lança sur le Niger... On ne sait ce qu'il devint ensuite. On a seulement appris plus tard qu'il avait dépassé Tombouctou, le Aouélimiden, qu'il avait réussi à pénétrer dans le Yaouri et à descendre jusqu'à Boussa ; mais on ignore comment il mourut.

Mungo Park a laissé sur son premier voyage des notes pleines d'intérêt et fort instructives, dont, malgré leur date déjà lointaine, nous sommes à même de vérifier l'exactitude, à mesure que nous refaisons le chemin autrefois suivi par lui.

Après Mungo Park, de nombreux explorateurs tentèrent d'arriver au Niger et de pénétrer dans le Soudan par des routes diverses. Ce sont le major Hornemann, mort en 1798 ; Gray et Dochart (1816-1817) ; le major Denham, le capitaine Clapperton et le Dr Oudney, qui atteignirent le lac Tchad et constatèrent que le Niger ne s'y jetait point, comme on l'avait cru jusqu'alors ; les

deux derniers ne revinrent pas (1818-1820) ; c'est encore le Français René Caillé.

Celui-ci était pauvre, peu instruit, mais plein de courage et animé d'un extraordinaire désir de rendre un service éclatant à sa patrie. Résolu à suppléer par la ruse à tout ce qui lui manquait, il commença par se rendre au milieu des Maures Braknas, se donnant comme un chrétien désireux d'embrasser l'islamisme, et malgré les souffrances de toute sorte qu'on lui fit endurer, il demeura deux longues années parmi les fils du Prophète, apprenant leur langue, s'initiant à tous les détails de leur vie privée.

Après ce dur apprentissage il revint à Saint-Louis, y prit un petit emploi, fit un peu de commerce, et attendit patiemment qu'il eût amassé *deux mille* francs d'économies. A peine possesseur de cette faible somme, il acheta une pacotille et s'embarqua pour le Rio-Nunez. De Kakandi il partit en 1827 pour le Ouassoulou, habillé comme un indigène, se donnant pour un Arabe fait prisonnier en Egypte par les Français et essayant de regagner son pays. Il traversa le Fouta-Djallon, le Sankaran, puis la maladie l'arrêta six mois à Sambatikila : il avait à la fois la fièvre, le scorbut et des ulcérations aux jambes ! Guéri par une vieille femme, il arriva en 1828 à Djenné, d'où il partit pour Tombouctou par le fleuve, à bord d'une pirogue pontée. Ce voyage ne fut qu'un long martyre pour le courageux explorateur. Il avait pris la qualité de Maure, et comme les gens de cette race passent pour très riches, les bateliers tenaient absolument à le cacher aux yeux des Touaregs qui infestaient les deux

rives, exigeant des contributions en nature pour laisser passer le bateau ; on enfermait donc Caillé pendant tout le jour au fond de la cale puante et privée d'air ; la nuit seulement il pouvait venir respirer sur le pont. Cette pénible traversée dura environ vingt jours, et l'on arriva enfin à Kabra, puis à Tombouctou au coucher du soleil.

« Je voyais donc, dit Caillé, cette capitale du Soudan, qui depuis si longtemps était le but de tous mes désirs. En entrant dans cette cité mystérieuse, je fus saisi d'un sentiment inexprimable de satisfaction...

« Je trouvais cependant que le spectacle que j'avais sous les yeux ne répondait pas à mon attente ; je m'étais fait de la grandeur et de la richesse de cette ville une toute autre idée. Elle n'offre au premier aspect qu'un amas de maisons en terre, mal construites ; dans toutes les directions, on ne voit que des plaines immenses de sable mouvant, d'un blanc tirant sur le jaune et de la plus grande aridité. Le ciel à l'horizon est d'un rouge pâle ; tout est triste dans la nature, le plus grand silence y règne, on n'entend pas le chant d'un oiseau.....

« Je remarquai dans les rues de Kabra un assez grand concours de peuple et de marchands ; les uns se promenaient, les autres cherchaient à vendre leurs marchandises, consistant en poissons, lait, noix de colas, pistaches, etc. Je vis beaucoup de marchandes et j'achetai à l'une d'elles un peu de lait et un pain fait de farine de froment, qui me coûta vingt cauris. Je fis avec cela un bon déjeuner, car je n'avais rien pris de tout le jour. La marchande de lait ne me parut pas d'une très grande probité, car elle voulut me faire payer deux fois sa marchandise ;

j'avais eu la maladresse de la payer d'avance, tandis qu'il est d'usage dans le pays de mettre la valeur de ce qu'on achète sur la corbeille où sont posées les marchandises, et où la marchande ne ramasse sa monnaie qu'après avoir délivré ce qu'elle vend. »

De Tombouctou, Caillé gagna le Maroc en traversant le désert avec une nombreuse caravane, au milieu de laquelle il eut encore à souffrir mille vexations. Arrivé enfin à Tanger, il se fit rapatrier par le consul de France.

Le courageux explorateur eut la douleur de voir d'abord mettre en doute l'exactitude de ses récits; on finit cependant par lui rendre justice, grâce à la protection de la Société de géographie de Paris, de M. d'Avezac et de Jomard, qui rédigea les notes rapportées par le voyageur.

Les noms seuls de ceux qui vinrent après René Caillé suffiraient à remplir plusieurs pages, mais cette énumération donnée sans détails n'offrirait aucun intérêt; nous nous bornerons donc à revendiquer encore pour deux Français, MM. Moustier et Zweifel, l'honneur d'avoir découvert en 1880 les sources du Niger; puis, cet hommage rendu à nos compatriotes, nous ne parlerons plus ici que de l'expédition accomplie par le lieutenant Mage et le docteur Quintin, médecin de la marine, que le gouverneur Faidherbe envoya en éclaireurs à la fin de 1863.

Ils allèrent par le fleuve jusqu'à Bafoulabé et à Koundian, qui, à cette époque, était un poste fortifié de Toucouleurs. A cet endroit, ils abandonnèrent leur embarcation et s'avancèrent dans le pays de Kita, puis, obli-

gés d'obliquer au nord à cause de la guerre du Bélédougou en révolte contre Al-Hadji-Omar, ils traversèrent le Kaarta-Biné, le Diangounté, passèrent par Niamina sur le Niger, et arrivèrent par eau en face de Ségou-Siroko.

De là, disent-ils, nous apercevions l'ensemble de la ville. « Sa haute muraille grise, élevée sur le bord de la berge, dominait une plage rocheuse, littéralement couverte de population. Il y avait là des femmes en quantité se baignant, lavant, puisant de l'eau dans des calebasses; les unes s'en allaient isolément, les autres en file et en ordre, conduites par un chef de captifs. Mais ce qui me frappait le plus, c'était le bruit de tout ce monde que nous entendions à travers le fleuve et une animation que je n'avais jamais vue depuis mon départ de Saint-Louis et à laquelle on peut à peine, dans cette ville, comparer le quai de la pointe du nord, lorsque les laveuses y viennent en foule. »

MM. Mage et Quintin traversèrent le Niger et pénétrèrent dans Ségou, où ils virent le roi Ahmadou, fils d'Al-Hadji-Omar, fort préoccupé à ce moment par la révolte du royaume de Massina. Le roi refusa de laisser les voyageurs s'enfoncer plus avant, et les retint prisonniers pendant plus de deux ans. Quand ils purent enfin retourner à Saint-Louis, ils rapportaient de nombreuses et très exactes observations sur les mœurs, l'organisation, etc., des Toucouleurs, et un traité signé par Ahmadou, traité tout à notre avantage, mais qui malheureusement ne put pas être mis à exécution.

De ce moment jusque vers 1879, la question de l'occu-

pation du Haut-Niger devait rester à peu près abandonnée. Au mois de septembre de cette année, elle fut reprise à la Chambre des députés par l'amiral Jauréguiberry; vinrent ensuite, en 1880, la mission Galliéni, puis les campagnes du colonel Borgnis-Desbordes ; mais il en sera question dans une autre partie de cet ouvrage.

CHAPITRE III.

DÉPENDANCES DU SÉNÉGAL.

La Casamance : une navigation difficile ; Carabane ; les rives ; Sedhion, etc. — Les Rivières du Sud : Rio-Cassini, Rio-Nunez, Rio-Pungo, Mellacorée.

Nos possessions au sud du Sénégal, entre les colonies anglaises de la Gambie et de Sierra-Leone, ne se composent que de postes ou de comptoirs établis sur les rives des fleuves qui se jettent dans l'océan Atlantique : Casamance, Rio-Cassini, Rio-Nunez, Rio-Pungo, Mellacorée.

Casamance. — Cette rivière, située à peu près par 13° de latitude, passa longtemps pour n'être qu'un bras de la Gambie; aujourd'hui l'on connaît presque tout son cours, mais non ses sources, qui n'ont pas encore été explorées. D'après les récits des indigènes, on suppose qu'elles se trouvent à 80 kilomètres environ de Diannah, petit village de l'intérieur, qui est lui-même à 200 kilomètres de la côte.

Comme presque tous les cours d'eau de la côte occidentale d'Afrique, la Casamance présente à son embouchure un vaste estuaire et les difficultés d'une barre. Trois bancs de sable obstruent l'entrée, mais trois passes permettent aux bateaux d'entrer dans le fleuve. Ceux qui le remontent font une navigation très pénible, car

ils ont toujours à craindre de s'envaser, et le dégagement est des plus difficiles. Pour éviter ce danger, il faut avancer la sonde à la main et suivre avec une minutieuse attention les passes et les chenaux, qu'indiquent simplement quelques branches plantées de loin en loin par des bateliers amis de leur prochain.

A deux ou trois milles de l'embouchure, sur une île de la rive gauche, s'élève la ville, ou plutôt le village de Carabane. Dans ce petit centre, sorte de marché commercial, on vend, on achète du riz, des peaux, des amandes de palmes et un peu de caoutchouc. Si ces transactions n'ont pas lieu à Carabane même, c'est du moins de ce point que les traitants sont expédiés dans toutes les directions. Ils vont, dit M. Adrien Bonnet, dans tous les marigots d'alentour, jusque chez les Jolas et dans l'archipel de Cacheo, échanger leurs marchandises contre les produits du pays, qu'ils transportent ensuite dans la ville.

« Un poste qui commande à toute la basse Casamance est établi à Carabane et protège les intérêts français... Mais la protection la plus efficace est celle que l'on achète des chefs indigènes par des cadeaux, en obtenant d'eux l'autorisation de trafiquer sur leur territoire.

« Carabane jouit de toutes les brises du large ; mais, pendant l'hivernage, les nombreux marigots qui l'entourent et la Casamance qui charrie des matières végétales en décomposition, y causent des fièvres redoutables. Par compensation, les gourmets y trouvent en abondance de petites huîtres qui sont délicieuses. »

A vingt milles environ de Carabane, sur la même rive,

on rencontre le comptoir de Zinghichor, chétive épave des grandes possessions portugaises d'autrefois, où vient de temps à autre un Français. Il y a peu de choses à en dire. Signalons cependant les cases de terre, protégées par une enveloppe de paille, larges et bien aménagées, que les indigènes construisent avec assez d'art, et qui sont plus confortables, si l'on peut employer ici une telle expression, que celles de tous les autres peuples habitant entre le Sénégal et la Gambie.

En remontant le cours de la Casamance, on arrive à Sedhiou, situé à environ 70 milles de l'embouchure. Jusqu'à cette ville, la largeur de la rivière varie entre un mille et demi et trois milles. Les bords, toujours inondés à l'époque des hautes eaux, sont couverts de palétuviers extrêmement touffus, derrière lesquels s'étendent des plantations assez bien cultivées par les indigènes. Parfois sur la rive s'ouvre la bouche de quelque grand marigot, route aquatique par laquelle on va trafiquer avec les habitants de l'intérieur. Eux-mêmes, trop indifférents pour se déranger, n'apporteraient jamais leurs produits jusqu'aux comptoirs européens.

Sedhiou est une petite ville qui compte environ 2,500 habitants. Les maisons de commerce des grands centres, et principalement de Gorée, y possèdent des succursales importantes, qui font surtout le commerce des arachides. Une faible garnison française y occupe un poste fortifié. Enfin nous avons à Sedhiou un tribunal correctionnel et un conseil de conciliation.

Avant de quitter cette rivière, signalons dans la haute

Casamance trois petites îles peuplées seulement d'oiseaux, de singes, de caïmans et d'hippopotames.

Le principal affluent de la Casamance est le Soungrougou, que peuvent remonter sur une partie de son cours les petits chalands ne calant pas tout à fait un mètre.

En suivant la côte africaine, on rencontre la rivière Cacheo ou San Domingo, le Rio-Céba ou Géba et le Rio-Grande, qui appartiennent aux Portugais. C'est entre la colonie portugaise du Rio-Grande et la colonie anglaise des Scarcies que se trouvent nos possessions connues sous le nom générique de *Rivières du Sud*, qui comprennent les territoires arrosés par les rivières ci-dessous énumérées ou par leurs affluents : Rio-Cassini, Rio-Coupony, Rio-Nunez, rivière Kappatchez, rivière Condéry, rivière Coundindi, Rio-Pungo, rivière Bramaya, Rio-Dubréka, rivière Tanéney, rivière Manéah, rivière Morébayah, rivière Béreiré, rivière Forécariah, rivière Tannah, rivière Mellacorée.

De tous ces cours d'eau, trois seulement nous appartiennent en réalité : le Rio-Nunez, le Rio-Pungo et la Mellacorée.

Sur le Rio-Cassini étaient naguère établis des comptoirs français ; ils ont disparu, à la suite de discussions avec les indigènes. Comme le Rio-Cacheo et le Rio-Grande, le Rio-Cassini n'est guère qu'un bras de mer pénétrant dans l'intérieur des terres et accessible aux navires jusqu'à 50 kilomètres de l'embouchure.

Le Rio-Nunez a été, depuis quelques années, visité par plusieurs missions scientifiques et commerciales. Il descend du Fouta-Djallon, arrose le pays des Landou-

mans, des Nalous et des Bagas, passe devant notre poste fortifié de Boké, et s'écoule dans l'Atlantique par une embouchure qui est un vrai bras de mer.

Toute la région traversée par les rivières du Sud est d'une merveilleuse fécondité.

« Quand la terre aride, dit M. Bertrand Bocandé, après six mois de sécheresse, vient d'être humectée par les pluies des premiers orages, le sol qui était dépouillé aussitôt se couvre d'une verdure épaisse, dont les yeux peuvent en quelque sorte suivre l'accroissement. Partout la nature prodigue la vie, et l'homme n'a besoin que de remuer un peu la surface du sol pour récolter bientôt au centuple la graine qu'il lui a confiée. Vers les rivages, les palétuviers entrelacent leurs branches jusqu'à leurs cimes, élevées comme celles des peupliers; les grands arbres des forêts abritent en toute saison les arbrisseaux sous leur ombrage, et le plus haut d'entre eux, l'*eriodendron anfractuosum*, élève son dôme magnifique qui, planté au milieu des villages, suffit seul à ombrager la place publique et sert de loin de signe de reconnaissance, comme les clochers dans nos pays. »

A l'embouchure du Rio-Nunez, les marins rencontrent une île fort basse, nommée l'île de Sable, qui partage le fleuve en deux bras et cause d'autant plus souvent des sinistres maritimes que l'hydrographie de cette région est très insuffisante, et qu'il n'existe ni pilotes pour guider les navires, ni fanaux pour faciliter la navigation durant la nuit.

Au sud du Rio-Nunez coulent de petites rivières, — Rio-Camecharde, Rio-Kappatchez, Rio-Condéryéri,

Rio-Coundindi, — petits bras de mer où l'eau continue d'être salée fort loin dans l'intérieur; leurs sources se trouvent au pied d'un plateau d'où les eaux s'échappent dès qu'elles trouvent un niveau suffisant pour déborder en suivant la première inclinaison des terrains. On a dit avec raison que, dans cette partie de la Sénégambie, les rivières ont un commencement, mais point de sources.

L'embouchure du Rio-Pungo se trouve au sud du cap Verga, pointe de sable assez basse, au contour indéterminé. Cette rivière n'est assurément pas un cours d'eau, mais plutôt un estuaire recouvert par les eaux de la mer. Les navires peuvent y pénétrer soit par la barre Fourou, la plus septentrionale, soit par une barre de sable où les fonds varient de dix à quinze mètres. On traverse d'abord un véritable delta, parsemé d'îles dont les plus considérables sont l'île Morerah, l'île de Quito et l'île aux Oiseaux; puis on longe une file de rochers gigantesques, aux formes fantastiques, auxquels succèdent des palétuviers de haute taille, qui bordent le fleuve jusqu'à son point terminus : un tremblement de terre, paraît-il, a bouleversé, il y a trois ou quatre cents ans, le cours supérieur du Rio-Pungo, dans la région des hauts plateaux.

Ses affluents sont le Fatahah, qui naît dans le Fouta-Djallon, à treize jours de marche de l'embouchure, mais où la navigation est vite interceptée par des roches et des bancs de sable, et la rivière Banta ou des Hippopotames, dont le cours, parallèle à celui du Fatahah, n'est que de 20 kilomètres.

On remarque dans cette région des montagnes hautes

de 400 mètres environ : le mont Mayundi, qui fut jadis un cratère, à ce que racontent les indigènes, les montagnes de Bakoro, de Faringhia et de Toumbetah, qui font de ce pays la « Suisse de l'Afrique occidentale, » comme l'appellent quelques enthousiastes.

Après avoir quitté le Rio-Pungo, en se dirigeant vers le sud, on longe la côte du pays de Koba et l'on atteint un vaste estuaire où ne peuvent pénétrer que des navires calant moins de 3 mètres : là se trouvent les embouchures de deux rivières, le Bramaya et le Rio-Dubreka, qui, depuis 1880 et 1884, appartiennent à la France, ainsi que les territoires qui en dépendent. La côte est marécageuse, l'intérieur assez accidenté. Près de l'embouchure du Bramaya se dresse le mont Soumba, qui a 420 mètres de haut. Au sud du Dubreka, s'étend une chaîne de montagnes d'où sort, dans le sud, la Mellacorée, et qui se prolonge jusqu'à l'embouchure du Rio-Dubreka ; le mont Kakulima, qui fait partie de cette chaîne, s'élève jusqu'à 800 mètres.

Au sud de ces deux rivières, les Anglais ont sous leur protectorat les îles de Loos, au nombre de cinq. La pointe continentale la plus voisine de ces îles est la presqu'île Timbo, séparée de la terre ferme par une lagune où vient se jeter la rivière Taneney, qu'obstruent des bancs de vase. Depuis la pointe méridionale de cette presqu'île jusqu'à l'embouchure de la Mellacorée, la côte tourne brusquement au sud-est et s'étend plate et marécageuse, bordée d'îles séparées du continent par des canaux asséchés à marée basse, parmi lesquelles nous citerons seulement l'île volcanique de Matacong, jadis

défrichée par des colons de Sierra-Leone. Sur cette partie de la côte, viennent se jeter les rivières Maneah, Morebayah, Béreiré, Forécariah et Tannah, qui forment un delta des plus fertiles, mais où ne peuvent pénétrer que des bateaux de la plus faible dimension.

La Mellacorée est la rivière au sud de laquelle cessent nos possessions de la Sénégambie et commence la colonie anglaise de Sierra-Leone. A 50 kilomètres au nord de cette dernière ville, la Mellacorée se jette dans la mer, après avoir, dans son cours de 15 kilomètres, arrosé le pays des Sousous. Son principal affluent est, sur la rive gauche, la rivière Samo. On trouve en abondance sur ces rives de beaux bois de construction et d'épais rideaux de mangliers, derrière lesquels se déroule un sol fécond à peine ondulé. Malheureusement la navigation n'y est possible que pour des pirogues ou des barques d'un faible tirant d'eau.

CHAPITRE IV.

LES HABITANTS DU SÉNÉGAL.

§ I. — *Recensement.*

La population de notre établissement du Sénégal peut être envisagée soit au point de vue du recensement, soit au point de vue ethnographique proprement dit.

Dans le premier ordre d'idées, deux remarques intéressantes se présentent à l'esprit.

L'une, c'est que le nombre des Européens qui se rencontrent là-bas est fort restreint : Saint-Louis, le chef-lieu, le centre où il s'en trouve évidemment le plus, en compte douze cents environ, y compris les individus issus d'Européens. En y ajoutant ceux qui se trouvent répan- dus sur toute la surface de la colonie, on n'arriverait pas à 2,500. Cette infériorité numérique tient d'abord à ce que le Sénégal est une colonie purement commerciale, où il suffit de quelques chefs pour diriger les affaires, et non une colonie où l'Européen cherche à s'implanter, à faire souche ; elle tient ensuite, il faut bien le dire, aux difficultés d'acclimatement, sujet sur lequel nous aurons lieu de revenir quand nous étudierons la climatologie. Constatons néanmoins dès à présent que la fraction européenne augmente peu à peu tous les ans.

La seconde remarque à faire, c'est que, dans les chiffres de population donnés, on ne peut jamais faire entrer, même approximativement, le nombre des habitants des pays protégés. En dehors des citadins, si l'on peut employer ici un pareil terme, les données recueillies portent sur les populations rurales qui avoisinent nos établissements.

Cette réserve faite, le Sénégal compte 197,644 habitants, dont 8,080 de population flottante, que les *Notices coloniales*, publiées en 1885, à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers, répartissent dans un tableau de la façon suivante :

POPULATION URBAINE.	POPULATION RURALE.	POPULATION FLOTTANTE.
Saint-Louis... 18,924	Banlieue de St-Louis. 53,908	Saint-Louis. 2,500
Richard-Toll. 458	Cercles du Oualo. 10,306	Richard-Toll. »
Dagana 5,375	— de Dagana. 7,667	Dagana. 350
Podor. 817	— de Podor. 1,984	Podor. 450
Saldé. 500	— de Saldé. 998	Saldé. 150
Matam. 727	— de Matam. 552	Aéré. »
Bakel. 1,250	— de Bakel. 3,756	Matam. 80
Médine et Haut-Fleuve. 2,962	— d'Aéré. 367	Bakel. 1,200
Gorée. 1,963	Banlieue de Dakar. 7,441	Médine. 300
Dakar. 1,953	Cercles de M'Bidjem. 7,057	Gorée. 200
Rufisque. 4,244	— de Thiès. 2,213	Dakar. 500
Thiès. 103	— de Pout. 4,465	Rufisque. 1,500
Pout. 367	— de Rio-Pungo et grande côte. 31,812	Thiès. »
Portudal. 947	Cercles de Rufisque. 9,355	But. »
Joal. 2,372	— de Tiaroye 558	Portudal. »
Kaolack. 538	Coet-Guedje. 558	Joal. 100
Sedhiou. 1,860	Cercles de Ouakan et Yoff. 1,361	Kaolack. »
Carahane. 443	TOTAL. 143,200	Sedhiou. 500
Rio-Nunez. } 561	Report de la Population urbaine. 46,364	Carahane. 50
Rio-Pungo. }		Rio-Nunez. 100
Mellacorée. }		Mellacorée. 100
TOTAL. 46 224		TOTAL. 8,080
		Reports précédents. 189,564
		TOTAL GÉNÉRAL. 197,644

Pour Saint-Louis, le chiffre exact des Européens et des individus issus d'Européens est	1,227
Pour Rufisque,	247
Ensemble,	<hr/> 1,474

§ II. — *Ethnographie.*

Il est difficile, croyons-nous, de trouver une région où la population soit plus compliquée qu'au Sénégal.

Originellement, l'intérieur du pays était habité par des noirs : *Ouoloffs*, *Sérères*, *Sousous* et *Bogos*.

Ces premiers habitants ont été repoussés vers la côte par des envahisseurs, noirs aussi, les *Sarracolets* ou *Soninkés*, et les *Mandingues* ou *Malinkés*.

Puis, d'autres conquérants sont venus, moins noirs, presque de race caucasique, les *Peuls* (1).

Ajoutez enfin, par-dessus le tout, des envahisseurs blancs cette fois, les Maures, mélange de Berbères et d'Arabes, sans parler de nous-mêmes et de l'élément européen en général.

Nous n'étudierons pas celui-ci à cette place ; c'est plutôt quand il sera question de la vie au Sénégal que nous pourrons consacrer quelques lignes aux blancs européens, fonctionnaires ou commerçants français, colons anglais, portugais ou allemands.

En revanche, les détails abondent sur les autres éléments de population, et il faudra forcément en éliminer

(1) V. ce que nous disons au début du § II, p. 256.

un grand nombre ; nous donnerons cependant une place importante aux Maures , les maîtres du pays quand nous y sommes arrivés, les irréconciliables ennemis contre lesquels nous avons dû soutenir des luttes si longues et si cruelles.

I. — RACE NÈGRE.

Ouoloffs et Sérères : avantages physiques, qualités et défauts ; religion, langue, chefs.

Soninkés et Mandingues : leurs origines ; étymologie de leurs noms ; grandeur et décadence ; type ; caractère, etc. ; abondance de dialectes.

Peuplades diverses : Auvergnats et Bohémiens d'Afrique, etc.

Les principaux représentants de la race nègre en Sénégal sont les *Ouoloffs* et les *Sérères*, peuples autochthones, les *Soninkés* et les *Mandingues*, peuples venus des bords du Niger.

Les Ouoloffs habitent la région comprise entre le Sénégal, la Falémé et la Gambie, c'est-à-dire le Cayor, les Djolof et le Oualo. Ce sont de beaux noirs, les plus grands et les plus robustes de l'Afrique ; leur peau est d'un noir bleu, mais leurs traits réguliers rappellent parfois ceux des Européens. Les femmes sont assez jolies et très coquettes ; les hommes vains et légers, bruyants et amis du plaisir, mais aussi doux, généreux, pratiquant l'hospitalité la plus large, vouant aux morts un culte fervent et aux vieillards un respect profond. Chez eux on voit les tombes entourées d'arbrisseaux épineux qui les protègent des bêtes féroces. Ils font de bons ma-

rins, des soldats solides, d'une grande bravoure, surtout quand ils se sentent soutenus par des Européens. Nous avons trouvé en eux nos meilleurs alliés contre les Peuls et surtout contre les Maures. Ce sont aussi d'excellents ouvriers, maçons, charpentiers, menuisiers, mécaniciens même que l'on instruit sans peine, et enfin d'excellents agriculteurs, adonnés à la culture du petit mil dans le Oualo, des arachides dans le Cayor et le Djolof. Malheureusement vaniteux et dépensiers, ils n'hésitent pas à gaspiller en quelques jours à Saint-Louis le salaire péniblement gagné après plusieurs mois de travail. « Ils s'empressent de *faire faraud*, dit le Dr A. Bordier, se pavanant dans des costumes voyants et de mauvais goût, chargés de bagues, les pieds dans des souliers dont les talons sont d'or. »

Presque tous musulmans, quelques-uns d'entre eux cependant se sont convertis au christianisme, principalement dans l'île de Gorée, mais en bien petit nombre.

Leur langue est très curieuse, presque monosyllabique; toutes les voyelles ont une prononciation nette et claire, et l'absence presque complète de consonnes accumulées contribue à donner à cet idiome un caractère euphonique et presque rythmique.

Politiquement, ils sont placés sous l'autorité d'un roi électif ou *damel*.

Il n'entre pas dans notre plan de consacrer ici une étude sérieuse à la manière dont ils exercent le pouvoir, ce qui n'offrirait d'ailleurs qu'un intérêt médiocre. Nous dirons seulement que là plus qu'en aucun lieu du monde, le bon plaisir du roi, quand il est appuyé par une force

suffisante, est la principale règle de gouvernement. Pour donner une idée de la façon dont ces princes fantaisistes entendent la dignité royale, nous ne saurions mieux faire que de reproduire quelques lignes consacrées par le général Faidherbe à l'un d'eux, Daou-Demba.

Il vexa ses sujets de toutes les manières possibles, écrit le général, chassa les vieillards de sa présence, empêcha les noirs de se marier, de porter des culottes, de mettre du sel dans leurs couscous, disant que tout cela était bon pour les rois et les princes, mais n'était nullement fait pour les sujets. Enfin, il s'entoura d'enfants de seize à dix-sept ans, sans la moindre expérience des affaires du pays. Un jour, dans une promenade, il vit un bœuf dont il trouva la peau si jolie, qu'il la voulut immédiatement pour s'en faire un *boubou* (sorte de grande chemise sans manche, qui est le vêtement ordinaire des nègres du Soudan). On la lui donna, et il s'en vêtit pendant qu'elle était encore toute fraîche. Il alla ensuite boire du sibalk (boisson fermentée faite avec du miel et d'autres substances) ; sa débauche dura plusieurs jours, et, un beau matin, il se réveilla tellement serré dans son boubou qui s'était rétréci en séchant, qu'il lui fut impossible de faire le moindre mouvement.

Parmi tous les enfants qui l'entouraient et qui ne trouvaient aucun moyen de lui venir en aide, un seul osa parler des anciens qu'il avait chassés, et lui proposa de faire venir son père, dont l'expérience était connue, et qui pourrait peut-être le soulager. Daou-Demba accepta ; le vieillard vint et demanda un grand *lambara* (grand *canari* en terre évasé), le fit remplir d'eau et y

plongea le Damel, en lui laissant seulement la tête hors de l'eau. La peau devint humide, et Daou-Demba put alors être facilement débarrassé de son vêtement incommodé. Ce Damel fut déposé par les Diambours et se retira dans le Oualo, où il mourut peu de temps après.

Les *Sérères* appartiennent à la race ouoloff, dont ils ont presque tous les caractères physiques et moraux. Ils habitent principalement le long des côtes qui s'étendent entre le cap Vert et le Saloum, et sont partagés en plusieurs petits royaumes qui tous relèvent actuellement de la France. Chez eux, le mahométisme ne compte que peu d'adeptes : presque tous idolâtres, ils ont la plus grande frayeur des sorciers et le plus répréhensible amour des liqueurs fortes, du *Sangara* ou eau-de-vie, dont ils font de fréquentes et copieuses libations, au grand scandale des musulmans.

En ce qui concerne la guerre, dit le général Faidherbe, ils « ont pour habitude, lorsqu'ils redoutent quelque attaque, de se réfugier dans les bois fourrés qui entourent leurs cultures, avec leurs troupeaux et leurs biens; ils ne laissent à la merci de leurs ennemis que de mauvaises cases en paille, qu'ils peuvent rétablir en peu de jours. »

Les *Soninkés*, *Sonrhaï* ou *Sarracolets*, les premiers des envahisseurs noirs que nous avons signalés, se rencontrent derrière les Ouoloffs, dans le Fouta sénégalais, puis, tantôt disséminés, tantôt par groupes plus ou moins compacts, perdus au milieu d'autres populations, sur une très grande étendue de territoire jusqu'au Niger. Leur véritable patrie, située sur les bords de ce grand fleuve, était l'empire du Sonhraï, un des plus vastes et des plus riches

du Soudan jusqu'au XIV^e siècle. Après la mort de leur roi *Sonni-Ali*, le pays périclita, et au siècle suivant ses sujets, *Sonni-Nkés*, dont nous avons fait Soninkés, émigrèrent vers la Sénégalie. A leur arrivée, ils parurent aux noirs du pays d'une race si différente de la leur qu'on les appela hommes blancs, *Séré-Khollé*, d'où est venu Sarracolet.

Les Sarracolets d'aujourd'hui, par suite de nombreux croisements, sont bien de véritables nègres, à la peau plus ou moins foncée, suivant les milieux où ils se trouvent, mais toujours moins noire que celle des Ouoloffs. On les trouve moins beaux que ces derniers, mais en revanche plus doux, plus intelligents. Ils sont en général cultivateurs d'arachides, ou colporteurs, guides et organisateurs de caravanes, etc.; ils se sont faits nos amis, parlent presque tous français, et à tous égards méritent notre protection.

Sous le nom de *Mandingues*, on comprend généralement les peuplades qui habitent aujourd'hui le pays d'où s'écoulent le Sénégal et la Gambie, et toute la Sénégalie au sud de la Gambie. Leur histoire offre assez d'analogie avec celle des Soninkés. Eux aussi ont été chassés de leur pays qui était le royaume de *Manding*, petit pays à cheval sur le Niger au sud du Ségou. La capitale était *Mali*, d'où *Mali-nkès* et Malinkés.

Les auteurs diffèrent complètement d'avis sur ces malheureux Mandingues. D'après les uns, ce seraient de beaux noirs, réputés comme les plus intelligents de la côte occidentale d'Afrique. On lit au contraire dans la *Colonisation scientifique* du D^r Bordier : « Ce sont les

nègres les plus laids qu'on puisse rencontrer... Sans avoir les aptitudes commerciales des Soninkés, ils se distinguent par une extrême cupidité. » Ils sont d'ordi-



Femme Soninké.

naire cultivateurs, et ne font jamais la guerre. Leurs femmes se revêtent d'un grand nombre de pagnes, portent des bracelets d'or ou d'argent, de l'ambre, du corail. Ils sont vifs, enjoués, fous de musique et de danses.

Ils parlent une infinité de dialectes, dont les plus importants sont : le mandingue proprement dit ou mandé ; le kabunga, parlé dans le pays de Kabou ; le dchalunka, dialecte du Fouta-Djallon ; le bambara, usité dans le royaume dont Ségo est la capitale ; le kono, le véhi, le glandi, le mendé ou koso, le gbèsé, le mano ou mana, et le gio.

Indépendamment des autochthones, comme les Ouoloffs et les Sérères, ou des peuples implantés dans le pays, comme les Soninkés et les Mandingues, on trouve encore au Sénégal un certain nombre de peuplades qu'on ne saurait rattacher à aucune de ces grandes familles, mais qui ne forment cependant pas de divisions bien tranchées.

Tels sont : les *Bogos*, petit peuple pêcheur, très pauvre, établi le long du Rio-Nunez, et chez lequel, aux jours de grande cérémonie, on se barde le corps d'une couche d'huile de poisson ; les *Nalous* et les *Landeumans*, riverains, eux aussi, du Rio-Nunez et du Rio-Pungo, peuplades à peu près sauvages, qui peu à peu se convertissent à l'islamisme ; les *Dhiolas*, dans le bassin du Rio-Géba, qui se couvrent de nombreux tatouages, pratiquent la polygamie, adorent des fétiches et sont toujours en guerre avec quelqu'un ; les *Bambaras*, sobres, économes, bons industriels et bons agriculteurs, que la malice française, fort irrévérencieuse, a surnommés les Auvergnats du Sénégal ; originaires des monts Kongs, ils ont été chassés de leur territoire par les Peuls, et heureusement pour nous ils les détestent de tout cœur ; les *Moké-Forès*, autres ennemis acharnés des Peuls, anciens esclaves échappés du Fouta-Djallon et aujourd'hui établis au Rio-

Nunez ; les *Sousous* du Rio-Pungo et de la Mellacorée, Mandingues convertis à l'islamisme, entretenant des relations de commerce avec la colonie anglaise de Sierra-Leone et sachant presque tous parler anglais ; les *Feloups*, qui habitent la Casamance, se louant comme manœuvres



Malinké.

pour labourer et faire les moissons, race misérable et superstitieuse, où certains chefs sont chargés de prévenir les malheurs publics et de faire, suivant les besoins, le beau temps ou la pluie ; les *Balantes*, près du Rio-Grande, chez qui le vol est considéré comme la principale vertu ; les *Papels*, sur le Rio-Cachéo et le Rio-Géba ; les *Biafares*, sur les deux rives du Rio-Géba et sur le Rio-Grande méridional, plus doux, plus civilisés que

Papels, avec lesquels ils sont toujours en lutte ; enfin les Lahobés, nègres nomades et misérables, regardés comme des parias, véritables Bohémiens d'Afrique, dont la principale industrie consiste à fabriquer les calebasses et les mortiers à piler le mil.

Citons encore les *Tiédos*, sur lesquels les *Annales Sénégalaises* nous donnent les détails suivants au point de vue militaire :

« Ces gens-là ne sont pas, en général, très redoutables ; les *Tiédos* du Cayor, du Djolof, du Baol, de Sine et de Saloum ont le physique, le caractère, les vices, le costume et la manière de combattre des *Tiédos* du Oualo. Les chefs et leurs affidés combattent sur de petits chevaux qui ont à peine la force de les porter, mais qui sont quelquefois pleins d'ardeur. La foule combat à pied ; leurs armes sont de grands et lourds fusils chargés d'un grand nombre de balles, des lances et des poignards. Capables par moments d'un courage brutal, ils se démoralisent assez facilement. Les populations ouoloffs musulmanes, comme celles de Ndiambour, quoiqu'ayant un caractère différent parce qu'elles ne sont pas abruties par l'eau-de-vie, font la guerre à peu près de la même façon que les *Tiédos*. »

II. — LES PEULS.

Orthographes diverses. — Origines mystérieuses. — Singulières parentés. — Peuls de différentes couleurs. — Leur physique, leur moral. — La langue ; une nouvelle grammaire. — Les *Toucouleux* ; leur portrait, leurs mœurs, leur manière de combattre.

Nous adoptons, pour le nom de ce peuple, l'ortho-

graphie la plus simple; mais on écrit également *Peulhs* et même *Pouls*, et on les appelle aussi *Fouls*, *Foulis*, *Foulbés*, *Fellahs*, *Fellatahs*, etc.

Quel est ce peuple, et d'où vient-il ? Les opinions les plus diverses ont été avancées à ce sujet.



Peul.

Le docteur Barth regarde les Peuls, ou Fellatahs, comme le même peuple que les Atarantes dont parle Hérodote.

De son côté, un professeur à l'Université de Berlin, M. R. Hartmann, a remarqué, durant ses voyages parmi ces peuplades, des têtes égyptiennes du type antique, et principalement des nez et des lèvres tels qu'e

en trouve dans les peintures ou les sculptures des grandes époques de la dix-huitième et de la vingtième dynastie égyptienne. De plus, par une curieuse coïncidence, ce respect que les anciens Egyptiens avaient pour les animaux, pour le bœuf, pour le crocodile ou pour l'ichneumon, les Peuls l'ont pour les serpents, pour les hippopotames, dont les Bambaras Courbaris se vantent d'être les parents, tandis que les habitants de Badombé se déclarent cousins des pigeons verts, et que les indigènes du village de Diaoura, dans le Damga, avouent être unis par les liens du sang.... aux crocodiles !

D'après le Dr Thaly, les Peuls seraient des Tziganes analogues aux Bohémiens d'Europe, qui, fuyant l'invasion mongole, seraient venus en Egypte et se seraient peu à peu avancés jusqu'en Sénégalie. Il invoque à l'appui de sa thèse des preuves insuffisantes, mais curieuses, telles que leur nourriture exclusivement composée de lait, régime que l'on retrouve chez certaines tribus de l'Inde.

« Frédéric Muller, dit le Dr A. Bordier, semble avoir trouvé leur véritable origine, lorsqu'il les place dans le même groupe que les Nubiens, avec qui ils ont le plus grand rapport. »

Quoi qu'il en soit, ce sont eux qui aujourd'hui encore dominant dans la plus grande partie du Soudan jusqu'aux limites du Bornou et du Baghirmi. Au Sénégal, ils ont fondé d'importants Etats, et leur ancien empire comprenait le Macina, le Fouta-Djallon et le Fouta sénégalais.

Actuellement, on les trouve disséminés (un peu par-

tout en Sénagambie ; mais ils ont cependant un centre et forment un peuple puissant qui domine du cap Vert au lac Tchad, dans une zone de quatre-vingts à quatre-vingt-dix mille lieues carrées.

Les Peuls se glorifient d'appartenir à la race blanche, et en effet ce sont presque des caucasiques. « Les Peuls, écrit le Dr A. Bordier, se distinguent de tous leurs voisins par des traits fins et réguliers ; les yeux sont grands et noirs, le nez aquilin, la face droite, les cheveux longs, non crépus, les extrémités petites, le corps élégant, bien découpé ; aucun caractère n'est négroïde. La peau brune, bronze florentin clair, varie d'ailleurs de couleur selon leur mélange plus ou moins grand avec les populations nègres. Les plus purs portent le nom de *Peuls rouges* ; les autres, mélangés de noir, sont les *Peuls noirs*, dont les principaux sont les *Torodos* et les *Tokolors*. »

Au moral, ils présentent un ensemble de qualités et de défauts qui en font des adversaires dangereux.

Peuple pasteur, ils entretiennent de nombreux et immenses troupeaux, dont ils tirent toute leur subsistance. Nation intelligente, ils aiment à cultiver, dans un but intéressé il est vrai, l'esprit de la jeunesse, et ils ont fondé d'importantes écoles renommées dans toute l'Afrique. Ils parlent une langue très harmonieuse, offrant quelque analogie avec l'italien par l'abondance des voyelles et des consonnes doubles, et ne présentant aucune affinité spéciale avec les idiomes des autres peuples de même race. Chose singulière, dans ce langage, les deux genres masculin et féminin sont remplacés par un genre pour l'homme et un genre pour les brutes.

Jusqu'ici, on le voit, les Peuls ne méritent que des éloges ; mais voici le revers de la médaille.

Après avoir été convertis à l'islamisme par les tribus berbères, devenues elles-mêmes musulmanes vers l'an 1010, les Peuls se sont érigés en mahométans fanatiques qui, sous prétexte d'étendre l'influence de leur religion, augmentent avant tout, et cherchent à imposer sur tout leur pouvoir matériel. Nous ne parlons ici, bien entendu, que des chefs ; mais le peuple les suit, et l'esprit féodal qui anime cette nation est tout à fait contraire à nos projets sur le Sénégal. Nous avons constamment à les combattre. Ils s'efforcent de s'étendre sur le Rio-Nunez, où heureusement notre poste de Boké les tient en respect.

Les Peuls, en s'alliant aux meilleures familles nègres, ont produit les *Toucouleurs*, qui parlent une langue à peu près semblable à la leur, mais mêlée de mots ouloffs.

Leur nom vient probablement de celui de l'ancien Fouta sénégalais, le *Toukousor*. On les trouve dans les deux Foutas et dans le Boundou. Les Toucouleurs sont plus trapus et de taille moins élevée que les Peuls. Ils tiennent par-dessus tout à leur liberté, mais ils sont voleurs, pillards, fourbes, cruels. Essentiellement sédentaires, ils s'adonnent à l'agriculture, cultivant chacun son champ, même le roi ou *Almany*. Ce titre n'est que la corruption du titre arabe Emir el Moumenyn, commandeur des croyants). La grande fête annuelle du pays est célébrée en l'honneur de l'agriculture ; aussi le Fouta est-il un pays vraiment productif, en dépit des expédi-

tions incessantes que les Français sont obligés d'envoyer contre ces peuplades pillardes et turbulentes.

« Les Toucouleurs (noirs mêlés de Pouls), dit le général Faidherbe, sont une race intelligente et perfide; ils ont été viciés par l'islamisme qui les a rendus aussi menteurs et aussi voleurs que les Maures. Ils combattent plutôt à pied qu'à cheval et à peu près comme les Maures; les chefs et les gens aisés ont comme ceux-ci des fusils à deux coups; mais les pauvres s'arment comme ils peuvent des mauvais fusils qu'ils parviennent à se procurer. »

III. — RACE KHAMITIQUE.

MAURES.

Les castes. — Berbères et Arabes. — Etymologie du mot *Sénégal*. — Maisons volantes. — Un camp; le départ. — Pauvres autruches! — Sobriété et gloutonnerie. — Ces dames. — De beaux hommes. — Singulière mode de coiffure. — Mariages et divorces. — Coutumes diverses. — *Griots*; avis aux poètes. — Arts et métiers. — Apologue instructif. — La guerre: les armes, le costume, coutumes guerrières, le courage chez les Maures. — Un stoïcien Pourogne.

Chez les Maures du Sénégal considérés dans leur ensemble, on distingue quatre castes: 1° celles qui fournissent les chefs, et qui, tout en reconnaissant l'autorité de ceux-ci, demeurent indépendantes; 2° les castes de guerriers, qui dépendent des premières; 3° les marabouts, qui se livrent au commerce de la gomme et sont exempts de tout service militaire; 4° les mulâtres ou les noirs affranchis, serfs des tribus des chefs.

Au point de vue ethnologique, les différentes tribus Maures qui habitent la rive droite du Sénégal, sur laquelle nous avons eu bien de la peine à les confiner définitivement, sont composées de Berbères et d'Arabes. Les Berbères étaient les premiers occupants du pays ; ils furent envahis et soumis par les Arabes, qui changèrent leur nom d'*Azounoug*, que les Portugais prononçaient *Azenagues*, en celui de *Zenegâ*, d'où est dérivé le mot *Sénégal*. Peu à peu, comme il arrive presque toujours en pareil cas, vainqueurs et vaincus se mélangèrent et se confondirent.

Toutefois, dit le Dr A. Bordier dans la *Colonisation scientifique et les Colonies françaises*, la fusion n'a jamais été complète et absolue. « Une sorte de tassement de tribus s'est opérée : d'une part on rencontre les Trarzas et les Braknas dont les chefs seuls sont arabes, le peuple étant berbère ; de l'autre les Donaïch, qui sont des Berbères intransigeants. Tous laissent croître leurs cheveux, ce qui est berbère et non arabe, tous sont monogames ; les mœurs des prolétaires du Tolba sont celles des Berbères Mzabites.

« L'élément nègre a bien laissé sa trace dans quelques points : c'est ainsi qu'à côté du type berbère, on voit des cheveux crépus, des lèvres grosses, des dents obliques, parfois même artificiellement déformées par la saillie en avant volontairement obtenue des deux incisives supérieures, une peau plus ou moins noire ; mais tout dénote un mélange instable : les individus dont la peau est la plus noire ne sont pas toujours ceux qui, par leurs traits ou par les proportions du corps, rappellent le plus le nègre ;

la majorité tient surtout du Berbère et de l'Arabe, de ce dernier surtout, par les tendances pillardes et razziantes.»

En résumé, les descendants des Berbères et des Arabes, avec l'adjonction de quelques éléments étrangers, ont formé, sous le nom de Maures, au nord du Sénégal, trois grandes tribus : les Maures *Trarzas*, les Maures *Braknas*, et les Maures *Donaïchs*. Les uns et les autres appartiennent à la religion musulmane et parlent un arabe plus ou moins corrompu.

Ces tribus occupent, sur la rive droite du Sénégal, le territoire compris depuis la côte jusqu'à Bakel ; mais elles changent fréquemment de place, car elles ont conservé et ne perdront probablement jamais le caractère nomade qui est en quelque sorte propre à la race arabe.

Leurs habitudes vagabondes s'opposent donc à ce qu'elles aient des demeures fixes, et elles vivent constamment sous leurs tentes (*kraïma*), que pendant la saison sèche elles plantent sur les bords du fleuve.

Ces maisons volantes sont confectionnées avec art, et abritent leurs propriétaires mieux sans doute que ne l'imagine le lecteur européen. Elles se composent d'un piquet central, d'où partent deux branches secondaires, pièces qui toutes trois s'enfoncent solidement dans la terre et sont recouvertes d'une double enveloppe. La première est faite d'une sorte d'étoffe épaisse, fort solide, imperméable quand elle est bien tendue, capable de résister cinq ans au moins à toutes les rigueurs de l'atmosphère, et que l'on obtient par le tissage du poil des chèvres et des chameaux. Elle abrite une seconde tente de forme carrée, le *farowa*, faite de peaux de mouton tannées et

colorées. L'intérieur de l'habitation est divisé en compartiments créés soit au moyen de peaux tendues, si les propriétaires sont riches, soit, dans le cas contraire, avec des cloisons de joncs tressés. Sur le sol une couche épaisse de paille, recouverte d'une natte de roseaux flexibles, forme une couche plus moelleuse que bien des lits de paysans. On pénètre dans les tentes superposées par une ouverture étroite et basse.

Celle du chef occupe le centre du camp ; les autres se groupent autour d'elle suivant la fantaisie des familles. La considération qui décide du choix de l'emplacement où l'on plantera les tentes est presque exclusivement la bonté ou l'étendue des pâturages qu'y rencontreront les troupeaux.

Les soins à leur donner, la vente des gommes, l'acquisition du miel, des guinées, du tabac, du sucre, des fusils et des munitions, enfin des denrées diverses qui seront nécessaires pendant l'hivernage, occupent les Maures pendant presque toute la saison sèche. C'est également à cette époque, et au moment de leur départ, dont nous allons parler, qu'ils se livraient sur les noirs, et particulièrement sur les habitants ou les commerçants de la rive droite, à toutes sortes de violences, de vols, de pillages et d'exactions. Le lecteur verra dans les chapitres suivants combien nous avons eu de peine à déraciner ces déplorables habitudes.

Aux approches de l'hivernage, les Maures abandonnent les bords du fleuve pour se retirer vers l'intérieur. MM. Carrère et Holle tracent de leurs déplacements un fort joli tableau.

« Quand il est devenu nécessaire de décamper, le chef de la tribu convoque les chefs secondaires ; cette réunion a toujours lieu pendant la nuit. Ils conviennent du lieu où la tribu ira s'établir. A l'heure du départ, les conducteurs des troupeaux reçoivent l'ordre de les diriger vers le point fixé. Dès que le jour commence à poindre, le *tabala* (1) avertit la tribu qu'on va lever le camp. Aussitôt chacun se met en mouvement ; là où régnait un silence profond, une activité extraordinaire se manifeste ; les hommes, les femmes, les captifs, les enfants s'agitent et circulent pour accomplir la tâche dévolue à chacun.

« Les tentes tombent, elles sont soigneusement pliées ; les provisions, les étoffes, les valeurs précieuses, les divers ustensiles sont réunis et enfermés dans des sacs de cuir appelés *tizziat*. Le tout est placé sur les bœufs porteurs, animaux à bosses, doux, familiers, d'une race particulière, admirablement dressés et conduits au moyen d'un anneau qui traverse la lèvre supérieure. Les chameaux, les ânes reçoivent leur fardeau ; les enfants, les femmes, prennent place sur ces montures ou marchent à pied. A un nouveau signal, la caravane s'ébranle. Rien de plus pittoresque que ces troupes innombrables d'hommes et d'animaux cheminant à travers le désert, défendues et surveillées, le long des ailes, par des hommes armés, et cherchant, sous les rayons d'un soleil ardent, un asile nouveau. »

Dans l'intérieur, les Maures se livrent volontiers à la grande chasse, et l'autruche, dont les plumes sont si

(1) Tambour.

précieuses, est le gibier qu'ils poursuivent de préférence. Les princes Zénagas, disent les auteurs que nous venons de citer, ont une manière particulière de chasser cet énorme échassier.

« Quand ils ont dépisté une autruche, ils la poursuivent à cheval jusqu'à ce qu'ils l'aient forcée ; lorsqu'elle tombe haletante, ils lui coupent la tête. Ce que l'on a dit de la vitesse de leurs chevaux n'est point, on le voit, exagéré. Ils prétendent que la chair de l'autruche est très saine.

« Ces chasses durent souvent deux mois.

« Un Maure peut rester plusieurs jours sans boire ni manger. Ils voyagent en général presque sans provisions : quand la faim les tourmente trop, ils se serrent l'estomac avec une lanière de cuir dont ils augmentent la tension à mesure que leur faim se développe. A leur retour sur les bords du fleuve, vers le mois de novembre, ils se glissent dans quelque navire, et s'ils y trouvent un patron complaisant, on est profondément étonné de la quantité d'aliments ou de liquide qu'ils peuvent absorber.... Nous avons vu souvent des Maures engloutir jusqu'à trois litres d'eau sucrée...

« Tant qu'un Maure mange, il ne boit jamais ; il ne le fait qu'après avoir dévoré tout ce qui lui a été servi. Cette pratique est observée par les noirs.

« Ils ont les facultés digestives d'une activité étonnante : après un intervalle d'une heure, un Maure peut faire un nouveau repas. Leur voracité ne peut se comparer qu'à la sobriété dont ils donnent forcément des preuves dans certaines circonstances. »

La vie privée est sensiblement la même chez les Trarzas et chez les Braknas. Les mœurs de ces tribus se sont à peine modifiées à notre contact, et voici quelques-uns des détails intéressants qui les caractérisent.

Nous avons vu plus haut qu'ils sont monogames. Ce n'est pas que la loi musulmane, à laquelle ils obéissent, n'autorise la polygamie ; mais c'est un dicton ayant cours dans le pays que deux Mauressees n'ont jamais pu vivre en bonne intelligence sous la même tente. Ce trait de caractère n'est pas fait pour être désapprouvé par des Françaises.

Les femmes, qui sont presque toutes assez jolies, ne s'enveloppent point, comme on pourrait le croire, dans des voiles impénétrables : elles vont et viennent la figure découverte. Il leur est seulement prescrit, lorsqu'elles rencontrent un infidèle, de s'envelopper la tête de manière à ne laisser paraître qu'un œil. Celles envers qui la nature s'est montrée avare de ses dons obéissent scrupuleusement à la règle ; quant aux autres, quelques « chiens de chrétiens » affirment qu'elles y mettent une aimable lenteur. On ne saurait leur en vouloir, et la coquetterie, même avec la meilleure des religions, ne perd jamais tous ses droits.

Les hommes ont un type remarquablement expressif. Si nous en examinons un de race pure, nous lui trouverons le front large et puissant, ombragé par d'abondants cheveux noirs et bouclés ; les yeux, noirs aussi, grands et pleins de feu, illuminent en quelque sorte le teint légèrement bistré ; le nez droit, un peu busqué, domine des lèvres d'un dessin très pur, qui en s'écartant laissent voir des

dents petites et blanches. Ne dirait-on pas le portrait de « l'homme fatal », qui fut pendant longtemps le héros favori de certains romans à la mode ?

Les enfants du commun ont la tête rasée ; mais les fils de princes ou de guerriers conservent pendant l'adolescence trois touffes de cheveux. Lorsqu'ils tuent un adversaire, on leur en coupe une, et ce serait un déshonneur pour un jeune homme de les garder toutes intactes.

Les mariages se traitent ordinairement de fiancé à fiancée, à l'insu des parents ; on finit toutefois par leur demander leur consentement, et ils fixent le montant de la dot, qui doit être apportée par le mari. La cérémonie s'accomplit en grande pompe, avec accompagnement de combats simulés, où l'on fait, bien entendu, parler beaucoup la poudre. Il ne faudrait oublier de mentionner ni les danses, car ce peuple est fanatique de plaisirs, ni les interminables festins, car il est, comme on l'a vu, aussi gourmand que sobre.

Au moment du repas nuptial, les *griots* improvisent, en l'honneur des époux, des chants fort harmonieux. La femme est maîtresse absolue dans la tente, et son mari ne fait jamais rien sans la consulter. Cependant, par le plus singulier des contrastes, ils se séparent avec une facilité inouïe, et convolent à de nouvelles noces avec une rapidité tout à fait remarquable ; tout au plus un délai de trois mois et dix jours est imposé à l'épouse. Maintenant que le divorce est de nouveau en train de s'acclimater chez nous, il n'est peut-être pas sans intérêt de faire remarquer à nos concitoyens et à nos concitoyennes un joli de mœurs du peuple dont nous traçons ici une

esquisse légère. Là-bas Maures et Maresses sont d'autant plus fiers d'eux-mêmes qu'ils ont plus souvent divorcé ; les fréquents changements de tentes sont considérés par les dames comme une preuve irréfutable de la puissance de leurs charmes, et par les messieurs comme une marque certaine de leur richesse à différents points de vue.

Les naissances et les décès n'offrent rien de particulièrement intéressant ; disons toutefois que ces gens ont un grand mépris de la mort et donnent peu de regrets à leurs parents défunts : on en trouverait probablement la cause dans les délices promises par Mahomet à ceux qui entrent en son paradis.

Le droit d'aînesse n'existe pas chez les Maures, et à la mort du chef de la famille ses fils se partagent également tout son héritage, sauf cependant la tente paternelle qui est attribuée par surcroît à l'aîné ; mais ils connaissent le droit de masculinité, et les filles ne participent pas à la distribution des biens, car elles les feraient sortir de la famille.

Nous avons déjà signalé plusieurs contrastes singuliers chez les Maures. Deux des plus remarquables encore sont leur grand amour de l'hospitalité et les haines féroces qu'ils entretiennent contre leurs ennemis. D'une part ils accueillent toujours avec bonté, trait commun à toutes les populations arabes, le voyageur qui vient leur demander asile, car il apporte avec lui « la faveur de Dieu » ; d'autre part, ils sont d'un caractère si vindicatif, qu'ils associent à leurs ressentiments personnels leurs enfants, leur famille, leurs serviteurs, leurs amis, et qu'ils r

suivent pendant plusieurs générations la satisfaction de leurs colères. Ils ne respectent point leur ennemi mort et se livrent au contraire sur son cadavre à toutes sortes d'outrages.

Ces détails nous conduisent tout naturellement à consacrer quelques pages à ce que l'on pourrait appeler la vie publique des Maures, aux différents métiers qu'ils exercent, à l'idée qu'ils ont de la justice, enfin et surtout à la manière dont ils font la guerre.

N'est-ce pas faire une injure grave à la poésie que de la classer parmi les métiers ? Il le faut bien cependant ; nous prierons seulement ceux de nos lecteurs qui taquinent la Muse de ne s'en point formaliser et de considérer seulement que nous sommes ici chez les Maures

La meilleure des professions, parmi eux, est celle de *griot*. Le griot est à la fois un poète, un musicien et un chanteur, et la nature départit ce triple talent tantôt à un homme, *higuive*, tantôt à une femme, *vérekane*. Les uns et les autres improvisent, en s'accompagnant sur une sorte de violon, soit des poésies tendres et sentimentales, soit des chants guerriers qui enflamment le courage de leurs compatriotes. Celui que son astre, en naissant, a créé véritablement poète, excite à un tel degré l'enthousiasme de ses auditeurs que l'on voit parfois ceux-ci arracher leurs bijoux ou même leurs vêtements pour les jeter à l'artiste. N'êtes-vous point disposé à trouver cela fort ridicule ?... Oui ; mais n'oubliez pas que les Espagnols en font à peu près autant pour une *prima spada* favorite, et que peut-être nous les imiterions si,

comme la chose a été demandée, on introduisait chez nous les courses de taureaux.

Indépendamment de ces marques spontanées de reconnaissance, les griots reçoivent force cadeaux, sont chéris des princes, vont toujours bien vêtus, bien nourris, gros et gras. Avis aux poètes faméliques, qui ne trouveraient point amer le pain de l'expatriation !

Nous placerons après eux les médecins, qui ne connaissent guère que des procédés empiriques, et n'offrent aucun caractère particulièrement intéressant. La chirurgie leur est à peu près inconnue, et cependant ils parviennent quelquefois — avec l'aide de la nature — à guérir des blessures dangereuses.

Nous serions presque tenté de ranger encore parmi les professions libérales chez les Maures celle de ces ouvriers que nous appelons brutalement, à-Saint-Louis, des forgerons, mais que leurs compatriotes nomment *addatt*, et qui sont des artistes plutôt que des artisans. Ils cisèlent avec une adresse merveilleuse, surtout si l'on songe à l'infériorité de leurs outils, tous les métaux, communs ou précieux, qui leur tombent sous les mains, et créent des armes, des étriers, des chaînes, etc., qui sont presque des bijoux.

Leurs femmes se livrent à des travaux non moins remarquables sur les cuirs et les peaux, qu'elles tannent, colorent, et transforment en tapis et en objets divers d'une valeur réelle.

Tous ces artistes, — c'est bien le nom qu'ils méritent — sont fort prisés de leurs compatriotes. Toutefois, il faut bien le reconnaître, ceux qui sont les plus estimés chez

les Maures, — est-ce bien là seulement ? — sont tout simplement les plus forts. Le Coran est la loi générale à laquelle tous obéissent, ou plutôt devraient obéir ; mais l'homme que son crédit, sa richesse, sa valeur guerrière ou sa « robustesse », pour employer un mot à la mode, rend tout-puissant, ne reconnaît guère d'autre règle que son bon plaisir, et aucune autorité n'est là pour le ramener à une plus exacte notion du devoir ; car la justice n'existe pour ainsidire pas chez eux, et le roi, chef féodal, est, dans la plupart des cas, incapable de s'interposer. Le degré d'estime qu'ils accordent à la force est bien indiqué dans l'apologue suivant, très répandu chez les Maures :

« Si le mensonge pénètre sous une tente, il va s'asseoir sur le lit et en prend possession ; pendant qu'il triomphe, si la vérité se présente, le mensonge s'empresse de quitter la place d'honneur, et, ébloui par l'éclat de la vérité, s'abaisse devant elle. Mais si la force arrive, elle envahit tout, et le mensonge et la vérité s'enfuient en poussant des gémissements. »

Au point de vue militaire, le général Faidherbe donne sur les Maures de fort intéressants détails. On ne saurait dire mieux que le vaillant officier qui les a si longtemps combattus ; nous lui emprunterons donc les lignes suivantes :

« Les Maures guerriers, qui forment à peu près la moitié de la population des Trarzas (les autres étant marabouts et sans armes), sont armés de fusils à deux coups et à pierre, qu'ils achètent à nos comptoirs. Beaucoup d'entre eux sont estropiés aux mains et aux

bras par suite de l'explosion de quelqu'une de ces armes : en effet, ces fusils ne sont pas très solides, et ils sont souvent beaucoup trop chargés, avec deux, trois et quatre balles ; ils sont du reste parfaitement entretenus, et leur poignée est généralement renforcée par les forgerons du pays, au moyen d'une gaine ou d'une simple bande de fer poli. Enfin ils sont toujours renfermés avec soin dans un étui en cuir, d'où on ne les sort qu'au moment de s'en servir pour combattre.

Les Maures ne sont vêtus que d'une culotte courte et d'une espèce de gandoura qu'ils relèvent latéralement au-dessus de leurs épaules, de manière à laisser les bras entièrement libres, et qu'ils serrent à la taille par une ceinture. Avec ces vêtements noirs, la tête nue, et leurs longs cheveux bouclés et flottant au vent, ils ont l'air excessivement sauvage.

Leurs selles sont petites et ne pèsent, toutes garnies, que quatre kilogrammes au plus, de sorte que, comme les cavaliers eux-mêmes sont généralement maigres, leurs petits chevaux n'ont pas une grande charge à porter et sont susceptibles de fournir de longues courses.

Quant à leur manière de faire la guerre, les Maures n'attaquent que pour enlever du butin ou des captifs. S'il n'y a rien à gagner, ils refusent généralement le combat ; ils montrent même moins de vigueur pour défendre leur propre bien que pour ravir celui des autres.

S'ils veulent attaquer une caravane en route, ils s'embusquent dans l'herbe, et, au moment où la caravane arrive sur eux, ils tuent à bout portant quelques hommes, se lèvent en poussant des cris, et, si les conducteurs

fuient, ils s'emparent du butin ; si les conducteurs se défendent, les agresseurs se sauvent généralement eux-mêmes.

Pour voler un troupeau, ils le font observer au pâturage pendant quelques jours par des espions, puis, à un moment propice, ils assassinent les bergers, qui sont souvent des enfants, et se sauvent avec le troupeau. S'ils ont à craindre d'être poursuivis, ce sont des cavaliers qui enlèvent le troupeau et le font courir à toute vitesse ; et, dans ce cas, une bande de fantassins s'embusque dans l'herbe, sur le chemin que doit suivre la razzia ; les maîtres du troupeau, en cherchant à rattraper leur bien, tombent dans l'embuscade, perdent quelques hommes et cessent généralement la poursuite.

S'agit-il d'emporter un village de noirs, les Maures l'entourent pendant la nuit ; à un signal donné, ils tirent des coups de fusils, et poussent des cris qui, pour les habitants, sont plus effrayants que les rugissements du lion ; les hommes du village se sauvent presque toujours, et les Maures emmènent femmes, enfants et bestiaux.

Les seuls cas où les Maures se battent avec acharnement, c'est dans leurs querelles intestines, suscitées par des haines de famille ou de tribus ; alors ils se livrent des combats sérieux, des luttes à mort. Mais contre les blancs et contre les noirs que leurs chefs méprisaient presque également, le point d'honneur consistait pour eux à faire du mal à l'ennemi sans en éprouver. Si un noble Trarza était tué par les blancs ou par les noirs, c'était un déshonneur pour sa famille.

Du reste, ces espèces d'hommes de proie sont infatigables et pleins d'énergie pour supporter les souffrances et les privations ; ils montrent en outre une grande cruauté envers les vaincus et les prisonniers ; de là, l'immense terreur qu'ils inspiraient.

D'après le portrait qui vient d'en être fait, on voit qu'il n'est pas tout à fait exact de dire, comme on l'a répété souvent, que les Maures sont aussi lâches que cruels, qu'ils manquent complètement de cette qualité, assez mal définie, du reste, que nous nommons courage. Le Maure a certainement du courage : ce n'est pas la brillante valeur des héros de nos histoires et de nos romans, ce n'est pas non plus le courage du devoir, le courage sans faste et sans ostentation du soldat qui, à toute heure du jour et de la nuit, est prêt à courir à la mort sur un mot de ses chefs, parce que ce sont les conditions de son noble métier ; c'est encore bien moins le courage spontané du dévouement, apanage des âmes d'élite sous toutes les latitudes et dans toutes les classes de la société ; mais c'est le courage de l'homme qui vit de rapines à main armée. Puisqu'il tire ses ressources journalières de ses violences, il ne faut pas qu'il en meure. La première condition, c'est qu'il rapporte du butin sans être tué ou blessé : aussi fuit-il devant la résistance. Tout cela est conséquent ; mais ne faut-il pas à une bande de ces brigands un grand courage pour traverser le fleuve à la nage, par une nuit noire, malgré les croisières et les crocodiles, pour s'engager dans un pays où ils sont détestés, pour passer entre des villages populeux, se cacher pendant des jours et des nuits en

pays ennemi, attaquer hardiment un village qui a quelquefois beaucoup plus de fusils qu'eux, faire des prises considérables et les ramener, malgré la poursuite des populations, à travers les forêts, les marigots, les bras du fleuve, où ils peuvent à chaque pas tomber dans des embuscades? »

Terminons notre étude sur les Maures par une courte mention accordée aux métis qu'ils ont créés en s'alliant aux négresses, les *Pourognes*. Ces derniers, comme il arrive presque toujours en pareille occurrence, exagèrent les qualités et les défauts de leurs ascendants. Ce sont les pires fourbes et les plus effrontés pillards qui se puissent voir ; mais en revanche il faut leur rendre cette justice qu'ils se montrent fort braves, durs à la fatigue, et presque insensibles à la douleur. Le commandant Archinard consacre quelques lignes bien méritées à l'un de ces Pourognes, engagé dans nos rangs comme tirailleur. Atteint, en descendant le fleuve, de trois balles qui entraînèrent avec elles de gros fragments d'os, il ne se plaignait pas, malgré ces horribles blessures ; il marchait encore dans la nuit qui les suivit et pendant laquelle il mourut. Quel disciple de Zénon eût fait davantage et eût mieux appliqué la fameuse maxime : Douleur, tu n'es pas un mal !

CHAPITRE V.

LES FRANÇAIS AU SÉNÉGAL. — AVANT 1854.

Nos débuts. — La *troque*. — Richelieu et les Compagnies. — Vœu d'un créole. — André Brûe ; petits moyens, grands effets. — Fortunes diverses.

A quelle époque nos ancêtres firent-ils dans ce pays leur première apparition ? C'est là un problème historique impossible à résoudre d'une façon précise.

Les Portugais assurent avoir découvert le fleuve Sénégal de 1444 à 1446. Il est certain cependant que les Normands connaissaient la baie de Gorée, dans le voisinage de Rufisque, depuis plus d'un siècle déjà (1364). Il est probable que dans la période préhistorique en quelque sorte de cette colonie, son grand fleuve était fréquenté, — sans que l'on puisse dire au juste qui arriva le premier, — par des aventuriers de tous pays, notamment de France, de Portugal, d'Angleterre et de Hollande.

Ni les uns ni les autres ne fondèrent de comptoirs fixes. Ils arrivaient sur leurs galéasses (1), apportant une grande quantité d'objets de mince valeur, dont la coutellerie, la quincaillerie, la miroiterie, la bimbélote-

(1) Grands navires, marchant à la voile ou à rames, employés au moyen âge.

rie, etc., formaient le fonds ; et, après des échanges plus ou moins laborieux avec les indigènes, ils repartaient, leurs cales bondées de gomme, d'encens, de poivre, d'indigo, d'ivoire et de pierres brutes où brillaient des paillettes jaunes qui étaient de l'or. C'est ce qu'on nommait la *troque* : fructueux commerce, comme on voit ! C'est de cette époque, dit M. J. Ancelle, « que date l'industrie de l'ivoire sculpté, qui fait encore aujourd'hui la fortune de Dieppe ».

Les luttes malheureuses de la France contre l'Angleterre de 1337 à 1453, les discordes intestines, les malheurs des temps chassèrent nos compatriotes des bords du Védamel ou Riu de l'Or, comme on appelait alors le Sénégal, et le petit nombre de comptoirs qu'ils avaient fini par fonder devint la proie des Hollandais et des Portugais.

Après deux siècles et plus, nous reparûmes assez timidement, et c'est seulement sous l'administration, nous allions dire le règne, de Richelieu, que l'on constate pour la première fois au Sénégal l'existence d'une véritable société dotée d'une organisation régulière, la *Compagnie Normande ou Association des marchands de Dieppe et de Rouen*. Son premier directeur fut Thomas Lombart.

C'était un habile homme que le sévère ministre de Louis XIII. A cette époque où, par ailleurs, le despotisme et la compression à outrance étaient les deux principes fondamentaux du gouvernement, il sut, par des faveurs adroitement concédées, aider au développement des colonies qui se fondaient. A la Compagnie du Sénégal, comme à d'autres aussi, il accorda notam-

ment : 1° « le privilège de la navigation et le monopole perpétuel ou temporel du commerce », privilège et monopole qui ne sont pas à regretter, la concurrence étant la vie et l'âme même du commerce ; 2° « la participation de la noblesse sans dérogation et l'anoblissement de certains associés », ce qui avait une grande importance en ce temps-là, mais n'en aurait aucune au nôtre, bien que l'espérance d'un prétendu titre de noblesse puisse encore, assure-t-on, enfiévrer quelques cervelles faibles de croquants et de vilains ; 3° « le concours pécuniaire de la cour, la protection royale, le droit de maîtrise en France à tout ouvrier ayant séjourné six ans dans les colonies ; enfin *la franchise d'impôt dans les villes et ports des Compagnies ; l'entrée sans frais en France des produits naturels et manufacturés des colonies, etc., etc.*

Nous soulignons à dessein ces deux dernières concessions. Aujourd'hui, malheureusement, de cruelles nécessités financières, dont la responsabilité n'incombe pas au gouvernement de la république, lui imposent la dure obligation de frapper de droits énormes tout ce qui va aux colonies et tout ce qui en vient, surtout pour les Antilles. Un jour, espérons-le, ce système pourra être modifié : puisse cette espérance chère aux créoles et formulée ici par l'un d'entre eux, se réaliser dans un avenir prochain !

La *Compagnie Normande* commença au Sénégal de 1626 à 1664. A côté d'elle se fondèrent successivement une Société malouine et une Société parisienne. A elles trois elles exploitaient : 1° le cap Vert et la Gambie ; 2° la Guinée, entre Sierra-Leone et le cap Lopez ;

3° les côtes comprises entre Sierra-Leone et le cap Blanc.

C'est durant cette période que fut fondée la ville de Saint-Louis.

En 1664, la *Compagnie Normande* vendit ses établissements, pour le prix fabuleux de 1.600.000 livres tournois, à la *Compagnie des Indes Occidentales*.

Celle-ci fit de mauvaises affaires, et dut céder la place à une autre Société.

Ces changements d'ailleurs étaient fréquents, et dans une période de quatre-vingt-treize ans on compte six Sociétés munies du privilège :

- Compagnie Normande, 1626-1664 ;
- Compagnie des Indes Occidentales, 1664-1673 ;
- Compagnie d'Afrique, 1673-1682 ;
- Compagnie du Sénégal, 1682-1695 ;
- Compagnie de Paris, dite aussi du Sénégal, Cap Nord et Côte d'Afrique, 1695-1709.
- Compagnie du Sénégal, 1709-1719.

Quelques-unes se retiraient avec des bénéfices, mais presque toutes périlclitaient, soit que les actionnaires vinssent à se lasser, trouvant qu'elles n'exportaient pas assez de marchandises ou de nègres, soit qu'elles fussent battues en brèche par les compagnies étrangères.

Cette période n'offre rien d'intéressant, si ce n'est l'administration d'André Brûe, dont le nom mérite d'être cité avec les plus grands éloges. Ce fut la Compagnie de Paris, créée par d'Apougny, qui chargea Brûe de ses intérêts en Afrique. Justifiant la haute opinion que l'on avait conçue de son énergie, de son expérience

commerciale et de son habileté à conduire les hommes, il sut à la fois établir une discipline devenue fort nécessaire parmi les employés de la Compagnie, agrandir le champ de son exploitation, enfin découvrir des richesses nouvelles.

Pour atteindre le premier but, il introduisit dans la vie de ses subordonnés des habitudes de régularité oubliées depuis longtemps, et les fortifia par un singulier moyen de coercition : ceux qui ne venaient point assister aux prières du soir et du matin, faites en commun, étaient privés de leur ration d'eau-de-vie. La nature humaine a ses faiblesses : tout le monde devint d'une piété exemplaire.

Pour agrandir le champ des opérations de la Compagnie, qui était fort limité, il entra en relations avec les rois nègres les plus voisins, les véritables maîtres de tout le commerce d'échange, et obtint leurs bonnes grâces en se rendant auprès d'eux, en paraissant partager leurs superstitions, en accordant la plus grande confiance aux *grisgris*. Il appliquait en petit, et sans les connaître probablement, les théories romaines de colonisation. Il y ajouta aussi du sien, et, faisant pour les sauvages le contraire de ce qu'il avait décidé pour ses employés, il leur distribua l'eau-de-vie à profusion. Ceci avait un triple avantage : on faisait plaisir aux nègres, qui adorent l'eau-de-feu ; on les amenait avec lenteur à un certain degré d'abrutissement, état qui n'est point à dédaigner chez un adversaire ; enfin, en cultivant ce goût chez eux, on assurait un développement considérable au commerce des alcools. Ces diverses combinaisons n'étaient sans

doute pas des plus charitables ; mais à cette époque la philanthropie n'était pas encore inventée.

Brüe acquit, notamment chez les Peuls, la peuplade la moins ignorante et la plus forte de tout le territoire, une influence telle, que leur roi voulait absolument le prendre pour gendre. Il aima mieux conserver sa liberté. Muni de l'assentiment des uns et des autres, il établit de nouveaux comptoirs et construisit des forts pour les protéger. Il arriva ainsi à se substituer en partie aux Maures pour le commerce de la vallée du Sénégal, et parvint même à entrer en relations commerciales avec les nègres de la côte, malgré leur inintelligence et les prétentions du roi des Ouoloffs. D'un autre côté, il avançait, autant que faire se pouvait, dans l'intérieur, tantôt vers le Cayor, vers l'embouchure du Rio-Grande ou celle de la Géba, où un comptoir fut fondé. Il conclut aussi un traité avec le roi de Bissao, et eut ainsi entre les mains presque tout le commerce du pays. Les Portugais luttaient en vain contre son influence ; les Anglais, plus habiles à manier l'intrigue, réussirent à lui attirer l'inimitié de Latir, roi des Ouoloffs, qui le fit prisonnier par surprise, et ne le remit en liberté que contre rançon. Brüe se préparait à châtier cette trahison, lorsqu'il fut rappelé en France.

Ce fut Louis Le Maître qui le remplaça. Mais ce directeur, malheureux en plusieurs combats, ne maintint pas les affaires dans l'état de prospérité où les avait mises son prédécesseur, et la *Compagnie de Paris* céda la place à une *Compagnie de Rouen*. Celle-ci reprit André Brüe, et tout marcha bien de nouveau ; le trafic des gommes

augmenta considérablement, et Compagnon, commis du directeur, découvrit des mines d'or dans le Bombock,

Depuis 1720, époque à laquelle Brüe se démit définitivement de ses fonctions, la colonie du Sénégal a passé par des fortunes diverses, dont voici, rapidement énumérées, les phases principales :

En 1756, pendant la guerre de Sept Ans, elle fut conquise par les Anglais, et ils la gardèrent en vertu du traité de 1763, qui mit fin à cette longue lutte. Nous la reprîmes en 1799, pour la reperdre encore pendant les guerres du premier Empire. Enfin, en 1815, elle devint française de nouveau, et depuis ce moment elle n'a pas cessé de l'être.

Cela ne veut pas dire que nous y fussions solidement établis, ni que nous y eussions engagé des intérêts considérables, ni que notre prestige y fût des plus brillants.

Aujourd'hui notre puissance s'étend, à peu près sans conteste, sur d'immenses territoires qui, dans l'intérieur, vont de Saint-Louis jusqu'au Niger, et qui, sur la côte, s'allongent du cap Blanc à la Mellacorée ; mais au prix de quels efforts, de quelle héroïque persévérance avons-nous atteint ce résultat ! On pourra s'en rendre compte dans le chapitre suivant ; disons dès à présent que le nombre infime des troupes dont disposaient les gouverneurs du Sénégal n'a pas nécessité moins de trente années de luttes sanglantes pour asseoir notre autorité dans ce pays.

CHAPITRE VI.

DE 1854 A 1877.

Les *coutumes*. — Ordres énergiques. — Conquête du Oualo. — Guerre contre les Trarzas ; insolences ; un beau trait. — Al-Hadji-Omar. — Paul Hollà Médine. — Expéditions diverses. — Lat-Dior.

Jusqu'en 1854, lit-on dans les *Annales Sénégalaises* publiées avec l'autorisation du ministre de la marine sous la direction du général Faidherbe, ouvrage auquel nous empruntons les détails qui suivent, « jusqu'en 1854, nous n'occupions au Sénégal que quelques territoires très restreints, et les plus puissants des chefs indigènes nous considéraient comme leurs tributaires ».

C'est ce que nous étions, en effet. *Amkoubel*, nous disaient les Ouoloffs ; *Djezia* (1), faisaient les Maures en écho. L'un et l'autre mot, que nous traduisions par *coutumes*, signifiaient que tous les ans nous devions aller avec une certaine pompe payer aux chefs indigènes une redevance, un loyer, si l'on veut, pour la place que nous occupions dans leur pays.

En outre, le commerce des gommes, principale exploitation du pays, ne se faisait que dans les *escales*, « sorte de foires annuelles, tenues sous la surveillance des chefs

(1) *Djezia*, mot arabe qui désigne le tribut religieux par lequel les infidèles, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas musulmans, doivent acheter la paix aux sectateurs du Prophète.

maures, dans des conditions onéreuses et humiliantes pour nous ».



Chef ouoloff.

Enfin la situation de nos commerçants était rendue plus intolérable encore par les pillages continuels auxquels se livraient sans vergogne des brigands maures, ouoloffs ou toucouleurs.

Notre première tentative de résistance sérieuse consista d'une part, dans l'établissement d'un poste fortifié commencé à Podor, le 27 mai 1854, par le capitaine du génie Faidherbe, et achevé trente-quatre jours après ; d'autre part, dans une verte correction infligée aux Toucouleurs du Dimar, qui avaient voulu s'opposer à la construction de notre fortin.

Nous ne devons pas tarder à prendre une offensive plus vigoureuse, car différentes dépêches adressées par M. Ducos, alors ministre de la marine, à M. Protet, gouverneur de la colonie, dans le courant de l'année 1854, portaient les ordres suivants :

« Nous devons *dicter nos volontés aux chefs maures pour le commerce des gommes. Il faut supprimer les escales en 1854, employer la force, si l'on ne peut rien obtenir par la persuasion. Il faut supprimer tout tribut payé par nous aux Etats du fleuve, sauf à donner, quand il nous plaira, quelques preuves de notre munificence aux chefs dont nous serons contents. Nous devons être les suzerains du fleuve. Il faut émanciper complètement le Oualo en l'arrachant aux Trarzas, et protéger en général les populations agricoles de la rive gauche contre les Maures. Enfin il faut entreprendre l'exécution de ce programme avec conviction et résolution.* »

C'est à M. Faidherbe, nommé successivement chef de bataillon, lieutenant-colonel et colonel du génie, gouverneur du Sénégal du 16 décembre 1854 au 4 décembre 1861, puis du 14 juillet 1863 au 12 juillet 1865 — il était alors général de brigade — qu'il fut donné de réaliser la plus grande partie de ces énergiques instructions.

De 1854 à 1885, nous avons successivement entrepris et mené à bonne fin les opérations suivantes : conquête du Oualo ; guerre contre les Trarzas et leurs alliés du Oualo ; guerre des Bracknas ; guerre contre Al-Hadji-Omar et ses adhérents ; expéditions de Nguick ; de Niomré ; de Sine ; de la Basse-Casamance ; du Cayor ; de la Haute-Casamance (Souna) ; de Sine et de Salom ; opérations militaires dans le Cayor ; expéditions contre les Sérères ; affaires du Fouta ; conquête du Cayor ; expédition du Bosséyabé ; expédition des Guimbering (Basse-Casamance) ; guerre contre Maba ; guerre contre Lat-Dior et Ahmadou-Cheikou ; campagnes de pénétration vers le Niger ; prise de Sabouciré ; mission Galliéni et opérations du colonel Borgnis-Desbordes ; première campagne (1880-1881) ; deuxième campagne (1881-1882) ; troisième campagne (1882-1883) ; quatrième campagne (1883-1884) ; cinquième campagne (1884-1885) ; opérations dans le Fouta sénégalais ; opérations dans le Cayor.

Ce ne serait pas trop d'un volume tout entier pour raconter, même en les résumant et en leur ôtant par suite une grande partie de leur intérêt, ces différentes campagnes, pour redire les efforts héroïques de nos officiers et de nos soldats. Le général Faidherbe l'a fait d'ailleurs avec une simplicité pleine d'éloquence (1), et ce serait à la fois une témérité et une besogne inutile que de l'entreprendre après lui. Nous nous bornerons donc à le suivre rapidement dans son récit, nous con-

(1) *Annales sénégalaises.*

tendant de noter au passage les résultats acquis et d'extraire du volumecité quelques passages typiques.

La conquête du Oualo, territoire situé immédiatement au sud de Saint-Louis, se fit de janvier 1855 à décembre de la même année. Nous y fûmes aidés par le concours des volontaires de Saint-Louis. Il est curieux de noter que ces gens avaient l'habitude de nous prêter assistance, mais en se réservant la faculté de marchander leur concours et de discuter, en pleine expédition, s'ils continueraient ou non à marcher. C'est à cette époque qu'on leur fit comprendre qu'une telle manière de faire ne saurait plus être tolérée.

« Une fois bien avertis, ils montrèrent toute l'obéissance qui convient à des troupes, firent preuve de courage et de dévouement dans bien des circonstances et rendirent de très bonsservices, surtout dans les razzias... Les insoumis du Oualo prirent encore part à la lutte des Trarzas contre nous jusqu'à la conclusion de la paix avec cette tribu, en 1858... Aujourd'hui le Oualo est un pays tout français, parfaitement soumis aux chefs que nous lui avons donnés, et qui se livre avec ardeur à la culture et au commerce pour rétablir sa prospérité et oublier ses longues souffrances. »

Dans la guerre contre les Trarzas, nous eûmes à combattre un chef puissant et redouté, Mohammed-El-Habib.

Pour donner une idée du peu de cas que tous ces gens-là faisaient de nous, citons l'incroyable réponse qu'il adressa au gouverneur. Celui-ci lui avait écrit que la paix n'était possible qu'aux conditions suivantes : suppression des escales, suppression des coutumes, renon-

ciation au Oualo, cessation des pillages sur la rive droite. Mohammed-El-Habib répondit : « J'ai reçu tes conditions ; voici les miennes : augmentation des coutumes des Trarzas, des Braknas et du Oualo ; — destruction immédiate de tous les forts bâtis dans le pays par les Français ; — défense à tout bâtiment de guerre d'entrer dans le fleuve ; — établissement de coutumes nouvelles pour prendre de l'eau et du bois à Guet-Adar et à Bop-Nkior ; — enfin, préalablement à tout pourparler, le gouverneur Faidherbe sera renvoyé ignominieusement en France. »

Il n'y avait plus qu'à infliger de sanglantes défaites à cet outrecuidant personnage, et c'est ce que firent nos vaillantes troupes à différentes reprises. Ce ne fut pas toutefois sans des difficultés considérables, car les Trarzas, aussi bien que les Maures qui combattaient en même temps contre nous, montrèrent en toute circonstance un véritable courage et nous opposèrent une résistance vigoureuse.

« On voit par l'affaire de Gaudon, écrit le général Faidherbe, que les Maures ne sont pas aussi lâches qu'on veut bien le dire, et qu'ils se montrent quelquefois, au contraire, pleins d'audace et d'énergie. A Langobé, aucun ne sourcilla devant la mort ; il y eut même de la part de l'un d'eux un trait de dévouement qui mérite d'être raconté. Nous avons dit tant de mal des Maures, qu'il ne serait pas juste de laisser passer une occasion d'en dire du bien. Il y avait au combat de Langobé trois frères, cousins du roi des Trarzas, Mokhtar, Mohammed et Ibrahim ; avec eux se trouvait un jeune

enfant, fils de Mokhtar. Ibrahim montait une jument du roi des Trarzas, nommée El-Bouïda (Blanchette), jouissant d'une grande réputation de vitesse, et portant en croupe le jeune fils de Mokhtar. Il dit à ce dernier de monter, lui troisième, sur la jument pour se sauver. Mokhtar répondit : Ce serait nous perdre tous trois ; sauve l'enfant, Mohammed et moi nous allons nous faire tuer ici pour protéger votre fuite. Quelques spahis étaient déjà sur eux et les sabrèrent, mais la jument put mettre ses cavaliers en sûreté. »

La guerre contre les Trarzas avait commencé au mois de mars 1855. Le 20 mai 1858, Mohammed-El-Habib signa avec nous un premier traité qui nous donnait satisfaction et par lequel il reconnaissait, entre autres choses, en son nom et au nom de ses successeurs, que les territoires du Oualo, de Gaé, de Bokal, du Toubé, de Dialakar, de Gaudiolo, de Thionq, de Djiaos et de N'diogo appartenaient à la France en toute puissance et propriété. Le 10 juin suivant, Mahommed-Sidi, « roi d'une partie des Braknas », consentait un traité analogue, et son compétiteur Sidi-Ely signait le double du même traité pour le cas où il l'emporterait. Toutefois la lutte ne put être considérée comme complètement terminée que vers la fin de 1859.

Omar (Al-Hadji) était un marabout toucouleur, qui avait fait le pèlerinage de la Mecque (1), où il avait passé plusieurs années, et qui jouissait parmi les siens d'une haute réputation. Il prêcha contre nous la guerre sainte et la

(1) Al-Hadji signifie le pèlerin.

soutint avec la plus grande énergie. Nous eûmes à lutter contre lui depuis la fin de 1854 jusqu'à la fin de 1860. Voici comment il terminait une lettre adroite et perfide adressée par lui dès le début aux habitants de Saint-Louis :

« Maintenant je me sers de la force, et je ne cesserai que lorsque la paix me sera demandée par votre tyran (le gouverneur), qui devra se soumettre à moi, suivant ces paroles de notre maître : Fais la guerre aux gens qui ne croient ni en Dieu, ni au jugement dernier, ou qui ne se conforment pas aux ordres de Dieu et de son Prophète, au sujet des choses défendues, ou qui, ayant reçu une révélation, ne suivent pas la vraie religion (les juifs et les chrétiens) jusqu'à ce qu'ils payent la Djézia par la force et qu'ils soient humiliés.

« Quant à vous, enfants de Ndar (Saint-Louis), Dieu vous défend de vous réunir à eux ; il vous a déclaré que celui qui se réunira à eux est un infidèle comme eux, en disant : Vous ne vivrez pas pêle-mêle avec les juifs et les chrétiens : celui qui le fera est lui-même un juif ou un chrétien. Salut! »

Dans notre lutte contre Al-Hadji-Omar, nous eûmes pour allié un chef indigène, Boubakar-Saada, dont le concours ne nous fut pas inutile. Un moment, en 1856, notre situation fut des plus critiques. C'est à cette époque que le Pèlerin alla mettre le siège devant Médine. Cette ville, heureusement, était commandée par un homme des plus énergiques, Paul Holl, qui avec des forces bien inférieures à celles de l'ennemi résista héroïquement à ses attaques, malgré les cruelles privations

imposées par la famine aux défenseurs de la place. Cette terrible situation dura du 11 mai au 18 juillet, et elle aurait fini d'une façon tragique pour les nôtres, si le gouverneur n'avait pu, malgré les plus grandes difficultés, venir à leur secours. Lorsque les Toucouleurs eurent été mis en fuite, les défenseurs, le commandant Paul Holl en tête, dit le général Faidherbe, se jetèrent dans les bras de leurs libérateurs, avec une joie qu'il est inutile de décrire.

Mais quel spectacle navrant pour ces derniers ! Plus de 6,000 individus, en grande majorité femmes et enfants, entassés presque sans abri et au milieu des immondices dans un espace de moins de 5,000 mètres carrés !.... La faim se peignait sur tous les visages : depuis plus d'un mois, on ne se nourrissait que de quelques arachides, et on n'avait pas de bois pour les faire cuire. Les maladies ravageaient cette multitude affamée, et, pour achever le tableau, trois à quatre cents cadavres ennemis, dans un affreux état de putréfaction, au pied de l'enceinte, empestaient l'air environnant.

L'ennemi ayant été repoussé hors de vue de la place, la population sortit en toute hâte, n'ayant pas assez d'expressions ni de gestes pour témoigner sa reconnaissance au gouverneur, ainsi qu'à ses officiers et à ses troupes.

Les femmes se précipitaient sur les moindres morceaux de bois, comme si c'eût été des objets précieux, pour allumer un peu de feu et faire bouillir des racines ; d'autres cueillaient et mangeaient l'herbe crue.

On se mit aussitôt à nettoyer les environs pour faire disparaître les causes d'infection, qui eussent pu devenir

fatales, et à faire évacuer le fort pour y installer les troupes.

Une expédition entreprise au mois d'octobre 1859, et qui se termina par la prise de Guémou, mit fin à la guerre contre Al-Hadji-Omar. Il signa en août 1860 un traité fixant les territoires qui lui restaient et ceux que nous avions conquis. Les premiers sont peu à peu venus augmenter les seconds, depuis que le Pèlerin est mort et que, comme on le verra plus loin, nous avons mené à bonne fin nos campagnes de pénétration vers le Niger.

Nous ne pouvons que mentionner en passant l'expédition dirigée en décembre 1856 contre le chef du village de N'guik, expédition qui nous rendit maîtres du N'diambour tout entier, soumis depuis cette époque à notre domination.

Il en est de même de la campagne faite en mai 1859 dans le Sine, sur la côte, au sud de Gorée; elle fut suivie de traités qui placèrent le Baol, le Sine et le Saloum sous le protectorat de la France.

Des résultats analogues furent obtenus en mars et en novembre 1860, et en février 1861, par les expéditions envoyées contre les populations Djola de la Basse-Casamance, contre les populations Balantes qui habitent vers la partie moyenne du fleuve, enfin contre les populations musulmanes mandingues de la Haute-Casamance.

Les opérations militaires dans le Cayor durèrent plus longtemps et offrirent de plus grandes difficultés. Ce pays, situé au cœur même de notre colonie, entre Saint-Louis et Dakar, avait cependant, jusqu'en 1860, complètement échappé à notre influence. Nos traitants ne pouvaient y

pénétrer qu'en s'exposant à millo vexations de tout genre. Biraïma, damel de la région, avait consenti en 1859 à nous permettre d'y établir une ligne télégraphique et des relais pour nos courriers ; mais quand son fils Macodou lui eut succédé, il retira cette autorisation. C'est pour obtenir l'exécution du premier traité que, le 2 janvier 1861, une colonne expéditionnaire fut lancée dans le Cayor. Elle établit successivement des postes à M'Boro, à Gandiole et à Lampoul ; Macodou, pris de peur, ne tarda pas à nous concéder le territoire situé entre la côte et les Niayes, à promettre sa protection à tous les nôtres dans le Cayor, enfin à garantir la sécurité de la route entre Dakar et Saint-Louis. Malheureusement il ne tint aucune deses promesses ; nous dûmes faire contre lui une nouvelle démonstration au mois de mars et nous finîmes par le déposer. Nous le remplaçâmes d'abord par Madiodo, ensuite par Lat-Dior. Ce dernier, bien qu'il fût notre créature, se conduisit avec si peu de loyauté, qu'il fallut le combattre en 1863, et, après avoir établi un poste à N'guiguïs, au centre de son pays, le mettre en fuite et le remplacer par Madiodo. Le nouveau damel nous abandonna par traité le Diambour, le M'baouar, l'Andal et le Sagnokor. Lat-Dior, malheureusement, tenait toujours la campagne, menaçant le poste de N'guiguïs, et réussissant à nous causer des pertes sensibles, notamment dans le combat du 30 décembre 1863. « De 140 hommes environ dont se composait la colonne, dit le général Faidherbe, il ne revint que 20 spahis, dont 8 blessés, 2 officiers, 1 docteur et 16 tirailleurs dont 9 blessés ; nos alliés perdirent en outre beau-

coup de monde. » En revanche, Lat-Dior subit à Loro, le 11 janvier 1864, une sanglante défaite. A la suite de notre victoire, tous ses partisans l'abandonnèrent et vinrent faire leur soumission à notre allié Madiodo. Comme ce dernier ne renonçait point à ses déplorables habitudes de trahison, nous prîmes le parti de diviser le Cayor en cantons, que nous plaçâmes sous l'autorité de chefs nommés par nous.

Depuis ce moment, sans compter les expéditions destinées à protéger nos commerçants ou à les venger, nous eûmes encore deux guerres importantes dans le Cayor : l'une contre Maba, l'autre contre Ahmadou-Cheikou.

Maba était une sorte de prophète originaire du Fouta. Il avait réussi, en 1861, à se rendre un moment maître du Rip, province du Saloum, puis, en 1863 et 1864, du Saloum tout entier et du Badibou. Encouragé par ses succès d'autrefois, il s'allia en 1865 avec Lat-Dior, le damel dépossédé, et tenta de conquérir le Djolof, le Diambour et le Cayor. Au mois de novembre de cette même année, M. Pinet-Laprade, alors gouverneur, dut marcher contre lui. Il lui infligea de nombreuses défaites, et, le 30 novembre, après une brillante victoire, s'empara de Nioro, capitale du Rip. Maba se révolta de nouveau en 1867 ; mais il perdit le 18 juillet une bataille importante, dans laquelle il fut tué, ainsi que son fils, son neveu et son principal lieutenant. Son allié Lat-Dior ne put faire autrement que de se soumettre, et nous le nommâmes alors chef de Guet, son canton natal, dans le Cayor.

Cela ne l'empêcha pas de prêter son concours, en cette même année, à un autre prophète qui nous déclara la guerre, Ahmadou-Cheikou. Nous les battîmes par deux fois, en 1867 et 1869. En 1871, Lat-Dior ayant fait de nouveau sa soumission, nous le nommâmes damel du Cayor. Il sera de nouveau question de ces deux personnages, dans le chapitre suivant.

CHAPITRE VII.

DE 1877 A 1885.

Noms glorieux. — Le Soudan. — Projet abandonné. — Le capitaine Gallieni. — Tentatives diverses de pénétration dans le continent africain. — Chemin de fer transsaharien, mer intérieure, etc.

L'élément militaire a joué un rôle si considérable dans notre prise de possession du Sénégal, que nous consacrons presque exclusivement à lui seul les pages suivantes. Nous ne pouvons pas cependant ne pas prononcer au moins les noms d'hommes tels que MM. Soleillet, Duponchel, Piétri, Marly, Jacquemart, Monteil, Pol, Bayol, Derrien, Berthelot, qui ont accompli avec tant de courage et de dévouement des missions scientifiques ou topographiques, et ne pas leur rendre ici un modeste mais sincère hommage.

Le Sénégal et le Niger, dans leur cours supérieur, arrosent des territoires qui, entre toutes les parties de l'Afrique occidentale, sont ceux où l'on trouve le sol le plus fertile en même temps qu'une population très nombreuse pour le mettre en valeur. Ces précieux avantages se rencontrent particulièrement au *Soudan*.

L'usage a restreint l'application de ce nom à la région comprise entre le Sahara au nord, le bassin du Nil à l'est, la Sénégamie à l'ouest, la Guinée et les régions inexplorées de l'Afrique équatoriale au sud. M. Paul

Bourde fournit d'intéressants renseignements sur cet immense territoire, au moins cinq fois plus grand que la France, car il mesure une longueur de 4.600 kilomètres, une largeur moyenne de 6 à 700 kilomètres, et une superficie de 2.750.000 kilomètres carrés. La moitié occidentale est arrosée par le Niger ; la moitié orientale se trouve comprise partie dans le bassin de la Bénoué, affluent du Niger, partie dans une série de bassins intérieurs, dont les principaux sont ceux des lacs Tchad et Fittri.

Dans ce sol profond, abondamment arrosé, fécondé par un soleil prodigue de ses bienfaits, le riz, l'indigo, le coton, et dans quelques parties le café, le poivre, le gingembre, la noix de gourou, viennent naturellement ; on y cultive, aux environs du désert, le blé, l'orge, les dattiers, et partout ailleurs les plantes et les graines oléagineuses, le tabac, le maïs, les patates douces, les ignames, les pastèques, les oignons, les fèves, les haricots, de nombreuses variétés de mil, etc., etc. Les forêts de gom-miers, les ébéniers, les arachides, les arbres à beurre se rencontrent un peu de tous côtés. Enfin aux productions de ce pays il faut ajouter de nombreux troupeaux, une grande quantité d'ivoire et de plumes d'autruches, en dernier lieu des mines d'or. Que de richesses aussi variées qu'inépuisables !

Aussi, dit M. de Lanessan dans l'*Expansion coloniale de la France*, « parvenir au cœur de cette région, apporter les produits de notre industrie à des populations dont nous augmenterions les besoins pour le plus grand profit de notre commerce, et qui nous fourniraient en

échange leur coton, leur indigo, leurs graines oléagineuses, etc., était une entreprise digne de tenter l'imagination de tous ceux qui ont le souci du progrès de l'humanité et de la grandeur de leur patrie. »

A vrai dire, un tel projet, loin d'être facile à réaliser, présentait des difficultés presque insurmontables. En effet, le Sénégal n'est navigable que jusqu'à Médine, et encore pendant quelques mois seulement ; d'autre part, entre le cours supérieur du Niger et son cours inférieur on rencontre de nombreux rapides qui empêchent les bateaux de passer d'une partie à l'autre.

Heureusement la réunion de tant d'obstacles ne devait pas suffire à arrêter des Français. Le général Faidherbe dit lui-même qu'en créant le poste de Médine en 1855, il avait entendu poser un premier jalon sur la route de la partie navigable du Sénégal au Niger. En 1863, il chargea M. Mage, lieutenant de vaisseau, d'étudier cette route. Celui-ci explora le Ségou et la ligne qui joignait nos établissements du haut Sénégal avec le haut Niger. Il rapporta de son expédition un traité avantageux et des notes tout à fait précises ; malheureusement les événements empêchèrent, pendant près de quinze ans, qu'on donnât suite à l'entreprise.

Remarquons en passant qu'il fut un moment question de pénétrer au Soudan par un chemin de fer transsaharien. On sait quel fut le dénouement tragique de l'expédition envoyée dans le but de préparer sa réalisation sous les ordres de l'infortuné colonel Flatters ; mais c'est un projet dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

Un autre plan se rattachant au même but glorieux,

que nous devons également nous contenter de mentionner ici, consistait en la création d'une mer intérieure au sud de nos possessions algériennes. La conception en est due au commandant Roudaire, chef d'escadron au 3^{me} régiment de cuirassiers. Il voulait, en résumé, créer une mer artificielle au sud de l'Algérie et de la Tunisie, en utilisant les dépressions naturelles du sol connues sous le nom de *chotts* de Rharsa et de Melrir, qui ne sont en partie que d'anciens lacs salés et desséchés. Ce bassin aurait été relié à la Méditerranée par un canal de 240 kilomètres de longueur. Le gouvernement n'a pas cru devoir encourager cette entreprise qui aurait exigé des capitaux extrêmement considérables, et l'avenir seul décidera si elle peut être menée à bonne fin par l'initiative privée.

C'est par notre colonie du Sénégal que devait se faire la pénétration si ardemment désirée.

En 1877, M. Brièredel'Isle, alors colonel et gouverneur du Sénégal, depuis général en chef de l'armée du Tonkin, reprit les desseins du général Faidherbe.

Il s'agissait d'établir définitivement des voies de communication entre le Sénégal et le Soudan. Lorsque cette proposition fut soumise à l'examen des Chambres l'amiral Jauréguiberry, ministre de la marine, proposa d'abord l'établissement d'un nouveau poste à Bafoulabé et la construction de trois lignes de chemin de fer : 1° de Dakar à Saint-Louis, 260 kilomètres ; 2° de Mpal (près Saint-Louis) à Médine, 580 kilomètres ; 3° de Médine au Niger, 520 kilomètres.

Nous ne nous occuperons pas des discussions qui

eurent lieu en France à ce sujet, ni des variations qu'a pû subir la politique ; nous suivrons seulement nos braves soldats au Sénégal.

La première opération fut l'attaque du *tata* de Sabouciré, occupé par le chef Niamody, duquel on avait tout à craindre et qui en particulier menaçait Médine. Nous eûmes dans cette affaire treize hommes tués, dont deux officiers, et 51 blessés ; mais Niamody et presque tous les siens périrent, et notre petite colonne de 535 hommes, commandée par le lieutenant-colonel Reybaud, appuyée par les guerriers du Khasso sous les ordres de Demba, élève de l'école des otages, s'empara de Sabouciré le 22 septembre 1878.

L'année suivante, on construisit un poste à Bafoulabé au confluent du Bafing et du Bakoy. Mais, avant d'aller plus loin, le gouverneur résolut de s'assurer les bonnes dispositions d'Ahmadou, sultan de Ségou, possesseur de droit des territoires sur lesquels nous devons établir d'autres postes. Il lui envoya à cet effet le capitaine d'infanterie de marine Galliéni. Pour parvenir jusqu'au sultan, le voyage était long et dangereux, et cependant le capitaine, accompagné des lieutenants Vallière et Piétri et des docteurs Tautain et Bayol, dut partir de Médine, le 20 mars 1880, escorté seulement de vingt tirailleurs et de dix spahis. Ils avaient à protéger 250 bêtes de somme chargées de vivres et de cadeaux destinés à Ahmadou. Cette première tentative eut peu de résultats, car notre petite colonne, attaquée le 11 mai par *deux mille* Bambaras, fut décimée, ne put parvenir jusqu'à Ségou, et dut, par ordre d'Ahmadou,

s'arrêter à Nango, où le sultan la retint prisonnière pendant dix mois.

Le capitaine Gallieni a raconté lui-même son expédition dans une conférence faite à la Société de géographie de Bordeaux, et elle est assez intéressante pour que nous la reproduisons presque *in extenso*.



CHAPITRE VIII.

DE 1877 à 1885 (*suite*).

Expédition du capitaine Galliéni.

«... L'escorte nous a rendu de grands services pendant l'expédition ; c'est grâce à elle que nous avons pu remplir notre mission. Ils ont fait un peu de tous les métiers, tour à tour pionniers et âniers, car il fallait souvent se servir du pic pour pratiquer des rampes dans les berges que l'on était obligé de franchir, et veiller sur les ânes qui portaient nos bagages et les lourds cadeaux destinés aux chefs. En somme, dans toutes les circonstances, marches ou combats, nous avons toujours été satisfaits d'eux.

« Les officiers étaient montés sur des chevaux d'Algérie. La mission, du reste, était fort considérable, et avait un matériel important, à cause du peu de renseignements que l'on possédait sur le pays, et des populations très méfiantes que nous devions rencontrer sur notre route. Il nous fallait engager de nombreux indigènes. Nous étions 150.

« Nous nous étions partagé la tâche qui nous incombait : M. Piétri était chargé de marcher devant nous et de préparer le terrain. M. Vallière s'occupait de l'itinéraire topographique, et dressait la carte de la route que nous

parcourions ; MM. Bayol et Tautain faisaient des observations météorologiques.

« Le but de la mission était d'explorer le pays compris entre le haut Sénégal à partir de Bafoulabé et le haut Niger. Nous ne possédions sur cette région que des renseignements fort vagues. Il était donc utile, au point de vue de l'établissement d'une grande voie de communication, d'étudier quel était le meilleur chemin pour parvenir au Niger. Nous devions, en outre, nous mettre en relations avec tous les chefs indigènes de ces contrées, et surtout avec Ahmadou, qui commande sur une grande partie du Niger, et qui est le chef le plus puissant des rives de ce fleuve.

« Le 22 mars, nous quittons Médine, et peu après nous arrivions à Bafoulabé, suivant les traces d'un voyageur précédent, le lieutenant de vaisseau Mage, qui avait pu suivre le cours du Niger, accompagné par un guide officiel fourni par Ahmadou, guide qui le conduisait partout où il plaisait au sultan de le laisser aller, sans le laisser jamais seul.

« A partir de Bafoulabé, nous avons suivi la route parcourue en 1805 par le voyageur anglais Mungo Park, mais lui suivant la rive droite du Bakhoy, et nous, la rive gauche. Les populations où nous passions sont des Malinkés, plus communément connus sous le nom de Mandingues. Ces indigènes ont une fort mauvaise réputation. Tous les voyageurs disent qu'ils sont voleurs, cupides, pillards ; mais quant à nous, ils nous ont généralement très bien accueillis...

« Le 10 avril, après avoir parcouru de fort mauvais

chemins, nous arrivions à Fangalla ; la mission topographique qui nous a suivis a reconnu le chemin si mauvais, qu'elle a indiqué le tracé du futur chemin de fer à travers le pays voisin de Gangaran.

« Pendant cette marche, je m'étais fait précéder par M. Vallière, qui me fournissait ainsi des renseignements topographiques très-utiles. J'ai toujours pris l'habitude — et c'est un bon conseil à donner à ceux qui voyagent dans ce pays — de me faire précéder par un membre de la mission qui m'envoyait des renseignements et permettait de savoir si l'on pouvait passer sans obstacles.

« A Fangalla, nous sommes restés deux jours. Les environs de ce point sont couverts de villages ruinés à la suite des combats entre les Bambarras et les Toucouleurs.

« Le 12 avril, nous sommes repartis en suivant la rive droite du Bakhoy, de façon à trouver un gué ; mais le terrain est si mauvais qu'il devint impossible de suivre les bords de ce cours d'eau ; et cela était très fâcheux, parce que, non loin de là, le Bakhoy reçoit un affluent important, le Ba-Oulé.

« Cette marche a été faite au hasard, à cause des inexactitudes de la carte. Le pays est désert ; partout nous trouvions des traces de fauves. Autrefois ce pays était très peuplé, mais tout a été détruit par les Toucouleurs ; les habitants se sont retirés vers les montagnes pour éviter les conquérants.

« Le 14 avril, nous parvenions au gué de Toukota. En ce point le Bakhoy est large de 400 mètres ; le gué forme un seuil de roche profond de 50 centimètres à peine.

Nous avons employé deux jours pour le traverser. Il fallait tout faire porter sur la rive droite à dos d'homme.

« Une fois le passage terminé, je résolus d'envoyer M. Piétri vers l'est pour reconnaître le confluent du Bakhoy et du Ba-Oulé ; je lui prescrivis de se porter sur ce point et d'examiner si la pointe qui s'avance entre les deux cours d'eau ne se prêtait pas à la création d'un port, et de reconnaître laquelle des deux vallées serait la meilleure pour le parcours de la voie ferrée. M. Piétri partit donc avec deux ou trois indigènes pour visiter cet éventail de rivières.

« Quant à nous, nous suivîmes la rive droite du Bakhoy à travers le pays du Fouta, habité par une race au teint couleur de café au lait, les Peuls. Ces populations sont fort sauvages, mais nous ont bien reçus. Nous avons réuni les chefs à Gouniokoro : je leur ai lu le traité de protectorat accepté par les Toucouleurs : ils y ont adhéré avec le plus grand empressement et ont même insisté pour la construction d'un blockhaus sur leur territoire, afin d'être mis ainsi à l'abri des attaques de leurs ennemis.

« Sur tout le parcours nous avons rencontré des traces de l'expédition de Mungo Park ; nous avons un jour bivouaqué sous un groupe de fromagers où ce voyageur s'était reposé. Dans un village, le chef vint me trouver, me disant que Mungo Park avait donné à son père un cadeau en argent, espérant sans doute que je ferais de même ; mais, en ouvrant le livre du voyageur anglais, je reconnus que, au contraire, il n'avait pas eu à se louer de la façon dont ce chef l'avait accueilli : cet individu l'avait privé d'une partie de ses bagages.

« A Goniokori, la vallée du Bakhoy est barrée par de grands plateaux rocheux. Nous ne pouvions avancer qu'avec peine, faute de renseignements.

« Le 20 avril, nous atteignons enfin Makadambougou, un des villages de Kita, premier objectif qui nous était assigné.

« Nous étions alors à 500 kilomètres de Bakel. Je reconnus de suite l'importance de Kita, et la nécessité d'y créer un centre sérieux d'opérations. Afin de rendre la chose facile, je conclus avec les chefs du pays un traité, qui fut célébré par une grande fantasia.

« C'est à Kita que viennent se souder la plupart des routes qui se dirigent sur les différents points du Niger, du Ba-Oulé, du Bakhoy, de la Falémé et du Sahara. Plusieurs de ces routes s'ouvraient devant nous ; j'envoyai le lieutenant Vallière en avant sur Mourgoula.

« Le 27 avril, nous quitions à notre tour Kita, nous dirigeant à l'est sur le Bangassi. Mieux renseignés, nous prenions cette route pour rejoindre celle de Bamakou, après être restés huit jours à Kita à faire force palabres, à la suite desquelles nous étions autorisés à construire un fort, et à faire ainsi flotter les couleurs françaises à 200 kilomètres du Niger. Au moment de partir, nous étions rejoints par M. Piétri, qui avait suivi et reconnu le Ba-Oulé (fleuve Rouge). De cette exploration, il était permis de conclure que la vallée du Ba-Oulé était plus avantageuse pour la création d'une voie ferrée que celle du Bakhoy. M. Piétri avait accompli cette mission sans renseignements ; il avait tué en route un magnifique hippopotame.

« Je voulais d'abord suivre la route de Nioro, mais tout le pays entre le Ba-Oulé et le Niger était révolté, et il devenait fort difficile de le traverser ; dès lors, un échec pour nous était certain, et je renonçai à atteindre le grand fleuve par cette partie des possessions d'Ahmadou.

« Le 27 avril, nous suivions l'itinéraire de Mungo Park, en 1805. Nous dûmes franchir le Bandingo, dont les berges très abruptes nous forcèrent à créer des passages pour nos convois.

« Le 30 avril, après avoir traversé un pays désert, nous atteignîmes Bangassi ; à ce moment tomba la première pluie d'hivernage ; ce fut heureusement un accident isolé, car si les pluies avaient continué, les fièvres nous auraient empêchés de poursuivre notre chemin. Pendant ce temps, M. Vallière continuait sa route sur Mourgoula, village dépendant d'Ahmadou, et qu'il importait de reconnaître ; j'avais dû abandonner cet itinéraire pour aller installer le plus rapidement possible le docteur à son poste de résident de France à Bamakou. Pour cela, il nous fallait suivre un pays ami des gens de Bamakou. Sur l'avis d'Abderaman, fils d'un chef de Bamakou, je pris la route du nord. Sur tout le parcours, nous avons trouvé des noirs très méfiants, appartenant à la race des Bamarras, révoltés contre Ahmadou. Nous suivions ainsi deux itinéraires assez rapprochés : pendant que nous marchions au nord, le lieutenant Vallière suivait la vallée du Bakhoy, par laquelle il a atteint le Niger.

« Avant nous, M. Mage était déjà passé par Bangassi.

« La région que nous parcourions alors était déserte, mais couverte d'arbres à beurre (karitis), dont les indi-

gènes tirent du savon, de l'huile, etc. Dans ces bois il n'y avait pas de sentiers.

« Le 4 mai, nous arrivions à Koundou, sur la rive droite du Ba-Oulé. Nous franchissions ce cours d'eau et pénétrions dans le Bélédougou, pays fort peuplé. Le lendemain, les chefs m'envoyèrent plusieurs des leurs, en me disant que je serais très bien reçu. Ces gens-là ont eu beaucoup à souffrir de la part du père d'Ahmadou ; ils combattent encore avec énergie contre le fils, chaque fois qu'il tente de les soumettre à sa domination. Pendant ce temps, M. Piétri marchait en avant, car nous devions toujours parcourir ce pays avec prudence.

« Le 5 mai, nous entrions dans le village de Guisoumalé, dont le chef nous donna une case, et nous fit cadeau d'une chèvre, de riz et de miel. De mon côté, je lui donnai des étoffes, un fusil et de la poudre. Tout le monde dans le village voulut visiter le camp. Le docteur Bayol donna à tous des consultations gratuites et excita l'admiration au moyen d'une petite pile électrique.

« Je cherchai à faire comprendre au chef les avantages qu'ils auraient à traiter avec nous, et les bienfaits qu'ils retireraient de notre commerce. Nous quittâmes Guisoumalé avec l'espoir de trouver partout un pareil accueil, et le 6, nous arrivâmes à Ouoloni. Les habitants, lorsque j'arrivai, craignaient une attaque ; ils voyaient que j'avais quelques hommes avec moi, et se figuraient que j'allais leur déclarer la guerre. Je fis venir le chef ; c'était un homme aveugle, car, dans ce pays, les gens, pour être plus libres, élisent toujours des impotents. Sur dix chefs, je n'en ai rencontré qu'un ayant des yeux ; tous les autres

étaient aveugles. Je réussis à faire comprendre à celui-là que nos intentions étaient pacifiques, en ayant soin d'appuyer ce discours de quelques cadeaux, car il en faut toujours dans ce pays. Le lendemain, quand je voulus partir, je n'avais pas de guide, le nôtre était malade, et le chef mit toute la mauvaise volonté possible à nous en donner un autre. Cependant il fallait à tout prix quitter cette contrée ; l'hivernage allait venir, et il ne serait plus possible alors de voyager. Mungo Park, qui avait commis cette faute, partit avec 37 hommes, et arriva avec 5. Je me disposai donc à partir sans guide, laissant M. Tautain à Ouoloni. A peine étions-nous partis qu'il se vit menacé, et dut faire une démonstration militaire pour se débarrasser des indigènes.

« Nous marchions avec beaucoup de peine, car nos animaux étaient malades ; plusieurs avaient péri par suite des blessures que leur causait leur chargement. Il nous fallait deux journées pour atteindre Guinina. Nous devions traverser des éperons rocheux fort difficiles. Afin d'assurer notre marche, M. Bayol partit le premier ; quant à moi, je campai dans la forêt, où M. Tautain nous rejoignit le 7, à neuf heures du matin. Il m'informa que les dispositions des indigènes étaient fort peu rassurantes.

« Le 8, nous étions à Guinina. Le premier entretien que j'eus avec le chef fut très froid. Je remarquai que le village était plein d'hommes en armes, animés de sentiments tout à fait hostiles. Cependant on nous permit de camper à 500 mètres du village. L'attitude de la population était singulière : contrairement à l'habitude, il ne

vint au camp ni femmes, ni enfants. Je pris toutes mes précautions contre une attaque. Pendant la nuit, alors que les indigènes, suivant leur coutume, ne sortent jamais de chez eux, j'allai reconnaître le village avec les interprètes, et j'entendis les Bambarras parler d'attaquer les Blancs et de les piller.

« Le lendemain, je constatai qu'un grand nombre d'indigènes étaient venus de Dio. Malgré les promesses qui m'avaient été faites, je me voyais donc menacé. Vers une heure de l'après-midi, on m'envoya cependant des guides ; mais je restai là, car je m'y trouvais plus en sûreté. Le nombre de nos tirailleurs était insuffisant. Cependant, d'un autre côté, nous ne pouvions nous arrêter à Guinina, et j'étais très inquiet sur le sort de M. Piétri. J'eus un nouvel entretien avec le chef et lui dis que je ne comprenais pas qu'il eût laissé former chez lui une pareille réunion d'hommes. Il me répondit évasivement que je n'avais rien à craindre, et se plaignit amèrement de ce qu'au lieu de voir en lui un des grands chefs du pays je ne lui avais pas envoyé de cadeaux. Je lui répondis que le gouverneur du Sénégal ne payait de tribut à personne.

« Cependant nous finîmes par nous entendre, et il me fit même le serment bambarra, auquel ces gens-là tiennent beaucoup. Malgré les paroles du chef, je pris toutes les mesures nécessaires, et me mis en marche sur Dio avec toutes les précautions que rendait indispensables l'attitude des gens du pays. Le chef m'avait donné pour guides ses propres neveux. Je les fis marcher en avant et donnai l'ordre de les mettre à mort au premier signe

de trahison. A ce moment, nous avions en tête et en queue de la colonne un groupe de tirailleurs prêts à se défaire des guides au premier signal; nous étions pleins d'espoir, ne nous trouvant qu'à deux ou trois jours de marche du Niger.

« Le 10 mai, nous arrivions à Dio, à quatre heures du soir. J'étais recommandé au chef, avec lequel j'eus un entretien qui ne fit qu'exciter ma défiance. Le village paraissait silencieux, et le chef voulait nous empêcher d'en approcher. Je trouvai là des lettres de M. Piétri qui continuait sa marche sur Bamakou par la vallée du Ba-Oulé. De plus en plus, nous constatons que les dispositions étaient mauvaises. On nous accusait hautement de vouloir nous unir à Ahmadou, pour réprimer le pays. En réalité, c'était la cupidité qui poussait les Bamarras. Jamais ils n'avaient vu un bagage tel que le nôtre. Nos coffres et nos sacs les intriguaient fort.

« Vers dix heures du soir, me voyant toujours occupé de M. Piétri, M. Bayol s'offrit à aller le rejoindre à Bamakou, pour le prévenir de notre situation et m'envoyer des hommes afin d'enlever rapidement nos bagages. M. Bayol partit aussitôt et reparut peu après.

« Les allures louches de son guide l'avaient forcé à revenir. Celui-ci le conduisait au dehors du sentier que l'on devait suivre. C'est le même qui, le lendemain, nous conduisit dans un guet-apens. Nous passâmes la nuit avec beaucoup de précautions.

« Le lendemain, à 10 heures, le chef envoya les hommes que nous lui avions demandés. Je lui fis un beau cadeau et me préparai au départ. En quittant Dio, j'eus, de

nouveau, lieu de me méfier : on ne voyait toujours ni femmes, ni enfants. On entendait sortir du *tata* comme un grouillement sourd indiquant un rassemblement. Je pressai donc la marche, qui avait lieu au milieu de fourrés, à 500 mètres d'un ruisseau bordé de pendanus. Les spahis et les tirailleurs protégeaient la colonne, et j'étais en avant avec M. Bayol.

« Le guide était devant moi. Je remarquai avec étonnement qu'il nous faisait très souvent changer de chemin, contrairement aux habitudes des noirs, qui marchent d'ordinaire droit devant eux. Je lui en fis l'observation ; mais il me répondit qu'il n'y avait rien à craindre, et que je n'avais qu'à le suivre. A ce moment éclata, à l'autre bout du chemin, une fusillade excessivement nourrie : il devenait évident que les Bambarras mettaient à exécution leur projet. Il faut bien avouer que notre situation n'était pas brillante. Notre convoi se développait sur 6 à 700 mètres, et n'avait, pour le protéger, que dix tirailleurs et sept spahis, bien armés, il est vrai, et possédant chacun 13 paquets de cartouches.

« Les Bambarras nous attaquèrent suivant leur tactique : le premier rang fait feu, et le second le remplace. Le premier choc fut rude ; nous avons perdu beaucoup de monde ; cependant, il nous fut possible d'élargir le cercle et de nous réfugier vers des ruines voisines, où nous pûmes aussitôt organiser la résistance. J'estime que nous avons été attaqués par plus de 1,000 Bambarras. J'ai su depuis par Ahmadou, qui avait reçu la liste des tués et des blessés de chaque village, que les Bambarras avaient subi des pertes nombreuses.

« J'étais fort inquiet sur lesort de M. Tautain ; il avait fort peu d'hommes avec lui, et la fusillade était bien nourrie de son côté. J'allais partir à son secours, quand tout à coup je vis arriver l'interprète Alassane à cheval, ayant le docteur en croupe derrière lui. M. Tautain avait montré le plus grand sang-froid, et, au milieu des plus grands dangers, était parvenu à rallier tout son monde.

« Nous avons eu 14 tués dans cette rencontre ; quant aux blessés, nous les avons toujours emportés avec nous, les mettant plusieurs à la fois sur ce qui nous restait de mulets, pour la plupart blessés eux-mêmes.

« Il n'y avait pas de temps à perdre. Nous partîmes immédiatement vers le Niger, en nous dirigeant droit à l'est. En tête de la colonne se trouvaient les spahis, les blessés au milieu, et les tirailleurs en arrière. Les Bambarras tiraillaient sur nos flancs, mais nous les tenions toujours à bonne distance. Vous pensez ce que fut cette marche sur un terrain accidenté et inconnu.

« Nous savions que les Bambarras ne marchent jamais la nuit : aussi ai-je continué la route de façon à ce qu'ils nous perdissent de vue. Il nous a fallu avancer à travers de grandes dépressions, des cours d'eau profonds, des hauteurs à escalader. Mais à cinq heures du matin nous descendions un plateau du haut duquel nous découvrîmes la vallée du Niger, couverte de nuées indiquant la présence d'un grand fleuve.

« Nous avons marché depuis une heure de l'après-midi jusqu'à minuit, ayant fait dans de pareilles conditions 60 à 70 kilomètres. La halte avait eu lieu sur le flanc ouest du plateau. Vers deux ou trois heures du matin,

nous étions repartis, malgré les fatigues. Nous fûmes assez heureux pour arriver dans un des villages dépendant de Bamakou, où nous étions à l'abri des Bambarras.

« Pendant toute cette marche, les tirailleurs sénégalais que nous avions avec nous ont fait preuve du plus grand dévouement. Au moment de l'attaque, ils se jetaient devant moi pour parer les coups qui m'étaient portés.

« Nous ne nous arrêtâmes pas dans le village, et nous nous dirigeâmes directement sur Bamakou. J'allais envoyer quelqu'un à la rencontre de MM. Piétri et Vallière, sur les routes qu'ils avaient dû suivre, quand j'aperçus ces deux officiers sortant de Bamakou (M. Vallière y était arrivé par Mourgoula). Leur vue me soulaça d'un grand poids, car le manque de nouvelles m'avait rempli d'inquiétude.

« M. Piétri avait déjà préparé un projet de traité, et les chefs s'étaient engagés à se placer sous le protectorat. Ils nous avaient même offert une case, où nous n'avions qu'à nous installer ; mais ils eurent peur des gens du Bélédougou ; d'ailleurs nous ne venions pas en triomphateurs. Nous avons perdu tous nos bagages ; tous nos hommes étaient en haillons : aussi leur accueil fut-il froid.

« Il devenait évident que nous les gênions. J'abrégeai donc le séjour à Bamakou, après avoir donné les soins aux blessés. Les médecins n'avaient plus d'instruments, et MM. Bayol et Tautain durent extraire les balles avec un simple canif. Quelques-uns de nos hommes avaient reçu jusqu'à cinq ou six projectiles...

« Le 14, nous arrivions à Nafadié. Nous résolûmes de

franchir sur ce point le Niger ; mais il fallait avertir le gouverneur du Sénégal, et le docteur Bayol se sépara de nous pour tâcher de gagner Saint-Louis... Quand il fut parti, nous n'avions plus de médicaments, plus de vivres, plus rien ; mais nous avons obtenu d'importants résultats : la vallée du Bakhoy était explorée ; le Fouladou-gou et Kita étaient sous notre protectorat ; la vallée du Ba-Oulé avait été parcourue... Le 15 mai, nous franchissions le Niger. Sur ce point le grand fleuve a 750 mètres de largeur. Malheureusement il est coupé d'îlots et renferme seulement d'étroits chenaux. Nous étions sur le territoire d'Ahmadou...

« En apprenant notre arrivée, il nous reçut avec beaucoup de méfiance. Il ne comprenait pas ce que nous étions allés faire chez les Bambarras. Du reste, on lui faisait de moi un portrait redoutable. « Si tu reçois ce capitaine, lui disait-on, tu es perdu, car il a le mauvais œil. »

« Toutefois il eut beaucoup d'attentions pour nous. Il nous envoya des vivres, du riz, du miel, du sel, des vaches laitières et cinq poulets par jour : nous lui en avons ainsi mangé dix-huit cents...

« Ahmadou était bien inquiet, mais il n'osait rien faire contre nous. Il m'envoyait tout ce que je lui demandais, sauf du papier, et il en avait cependant ; mais il se défiait de ce que nous écrivions. Il n'avait pas tort, car, malgré cela, nous avons pu relever toute la région et nous renseigner complètement au point de vue politique et commercial.

« L'hivernage fut terrible ; la fièvre nous couchait tous les jours sur nos nattes ; mais, malgré tout, nous ne vou-

lions pas quitter Nango sans avoir fait signer le protectorat. Nous étions dans le dénûment le plus complet, et n'avions de distraction que dans nos conversations. Cependant, après deux ou trois mois d'hésitations, Ahmadou se rend à nos désirs : il nous envoie son armée, et même ses griots, le corps de ballet du pays, dont hommes et femmes font partie... »

CHAPITRE IX.

DE 1877 A 1885 (*suite*).

Explorations du docteur Bayol. — Campagnes du colonel Borgnis-Desbordes. — Lat-Dior.

Ahmadou ne consentit à laisser repartir la mission que le 21 mars 1881, en apprenant la marche d'une colonne commandée par le colonel Borgnis-Desbordes, qui venait de s'emparer de Goubanko. Le capitaine Galléni rapporta de sa mission un traité qui nous assurait le protectorat de la petite confédération de Kita, et un second traité avec Ahmadou, qui malheureusement en modifia plus tard le texte et l'empêcha ainsi d'avoir une suite favorable.

Avant de rendre compte des campagnes du colonel Borgnis-Desbordes, accordons ici une mention spéciale aux explorations personnelles du docteur Bayol, dont le nom s'est déjà rencontré tant de fois sous notre plume. La plus importante est celle qu'il fit quand il partit de l'embouchure du Rio-Nunez le 2 mai 1881, et, se dirigeant vers l'est, atteignit Boké, d'où il gagna Bambaya, puis Donhol-Fella et Timbo. Il revint ensuite par le nord, en passant par Labé, Itato, Cosseba, Kerekota, Médine, où il arriva le 17 novembre 1881, à travers le Bambouk, et d'où il descendit rapidement le Sénégal jusqu'à Saint-

Louis. L'exploration de ce hardi voyageur a eu pour résultat de placer, par un traité conclu avec l'almany de Timbo, le Fouta-Djallon sous le protectorat de la France (voir notre chapitre I^{er}), et d'assurer aux entreprises de notre commerce une base sérieuse dans le Soudan occidental (1).

Le colonel Borgnis-Desbordes avait été nommé commandant supérieur du haut Sénégal au mois d'octobre 1880. Il était chargé d'occuper le territoire qui s'étend de Médine à Kita, pour que l'on pût établir un chemin de fer allant de la première de ces villes jusqu'au Niger.

Ces travaux étaient confiés à une mission topographique dirigée par le commandant Derrien.

Pour accomplir sa mission, le colonel n'a pas conduit moins de cinq campagnes, dont nous allons donner un rapide résumé.

La première, qui eut lieu en 1880 et 1881, débuta par le fait d'armes signalé plus haut, la prise de Goubanko, gros village fortifié, situé à 17 kilomètres au sud-est de Kita. Nous dûmes l'emporter d'assaut, le 12 février 1881, car il comptait de nombreux et courageux défenseurs. Nous eûmes là 24 blessés et nous perdîmes cinq hommes et un officier, le brave capitaine Pol ; c'était le dixième de l'effectif de la colonne. Le jour même, elle reprit sa marche pour Kita, où elle arriva dans la soirée, et où, dès le lendemain, on se mit à pousser avec activité la construction d'un fort. Il n'était pas complètement achevé quand on repartit le 7 mai pour

(1) *Année maritime*, VII^{me} année, 1882.

Médine ; mais peu s'en fallait, et on y laissa, pour le défendre, 135 hommes bien approvisionnés de munitions.

« La prise de possession de Kita, c'est-à-dire d'un point situé à mi-distance entre Médine et le Niger, notre protectorat reconnu par toutes les peuplades entre Bafoulabé et Kita, la destruction de Goubanko, tels étaient les résultats très considérables de cette première campagne. »

Dans la deuxième campagne (1881-1882), on se proposait d'abord d'aller jusqu'au Niger et de s'y établir. Une épidémie de fièvre jaune, qui malheureusement exerça parmi les nôtres les plus grands ravages, nous contraignit à modifier ce programme, et on décida que l'on se bornerait à ravitailler les postes de Bafoulabé et de Kita, à terminer celui-ci et à en construire de nouveaux entre les deux premiers. La première partie de notre plan était à peine exécutée, que des événements imprévus nous contraignirent à le modifier pour la troisième fois.

Samory, chef puissant établi sur la rive droite du Niger, avait peu à peu, par la terreur qu'il inspirait, étendu son autorité sur la rive gauche, sur le Manding oriental de Kangaba, sur le Bouré, et assiégeait la ville de Kéniaïra qu'il comptait prendre par la famine. Les populations voisines de Kita étaient inquiètes, hésitantes, et il importait de les rassurer en donnant une sévère leçon à Samory.

Il était fortement établi dans quatre camps retranchés devant Kéniaïra, dont les habitants résistaient de leur mieux, mais commençaient à souffrir toutes les

horreurs de la famine. Nous nous dirigeâmes sur cette ville ; malheureusement, quand nous y arrivâmes, elle s'était rendue depuis cinq jours. Mais Samory était toujours dans son camp. Nous l'attaquâmes vigoureusement le 26 février 1882, et bien qu'il eût 4,000 hommes sous ses ordres, il dut prendre la fuite, après avoir perdu un grand nombre de guerriers. De notre côté, tous les hommes étaient épuisés, et n'avaient plus à leur disposition que des animaux hors de service. Ils rentrèrent à Kita le 11 mars, non sans avoir été assaillis plusieurs fois en route. Ils avaient promené victorieusement le drapeau français sur une étendue de 544 kilomètres, terminé le fort de Kita et créé celui de Badoumbé.

La troisième expédition eut lieu en 1882-1883. Pendant cette campagne, on prit, le 22 décembre 1882, la ville de Mourgoula, et on détruisit ce repaire fortifié derrière lequel s'abritaient des hordes pillardes de Toucouleurs ; on attaqua et l'on prit Daba le 13 janvier 1883 ; on s'établit à Bammakou ; enfin on infligea d'importantes défaites à Samory et son lieutenant Fabou. Nous fûmes enfin débarrassés de ce chef turbulent et audacieux, qui alla attaquer, sans grand succès d'ailleurs, les Toucouleurs de l'Etat de Ségou.

« Les deux dernières campagnes, dit le général Faidherbe, furent toutes pacifiques. Elles eurent pour but principal le ravitaillement des postes du haut Sénégal et du Niger.

« Pendant la quatrième (1883-1884), la canonnière le *Niger* fut montée et lancée à Bammakou ; elle commença à naviguer ; mais, par suite d'installations incomplètes,

elle ne put dépasser Koulikoro. M. le commandant Archinard, de l'artillerie de marine, qui avait fait les trois campagnes précédentes, construisit le poste de Kondou entre Kita et Bammakou.

« Dans la cinquième campagne (1884-1885), M. le commandant Combes, qui commandait la colonne de ravitaillement, fit construire le poste de Niagassolo, qui ouvre, à partir de Kita, une deuxième route vers le Niger, en amont. »

Les opérations dans le Fouta sénégalais eurent pour but de réprimer la rébellion d'Abdoul-Boubakar, chef des Bosséyabé, qui, appuyé par les Toucouleurs de Ségou et du Kaarta, nous montrait depuis longtemps des dispositions hostiles, et qui, à la fin de l'année 1880, se déclara prêt à s'opposer par la force à l'établissement de la ligne télégraphique de Saldé à Matam, à travers le territoire du Bosséa. Une colonne commandée par M. Pons, chef de bataillon d'infanterie de marine, fut envoyée contre lui au mois de février 1881. Le principal engagement de cette campagne fut la bataille de N'Dourdabian, livrée le 8 mars. Malheureusement il fut très meurtrier pour nous, car nous eûmes un assez grand nombre de blessés et de tués; parmi ces derniers se trouvaient un capitaine, un sous-lieutenant, un vétérinaire et un sous-officier. Par compensation, le combat, où nous restâmes vainqueurs malgré ces pertes cruelles, mit fin aux opérations. « Abdoul-Boubakar signa un traité par lequel lui et les autres chefs du Bosséa s'engageaient à respecter religieusement les traités antérieurs, à laisser construire la ligne télégraphique et à en empêcher la destruction. »

Les opérations dans le Cayor furent dirigées contre Lat-Dior, damel de ce pays, et un de ses neveux, Samba-Laobé. Lat-Dior était notre ami depuis 1871, et même notre allié depuis 1875 ; en 1879, il avait donné l'autorisation de construire un chemin de fer passant par ses Etats. Mais, en 1882, comme on allait commencer les travaux, il revint sur sa détermination et voulut s'opposer par la force à nos desseins. M. René Servatius, alors gouverneur, le déclara déchu du pouvoir, et Samba-Laobé privé de ses droits à la succession ; en même temps il proclama damel un autre neveu de Lat-Dior, Amady-Ngoné-Fal II. Celui-ci signa aussitôt un traité par lequel celui de 1879 était confirmé, le Cayor placé sous le protectorat de la France, et la province de N' Diambour annexée à la colonie. Pour appuyer nos déclarations, deux colonnes furent lancées contre les rebelles, la première commandée par le colonel Vendling, la seconde sous les ordres du commandant Dodds. Cette dernière finit par atteindre Samba-Laobé, qui fuyait toujours, et le força à capituler avec tout son monde, le 2 mai 1883. Vaincu, il reconnut toutes les concessions faites par Amady-Ngoné-Fal, et comme nous consentions à le replacer sur le trône auquel il avait droit, il s'engagea en outre à interdire pour toujours à Lat-Dior l'entrée de ses Etats.

CHAPITRE X.

DIVISIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES
DU SÉNÉGAL.

Institutions diverses. — Administration de la justice. — L'instruction publique au Sénégal ; une idée de nègre, sa réalisation. — Principaux centres : Saint-Louis, Gorée, Dakar, Rufisque, etc.

Au point de vue politique et administratif, le Sénégal est divisé en quatre parties.

La première, désignée sous le nom de *Haut-Fleuve*, est placée sous l'autorité directe d'un commandant supérieur. A cette partie se rattachent les cercles de *Bakel*, *Médine*, *Bafoulabé*, *Kita* et *Bammako*, relevant d'un officier supérieur, le commandant des cercles, qui réside à Kayes. De Bakel dépendent le poste de *Matam*, les pays protégés de *Damga*, du *Guoy*, du *Kamera*, du *Guidimakha*, du *Bondou* et du *Bambouk* ; de Médine : le *Khasso*, le *Logo* et le *Natiaga* ; de Bafoulabé : le *Barinta*, le *Makadougou*, le *Bétéadougou*, le *Farimboula*, le *Bafing* ; de Kita : la province de ce nom et le *Fouladougou* ; de Bammako : le *Birgo* et le petit *Bélédougou*.

La seconde et la troisième partie comprennent les cercles : — 1° de *Saldé*, avec le *Lao* et le *Toro*, pays protégés ; — 2° de *Podor*, avec la fraction française du *Toro*, et une fraction du *Dimar* ; — 3° de *Dagana*, avec la deuxième

fraction du Dimar et une partie du *Oualo*, divisée en deux cantons, *Khouma-N'Diangué* et *N'Der*, ayant chacun leur chef ; — 4° la *banlieue de Saint-Louis*, dans laquelle se trouvent comprises la seconde partie du *Oualo* avec les cantons de *Ross* et de *Mérinaghen*,



Allée des cocotiers à Saint-Louis.

ainsi qu'une série de cantons : *Gandiole*, *M'Pal*, *Khattet*, *Gandon*, *Dialakhar*, *N'Diago* et *Toubé* ; les *Peuls de la banlieue* forment une sorte de petite confédération à part, que commande un chef Peul nommé par le gouverneur ; — 5° les deux provinces indépendantes de *N'Diambour* et de *Merina N'Guick*, placées sous le protectorat de la France, ainsi que les royaumes du *Cayor* et du *Baol* ; — 6° le cercle de la *banlieue de Dakar*

et les villages des deux cantons de *Rufisque* ; — 7° les cercles de *M'Bidjem*, de *Thiès*, de *Portudal* et de *Joal*.

La quatrième partie, dite des *Rivières du Sud*, comprend : les cercles de *Kaolack* (Saloum), de *Karabane* et de *Sedhiou* (Casamance). Il faut y joindre les pays protégés du *Pakao*, du *Balmadou*, du *Souna*, du *Yacine* et du *Firdou* ; le cercle de *Rio-Nunez*, formé des peuples *Nalous* et *Landoumans* ; le cercle du *Rio-Pungo*, avec le pays des *Sousous* ; le cercle de la *Mellacorée*, avec les protégés du *Samo*, du *Kaback*, du *Kabita*, du pays *Kaloum*, du *Taboussou*, du *Manéah*, du *Correrath*, ainsi que l'île *Tombo*.

Cette quatrième partie a été récemment érigée en gouvernement particulier sous les ordres d'un lieutenant-gouverneur.

D'une façon générale, chaque cercle est administré par un officier ou un commandant civil, correspondant l'un et l'autre à nos préfets de France. Il a sous ses ordres les chefs de poste, de canton et de village de son cercle, en général des sous-officiers. Les chefs indigènes de canton et de village portent, comme insignes de leurs fonctions, les premiers un manteau vert à gland et à bordure d'argent ; les seconds, un manteau noir bordé d'une bande rouge.

Les trois communes du Sénégal sont Saint-Louis, Gorée-Dakar et Rufisque. Elles comptent : la première 18, la deuxième 14, et la troisième 12 conseillers municipaux.

Le Sénégal nomme un député, et possède un Conseil général élu, composé de seize membres, dont dix pour

la circonscription de Saint-Louis, quatre pour celle de Gorée-Dakar, deux pour celle de Rufisque.

Le gouverneur sous l'autorité duquel est placée toute la colonie est assisté d'un *Conseil d'Administration* composé du Directeur de l'intérieur, du Commandant de la Marine, du Chef du service judiciaire, de deux habitants notables et du secrétaire archiviste.

La colonie est en outre dotée de différentes institutions qu'il suffit d'énumérer : Direction de l'Intérieur avec une délégation à Dakar ; Service administratif de la Marine. Trésorerie générale à Saint-Louis, Trésorerie particulière à Dakar ; Banque du Sénégal ; Commission sanitaire, Conseils d'hygiène publique ; Service de l'Enregistrement, des Contributions, des Douanes ; Société d'agriculture ; Imprimerie du Gouvernement, etc., etc.

Toutes ces institutions ne diffèrent que d'une façon insensible des établissements similaires en France.

L'administration de la justice est assurée par les Cours, Tribunaux, etc., dont l'énumération suit.

Saint-Louis : Cour d'appel (un président, un conseiller et un conseiller-auditeur, ce dernier remplissant aussi les fonctions de juge de paix conjointement avec le maire) ; Tribunal de 1^{re} instance (un juge-président, un procureur de la République, un assesseur musulman, un secrétaire du parquet) ; Cour d'assises.

La justice musulmane est représentée par un tribunal composé d'un cadî, d'un assesseur suppléant, d'un greffier, et par un Conseil d'appel où siègent le Gouverneur, président, le Conseiller à la Cour d'appel, le

Directeur des affaires politiques, enfin le Chef de la religion musulmane ou *Tamsir*.

Les plaideurs ou les accusés sont assistés par des notaires, des huissiers et des *conseils commissionnés*, sorte d'officiers ministériels, à la fois avocats et avoués.

Il y a pour l'arrondissement de Gorée-Dakar un tribunal de 1^{re} instance, des tribunaux correctionnels à Bakel et à Sedhiou, des conseils de conciliation à Bakel, Podor, Dagana et Sedhiou.

L'instruction publique au Sénégal est donnée par des instituteurs et des institutrices laïques et congréganistes, et par des moniteurs, dans les écoles dépendant de l'*Alliance française* pour la diffusion de la langue nationale.

Les écoles sont au nombre de vingt-deux.

Saint-Louis en compte sept : une école secondaire d'enseignement spécial avec onze élèves, tenue par les Frères de l'Institut de Ploërmel ; une école primaire, avec 128 élèves environ, tenue par les mêmes Frères ; une école primaire laïque, avec une centaine d'élèves ; une école enfantine laïque pour les filles, avec une douzaine d'élèves ; une école primaire, avec 152 élèves, dirigée par les Sœurs de la Congrégation de Saint-Joseph de Cluny ; une école-ouvroir pour les orphelines (42 élèves), tenue par les mêmes Sœurs ; enfin, deux écoles fondées par la mission protestante, celle des garçons comptant 7 élèves, celle des filles en comptant 3.

Dakar a deux écoles congréganistes : celle des Frères, fréquentée par 66 garçons ; celle des Sœurs, par 92 filles. Cette dernière école est tenue par les Sœurs de la Congrégation de l'Immaculée-Conception.

Les Frères de Ploërmel et les Sœurs de Saint-Joseph de Cluny dirigent les écoles de Gorée. L'école des garçons compte 150 élèves, celle des filles 138.

Rufisque possède 3 écoles : une laïque de garçons, 51 élèves ; une laïque de filles, 24 élèves ; 14 petits garçons suivent la classe enfantine. Une école congréganiste de filles comprend 25 élèves.

En outre de ces différentes écoles qui suivent généralement la méthode pédagogique préconisée par le Ministère de l'instruction publique, et partant ses programmes, des cours du soir sont professés pour les enfants des écoles musulmanes et pour les adultes. Ces cours réunissent 583 élèves, ainsi répartis : à Saint-Louis, école laïque, 289 ; école des Frères, 244 ; à Gorée, école des Frères, 50.

Les écoles de l'Alliance française à Bamnako, Koundou, Kita, Bafoulabé, Médine, Bakel, Godor, M'Pal, Sédhion et Boké, tout récemment fondées, présentent un total d'environ 130 élèves. Les classes sont faites, sous la surveillance des commandants de poste, par des sous-officiers et des interprètes. Dans les débuts, on procède par l'enseignement mutuel, en fixant les idées des enfants sur la valeur des mots usuels. Puis, dès que les élèves commencent à parler, saisissent et savent se faire comprendre, on leur apprend à lire et à écrire. Les résultats obtenus sont satisfaisants.

Dans les écoles de filles, l'ouvrage manuel est une des principales préoccupations des institutrices.

En résumé, des chiffres présentés il ressort que 1,653 sujets reçoivent aujourd'hui une instruction élémentaire,

que perfectionne l'école secondaire inaugurée il y a peu de temps.

La colonie ne recule devant aucun sacrifice lorsqu'il s'agit d'enseignement. En effet, le Conseil général inscrit au budget de l'instruction publique une somme de 299,885 francs.

Ces sacrifices considérables ont déjà obtenu leur récompense. Ceux qui habitent cette colonie et qui regardent en arrière de dix années constatent les progrès réalisés : le nombre des indigènes parlant actuellement le français a doublé ; de même celui des individus sachant lire et écrire. Parmi les traitants indigènes qu'emploient les grandes maisons de commerce, beaucoup tiennent en français leurs comptes de marchandises et de produits traités. Les administrations publiques, l'armée, ont déjà recruté et recruteront bien davantage encore leur personnel parmi les boursiers rentrant au Sénégal, comme aussi parmi les élèves de l'enseignement secondaire.

Saint-Louis a possédé longtemps une *Ecole des otages*, où les fils des chefs de tribus venaient s'instruire et s'imprégner de notre civilisation ; cet établissement n'existe malheureusement plus.

En revanche, comme on a pu le voir, la voie du relèvement du niveau intellectuel est aujourd'hui largement ouverte. Un progrès que nous souhaitons vivement de voir réalisé cosisterait à envoyer un très grand nombre de noirs du Sénégal s'instruire en France, et à les ramener ensuite dans leur pays. Le D^r Quintin raconte qu'un nègre, causant un jour avec lui, répondait à toutes ses affirmations par cette exclamation sceptique :

— Possible! mais tu es blanc et je suis noir!

— Alors, s'écria le docteur, il sera toujours impossible de vous instruire?

— Impossible, non. Il y aurait un moyen : que des noirs aillent s'instruire en France et reviennent nous



Marché de Saint-Louis.

apprendre ce qu'on leur aura enseigné chez vous.

Ce nègre avait raison.

Le Dr Bordier, qui cite l'anecdote, ajoute très judicieusement : « Nous ne ferons passer ce qu'ils peuvent absorber de notre civilisation dans la tête des races que, avec autant de fatuité que peut-être de justesse, nous nommons inférieures, que par le canal d'individus appartenant à ces races mêmes. »

Notre colonie l'a si bien compris que, sur les sommes indiquées plus haut, elle consacre 7,000 francs à l'entretien de jeunes gens qui viennent en France suivre les cours des écoles d'arts et métiers, et 60,000 francs à l'entretien de 60 élèves boursiers dans les lycées ou établissements de France et d'Algérie.

Les principaux centres du Sénégal proprement dits sont : Saint-Louis, notre chef-lieu ; Gorée, Dakar, Rufisque.

Saint-Louis fut fondé en 1626. A quelques kilomètres de l'embouchure du Sénégal, deux îles émergent au-dessus des flots. Sur celle de gauche, longue d'un peu plus de deux kilomètres, mais large de deux cents mètres seulement, s'élève la ville, enlacée par les deux bras du fleuve. L'un, celui de l'ouest, large de deux cents mètres environ, la sépare de la pointe de Barbarie ; l'autre, à l'est, qui ne mesure pas moins de six cents mètres, s'étend entre les deux îlots, et forme le port de la ville, d'une profondeur d'à peu près douze mètres. On a bordé le rivage de quais assez élevés, car ils ont à défendre Saint-Louis contre les crues périodiques de l'hivernage. La ville recouvre environ les deux tiers de l'île ; dans l'autre partie se trouvent quelques bâtiments, une batterie, et une plaine autrefois couverte de marécages.

« La ville, dit M. A. Barthélemy, est bâtie régulièrement, et de belles rues droites, alignées au cordeau se coupent perpendiculairement. Les maisons, pour la plupart à un étage, sont construites en briques, couvertes en terrasses, possèdent une cour intérieure et une ou deux galeries.

« La ville est divisée en deux parties, Nord et Sud, par



Spahi sénégalais.

l'hôtel du gouvernement bâti sur l'emplacement de l'ancien fort. Autour de cet édifice, les maisons européennes se sont groupées, et les cases de paille des indigènes ont été reléguées aux extrémités. Comme ces derniers quartiers sont sujets à de fréquents incendies, tous les cinq ans une certaine zone de ces terrains est débarrassée de ces cases, avec interdiction d'en construire d'autres ; le temps n'est pas éloigné où il n'en existera plus une seule sur l'île. »

Les principaux édifices sont : l'hôtel du gouvernement, l'hôpital militaire, l'église catholique, la mosquée, le palais de justice, les casernes des divers corps de troupes, les magasins du service du haut Sénégal, les ateliers de la marine, etc., etc.

Trois ponts relient la ville à la terre ferme : l'un, le pont Faidherbe, long de 650 mètres, franchit le grand bras du fleuve et conduit à la gare, située à Bouëtville. Cette petite localité, qui fait partie de la commune de Saint-Louis, se fait remarquer par ses villas, ses jardins et ses cultures maraîchères. Le deuxième pont, qui fut également construit par les ordres du général Faidherbe, a 200 mètres de longueur ; franchissant le petit bras, il aboutit à une belle allée de cocotiers qui va jusqu'à la mer, entre les deux faubourgs du chef-lieu, Guet-N'Dar et N'Dar-Toute, assis sur la pointe de Barbarie. Le troisième pont est un pont de bateaux de plus de six cents mètres de long ; il s'ouvre au moment de la marée pour laisser un passage aux navires et aux bateaux de toute sorte.

« Les quais de la partie est de la ville, c'est-à-dire de

celle qui est baignée par le grand bras du fleuve, sont bordés par les grandes maisons de commerce. Tout le mouvement maritime s'est porté de ce côté, abandonnant le petit bras où il existait autrefois, mais qui est actuellement envasé et d'un abord difficile autrement que pour les petites embarcations. Le commerce de détail, les magasins, les débits de boissons et les autres industries sont disséminés dans l'intérieur de la ville. »

Saint-Louis avec les faubourgs compte en nombre rond 15.000 habitants.

Gorée est une petite île de forme oblongue, éloignée de la pointe de Dakar de 2.500 mètres. Elle a, dans sa plus grande étendue, 800 mètres de long sur 300 mètres de large. Nous avons vu, au commencement de cet ouvrage, que dès le début nos traitants venaient jeter l'ancre à l'abri de ses rochers élevés.

Leur prédilection pour cet endroit s'explique par ces deux faits que Gorée, jusqu'à laquelle n'arrivent pas les souffles brûlants de l'est, est un des points les plus salubres du Sénégal, et que sa vaste rade offre aux navires un abri sûr, du moins pendant l'hivernage. Aujourd'hui l'abordage est encore plus facile qu'autrefois, car dans la jolie crique à fond de sable qui se trouve du côté est, on a dressé trois appontements qui permettent de débarquer par tous les temps. Quant aux côtes sud et ouest, elles sont toujours bordées par des basaltes énormes, contre lesquels la haute mer vient déferler à grand fracas.

Le sol, d'origine volcanique, est formé par des basaltes au-dessus desquels s'étend une roche ferrugineuse, que l'on retrouve aussi à Dakar.

Si, partant du nord-est, on se dirige vers le sud-est, on voit que le sol va toujours en montant, si bien qu'il finit par dépasser de 35 mètres le niveau de la mer. Cette partie élevée est peu fréquentée ; un fort, le *Castel*, se dresse au sommet. C'est dans la partie nord-est que se trouvent les habitations.



Saint-Louis. — Pont Faidherbe.

L'histoire de Gorée tient en peu de lignes. Elle portait avant le *xvii^e* siècle le nom de *Barsaguiche* ; occupée à cette époque par les Hollandais, elle reçut d'eux sa dénomination actuelle, qui leur rappelait une île de leur patrie. Conquise en 1677 par l'amiral d'Estrées, elle fut tour à tour prise et reprise par les Anglais et les Français ; elle est restée en notre pouvoir depuis 1814, et nous y avons construit une véritable ville.

Ses principaux monuments sont l'église, édifice sans caractère, qui s'élève sur une petite place ombragée ;

l'hôtel du commandant, d'assez belle apparence, sur la place du Gouvernement, où s'allongent les canons d'une batterie ; là se trouvent les bureaux de l'administration de la marine ; enfin l'hôpital militaire, grand et bien bâti.

Les rues sont généralement étroites, mais propres et assez bien alignées.

La défense de l'île consiste dans la batterie que nous venons de signaler, dans une autre placée au fort qui se dresse sur la pointe Nord, enfin dans le Castel, qui sert de caserne à la garnison.

Gorée ne produit rien. Tout ce qui est nécessaire à la subsistance de ses habitants, elle le reçoit du continent. Aussi, lorsqu'autrefois ils se trouvaient en lutte avec les gens de la terre ferme, ceux-ci les prenaient tout simplement par la famine. Aujourd'hui, bien qu'il n'y ait plus d'hostilités, il arrive encore parfois que la viande de boucherie manque pendant plusieurs jours... quand l'état de la mer ne permet pas d'en porter.

Mais en temps ordinaire la rade est sillonnée de nombreuses pirogues chargées d'approvisionnements de toute sorte. Elles ne contribuent pas peu à lui donner un air de grande animation ; les canots des navires et les bateaux qui embarquent des passagers pour Dakar achèvent de mouvementer ce tableau, que les habitants viennent régulièrement contempler tous les soirs, de quatre à six heures, en respirant avec délices la brise de mer.

Ce qui achève de donner à Gorée une physionomie spéciale, c'est le grand nombre de magasins de détail, où l'on trouve de tout, et encore la quantité considérable de

cabarets qu'on y rencontre. Ces derniers ont une clientèle des plus sûres et des plus fidèles dans les nombreux matelots qui sont là en passant, dans les nègres, et même, *proh pudor!* dans les négresses; les unes et les autres font une effroyable consommation d'alcool.

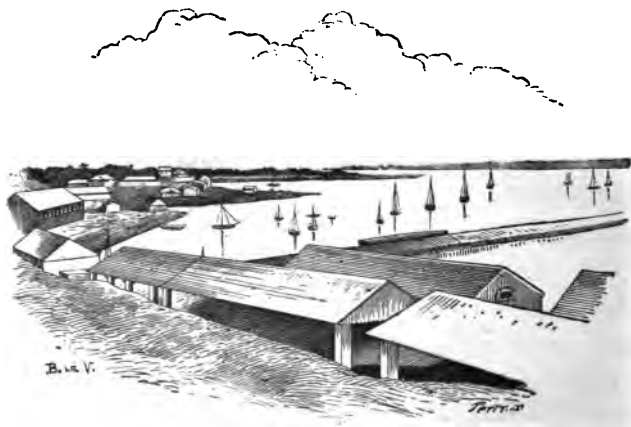


Gorée. — Ville et débarcadère.

La population de Gorée était en 1878 de 3.244 habitants; de puis cette époque, elle diminue insensiblement par suite d'un courant d'émigration de plus en plus fort vers Dakar, Rufisque et la côte. La valeur des immeubles a beaucoup diminué dans la petite île. Peut-être finirait-elle par se dépeupler complètement; ce qui la maintient, c'est d'une part son port franc, de l'au-

tre les grandes maisons de commerce qui ont là des comptoirs établis de longue date.

Dakar, en revanche, voit son importance augmenter chaque jour. Elle doit cet avantage principalement à son port magnifique, offrant un mouillage sûr, parfaitement éclairé par trois beaux phares et plusieurs fanaux. A toutes ces qualités déjà si précieuses, il joint encore



Dakar. — Ville et Rade.

celle d'être le seul, sur toute la côte occidentale d'Afrique, de Tanger au cap de Bonne-Espérance, qui permette aux navires de s'arrêter pour réparer leurs avaries. On remarque dans la ville l'ancien fort, où habite le Commandant, l'hôtel de l'Agent de la compagnie des Messageries maritimes, des casernes, l'établissement des Sœurs de l'Immaculée-Conception, etc. Dakar compte aujourd'hui 1.500 habitants environ.

Le voyageur, à son arrivée, est agréablement distrait par une scène des plus pittoresques, que M. A. Barthélemy décrit ainsi :

« Les pirogues qui stationnent autour du vapeur sont remplies de négrillons de tout âge, dans le plus primitif des costumes. Ces gamins, à grands cris, avec force gestes accompagnés des quelques mots français qui forment le fond de leur connaissance de cette langue, invitent les passagers accoudés sur les lisses à leur jeter des pièces de monnaie. Les sous, les pièces blanches pleuvent dans la mer : la transparence de l'eau permet à l'œil de suivre ces corps noirs plongeant avec la rapidité de l'éclair et sans nul souci des requins qui foisonnent ; ils attrapent souvent la pièce convoitée avant qu'elle ait touché le fond. Le négrillon reparait à la surface de l'eau, la pièce aux dents, prêt à recommencer. »

Rufisque est beaucoup moins important que Dakar, et d'ailleurs pendant l'hivernage les magasins se ferment, la ville reste déserte. Elle est le siège d'une paroisse catholique, d'un commissariat de police, d'un bureau de poste et télégraphe, d'un bureau de douane, etc. Bien que la rade soit mauvaise et que les brisants obligent les navires à mouiller assez au large, c'est à Rufisque que l'on a de tout temps transporté les arachides destinées à être embarquées à bord des navires. Le chemin de fer de Saint-Louis à Dakar est appelé à détourner le courant vers ce dernier port.

Empruntons encore à l'auteur déjà cité quelques détails intéressants sur les indigènes qui conduisent les arachides à Rufisque :

« Le vendeur, avant de retourner dans son village, parcourt les magasins de la ville pour faire ses achats d'armes, de munitions, d'eau-de-vie, de tissus de toute sorte, de tabac, etc., etc. Il met de côté quelques pièces de cinq francs, qui seront transformées en bijoux, bagues et bracelets pour lui-même ou pour ses femmes. Vienne



Rufisque.

une année où sa récolte aura été compromise, perdue, soit par le manque de pluies, soit par les sauterelles, il vendra alors tous ces ornements pour subvenir aux besoins de sa famille. »

Parmi les postes que l'on peut considérer comme des centres de commerce, il faut citer Portudal, Joal, Kaolak, Carabane et Sédhiou.

Dans la partie des *Rivières du Sud*, les principaux centres de commerce et de population sont Basalaudé, Boké, Catéguomas et Victoria. Les deux premiers sont les plus

importants. Boké avait, en 1884, 4.401 habitants. Cette population, ainsi que celle de Basalaudé, qui est en voie de progrès constant, se double pendant la saison de la traite par l'arrivée d'un certain nombre d'Anglais qui se livrent à ce commerce, et surtout par l'affluence des caravanes de Foulahs qui viennent se louer comme manœuvres dans les factoreries.

CHAPITRE XI.

EXPLOITATION DU SÉNÉGAL.

Agriculture : concessions de terres, productions, produits naturels ; une plante précieuse ; la gomme ; les animaux domestiques ; les autres ; les essences forestières. — Richesses minérales. — Industrie et commerce. — Importation et exportation. — Communications avec le haut Sénégal ; avec la région des Rivières du Sud. — Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis ; un voyage peu agréable ; inconvenient bien compensé ; la ligne. — Communications avec la France et l'étranger.

Les concessions de terre au Sénégal se divisent en deux catégories, suivant qu'elles sont faites à des indigènes ou à des Européens.

En principe, le roi de chaque pays est seul maître et seul dispensateur de son territoire. Il concède des parties de terrain aux chefs des villages, qui en font ensuite une distribution entre les habitants. Ceux-ci en ont, pour ainsi dire, l'usufruit se transmettant par succession, mais non la propriété, et la concession peut toujours leur être retirée, si telle est la volonté du roi.

Pour les Européens, on a obtenu qu'il leur serait fait des concessions à perpétuité, expression qui prête à une équivoque funèbre. Ils les choisissent autant que possible sur les bords d'un cours d'eau.

On cultive au Sénégal le riz, le mil, le *maïs*. Les indigènes donnent aussi leurs soins au tabac, aux cour-

ges, aux giraumons, sorte de citrouilles, à l'indigo, aux piments, enfin à différents légumes ; mais ils n'en récoltent que juste ce qu'il faut pour leur consommation personnelle, et ces produits n'ont qu'une importance tout à fait secondaire.

Il y a lieu de citer le café connu dans le commerce sous le nom de Rio-Nunez, et qui croît sur les confins du Fouta-Djallon et du pays des Sousous. Après lui, dit M. A. Barthélemy, viennent « le *cassia occidentalis* et le *boscia senegalensis*, deux des meilleurs succédanés connus du café. La poudre de ces graines, légèrement torréfiée, s'incorpore tellement bien au café moulu, qu'il est impossible, soit au goût, soit à l'œil, de reconnaître le mélange, lorsque son introduction ne dépasse pas un cinquième. »

Mais la grande culture du pays est celle des graines oléagineuses, et principalement de l'arachide.

Cette dernière a le triple avantage de produire très vite, presque sans travail, de ne pas fatiguer la terre, et de se vendre à un prix rémunérateur. Les indigènes commencent par brûler les herbes qui ont envahi un champ, puis ils le grattent légèrement avec un bois pointu, font leurs semailles, et ils n'ont plus à s'occuper de rien jusqu'au moment de la récolte. L'arachide n'exige ni engrais ni jachères ; non seulement on peut la planter indéfiniment dans le même terrain, mais elle le fait même gagner en fertilité.

On conçoit que la culture d'une telle plante se soit rapidement étendue. On la trouve dans le Cayor, une partie du Onalo, le Baol, le Sine, le Saloum, les pays de

la côte jusqu'à Sierra-Leone, le long des rives de la Gambie, enfin dans tout le haut Sénégal. L'exportation annuelle, en 1840, était seulement de 1.210 kilogrammes ; elle dépasse aujourd'hui 40 millions de kilogrammes.

Les autres graines oléagineuses qui donnent lieu à des transactions d'une certaine importance sont les noix de palme, de touloucouna, de pourghère et le bérâf. Les huiles que l'on en extrait servent en partie à l'alimentation, mais surtout à la savonnerie, à l'éclairage, au graissage des machines, etc.

Il faut encore signaler en dernier lieu quelques plantations d'ananas, de bananiers, d'orangers et de cannes à sucre sur la côte sud, depuis la Casamance jusqu'à Sierra-Leone ; enfin des tentatives de culture ont été faites pour le cocotier, le figuier et le dattier ; mais elles n'ont pas donné de brillants résultats.

Parmi les animaux domestiques, on trouve deux espèces de bœufs, l'une destinée à la boucherie, l'autre employée aux transports concurremment avec l'âne et le chameau. Ces bœufs sont en très grand nombre, et leur cuir ainsi que leurs cornes font l'objet d'un commerce assez important. Autrefois on en expédiait beaucoup aux Antilles, soit pour la consommation, soit pour la culture ; par suite d'une maladie qui sévit sur ces animaux, ce commerce s'est beaucoup ralenti.

Les ânes sont nombreux aussi, mais de très petite taille ; quant aux chameaux, il n'y a guère que les Maures qui en possèdent.

Les moutons, comme les bœufs, sont de deux espèces.

La plus remarquable est celle du haut Sénégal, très grande, et abondamment pourvue de laine.

On voit aussi dans notre colonie quelques chevaux de race arabe ; mais le pays a son espèce particulière qui, bien que fort petite, donne de bons produits lorsqu'elle est croisée avec la première.

Enfin les indigènes élèvent des porcs, des poules, des canards, etc., que l'on rencontre un peu partout.

Avec l'arachide, le produit le plus important du Sénégal est la *gomme* fournie par diverses espèces d'acacias, qui forment des forêts considérables sur la rive droite du fleuve. Il en existe également dans le Fouta et dans le Djoloff, mais on n'en tire point parti. Les premières sont exploitées par des esclaves appartenant aux Maures.

« Après la saison des pluies, dit M. A. Barthélemy, l'écorce des acacias se gonfle ; les vents d'est, secs et brûlants, la distendent, elle crève, et la gomme coule par ces incisions naturelles sous forme de larmes ou de boules. Les gommes ainsi recueillies sont enfermées dans des sacs de cuir et apportées aux escales du fleuve, où elles sont changées contre diverses marchandises, mais principalement contre des toiles bleues nommées *guinées*, sorte de monnaie courante qui était autrefois fournie par les filatures de Pondichéry. Aujourd'hui les tissages européens, français, anglais, belges et suisses, fabriquent ce genre d'étoffes.

Le commerce de la gomme, aux escales, donne droit, au profit des rois maures, à la perception d'un impôt, acquitté en guinées, qui remplace les anciennes coutumes.

Le Sénégal exporte, année moyenne, de 2 à 3 millions de kilogrammes de gomme de diverses qualités, qui sont toutes dirigées sur Bordeaux, à quelques centaines de sacs près. Le triage des gommages est une industrie entièrement bordelaise ; le contenu de chaque sac est soigneusement trié en catégories, qui répondent chacune à un emploi industriel différent. »

Après les gommiers, les principales essences forestières du Sénégal sont les suivantes :

Le *gonakié*, sorte d'acacia, utilisé pour les constructions navales ; le *soump*, bois dur et serré, pour charpente et menuiserie ; le *bauhinia frutescens*, le *fromager*, employés tous deux pour la menuiserie ; le *ronier*, dont le bois est impénétrable à l'humidité aussi bien qu'aux insectes ; aussi le gouvernement colonial s'est-il réservé le monopole de son exploitation : on l'emploie à la construction des ponts, des pilotis, etc. ; le *koss*, bon bois de menuiserie ; le *ratt*, qui est l'ébène du Sénégal, etc. Nous sommes obligés d'en omettre beaucoup.

Parmi les autres produits naturels exportés du Sénégal, mentionnons la cire d'abeilles, les oiseaux vivants, les singes, les plumes d'autruches, de marabouts, de pélicans, etc., les animaux féroces vivants, les peaux, les défenses d'éléphants et d'hippopotames, etc. ; le poisson séché, la soie du *fafetone*, provenant de l'*asclepia gigantea*, dont un fabricant français est parvenu à faire de jolies étoffes, etc., etc.

Les principales espèces que l'on rencontre dans la faune du Sénégal sont l'éléphant, l'hippopotame, le lion, la hyène, le chacal, le lynx, de nombreuses variétés

de singes et d'antilopes, le lièvre, une grande quantité d'oiseaux migrateurs, tels que la caille, l'alouette, etc. Sur les côtes on trouve en abondance du poisson, des coquillages et des huîtres.

Les productions minérales de la Sénégambie sont le fer (haut Sénégal), l'or (Bambouck) et le mercure (Sénoudébou). Au sud de Saint-Louis, près de Gandiole, s'étendent de vastes salines assez mal exploitées.

L'industrie n'existe pour ainsi dire pas au Sénégal. Les Européens ont créé quelques briqueteries, qui emploient les terres argileuses des environs du chef-lieu ; quelques chaudières, alimentées par d'immenses bancs de coquilles d'huîtres fossiles dans le royaume de Sine ; enfin quelques petites fabriques d'huile d'arachides.

Des Ouoloffs exercent assez habilement les professions de menuisier, de charpentier, de peintre, de maçon, etc. Mais, dit M. A. Barthélemy, « la plupart des professions sont généralement considérées comme déshonorantes par les indigènes, surtout celles qui ont trait aux métaux, aux cuirs et aux étoffes. Les ouvriers de ces corps d'état forment des castes séparées, qui ne peuvent s'allier qu'entre elles. » Les plus remarquables sont les tisserands, qui fabriquent et teignent des pièces d'étoffes très étroites, aux dessins compliqués ; cousues ensemble, elles forment des *pagnes*, costume ordinaire des indigènes. Puis viennent les forgerons, qui, avec des instruments très primitifs, fabriquent de lourds outils de culture, ou au contraire indifféremment, des bracelets et des bagues d'un travail délicat. Nous avons déjà donné des détails à ce sujet, en parlant des Maures.

ÉTAT RÉCAPITULATIF

*des marchandises françaises et étrangères importées et exportées
de 1879 à 1883.*

DÉSIGNATION DES PAYS.	Marchan- dises françaises.	Marchan- dises étrangères.	TOTAUX.	TOTAUX généraux.
1879				
Saint-Louis.	fr. 41.003.772	fr. 4.933.755	fr. 15.937.527	33.142.781
Gorée.	44.121.443	3.083.811	17.205.254	
1880				
Saint-Louis.	15.122.469	5.466.192	20.588.661	44.352.226
Gorée.	19.412.652	4.350.913	23.763.565	
1881				
Saint-Louis.	14.527.133	7.095.727	21.622.860	37.992.985
Gorée.	13.287.670	3.082.455	16.370.125	
1882				
Saint-Louis.	13.877.578	6.698.235	20.575.813	40.747.216
Gorée.	13.868.260	6.103.143	19.971.403	
1883				
Saint-Louis.	17.956.124	7.106.000	25.062.124	47.216.446
Gorée.	17.040.235	5.114.107	22.154.342	

On remarquera que dans cette période de cinq années il y a une augmentation commerciale de 14.073.685 francs. Les marchandises françaises figurant sur ce tableau présentent une valeur moyenne de 35 millions de francs, dont en chiffres ronds 22 millions d'*exportation* de la colonie en France.

Nous terminerons ce chapitre en présentant un résumé des renseignements fournis par les *Notices coloniales* au sujet des moyens de communication qui existent dans la colonie, et des différents services qui relient notre établissement soit à la France, soit à l'étranger.

Dans la direction du haut Sénégal, pendant la saison favorable à la navigation, de petits vapeurs de l'Etat remontent le fleuve, établissant ainsi les communications entre le chef-lieu et les centres reculés de Kayes et de Médine. Chemin faisant, ils desservent Richard-Toll, Dagana, Podor, Aéré, Saldé, Matam et Bakel.

De Kayes ou de Médine, les dépêches sont portées jusqu'à Bammako par des courriers piétons, qui passent par Bafoulabé en profitant du chemin de fer, par Badumbé, Kita et Koundou. Une bonne route existe maintenant de Bafoulabé à Bammako.

Les vapeurs mettent en moyenne huit jours pour arriver jusqu'à Kayes, et de ce point les piétons franchissent la distance jusqu'à Bammako en dix-sept jours environ.

Pendant la saison sèche, un seul vapeur va seulement jusqu'à Podor, une fois par mois ; il faut ensuite treize jours à un courrier pour aller de ce point à Kayes. En outre, deux piétons partent de Saint-Louis le 1^{er} et le 24 de chaque mois ; filant le long du fleuve, ils desservent les postes déjà mentionnés et arrivent à Bammako les 17 et 27 du mois suivant.

Détail curieux, l'affranchissement est obligatoire pour les lettres expédiées de Saint-Louis, Gorée, Dakar ou Rufisque à destination de tous les postes de la

colonie ; mais il est facultatif pour les lettres adressées de ces ports à destination des villes ou localités susmentionnées et pour celles échangées en ville.

En ce qui concerne le commerce, les transports se font soit par des vapeurs remorquant des chalands, soit par des bateaux qui marchent à la voile ou sont tirés à la cordelle. D'après ce que nous avons dit de la navigation du fleuve, on devine quelles difficultés ils ont à surmonter en route. Encore faut-il dire que ce sont là seulement « des occasions », et qu'il n'existe pas de service régulier ; il a été plusieurs fois question d'en établir un.

Les communications avec la région des Rivières du Sud furent, pendant longtemps, bien difficiles et bien irrégulières. On s'y rendait par cotres, goëlettes, avisos de guerre, selon que les besoins commerciaux ou administratifs obligeaient un commerçant ou l'Etat à expédier un navire. Aujourd'hui cette lacune est comblée par le fonctionnement régulier d'un service mensuel de bateaux à vapeur, auquel le Conseil général accorde une subvention. Le navire, parti de Dakar, passe à Rufisque, Foundiougne (rivière du Salom), Sainte-Marie de Bathurst (Gambie, possession anglaise), Carabane (Casamance), Boulama (Bissagos, possession portugaise), Bel-Air (Rio-Nunez), Boffa (Rio-Pungo), Benty (Mellacorée) et Freetown (Sierra-Leone, possession anglaise).

Le port de Dakar, jusqu'en ces derniers temps, était relié au chef-lieu par un aviso, partant deux fois par mois, et par des courriers piétons partant quatre fois par semaine. Le petit vapeur n'a pas été supprimé,

mais, ce qui vaut beaucoup mieux, il existe aujourd'hui un chemin de fer de Dakar à Saint-Louis. Il a été inauguré le 6 juillet 1885.

Au début, les trains ne mettaient pas moins de douze heures à franchir cette distance de 263 kilomètres, et ce long voyage, accompli en partie pendant les heures les plus chaudes du jour, était tout à fait dépourvu d'agrément.

Mais qu'était-ce que cet inconvénient, d'ailleurs passager, en comparaison des bienfaits dont cette voie ferrée est la source pour le pays, des avantages chaque jour plus considérables qu'elle lui procure ?

Au point de vue militaire, elle assure la soumission définitive du Cayor qu'elle traverse. Elle passe par Louga, par N'Dande, l'ancienne capitale, par Kelle, près de N'Guignis, par Meckné, localités dont le nom seul rappelle à nos soldats de cruelles souffrances et d'héroïques efforts trop souvent inutiles.

Au point de vue commercial, elle draine tous les produits de la région, en augmente la valeur, en fait surgir de nouveaux.

En partant de Saint-Louis, la ligne traverse l'île de Sor, où se trouve un appontement auquel les wagons apportent les marchandises destinées à être embarquées.

Une voie, dite maritime, s'avance dans le fleuve de 3 à 400 mètres. Elle s'embranché à la gare des voyageurs sur la ligne principale qui traverse, à 6 kilomètres de Saint-Louis, le marigot de Leybar, sur un pont métallique de 120 mètres. De Seybar, le train marche jusqu'à la station de Rao-Pondioune, placée

entre les deux villages qui portent ces noms, au milieu d'une région sablonneuse et à peu près déserte. De Rao à M'Pal, où de nombreux commerçants se sont établis près de la gare, le pays devient onduleux, boisé ; on voit apparaître les cultures de maïs et d'arachides. La ligne passe ensuite par les stations de N'Guik-Sakal, de Louga, de N'Goumba-Guéoul, de Kébemer, perce la grande forêt de roniers située au centre du Cayor, en s'arrêtant aux gares de Kelle, de N'Dande, de N'Der Mekhé, de Piregourey, le site le plus pittoresque du parcours. Après Tivaouonne, c'est Thiès, avant lequel on traverse une région montagneuse, et le « ravin des Voleurs », où s'assemblaient les coupeurs de route qui pillaient les caravanes se rendant à Rufisque. A Thiès, le chemin prend une direction franchement ouest, par la forêt de Pout, passe sur un pont de pierre le marigot de la Tanma, et franchit des terrains marécageux jusqu'à Pout ; de ce point jusqu'à Sebikotane, on longe une forêt inextricable, puis, avant Rufisque, sur une longueur de 1.500 mètres, une autre forêt de baobabs gigantesques, une magnifique rangée de palmiers, et presque des prairies, dont le verdoisement est dû au voisinage du marigot de M'Bao, que le train franchit sur un pont métallique de 10 mètres. Il s'arrête encore à Tiaroye, et enfin, après avoir longé la mer pendant plus de 14 kilomètres, il arrive à Dakar.

La longueur totale de la voie est de 263 kilomètres. Elle a été concédée à la Compagnie de construction des Batignolles pendant 99 ans ; l'Etat s'est réservé la faculté de rachat pendant 25 années, mais il a garanti à la Com-

pagnie, pendant la durée de la concession, un revenu minimum de 1.154 francs par kilomètre exploité.

Pour les dépêches, Saint-Louis est relié à Dakar, à Bafoulabé, aux postes de la Barre, et aux stations intermédiaires entre ces points par le télégraphe électrique ; à Gorée-Dakar, par un télégraphe aérien. Enfin la colonie est reliée par un câble au continent européen.

Quant aux routes proprement dites, dans le bas Sénégal elles ne sont guère encore qu'à l'état de projet. Elles sont remplacées par des chemins, souvent de simples sentiers, que tracent les indigènes. Cependant, à l'entour des villes de Dakar, de Rufisque et de Saint-Louis, des tronçons existent sur une longueur d'environ 15 kilomètres.

Dans le haut Sénégal, au contraire, on trouve des routes plus longues, régulières et bien entretenues, notamment entre Badumbé et Bammako (443 kilomètres). Les voitures circulent entre Badumbé et Kita ; elles ont transporté toutes les pièces des canonniers démontables qui naviguent aujourd'hui sur le Niger. De Kita à Koundou et de Koundou à Bammako, la route devient de plus en plus belle ; elle a de 8 à 10 m. de largeur, tantôt en plaine, tantôt en corniche : aussi les dioulah (marchands) ne cessent pas de la parcourir, et ils comprennent si bien les avantages des facilités de communication offertes, qu'ils s'empressent de prévenir les commandants de poste des moindres dégâts survenus.

Trois ponts construits en 1883-1884 complètent la route et la rendent ininterrompue. Ce sont les ponts de Kenieko, du Badingho et du Baoulé. Les deux premiers

sont longs d'une trentaine de mètres, et le troisième n'en a pas moins de quatre-vingts, sur 3^m 50 de large.

Tous ces travaux de route et de construction de ponts ont été exécutés sous la direction des officiers du corps de l'artillerie de la marine, à qui ils font le plus grand honneur.

Passons maintenant aux communications qui relient notre colonie à la France et à l'étranger.

Tous les vingt et un jours, venant de Liverpool, les paquebots appartenant à la *British and African steam Navigation C^y*, après avoir relâché à Madère (possession portugaise), Ténériffe et Grand-Canary (possessions espagnoles), touchent à Gorée, et continuent jusqu'à Cameroon ou Kamerun (possession allemande).

Les mêmes ports sont visités au retour.

Une fois par mois, à des dates variables mais fixées d'avance par les itinéraires, deux fois en septembre et en novembre, on a les paquebots allemands de la compagnie *Woerman* qui viennent de Hambourg ou y retournent.

Les communications avec la France sont assurées par les paquebots des *Messageries maritimes* de la ligne de la Plata, qui partent de Bordeaux les 5 et 20 et qui arrivent à Dakar les 14 et 29 de chaque mois.

Au départ du 5, ils font escale à la Corogne (au seul voyage du 5), à Lisbonne, Dakar (le 14), Rio-de-Janeiro (Brésil), Montevideo (Uruguay), Buenos-Ayres.

Au retour, ils passent à Dakar, les 11 et 26 de chaque mois. Les paquebots ayant quitté Bordeaux le 5 et arrivant à Buenos-Ayres le 1^{er}, en repartent le 8 et touchent

au retour à Montevideo, Rio-de-Janeiro, Bahia et Pernambuco (Brésil), Dakar (le 26), Lisbonne et Bordeaux.

Au départ du 20, les paquebots font escale à Lisbonne, Dakar (le 29), Pernambuco, Bahia, Rio-de-Janeiro (Brésil), Montevideo (Uruguay), Buenos-Ayres (République argentine). Les paquebots ayant quitté Bordeaux le 20 et arrivant à Buenos-Ayres le 17 en repartent le 24 et touchent au retour à Montevideo, Rio-de-Janeiro, Dakar (le 11), Lisbonne, la Corogne et Bordeaux.

En outre de la ligne régulière des paquebots des Messageries maritimes, la colonie a des relations fréquentes, mais à des dates variables :

1° Par les vapeurs des maisons *Maurel et H. Prom et Devès et J. Chaumet*, de Bordeaux. Le port d'attache de ces navires est Bordeaux.

2° Par les vapeurs de la *Compagnie du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique*, dont le siège social est à Marseille. Ces navires appartiennent à ce dernier port et visitent tous les points où la Compagnie a ses comptoirs et factoreries. La durée moyenne des traversées de Bordeaux et de Marseille au Sénégal est de onze à douze jours.

CHAPITRE XII.

MÉTÉOROLOGIE. — CLIMAT. — MALADIES.

Les trois saisons. — Le soleil et le vent. — Requête aux fabricants de thermomètres. — Variations de température. — Raz de marée. Marées. — Jour solaire. — Les *tornades*. — Triste réputation. — Terrible nomenclature. — L'impaludisme. — La fièvre jaune. — Chiffres sans commentaires. — Nos médecins. — Une chimère. — Les privilégiés. — Mesures de protection.

On peut dire qu'il existe au Sénégal trois saisons, dont deux, les deux extrêmes, très tranchées.

La première va du mois de décembre à la fin de février. A la fois sèche et fraîche, c'est de beaucoup la plus saine. Par malheur, ses agréments sont considérablement diminués sur le littoral par des souffles brûlants de l'est, qui, du matin à l'après-midi, font parfois monter le thermomètre de 20 degrés. Gorée a moins à les craindre, car leur chaude haleine se rafraîchit forcément en traversant une immense nappe d'eau pour arriver jusqu'à cette île.

En général, la température minima de cette saison est de 11° au-dessus de 0, la température maxima de 23 à 25 degrés à l'ombre, de 35 à 46 au soleil. Toutefois, lorsque soufflent les vents d'est, elle s'élève parfois jusqu'à 40 degrés à l'ombre.

La seconde saison comprend les mois de mars, d'avril

et de mai. C'est l'époque des chaleurs intolérables, presque aussi dangereuse que la période suivante désignée sous le nom d'hivernage.

« Durant ces six mois de l'année, écrit le D^r A. Borius, il ne tombe pas une goutte de pluie, et le Sénégal offre, on peut le dire, un aspect aride et désolé qui rappelle les bords de la mer Rouge. »

L'hivernage commence vers la fin de mai ou le milieu de juin, et dure jusque vers la fin de novembre. La température moyenne est alors, à l'ombre, de 27 à 30 degrés au-dessus de zéro, et de 40 degrés au soleil, malgré les pluies torrentielles qui tombent pendant tous les mois de juillet, d'août et de septembre.

C'est à ce moment que le fleuve Sénégal s'enfle et monte avec une force et une vitesse considérables. Les terrains bas sont inondés, et à Saint-Louis le niveau s'exhausse d'un mètre au pied du magasin général de la Marine, situé au centre de la ville.

Quand les pluies cessent, les eaux se retirent, laissant à découvert d'immenses marécages, et de cette fange que recouvrent des détritrus de toute sorte, s'exhalent des miasmes pestilentiels, redoutables générateurs d'épidémies.

On le voit par ce qui précède, les mois de décembre, de janvier et de février sont les trois plus favorables pour arriver au Sénégal, par une double raison : durant cette période la température s'éloigne moins de celle des zones tempérées, et c'est l'époque la moins insalubre de l'année.

Les deux principaux ennemis dont en toute saison doivent se garder ceux qui se rendent dans ce pays sont

d'abord les rayons du soleil, très dangereux pour tous les Européens, mais particulièrement redoutables pour les nouveaux arrivants, puis les refroidissements brusques du corps en sueur. Sous cette température élevée, les courants d'air deviennent agréables, et non seulement on les supporterait volontiers, mais encore on les créerait. Malheur à l'imprudent qui se laisserait aller à y chercher une passagère sensation de soulagement: il y trouverait presque sûrement la mort !

Le danger est augmenté encore par les énormes oscillations que présente l'état hygrométrique de l'air et qui sont signalées dans les *Notices Coloniales*, d'où sont tirés presque tous les renseignements qui suivent. Le corps humain éprouve les plus brusques impressions de froid et de chaud. A Saint-Louis, la quantité absolue de vapeur d'eau contenue dans l'air est double de ce qu'elle est en France; les variations de la tension de la vapeur d'eau peuvent être de $1^{\text{mm}}80$ à 31^{mm} . Le climat de Saint-Louis présente donc une extrême variabilité à l'humidité.

Il est bon de faire remarquer que les chiffres de température indiqués plus haut sont très élevés, et qu'il est absolument ridicule de les exagérer encore, comme on le fait en inscrivant le mot *Sénégal* à côté du cinquantième degré de tous les thermomètres. La plus haute température observée à Bakel n'a pas dépassé 44 degrés. C'est déjà fort joli.

Débarrassons-nous rapidement de quelques autres détails météorologiques, pour arriver ensuite au phénomène atmosphérique le plus curieux du Sénégal, la *tornado*.

Les ports de ce pays voient fréquemment des raz de marée. De 1879 à 1883 on en a constaté en moyenne 43 par an à Saint-Louis, 31 à Rufisque et à Gorée. Dans la première de ces localités, ils atteignent leur maximum de fréquence et d'intensité en décembre et janvier; dans les deux autres, c'est en mai et juin.

Les marées ne présentent rien de particulier au Sénégal. Dans la baie de Gorée, les courants, près de terre, sont soumis à leur influence; mais, à quelques milles au large, ils portent au sud avec une vitesse de 7 à 8 dixièmes de mille à l'heure.

Près de Saint-Louis, l'influence des marées se fait sentir à 2 ou 3 lieues des côtes, et dans le fleuve jusqu'à 228 milles; toutefois cette limite se restreint à mesure que la crue augmente, et la marée diminue seulement le courant d'une façon sensible. L'évitage des navires cesse dans le port de notre chef-lieu du mois d'octobre au mois de janvier.

Le jour solaire de lumière pleine va de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Le crépuscule dure 45 minutes en mai, juin et juillet, et 30 minutes seulement en novembre, décembre et janvier.

La pression atmosphérique est à peu près uniforme, le baromètre ne s'écartant presque jamais de 759 ou 760. Cet instrument n'annonce pas l'approche des perturbations atmosphériques, et, remarque curieuse, si une baisse peu importante se produit, c'est après la tornade, et non avant ou pendant.

On donne au Sénégal le nom de tornades à des sortes de bourrasques assez violentes, de courte durée.

« Spéciale à la côte occidentale d'Afrique, ne se produisant que pendant l'hivernage, alors que la tension électrique de l'atmosphère augmente, la tornade est un phénomène météorologique curieux et saisissant. Comme formation et comme vitesse, on peut dire que toutes les tornades se ressemblent, et elles ne diffèrent les unes des autres que par la plus ou moins grande quantité de coups de tonnerre et de pluie qu'elles amènent. Mais toutes les tornades ne sont pas accompagnées d'averses et d'orages. Constituées par un mouvement des nuages et par un vent particulier, elles sont dans ce cas appelées *tornades sèches* et ne sévissent qu'à la fin de l'hivernage.

« Nous ne nous appesantirons pas sur la description de l'orage sans tornade, qui est l'exception, et nous nous arrêterons seulement à la vraie tornade, la perturbation la plus fréquente.

« Les vents ordinairement de S.-O. ont passé au N. ou au N.-E., puis ils cessent, et un calme d'assez courte durée s'établit. L'horizon s'obscurcit, une teinte sombre s'étend de l'E. au S.-E., et un immense arc de cercle, d'abord de couleur cuivrée passant rapidement à un gris noir assez foncé, se dessine. Les arbres, les objets se détachent en gris blafard sur ce fond plus accentué. Bientôt une ligne droite affectant la forme d'un bourrelet, surmontée de dentelures régulières, délimite cet arc. Puis, lorsque cette ligne forme avec l'horizon un angle d'environ 30 degrés, la tornade éclate. Une brise violente, froide, se rapprochant du coup de vent, saute soit du N.-E. à l'est et au S.-E., soit du S.-O. à l'ouest et au N.-O. Aussitôt la pluie tombe en averses torrentielles ;

sa violence est telle que la peau ressent une impression très désagréable. Les coups de tonnerre ne tardent pas, et bientôt on croit se trouver au centre d'une circonférence dont la courbure est décrite par des éclairs qui ne discontinuent point.

« Bien rares sont les cas de toitures enlevées, de cases détruites, d'arbres déracinés, de navires ou d'embarcations chassant sur leurs ancres ou coulés. La tornade ayant cette violence est une particularité qui fait époque, étant donnée son absence pendant quinze ou vingt années de suite.

« Des constatations faites au simple point de vue télégraphique pour nous permettre de nous rendre compte de l'intensité et de la fréquence des coups de foudre, il résulte que, durant l'hivernage de 1884, 132 orages ou tornades ont été signalés sur les différents points d'un réseau de 611 kilomètres. Les orages n'entrent dans ce total que pour un tiers moins un, soit 43. Le nombre des poteaux foudroyés a été de 61, dont 23 sur la section de la ligne du fleuve Saldé et Aéré, 15 sur les sections N'Diaen, Podor et Dagana, 9 sur la section Dagana-Saint-Louis, 14 sur la ligne Saint-Louis-Dakar construite le long du littoral. De ces 14 poteaux, 5 ont été littéralement émiettés entre M'Bidjem et Rufisque, aux environs du marigot de la Tauma. La longueur du fil posé entre Saint-Louis et Saldé est de 344 kilomètres. Celle des fils développés entre Saint-Louis et la Barre, Saint-Louis et Dakar, Dakar et Rufisque, est de 267 kilomètres. La plus grande intensité, au point de vue des coups de foudre, s'est donc trouvée dans les perturbations venant du N.-E. et de l'est. »

Au point de vue sanitaire, le Sénégal jouit d'une réputation déplorable. Elle n'est, hélas ! que trop méritée, ce qui ne surprendra sans doute pas le lecteur après les informations météorologiques que nous venons de donner, et les renseignements divers qu'il a pu trouver dans le corps de l'ouvrage. S'il fallait énumérer toutes les maladies dont on peut souffrir au Sénégal, il serait presque nécessaire d'ajouter un autre volume à celui-ci, car celles de tous les autres pays s'y accliment parfaitement. Il n'y a même pas lieu de faire une exception pour la phthisie, contre laquelle la chaleur du climat semblerait devoir protéger ; bien au contraire, cette cruelle ennemie de l'homme fait là-bas un très grand nombre de victimes ($1/6$ des décès), sans doute à cause des brusques variations de température déjà signalées, et aussi parce que les nègres deviennent très facilement poitrinaires.

Accordons rapidement une mention à la variole, à l'éléphantiasis, à la lèpre, etc., enfin et surtout au choléra qui, en 1863, par exemple, a tué, dans la seule ville de Saint-Louis, 2,500 noirs.

Il ne faudrait pas oublier non plus la dysenterie, l'hépatite, le rhumatisme articulaire aigu, très fréquent au-dessus du cap Vert, l'insolation, etc., etc.

Enfin il faut consacrer des paragraphes spéciaux à l'*impaludisme* et à la *fièvre jaune*.

Pour la première de ces affections, dit le D^r Bordier, sur 100 malades, le nombre de ceux qui en sont atteints est, à Saint-Louis, de 33 ; dans le bas Sénégal, de 48 ;

dans le haut Sénégal, de 72 ; à Gorée, de 61 ; dans le bas de la côte, de 87. 87 sur 100 ! Ces chiffres se passent de commentaires. L'impaludisme avancé amène rapidement la cachexie avec anémie profonde, décoloration et tendance, au sujet de la moindre égratignure, à l'ulcère phagédénique des pays chauds.

La fièvre jaune est toujours importée au Sénégal. Elle vient, neuf fois sur dix, de la côte de Sierra-Leone, où elle est endémique. Les Anglais en cachent soigneusement la présence ; mais dès qu'elle prend chez eux une acuité épidémique, nous l'avons à Gorée. Les principales épidémies dont nous avons eu à souffrir sont celles de 1830, 1837, 1859, 1866, 1878, 1881, etc. Celle de 1830 frappa les Européens d'une manière effrayante, car sur 650 elle en atteignit 600 et en tua 328. Elle fut la cause de l'état de langueur où la colonie resta jusqu'en 1858 et dont elle n'est pas encore complètement sortie. Sur l'ensemble de toutes les épidémies, la moyenne des Européens frappés a été de 80 % et celle des Européens morts de 46 %.

Nous ne saurions terminer ce passage lugubre sans rendre ici un hommage bien mérité à nos médecins du Sénégal, et particulièrement aux médecins de la marine. Tous, quelle que soit l'épidémie qui sévisse, rivalisent d'ardeur et de zèle pour sauver les malheureux atteints par le fléau, ou du moins adoucir leurs souffrances ; nombre d'entre eux périssent chaque fois, victimes de leur dévouement. Les chiffres ont une éloquence brutale qui vaut parfois mieux que celle des phrases ; en voici un exemple : la mortalité au Sénégal, pour l'ensemble des

fonctionnaires et des colons, est de 7,7 % ; s'il s'agit des médecins, elle s'élève à 18.5 %.

Mais, dira-t-on, ce sont sans doute les nouveaux débarqués qui meurent ainsi comme mouches ; ceux au contraire qu'un séjour plus ou moins long a déjà fortifiés, acclimatés...

Hélas ! l'acclimatement au Sénégal est une chimère ! « Que ceux, s'écrie le D^r Bérenger-Féraud, que ceux qui voudraient soutenir qu'on parvient à s'acclimater au Sénégal, regardent seulement ceux qui se prétendent acclimatés, et je suis persuadé qu'ils ne continueront plus à discuter ! »

D'après ce médecin, qui a fait des maladies du Sénégal une belle et très complète étude, un fonctionnaire qui vit sobrement, qui observe une bonne hygiène, et qui ne sort jamais de Saint-Louis ou de Gorée, peut durer au Sénégal pendant 4, 5 et 8 ans au maximum.

Ce sont les hauts fonctionnaires qui résistent le mieux, pour trois raisons principales : ils ne sont pas envoyés dans les postes ; ils vivent plus confortablement ; enfin, n'étant plus jeunes, en général, ils font moins d'excès.

Pour des raisons analogues, et aussi parce qu'ils sortent très peu, les Religieux des deux sexes vivent assez bien au Sénégal.

Les Européens ne sont pas les seuls à souffrir du terrible climat de cette colonie ; les Algériens que l'on y a envoyés comme soldats ne résistent pas mieux ; les Maures, lorsqu'ils viennent à Saint-Louis, craignent la fièvre pour eux-mêmes et pour leurs animaux ; enfin il n'est pas jusqu'aux nègres qui ne fournissent une sta-

tistique déplorable. D'après un proverbe du pays, le blanc meurt à la pousse des feuilles du baobab (à l'entrée de l'hivernage), et le noir au moment de leur chute (saison sèche); mais en somme le résultat est identique et pareillement fâcheux pour tous.

Après avoir exposé sans ambages les dangers que présente la colonie, il est d'une nécessité absolue d'ajouter que ces inconvénients vont en diminuant chaque jour, et que l'on finira par les atténuer dans des proportions bien plus notables encore, quand divers travaux d'assainissement, aujourd'hui en voie d'exécution ou seulement projetés, seront complètement achevés.

Les principaux de ces travaux consisteraient en barrages pour empêcher l'eau salée de refluer dans l'intérieur du pays, en plantations d'arbres destinés à arrêter le vent malsain des marigots, en éloignement des postes de certains établissements insalubres, comme parcs à bœufs, abattoirs, etc.

Il serait également très important, pour empêcher la fièvre jaune d'arriver jusqu'à notre colonie, — nous le répétons, elle y est *toujours importée*, — d'avoir constamment deux médecins sanitaires en observation, l'un en Gambie, l'autre à Sierra-Leone, et d'organiser sur la côte des lazarets sérieux, notamment à Dakar-Gorée. Ils ne nuiraient pas plus au commerce de notre colonie qu'ils n'ont nui à celui de New-York; bien au contraire, pour elle comme pour la grande cité américaine, l'application rigoureuse des règlements sanitaires et l'établissement d'une quarantaine serait une source de profits considérables, du jour où l'on saurait qu'elle est défini-

tivement et victorieusement préservée contre la terrible maladie. Nous formons le vœu que ce jour se lève bientôt sur le Sénégal, et nous avons bon espoir de le voir réalisé dans un avenir prochain.

APPENDICE

APPENDICE

LE NAUFRAGE DU SAINT-GÉRAN.

« Le *Saint-Géran*, du port de 600 tonneaux, armé de 30 canons, partit de Lorient le 24 mars 1774, sous le commandement du capitaine Delamarre (1). L'état-major se composait de MM. Mallet, premier lieutenant ; Pérumont, second lieutenant ; Lonchamps de Montendre, premier enseigne ; Lair, second enseigne et écrivain ; le chevalier de Boëtte, enseigne surnuméraire.

« Il y avait à bord 186 personnes, lorsque, 22 jours après son départ, le *Saint-Géran* relâcha à Gorée, où il prit, pour les déposer à l'île de France, au compte de l'Etat, 20 nègres et 10 négresses, tant Ouoloffs que Bambarras. Un Français de 25 ans, du nom de Belleval, s'y était en outre furtivement introduit.

Le vaisseau voguait paisiblement avec les 217 personnes qu'il renfermait dans ses flancs, malgré l'affreuse maladie qui s'était déclarée à bord avec tant d'intensité qu'elle mit sur les cadres plus de cent d'entre elles, lors-

(1) Et non Aubin, comme l'écrit Bernardin de Saint-Pierre.

que, le 16 août 1773 (1), vers les quatre heures du soir, on aperçut l'île Ronde, en vue de l'île de France.

« Tout à coup, la mer devient furieuse, le navire est mis à la cape au S.-S.-O et O.-O. A 3 heures du matin, le *Saint-Géran*, pris au travers, est poussé sur l'île d'Ambre et brisé contre les récifs. « Au coup de talon que donne le navire, rapporte le naufragé Jean Janvrin, pilote, de Saint-Mâlo, tous les officiers sortent de leur chambre et viennent en chemise sur le pont. » L'équipage s'agenouille à bâbord, où la mer ne venait pas encore, malgré l'inclinaison du vaisseau, et implore la protection de Dieu. Aussitôt le R. P. Martin Burck, du couvent des *Billetes*, à Paris, aumônier du *Saint-Géran*, donne la bénédiction générale et entonne le *Salve regina* et l'*Ave, maris stella*, que continuait avec l'enthousiasme de la foi l'équipage breton. L'hymne achevée, les vœux à sainte Anne d'Auray terminés, ces hommes pieux s'embrassèrent en se demandant pardon les uns aux autres.....

«..... Un morne silence régnait dans l'assemblée, qui attendait la fin de ce drame déchirant. Au point du jour, l'équipage cherche vainement à se sauver dans les bateaux ; mais bientôt, les mâts tombent, les bateaux sont écrasés. Le maître boulanger se jette le premier à la mer et trouve la mort à quelques brasses du vaisseau. Il est suivi de Pierre Tassel, de Lorient, bosseman, qui, meilleur nageur que lui, traverse les lames et gagne en

(1) Et non le 24 décembre, comme l'a dit l'auteur de *Paul et Virginie*.

dedans des brisants. Chacun à bord était attentif à ce qu'il deviendrait, pour imiter sa manœuvre en tentant le trajet. L'équipage, encouragé par son exemple, se jette à l'eau au nombre de plus de soixante, les uns sur des planches ou des débris, les autres sur un radeau qui devient la cause de la perte de bien des hommes ; ils s'étaient précipités en telle quantité, que le radeau chavira sur eux, et personne ne put se sauver.

« En cet instant solennel, on vit le patron de la chaloupe, Edme Caret, de Lorient, s'approcher du capitaine Delamarre et lui dire :

« — Monsieur, quittez votre veste et votre culotte, vous vous sauverez plus aisément.

« A quoi M. Delamarre ne voulut jamais consentir, disant :

« — Il ne conviendrait pas à la décence de mon état d'arriver à terre tout nu ; j'ai du reste dans la poche des papiers que je ne dois point quitter.

« Plus loin, on voyait M^{lle} Mallet, sur le gaillard d'arrière, liée à M. de Péramont qui ne l'abandonnait pas.

« M^{lle} Caillou était sur le gaillard d'avant avec MM. de Villarmois, Gresle, Guiné et Longchamps de Montendre, qui descendit le long du bord pour se jeter à la mer, mais qui presque aussitôt remonta, afin de déterminer M^{lle} Caillou à se sauver. »

Les procès-verbaux se taisent sur la fin tragique de ces intéressantes victimes.

Selon toute apparence, dit M. Azéma, auquel nous

empruntons ces détails, leurs restes inanimés, après avoir été quelque temps ballottés par les flots, ont à jamais disparu dans les gouffres de l'océan Indien (1).

PARNY

Evariste-Désiré Desforges Parny naquit à Bourbon le 6 février 1753. Dès l'âge de neuf ans, on l'envoya en France, au collège de Rennes, où il fit de brillantes études.

D'une nature sensible, affectueuse, impressionnable, Parny se laissa séduire par le mysticisme de la religion, et résolut d'entrer dans les ordres; il vint à Paris, au séminaire de Saint-Firmin, avec l'intention de s'enfermer à la Trappe. Pendant les huit mois que dura son séjour dans la retraite, il réfléchit, étudia, et sa foi disparut; il quitta la soutane pour prendre l'épée.

Au commencement de 1773, Parny, qui servait alors aux Indes, fit connaissance d'une jeune créole dont il devint éperdument épris. Cette passion, née sous les plus doux auspices, eut une fin malheureuse qui détermina le retour de Parny en France. C'est à ces chagrins que nous devons les premières poésies de Parny : il dit en vers touchants, simples et mélancoliques l'histoire de ses tristes amours avec Eléonore qui, forcée d'obéir à la volonté d'un père, abandonna Parny pour en épouser un autre. Cette douleur vraie suivit le poète presque jusqu'au tombeau.

En 1786, Parny revint en France après un second

(1) Georges Azéma, *Histoire de l'île Bourbon*. Paris, 1862, in-8.

voyage aux Indes; il ne demanda aucune faveur, sa fortune suffisant à ses goûts simples; il s'éloigna de la ville, et dans la retraite qu'il s'était choisie, loin du bruit, il composa le *Poème des fleurs* et la *Journée champêtre*.

Parny accueillit avec bonheur la nouvelle de la révolution de 1789; la régénération politique de la France excita au plus haut point son enthousiasme.

Tout occupé de la patrie, le poète ne songeait plus qu'à sa fortune; bientôt elle disparut par des remboursements en assignats et par la réduction des rentes; il avait vendu jusqu'à ses livres. Il ne se plaignit pas; mais il se vit obligé de demander, en frimaire an IV, un emploi dans les bureaux de l'instruction publique, où il se distingua par son exactitude et la netteté de son travail; il fut ensuite, pendant près d'une année, l'un des quatre administrateurs du théâtre des arts.

Malgré ses nombreuses occupations, Parny n'abandonna pas la poésie, et continua à publier plusieurs ouvrages: l'*Épître aux insurgents*, la *Lettre aux assiégeants du camp de Saint-Roch*, le *Coup d'œil sur Cythère*, l'*Épître aux infidèles*, la *Confession d'une jolie femme*; puis plus tard, en février 1799, la *Guerre des Dieux*, cet ouvrage qui lui a été tant reproché depuis, malgré les qualités littéraires qu'il renferme.

Plus tard, par la protection de M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Parny fut élu à l'Académie. Depuis lors, grâce à la générosité d'un de ses amis, son admirateur M. Français, de Nantes, Parny put jouir dans sa vieillesse d'une douce aisance et de la sécurité.

Longtemps après leur séparation, Eléonore, devenue veuve, écrivit à son ancien ami ; elle lui offrait sa main et voulait passer avec lui les derniers jours qui leur restaient à vivre. Parny fut touché ; mais il s'écria :

— Ce n'est plus Eléonore !

Et il ne répondit pas.

En novembre 1802, le poète épousa Marie-Françoise-Grâce Vallée, originaire, comme lui, de l'île Bourbon.

Parny mourut le 5 décembre 1814. M. Etienne, alors directeur de l'Académie française, fit entendre des paroles de douleur sur la tombe du poète que la France pleurait.

BERTIN

Né le 10 octobre 1752, un an avant Parny, Bertin (Antoine) vint comme lui étudier en France, et fit de brillantes études au collège du Plessis, à Paris. Il entra de bonne heure au service et devint chevalier de l'ordre de Saint-Louis. En 1777 et 1778, il remplit les fonctions d'écuyer auprès du comte d'Artois.

Pendant toute sa jeunesse, Bertin publia plusieurs poésies fort remarquables ; les souvenirs de l'île Bourbon, sa patrie, fournissent surtout d'heureuses inspirations au compatriote de Parny.

A la fin de 1789, il quitta la France pour se rendre à Saint-Domingue, où il devait épouser une jeune créole qu'il avait connue à Paris. De longues formalités retardèrent la conclusion de ce mariage, qui ne put se faire qu'au commencement de juin 1791. Le jour où la célébration devait avoir lieu, Bertin, déjà malade, demanda

qu'elle se fit dans sa chambre. A peine avait-il prononcé d'une voix faible le *oui*, qu'il fut pris d'un évanouissement. Il ne reprit connaissance qu'avec une forte fièvre et des vomissements. Dix-sept jours après, il expirait dans d'atroces souffrances, âgé de 38 ans.

NICOLE ROBINET DE LA SERVE

Cet homme de bien, dont le souvenir est resté profondément gravé dans la mémoire de ses compatriotes, consacra toute sa vie à la conquête de la liberté. Nicole de la Serve naquit à Sainte-Suzanne le 10 avril 1791. Ses études terminées, nous le voyons prendre les armes et se joindre à ses compatriotes pour repousser les attaques des Anglais. Quand l'île tomba au pouvoir de l'Angleterre, de la Serve suivit M. de Sainte-Suzanne et gagna la France. A Paris, il reprit ses études et remporta en 1812 le prix d'honneur de philosophie.

En 1815, après avoir, à la suite du Maréchal Moncey, lutté contre les alliés, il publia une première brochure intitulée : « *L'adresse aux bons Français* ». Reçu avocat en 1816, il se consacre tout entier à la défense des patriotes impliqués dans le complot dit de l'*Épingle noire*. L'année suivante, il épousa la fille de M. Chevassus, un des directeurs du *Constitutionnel*, et put alors entrer dans le journalisme libéral militant; il publia un grand nombre d'articles très remarquables, jusqu'en 1825, époque à laquelle il rentra à la Réunion.

De retour dans sa patrie, M. de la Serve fonda une immense sucrerie, le *Colosse* ; malheureusement, il fut,

comme tant d'autres, ruiné par la crise commerciale de 1830. Malgré cette catastrophe, M. de la Serve continua à défendre les libertés de la colonie, et quand il mourut, le 18 décembre 1842, ses compatriotes purent lui élever un monument sur lequel on grava ces paroles qui résument toute sa vie :

AU DÉFENSEUR DES LIBERTÉS COLONIALES.

LISLET-GEOFFROY

Naquit à Bourbon le 23 août 1755 ; fils d'une négresse libre, il fut adopté par M. Geoffroy, qui se chargea de son éducation.

Lislet-Geoffroy, après avoir occupé différents postes dans les ponts et chaussées, lutta courageusement, comme aide-pilote, contre l'Angleterre, entra dans le génie et conquist le grade de capitaine. Lislet a laissé de remarquables travaux de cartographie et de météorologie ; il était membre correspondant de l'Institut ; il mourut le 8 février 1835.

JOSEPH HUBERT

Né à Saint-Benoît en 1747, passa, en 1769, à l'île de France, où il se fit remarquer de M. Poivre, qui le chargea de porter à Bourbon les plants de giroflier ; Hubert se consacra tout entier à la culture de cette épice qui devait, pendant un instant, faire la fortune de sa patrie. La science lui doit la découverte de la loi des tempêtes.

Hubert était membre correspondant de l'Institut ; il mourut près de la commune de Saint-Joseph, qu'il avait fondée, le 19 avril 1825.

BAILLY DE MONTHION

Né à Saint-Denis le 27 janvier 1776, mort le 7 septembre 1850, général et pair de France. De Monthion a gagné tous ses grades à la pointe de son épée ; il a fait, pendant sa longue carrière, toutes les campagnes de la Révolution, du Consulat et de l'Empire. Son nom est inscrit à toutes les pages de notre histoire militaire de cette époque.

PIERRE BOUVET

Né à Saint-Benoît le 28 novembre 1775, s'embarqua dès l'âge de 9 ans sur le navire de son père. La vie tout entière de Bouvet se passa sur mer, occupé à combattre les Anglais ; fait prisonnier comme enseigne, et transporté sur un ponton, puis dans une prison de Londres, le jeune Bouvet réussit à s'évader trois fois, mais trois fois il fut repris et enfermé plus étroitement.

Parmi les faits d'armes les plus brillants de Bouvet, citons les combats du canal de Mozambique, du Grand-Port, à Maurice, de *l'Iphigénie* contre *l'Africaine* ; chacune de ces batailles navales, où Bouvet commandait, fut un désastre pour l'Angleterre.

En 1822, Bouvet prit sa retraite avec le grade honoraire de contre-amiral ; il se retira à Saint-Servan, qui

le nomma député. On cite du brave Bouvet une réponse au roi Louis-Philippe qui peint bien l'homme. Le roi lui demandait ce qu'il pouvait faire pour lui.

— Sire, répondit Bouvet, je ne vous demande qu'une grâce : en cas de guerre avec l'Angleterre, être chargé de tirer le premier coup de canon.

Bouvet est mort le 20 juin 1860.

EUGÈNE DAYOT

Né à Saint-Paul, le pays des poètes, le 8 août 1810 ; de bonne heure, sa mère lui fit suivre les cours d'une institution de la ville, puis il passa aux mains d'un précepteur. Ses études terminées, il entra dans l'administration des ponts et chaussées ; plus tard, désirant voir son père établi comme traitant à Madagascar, Dayot fit le voyage. A son retour, il fut atteint d'une cruelle maladie qui le condamna pour toujours à d'horribles souffrances. Dayot se releva la face meurtrie, sillonnée de rides, la vue considérablement affaiblie, les membres mutilés ; il n'avait pas vingt ans.

En 1839, Dayot fonda à Saint-Paul le journal « *le Créole* », organe libéral, dans lequel le jeune publiciste lutta contre les idées anti-abolitionnistes qu'essayait de répandre une certaine classe de la population de Bourbon. En 1844, Dayot vendit son imprimerie et *le Créole* cessa de paraître ; il fut remplacé par le *Courrier de Saint-Paul*, où il publia une série de feuilletons intitulés : *Bourbon pittoresque*. Quelques années après il mourait, à peine âgé de 42 ans.

Dayot a été surtout un poète, un poète mélancolique, dont les vers, dit M. Raffray, sont écrits avec des larmes, mais des larmes réelles, chaudes, qui coulent du cœur aussi bien que des yeux.

Citons parmi ses morceaux les plus remarquables : le *Mutilé*, qu'il écrivit sur son lit de douleur, le *Rêve*, la *Hache*, vigoureuse et éloquente imprécation contre la peine de mort ; *Ni père, ni mère*, *Salazie*, qui mériteraient d'être lus et connus en France.

GEORGES IMHAUS

Né le 24 novembre 1817 à Aix-la-Chapelle, M. Imhaus vint à la Réunion en 1840, pour y fonder une sucrerie, dans laquelle il appliqua les procédés les plus nouveaux pour la fabrication. En 1848, il recevait ses lettres de grande naturalisation. De 1848 à 1859, comme membre du Conseil municipal et du Conseil général, M. Imhaus aida puissamment ses collaborateurs de ses connaissances spéciales en finance et en industrie ; en 1859, il recevait, en récompense des services rendus, la croix de la Légion d'honneur, et la colonie le délégua pour la représenter à Paris.

C'est grâce à M. Imhaus, chargé en 1860 d'une mission à Londres, que le courant d'immigration des coolies hindous s'établit dans notre colonie ; c'est à lui aussi que l'on doit le fonctionnement régulier de cette immigration. En 1861, à la suite de cette mission, M. Imhaus était promu au grade d'officier de la Légion d'honneur.

A cette époque, il occupa pendant quelque temps la direction du service de la presse et de la librairie au ministère, poste éminemment délicat, alors que la liberté de la presse n'existait pas.

En 1862, il quitta le ministère et prit la recette générale de l'Ariège, et plus tard celle des Bouches-du-Rhône. Aujourd'hui, M. Imhaus est rentré dans la vie privée et jouit du repos qu'il a si bien gagné.

Partout où il a passé, M. Imhaus a laissé le souvenir d'un homme de bien, aux idées libérales, dévoué à la France ; à la Réunion, il est considéré comme un des bienfaiteurs de la colonie.

Parmi les hommes distingués nés à la Réunion, citons encore :

Hubert Delisle, qui fut longtemps gouverneur de notre colonie.

Leconte de Lisle, le poète académicien.

Hervé, directeur d'un grand journal parisien, publiciste, élu à l'Académie le même jour que son compatriote Leconte de Lisle.

H. Kérouan, journaliste parisien d'un grand talent.

Léon Dierx, auteur de poésies charmantes ; et beaucoup d'autres encore qui occupent des situations élevées dans le monde politique et littéraire.

LISTE
DES
GOUVERNEURS DU SÉNÉGAL

§ I. — De 1834 à 1850.

MM.

RENAULT DE SAINT-GERMAIN, chef de bataillon d'infanterie de marine, de 1831 à 1833 ;

CADÉOT, sous-commissaire de la marine, intérimaire, 1833 ;

QUERNEL, capitaine de frégate, intérimaire, 1834 ;

PUJOL, capitaine de frégate, de 1834 à 1836 ;

MALAVOIS, lieutenant de vaisseau, 1836 ;

GUILLET, sous-commissaire de la marine, intérimaire, 1836 ;

SORET, capitaine de corvette, de 1837 à 1839 ;

CHARMASSON, capitaine de vaisseau, de 1839 à 1841 ;

MONTAGNIÈS DE LA ROCHE, capitaine de vaisseau, 1841 ;

PAGEOT DES NOUTIÈRES, commissaire de la marine, intérimaire, 1842 ;

BOUET-VILLAUMEZ, capitaine de corvette, 1843 ;

LABOREL, chef de bataillon d'infanterie de marine, intérimaire, 1844 ;

THOMAS, commissaire de la marine, intérimaire, 1844 ;

OLLIVIER, capitaine de vaisseau, 1845 ;

HOUBÉ, chef de bataillon d'infanterie de marine, intérimaire, 1846 ;

Comte BOURDON DE GRAMONT, capitaine de corvette, 1846 ;

CAILLE, lieutenant-colonel, intérimaire, 1847 ;

BERTIN DU CHATEAU, chef de bataillon, intérimaire, 1847 ;

BAUDIN, capitaine de vaisseau, commissaire de la République, 1848 ;

AUMONT, capitaine de frégate, intérimaire, 1850.

§ II. — De 1850 à 1885.

MM.

PROTET, capitaine de frégate, puis capitaine de vaisseau, du 10 octobre 1850 au 16 décembre 1854.

FAIDHERBE, chef de bataillon, puis lieutenant-colonel, colonel du génie, du 16 décembre 1854 au 4 décembre 1861.

JAURÉGUIBERRY, capitaine de vaisseau, du 4 décembre 1861 au 14 juillet 1863.

FAIDHERBE, général de brigade, du 14 juillet 1863 au 14 juillet 1865.

PINET-LAPRADE, colonel du génie, du 12 juillet 1865 au 18 août 1869. Décédé à Saint-Louis.

RÉDOS, commissaire de la marine, intérimaire, du 18 août au 17 octobre 1869.

ALIÈRE, colonel d'infanterie de marine, du 17 octobre 1869 au 14 juin 1876.

RIÈRE DE L'ISLE, colonel d'infanterie de marine, puis général de brigade, du 14 juin 1876 au 15 avril 1881.

E LANNEAU, capitaine de vaisseau, puis contre-amiral, du 15 avril au 5 août 1881. Décédé à Saint-Louis.

EVILLE DE PÉRIÈRE, commissaire de la marine, intérimaire, du 5 août au 2 octobre 1881.

ANARD, colonel de Spahis, du 2 octobre 1881 au 28 juin 1882.

ALLON, capitaine de vaisseau, du 28 juin au 16 novembre 1882.

RENÉ SERVATIUS, du 16 novembre 1882 au 20 juin 1883. Décédé à St-Louis.

LE BOUCHER, directeur de l'intérieur, intérimaire, du 20 juin au 15 août 1883.

BOURDIAUX, colonel d'artillerie de marine, intérimaire, du 15 août 1883 au 15 avril 1884.

SEIGNAC-LESSEPS, entré en fonctions le 15 avril 1884.

CAILLE ENSEMB' SON PITITS.

Ein manman caille dans n'fatac Saint'-Izan'n
Proc li coin ein çamp d'riz l'atait cacièt son nid.

L'atait tout au bord la savan'n....
Mais di riz dépass'mir. Par Malhèr, çaq pitit
L'atait tout tend'! tout tend, encore tout ni
Pa Zozoq'li maitre di plantaze
Vient aguett'son di riz, li soir après l'ouvraze :
« Ah! soupelet, bon Dié! mon di riz la perdi,
« Si divent souff' à c't'hère, trop sir vagrain'a li.

« Ein récolte si zouli si plein!
« Cours, z'enfants, vitelement la caz' toute vouésin.
« Dis à zaut'rondement vient donn' à nous la main.
La manman caill y dit à son pitit famille.
La pas cacab' bouzer. « Brann' pas dans n'vout couquille
« N'a pas demain zour l'embarras. »
Li boug' vouésin y vini pas!
Pendant trois zours v'y enten'n pas tapaze :
N'a point vouésin vé quitte son l'ouvraze.
Pa Zozoq'vient encore : « Ah rien moins n'aura pas !
« N'a n'a dezà qu'la timbe en bas....
« Cours z'enfants, dit z'amis : viens vitelement sans faute,
« Manq' pas vini, mi compt si zaut. »
Tout zamis rest' mavouz' autant comment vouésin,
Y vient pas, zaut' serre li grain.
Pendant tout ci temps là, pitit caill' y proufite,
Plim' dans n'la z'aile y pouss'vite.
Troisième fois Pa Zozoq'y vient aguett'son çamp;

A fore' colèr ly pliç son dent.

Y dit son garçon : « D'main grand matin prends faucille,

« Mi fier pas davantaz' vouésins ensemb' famill,

« Nous va commenç quand' qu'nous y vé ;

« Nous va finir quand qu'nous y pé. »

Hen !!! Manman Caill y dit : « Allons, lèv' nout' bagaze,

« File, dépèc' a nous, tarde pas davantaze..... »

Pitit caill' capé cap la train' son patt' dehors,

L'endimain dans n'la plain' l'atait caçiet z'aut corps.

Vous n'a quéq çoz pressé pour faire ?

Fais vit'ment vous même vout'z'affaire.

Si vou' y rod'parents, si vou'y fié z'amis,

Vou' va s'trouve engagé, vous va reste camis.

BIBLIOGRAPHIE

LE SÉNÉGAL

- P. LABAT. — Nouvelle relation de l'Afrique française, etc.
— Paris, 1728.
- ABBÉ DEMANET. — Nouvelle histoire de l'Afrique française,
etc. Paris, 1767, 2 vol. in-12.
- LIND. — Essai sur les maladies des Européens dans les
pays chauds. — Paris, 1785, 2 vol. in-12.
- LAMIRAL. — L'Afrique et le peuple africain. — Paris, 1789,
in-8°.
- JÉRÔME LALANDE. — Mémoire sur l'intérieur de l'Afrique.
— Paris, an III. 1 vol. in-4°.
- ABBÉ BOILAT. — Esquisses sénégalaises. — Paris, 1853,
in-8°.
- FRÉDÉRIC CARRÈRE ET PAUL HOLLE. — De la Sénégambie
française. — 1 vol., 1855.
- S. HAURIGOT. — Quinze mois en Sénégambie. — Paris,
1869.
- BERLIOUX. — André Brüe ou l'origine de la colonie fran-
çaise du Sénégal. — Paris, 1874. 1 vol. in-8°.
- GRAVIER. — Recherches sur les navigations européennes
faites, au moyen âge, aux côtes occidentales d'Afrique,
en dehors des navigations portugaises du xvi^e siècle
— Paris, 1878. 1 vol. in-8°.

L.-J.-B. BÉRENGER-FÉRAUD. — *Traité clinique des maladies des Européens au Sénégal.* — Paris, 1878. 2 vol.

D^r A. BORIUS. — *Recherches sur le climat du Sénégal.*

PAUL BOURDE. — *La France au Soudan.* — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1880.

LUDOVIC DRAPEYRON. — *Revue géographique*, V^e année, 1881.

HENRI DURASSIER. — *L'Année maritime, années diverses.*

OLIVIER DE SANDERVAL. — *De l'Atlantique au Niger par le Fouta-Djallon*, 1882, 1 vol.

J. ANCELLE. — *Les Français au Sénégal.* — *Revue de géographie*, mars 1883.

GÉNÉRAL FAIDHERBE. — *Notice historique sur le Cayor.* — *Bulletin de la Société de géographie*, 4^e trimestre 1883.

D^r A. BORDIER. — *La Colonisation scientifique et les colonies françaises*, 1884.

A. BARTHÉLEMY. — *Guide des voyageurs dans la Sénégambie française.* — Bordeaux, 1884.

Sénégal et Niger, la France dans l'Afrique occidentale (1879-1883). — Paris, 1884 (1).

Annales sénégalaises de 1854 à 1885 (2).

ALFRED RAMBAUD. — *Sénégal et Soudan français.* — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1885.

FALLAT. — *Histoire de la colonie française au Sénégal.* — Paris, 1 vol. in-8^o.

Notices coloniales publiées à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers en 1885,

(1) Ouvrage publié par le Ministère de la marine et des colonies, sous la direction du colonel Borgnis-Desbordes.

(2) Ouvrage publié avec l'autorisation du Ministre de la marine, sous la direction du général Faidherbe.

A RAMBAUD. — La France coloniale, 1885.

CAPITAINE PIÉTRI. — Les Français au Niger, 1885.

PAUL LEROY-BEAULIEU. — De la colonisation chez les peuples modernes, 1886.

G. HAURIGOT. — Documents personnels inédits.



TABLE DES MATIÈRES

LA RÉUNION

CHAPITRE I. — Découverte. — Compagnie de l'Orient. — Pro- nis. — Compagnie des Indes. — Jacob de la Haye. — Le P. Hyacinthe. — Conseil des notables. — Conseil provincial. — Le café. — Prise de possession de l'île de France. — Inva- sion de sauterelles. — Epidémie de petite vérole. — Situa- tion de Bourbon à l'arrivée de La Bourdonnais.	1
CHAPITRE II. — Mahé de La Bourdonnais. — Naufrage du <i>Saint-Géran</i> . — Rétrocession des îles de France et de Bour- bon au roi. — Liquidation de la Compagnie, — Poivre. — Organisation de la colonie. — Les milices. — Les volontai- res de Bourbon. — 1793. — Bourbon prend le nom de la Réunion. — Baco et Burnel. — Belleville. — L'Empire. — Les Anglais attaquent l'île. — Révolte d'esclaves. — La France reprend possession de l'île. — Emancipation des esclaves.	21
CHAPITRE III. — Situation. — Etendue. — Division natu- relle. — Les côtes. — Montagnes. — Volcans. — Eruptions. — Coulées de lave. — Sources thermales. — Cours d'eau. .	38
CHAPITRE IV. — Division administrative. — Administration. — Communes. — Saint-Denis. — Aspect de la ville. — Les rues. — Les monuments. — Le port. — Saint-Pierre. — La Possession. — Saint-Paul. — Le chemin de fer.	55
CHAPITRE V. — Climat. — Température. — Saisons. — Pluies. — Nuages. — Orages. — Ouragans. — Cyclones. — Raz de marée. — Un Cyclone dans la plaine des Cafres. — Le Cyclone de 1868	67

CHAPITRE VI. — Population. — Différentes races. — Les créoles. — Les mulâtres. — Les Petits Blancs. — Les citoyens. — Cafres. — Malgaches. — Indiens. — Chinois. — L'immigration des coolies hindous et l'Angleterre	84
CHAPITRE VII. — Agriculture. — La canne à sucre. — Le café. — Le girofle. — La vanille. — Le cacao. — Le tabac. — Culture vivrière. — Les forêts. — Les animaux	97
CHAPITRE VIII. — L'industrie sucrière. — Industries diverses. — Commerce. — Navigation. — La monnaie. — Les <i>Korvagnons</i>	110
CHAPITRE IX. — Instruction publique. — Collèges et écoles. — Le patois créole. — Journaux. — Sociétés savantes.. . .	117

MADAGASCAR

CHAPITRE I. — Madagascar possession française. — La France à Madagascar de 1642 à 1810. — Prise de Madagascar par les Anglais. — 1816. — Radama I et l'Angleterre. — Farquhar gouverneur de l'île Maurice. — MM. Lambert et Laborde. — Les derniers événements. — L'amiral Pierre. — Le traité de 1886.	129
CHAPITRE II. — Situation. — Étendue. — Montagnes. — Rivières. — Tananarive. — Tamatave. — Les habitants. — La baie de Diégo-Suarez	166
CHAPITRE III. — Importance de la colonisation de Madagascar au point de vue militaire et commercial. — Production du sol. — Commerce. — Industrie	182

LE SÉNÉGAL

CHAPITRE I

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE.

Situation, délimitation. — Le littoral : caps, baies, îles, etc. —
 Les montagnes : les monts Kong, le Fouta-Djallon. — Région
 du Fouta-Djallon. — Cataractes de Gouina et de Félou. —
 Cours d'eau : le Sénégal et ses affluents ; cours du fleuve
 et accidents divers ; le paysage ; un joli tableau. —
 Marche d'un convoi. — Lacs et marigots. 205

CHAPITRE II

NIGER. — EXPLORATIONS.

Courtes lignes sur un grand fleuve. — Un pays bien arrosé. —
 Martyrologe. — Mungo Park ; le deuxième voyage ; un pays
 inhospitalier ; disparu ! — René Caillé : dur apprentissage ;
 triste situation ; un voyage pénible ; Kabra et Tombouc-
 tou. — Le lieutenant Mage et le Dr Quintin ; une ville
 bruyante. 228

CHAPITRE III

DÉPENDANCES DU SÉNÉGAL.

La Casamance : une navigation difficile ; Carabane ; les rives ;
 Sédhion, etc. — Les Rivières du Sud : Rio-Cassini, Rio-
 Nunez, Rio-Pungo, Mellacorée. 237

CHAPITRE IV

LES HABITANTS DU SÉNÉGAL.

Recensement. 245
 Ethnographie. 247

- I. *Race Nègre*: Onoloffs et Sérères : avantages physiques, qualités et défauts ; religion, langue, chefs.
 Soninkés et Mandingues : leurs origines ; étymologie de leurs noms ; grandeur et décadence ; type ; caractère, etc. ; abondance de dialectes.
 Peuplades diverses ; Auvergnats et Bohémiens d'Afrique, etc. 248
- II *Les Peuls* : Orthographes diverses. — Origines mystérieuses. — Singulières parentés. — Peuls de différentes couleurs. — Leur physique, leur moral. — La langue ; une nouvelle grammaire. — Les Toucouleurs ; leur portrait, leurs mœurs, leur manière de combattre. 256
- III *Race Khamitique, Maures* : Les castes. — Berbères et Arabes. — Etymologie du mot *Sénégal*. — Maisons volantes. — Un camp ; le départ. — Pauvres autruches ! — Sobriété et gloutonnerie. — Ces dames. — De beaux hommes. — Singulière mode de coiffure. — Mariages et divorces. — Coutumes diverses. — *Griots* ; avis aux poètes. — Arts et métiers. — Apologue instructif. — La guerre : les armes, le costume, coutumes guerrières, le courage chez les Maures. — Un stoïcien Pourogue. 261

CHAPITRE V

LES FRANÇAIS AU SÉNÉGAL. — AVANT 1854.

- Nos débuts. — La traite. — Richelieu et les Compagnies. — Vœu d'un créole. — André Brûe ; petits moyens, grands effets. — Fortunes diverses. 277

CHAPITRE VI

DE 1854 à 1877.

- Les coutumes. — Ordres énergiques. — Conquête du Oualo. — Guerre contre les Trarzas ; insolences ; un beau trait. — Al-Hdji-Omar. — Paul Holl à Médine. — Expéditions diverses. — Lat-Dior. 284

CHAPITRE VII

DE 1877 à 1885.

Noms glorieux. — Le Soudan. — Projet abandonné. — Le capitaine Galliéni. — Tentatives diverses de pénétration dans le continent africain : chemin de fer transsaharien, mer intérieure, etc. 297

CHAPITRE VIII

DE 1877 A 1885 (*suite*).

Expédition du capitaine Galliéni. 303

CHAPITRE IX

DE 1877 A 1885 (*suite*).

Explorations du docteur Bayol. — Campagnes du colonel Borgnis-Desbordes. — Lat-Dior. 318

CHAPITRE X

DIVISIONS POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES DU SÉNÉGAL.

Institutions diverses. — Administration de la justice. — L'instruction publique au Sénégal ; une idée de nègre, sa réalisation. — Principaux centres : Saint-Louis, Gorée, Dakar, Rufisque, etc. 324

CHAPITRE XI

EXPLOITATION DU SÉNÉGAL.

Agriculture : concessions de terres, productions, produits naturels ; une plante précieuse ; la gomme ; les animaux domestiques ; les autres ; les essences forestières. — Richesses minérales. — Industrie et commerce. — Importation et exportation. — Communications avec le haut Sénégal ; avec la région des Rivières du Sud. — Chemin de fer de Dakar à Saint-Louis ; un voyage peu agréable ; inconvénient bien compensé ; la ligne. — Communications avec la France et l'étranger. 344

CHAPITRE XII

MÉTÉOROLOGIE, CLIMAT, MALADIES.

Les trois saisons. — Le soleil et le vent. — Requête aux fabricants de thermomètres. — Variations de température. — Raz de marée. — Marées. — Joursolaire. — Les tornades. — Triste réputation. — Terrible nomenclature. — L'impaludisme. — La fièvre jaune. — Chiffres sans commentaires. — Nos médecins. — Une chimère. — Les privilégiés. — Mesures de protection.	358
APPENDICE.	371
Liste des gouverneurs du Sénégal.	383
Caille ensemb'son pitits.	386
BIBLIOGRAPHIE. — Le Sénégal.	389



TABLE DES GRAVURES

	Pages.
Port de Saint-Pierre. — La Réunion.	<i>Front.</i>
Rivière Saint-Denis, à la Réunion.	17
Salazie.	39
Vue générale de Saint-Paul.	57
Gorges du Bornieu-Saint-Paul.	68
Type de maison coloniale.	85
Plan de café.	99
Préparation des grains du café.	103
Cueillette du café.	107
Madagascar. — Nossi-Bé. — Résidence royale de Tannikily.	128
Vohémar.	141
L'amiral Pierre.	159
Travaux du fort de la baie de Diégo-Suarès.	169
Forêt de cocotiers.	183
Orchidées.	187
Village de Bafoulabé.	204
Confluent du Bakhoy et du Bafing.	215
Type d'un poste d'après le poste de Bakel.	221
Femme Soninké.	253
Malinké.	255
Peul.	257
Chef ouloff.	285
Allée des cocotiers à Saint-Louis.	325
Marché de Saint-Louis.	331

Spahi sénégalais.	333
Saint-Louis. — Pont Faidherbe	337
Gorée. — Ville et débarcadère.	339
Dakar. — Ville et Rade.	340
Rufisque.	342

DT469

R43488

HOOVER INSTITUTION

To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

20M-5-57-17769

FOR USE IN
LIBRARY ONLY

DT 469 .R43 H88 C.1
La Reunion, Madagascar, APQ7140
Hoover Institution Library



3 6105 083 157 938

